

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°259

OCTOBRE 2006

- VISITE DE CONDOLEEZA RICE AU KURDISTAN.
- LE CONSEIL DE L'EUROPE ADOPTE UNE RÉOLUTION SUR LA SITUATION CULTURELLE DES « 25 À 30 MILLIONS » DE KURDES, « UNE DES PLUS GRANDES NATIONS SANS ÉTAT DU MONDE ».
- BAGDADENT LA LOI CRÉANT UN ÉTAT FÉDÉRAL EN IRAK.
- BILAN D'OCTOBRE EN IRAK : QUATRIÈME MOIS LE PLUS MEURTRIER POUR L'ARMÉE AMÉRICAINE.
- DAMAS : LES KURDES COMMÉMORANT LE 44^{ème} ANNIVERSAIRE DU RECENSEMENT PRIVANT DE DIZAINES DE MILLIERS D'ENTRE EUX DE LEUR NATIONALITÉ SYRIENNE.
- MALGRÉ LA TRÊVE UNILATÉRALE DES COMBATTANTS DU PKK, L'ARMÉE TURQUE JURE DE LES POURCHASSER JUSQU'AU DERNIER.
- STRASBOURGONT UN GARÇON ÂGÉ DE DOUZE ANS.
- LES KURDES TÉMOIGNENT DES HORREURS SUBIES AU PROCÈS DE SADDAM HUSSEIN.
- ORHAN PAMUK REÇOIT LE PRIX NOBEL DE LITTÉRATURE 2006, PENDANT QUE LA TURQUIE POURSUIT LES ÉDITEURS, LES ECRIVAINS ET LES JOURNALISTES POUR DÉLIT D'OPINION.
- AINSI QUE...

VISITE DE CONDOLEEZA RICE AU KURDISTAN

La secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice s'est, le 6 octobre, rendue au Kurdistan irakien. Mme Rice s'est entretenue à Erbil avec le président du Kurdistan, Massoud Barzani. Les entretiens d'Erbil, visaient notamment à convaincre les dirigeants kurdes de soutenir un projet de loi en discussion à Bagdad, prévoyant un partage des ressources pétrolières entre tous les Irakiens. « *Nous pensons que le pétrole doit être une ressource partagée par l'ensemble du peuple irakien* », a déclaré Mme Rice aux journalistes qui l'accompagnaient. « *Notre point de vue (...) est que le pétrole doit être un facteur*

d'unification et non une ressource qui conduirait à un pays moins uni », a-t-elle ajouté.

Lors d'une conférence de presse commune à Erbil, où il n'y avait que deux drapeaux - celui du Kurdistan et celui des Etats-Unis, mais pas celui de l'Irak-, M. Barzani a affirmé que le Kurdistan était favorable à « une distribution équitable des ressources pétrolières sur tout le territoire national, comme cela est inscrit dans la Constitution irakienne ». Il a ajouté que « *le Kurdistan, comme toute autre nation, a le droit à l'autodétermination* ». Cependant, « *le parlement kurde a opté pour un système fédéral, au sein d'un Irak démocratique* », a-t-il ajouté. Le

Premier ministre du Kurdistan d'Irak, Nechirvan Barzani, avait affirmé fin septembre que les Kurdes voulaient être maîtres de leur pétrole et averti que toute interférence extérieure ne pourrait que raviver les appels à l'indépendance du Kurdistan. D'importantes réserves de pétrole ont déjà été découvertes en diverses régions du Kurdistan et les experts s'attendent à de nouvelles découvertes. Les réserves prouvées au Kurdistan sont évaluées à 3,6 milliards de barils, soit 2,9% des réserves prouvées de l'Irak. La Constitution irakienne prescrit le partage des revenus des gisements pétroliers déjà en exploitation entre toutes les régions du pays au prorata de leur population mais confère aux

gouvernements régionaux le contrôle des ressources à découvrir. Le Parlement du Kurdistan a également entamé en septembre la lecture d'un projet de Constitution kurde dans lequel il revendique notamment Kirkouk et réaffirme le droit à l'autodétermination dont l'exercice effectif dépendra de l'évolution de la situation en Irak ainsi que du contexte régional et international.

Mme Rice était arrivée le 5 octobre à Bagdad, pour une visite surprise destinée à encourager le processus de réconciliation nationale irakienne, après des visites en Israël et dans les territoires palestiniens dans le cadre d'une tournée régionale. À Bagdad, elle s'était entretenue avec le président irakien Jalal Talabani et le Premier ministre Nouri al-Maliki dans le cadre d'une visite qui lui a permis d'insister sur l'urgence pour les dirigeants irakiens de mettre fin à leurs divergences politiques. « Notre rôle est de presser toutes les parties

d'oeuvrer à un prompt règlement parce qu'il est évident que la situation sécuritaire ne peut pas être tolérée et que l'inaction politique ne l'aide pas », a-t-elle rappelé. Elle a également rencontré le vice-président sunnite Tariq al-Hachimi, le vice-premier ministre Salam al-Zobaïe, le président du parlement Mahmoud al-Machhadani et le chef du principal groupe parlementaire sunnite Adnane al-Doulaïmi. Elle s'est aussi entretenue avec les dirigeants chiïtes, notamment le vice-président Adel Abdel Mahdi et Abdel Aziz Hakim, chef du Conseil Suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII), avant de dîner avec le président irakien Jalal Talabani. Au cours de ces entretiens avec les représentants des différentes composantes de la société irakienne, Condoleezza Rice a insisté sur « *les trois piliers fondamentaux de la stabilité* » en Irak: « *la réconciliation, la sécurité et le développement économique* », a-t-on indiqué de source américaine.

Commission de la culture, de la science et de l'éducation. Le rapporteur britannique Lord Russell Johnson avait effectué une visite d'étude en Turquie les 7-13 juin 2004. Il avait participé à une conférence sur le sujet, organisée à Bruxelles en novembre 2004. Un échange de vues a eu lieu le 17 mars 2005. Une audition avec des personnalités Kurdes d'Irak, d'Irak, de Syrie et de la Diaspora dont le président de l'Institut kurde de Paris, Kendal Nezan, a eu lieu à Paris le 18 janvier 2006. Le 13 avril le Rapporteur a présenté son projet de rapport et la Commission a demandé à ses membres turcs de commenter ce projet. Le texte intégral adopté par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe est suivant :

« 1. Après ses rapports sur les Tsiganes en Europe (Doc. 6733, 1993), sur la culture yiddish (Doc. 7489, 1996), sur les Aroumains (Doc. 7728, 1997), sur les cultures minoritaires ouraliennes en danger (Doc. 8126, 1998) et sur la culture de la minorité csango en Roumanie (Doc. 9078, 2001), l'Assemblée parlementaire souhaite à présent attirer l'attention sur la situation culturelle des Kurdes.

2. L'Assemblée a abordé d'autres questions relatives aux Kurdes dans ses rapports sur le respect des obligations et engagements de la Turquie (Doc. 9120, 2001, et Doc. 10111, 2004), et sur la situation humanitaire de la population déplacée kurde en Turquie (Doc. 9391, 2002).

3. La question de l'origine exacte des Kurdes reste une énigme. Aux fins de la présente résolution, les Kurdes sont considérés comme un groupe ethnique de langue maternelle kurde. Ils sont avant tout originaires de la chaîne du Zagros-Taurus, zone montagneuse où convergent les frontières de la Turquie, de l'Irak et de l'Irak.

4. On ne connaît pas le nombre de

LE CONSEIL DE L'EUROPE

ADOpte UNE RÉSOLUTION SUR LA SITUATION CULTURELLE DES « 25 À 30 MILLIONS » DE KURDES, « UNE DES PLUS GRANDES NATIONS SANS ÉTAT DU MONDE »

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a, le 4 octobre, adopté à Strasbourg une résolution encourageant la Turquie à améliorer la situation culturelle des Kurdes. Le texte, adopté à une très large majorité, prie aussi les gouvernements de l'Iran, de l'Irak et de la Syrie de reconnaître que la langue et la culture kurdes font partie de leur patrimoine et qu'elles constituent une richesse et non une menace contre laquelle il faut lutter. L'Assemblée parlementaire avait auparavant évoqué la situation des 25 à 30 millions de Kurdes

vivant en Iran, en Irak, en Syrie ainsi qu'en Turquie, le seul des quatre pays concernés à être membre du Conseil de l'Europe. Dans leur résolution, les parlementaires demandent aux autorités turques « *de lever les obstacles administratifs déraisonnables auxquels se heurtent les Kurdes dans leurs activités culturelles* ». Ils souhaitent la création d'un nombre accru de centres locaux de promotion de la culture kurde et l'accès des kurdophones aux moyens modernes de communication de masse.

La résolution 1519 (2006) a été adoptée à partir du rapport de la

Kurdes puisque aucun des principaux pays où ils vivent (à savoir l'Iran, l'Irak, la Syrie et la Turquie) n'indique l'ethnie dans ses recensements. On estime que leur nombre est compris entre 25 et 30 millions, ce qui fait d'eux une des plus grandes «nations sans Etat» du monde.

5. Les Kurdes parlent le kurde, une langue qui fait partie de la subdivision nord-ouest de la branche iranienne de la famille des langues indo-européennes. C'est une langue fondamentalement différente de l'arabe (une langue sémitique) et du turc (une langue altaïque). Le kurde moderne comprend plusieurs grands groupes, dont le plus important est celui du kurmandji. Il s'y ajoute des dizaines de parlers.

6. La situation des Kurdes varie considérablement selon les pays où ils vivent. En Irak, environ 5 millions de Kurdes jouissent d'un statut de quasi-indépendance depuis la guerre du Golfe en 1991. L'Iran ne reconnaît pas aux Kurdes de droits autres que culturels: la musique et le folklore, mais non l'enseignement. En Syrie, ils n'ont absolument aucun droit et même leur musique est interdite.

7. Pendant des décennies, les Kurdes n'ont pas été reconnus par les autorités turques. En 2004, la situation a changé avec des émissions dans les dialectes kurdes à la télévision nationale turque et l'autorisation de cours de langue kurde. Les livres, les disques et les concerts en kurde ne sont plus interdits. Deux chaînes régionales privées de télévision et une station de radio ont commencé à diffuser de brèves émissions en kurde pour la première fois le 23 mars 2006.

8. Certains Kurdes ont été impliqués dans ce qu'il est convenu d'appeler des «crimes d'honneur», mais cette pratique barbare ne concerne pas uniquement les Kurdes. On l'observe dans les régions (rurales)

les plus reculées du Proche-Orient. L'éducation et le développement économique s'accompagnent d'un recul de telles pratiques. Les associations de femmes jouent un rôle important en Irak et en Turquie. Le nouveau Code pénal turc supprime les circonstances atténuantes pour les «crimes d'honneur», qu'il requalifie d'homicides avec préméditation.

9. De nombreux habitants de la région tout entière doivent moderniser leurs attitudes. Les Kurdes dans leur grande majorité sont conscients de ce que l'Europe est une bonne chose et placent leurs espoirs dans un futur commun au sein de ou avec l'Europe. Ils doivent aussi savoir qu'un pays où les «crimes d'honneur» sont toujours acceptés par certains comme faisant partie de leurs «traditions» est un pays qui n'a pas sa place dans l'Europe des droits de l'homme. L'Assemblée salue les mesures juridiques, politiques et sociales prises par le Gouvernement turc, et espère qu'elles ouvriront la voie à une évolution durable dans la bonne direction.

10. Plus d'un million de Kurdes vivent en Europe occidentale, et des instituts culturels kurdes ont vu le jour dans la plupart des pays d'Europe où les Kurdes se sont installés en nombre. La diaspora kurde a également joué un rôle politique majeur en sensibilisant l'opinion publique occidentale au sort des Kurdes dans les différents pays d'origine.

11. L'Assemblée rappelle d'autres textes qu'elle a adoptés sur des questions connexes, et notamment sa Recommandation 928 (1981) relative aux problèmes d'éducation et de culture posés par les langues minoritaires et les dialectes en Europe, sa Recommandation 1283 (1996) relative à l'histoire et à l'apprentissage de l'histoire en Europe, et sa Recommandation 1740 (2006) sur la place de la

langue maternelle dans l'enseignement scolaire.

12. La diversité des cultures et des langues devrait être considérée comme une ressource précieuse, qui enrichit notre patrimoine européen et consolide l'identité des pays et de chacun. Une assistance d'urgence européenne, apportée en particulier par le Conseil de l'Europe, s'avère nécessaire pour préserver cette culture spécifique.

13. L'amélioration de la situation culturelle des Kurdes est directement liée à la stabilité politique dans la région. La paix et la stabilité sont nécessaires à l'amélioration de la situation culturelle des groupes ethniques.

14. L'Assemblée encourage la Turquie, en sa qualité d'Etat membre du Conseil de l'Europe, à traiter la «question kurde» d'une manière globale et à prendre les mesures nécessaires à une amélioration de la situation culturelle des Kurdes en Turquie.

15. Dans le domaine de la culture, l'Assemblée recommande que les autorités compétentes de la Turquie prennent les mesures suivantes:

15.1. garantir la protection des principales langues kurdes par la signature, la ratification et la mise en œuvre de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires (STE n° 148) à l'égard des langues kurdes parlées en Turquie;

15.2. examiner la possibilité de suivre un enseignement dans la langue maternelle, en plus des cours dans la langue officielle;

15.3. informer les parents kurdes des différentes options linguistiques et publier des instructions sur les démarches permettant d'accéder aux possibilités offertes;

15.4. promouvoir des cours universitaires de langue et de littérature kurdes;

15.5. reconnaître et soutenir les

associations culturelles kurdes, et entamer un dialogue avec celles-ci afin de collaborer à la protection de la langue et de la culture kurdes;

15.6. réexaminer les procédures administratives auxquelles sont confrontés les Kurdes dans leurs activités culturelles;

15.7. promouvoir l'accès des kurdophones aux moyens modernes de communication de masse. Il convient que la communauté kurde puisse apporter un soutien financier au développement de la presse écrite, de la radio et de la télévision;

15.8. créer en Turquie davantage de centres locaux de promotion de la

culture kurde, chargés d'améliorer la sensibilisation aux minorités et le respect à l'égard de celles-ci.

16. Par ailleurs, l'Assemblée prie instamment les Gouvernements de l'Iran, de l'Irak et de la Syrie de reconnaître que la langue et la culture kurdes font partie de leur patrimoine et qu'elles constituent une richesse qui mérite d'être préservée et non une menace contre laquelle il faut lutter, et leur demande de prendre les mesures nécessaires à la lumière de la présente résolution, en particulier dans le domaine linguistique ».

BAGDAD : LE PARLEMENT IRAKIEN ADOpte DÉFINITIVEMENT LA LOI CRÉANT UN ÉTAT FÉDÉRAL EN IRAK

Le Parlement irakien a définitivement adopté, mercredi 11 octobre, la loi créant un Etat fédéral. La loi a été approuvée à l'exacte majorité simple requise du lement, soit 138 voix sur 275. La loi va permettre de modifier les attributions des dix-huit provinces actuelles. Pour tenter de trouver une formule qui n'implique pas seulement les chiïtes et les Kurdes, les députés ont approuvé fin septembre un compromis visant à rassurer les sunnites : ils ont accepté de préparer une révision de la Constitution à travers laquelle les sunnites entendent bien faire passer des règles mettant des limites au fédéralisme. Ce compromis s'est aussitôt concrétisé avec la mise en place de la commission chargée de préparer la révision de la Constitution. Le calendrier a été soigneusement étudié : la révision de la Constitution doit être prête en un an, et le fédéralisme ne s'appliquera pas avant dix-huit mois. Les sunnites s'efforcent notamment d'obtenir que la Constitution plafonne le nombre de provinces actuelles

qui pourront demain se regrouper pour former une région fédérale, l'objectif étant d'empêcher la création d'une super-région chiïte unique. Les sunnites désirent également qu'un partage équitable des richesses nationales – en premier lieu le pétrole – reste effectif, ce qui implique que le pouvoir central continue à avoir un pouvoir de décision.

Se saisissant en pleine fête du Fitr, le principal parti chiïte d'Irak a, le 24 octobre, demandé la création d'une grande région fédérale chiïte. Abdel-Aziz Hakim, président du Conseil Suprême de la Révolution Islamique en Irak (CSRII), a défendu le fédéralisme devant plusieurs milliers de chiïtes réunis devant son domicile de Bagdad. Il s'agit d'un rempart, a-t-il déclaré, contre « la dictature » et « un pouvoir central injuste ». Défendant la création d'une grande région chiïte, il a affirmé que « la meilleure assurance pour notre peuple, c'est de mettre en oeuvre le fédéralisme dans les provinces du centre et du sud. Le fédéralisme garantit à nos enfants et nos petits-enfants que l'injustice du

passé ne se renouvellera pas », a-t-il ajouté dans une allusion au régime de Saddam Hussein qui s'est appuyé sur les sunnites et a réprimé les chiïtes et les Kurdes. Sur les 18 provinces irakiennes, les neuf provinces du centre et du sud sont majoritairement chiïtes et riches en pétrole. Intervenant dans ce débat, la ministre britannique des Affaires étrangères Margaret Beckett ne s'est pas opposée à une éventuelle partition, mais a, le 23 octobre, estimé que la décision appartenait aux Irakiens. « C'est vraiment l'affaire des Irakiens. Ils en ont assez des gens de l'extérieur qui déterminent des frontières arbitraires et prennent des décisions arbitraires », a-t-elle déclaré sur BBC Radio 4. Au contraire, le président américain George W. Bush s'est opposé, il y a une semaine, à un partage de l'Irak en trois régions autonomes, ce qui causerait, selon lui, un « désordre » plus grand et poserait notamment des problèmes avec la Turquie opposée à tout ce qui pourrait ressembler à un Etat kurde. « Trois régions autonomes, cela (créerait) non seulement une situation dans laquelle les sunnites, les pays sunnites et les extrémistes sunnites (rivaliseraient) avec les extrémistes radicaux. Les Kurdes (causeraient) des problèmes avec la Turquie et la Syrie », a-t-il déclaré, le 16 octobre, à la chaîne de télévision Fox News. Les mots de M. Bush ne ressemblent pas cependant à une mise en garde contre le vote de la semaine passée. La Maison-Blanche s'est employée à apaiser les inquiétudes suscitées par cette loi. Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a de son côté mis en garde contre un éclatement de l'Irak si rien n'est fait pour « unifier » le pays.

Le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki a lancé une nouvelle tentative de réconciliation comprenant un plan en quatre

points destiné à enrayer les violences confessionnelles. Le plan Maliki comprend un principe essentiel qui est de créer des commissions de sécurité locales, partout dans le pays, et d'abord à Bagdad, composées de représentants politiques, religieux, de la société civile et de l'armée. Ainsi, chacun des acteurs pourra être informé des problèmes de sécurité et donner son avis: les sunnites devraient savoir si des exactions commises par une milice chiite sont, ou non, sanctionnées, et vice-versa. Au niveau national, un comité comprenant également toutes les parties, devra veiller à l'application des dispositions arrêtées par le gouvernement. Ce nouveau plan a été précédé par d'autres initiatives de même nature depuis l'entrée en fonction du gouvernement Maliki en mai dernier, mais elles

n'ont pas donné les résultats attendus. Le plan Maliki n'aborde pas directement le désarmement des milices chiites qui est une revendication essentielle des sunnites.

Par ailleurs, à la réunion entre l'Irak et des pays donateurs à Koweït, M. Ali Dabbagh, porte-parole du gouvernement irakien, a, le 31 octobre, déclaré lors d'une conférence de presse que l'Irak a besoin de près de 100 milliards de dollars des pays donateurs, au cours des cinq prochaines années, pour développer son infrastructure. Des représentants de 14 pays donateurs et sept institutions internationales, dont l'ONU et l'Union européenne (UE), ont pris part à cette réunion qui doit approuver un projet d'accord international pour venir en aide à l'Irak. A l'ouverture de cette

réunion préparatoire pour un « *Pacte international avec l'Irak* », le ministre koweïtien des Affaires étrangères, cheikh Mohammad Al-Sabah, a notamment affirmé que la réunion examinerait les moyens d'une meilleure utilisation de l'aide promise à l'Irak par les pays donateurs lors de la conférence de Madrid, en octobre 2003. Les pays donateurs demandent à l'Irak d'appliquer un programme de réformes économique, sociale et sécuritaire et de combattre la corruption répandue dans ce pays, avant d'accorder cette aide à Bagdad. Le « *Pacte international* », préparé à l'initiative du gouvernement irakien actuel, a pour objectif de garantir à l'Irak une aide financière et politique de la communauté internationale pour restaurer la paix et la démocratie dans le pays.

BILAN D'OCTOBRE EN IRAK : QUATRIÈME MOIS LE PLUS MEURTRIER POUR L'ARMÉE AMÉRICAINE

Le bilan des pertes de l'armée américaine en Irak pour le mois d'octobre a atteint la barre symbolique des 100 morts avec 103 décès, selon le commandement américain le 30 octobre. Il s'agit du quatrième mois le plus meurtrier pour l'armée depuis le début de l'intervention en Irak, en 2003. Il faut remonter à janvier 2005 pour retrouver un bilan plus lourd pour les forces américaines (107 morts). Le mois le plus meurtrier de tous a été novembre 2004, quand 137 soldats avaient péri. Depuis mars 2003, 2.815 militaires américains ont perdu la vie en Irak. Par ailleurs, un bilan établi par le département de la défense américain révèle le 8 octobre qu'un total de 776 soldats américains ont été blessés en Irak au mois de septembre, soit le nombre

mensuel le plus élevé en presque deux ans. Ce nombre est à son apogée depuis l'opération de l'armée américaine en novembre 2004 visant à reprendre la ville de Falloujah. Cette hausse considérable, avec presque 300 blessés durant la première semaine d'octobre, montre l'importance des efforts menés au front par l'armée américaine pour éviter une guerre civile à grande échelle en Irak, selon la même source. Plus de 20 000 militaires américains ont été blessés dans les combats en Irak, parmi lesquels la moitié a repris leur service. La proportion des blessés par rapport au nombre de morts au sein des forces américaines en Irak se situe à 8 pour 1, contre 3 pour 1 au Vietnam.

Le bilan est plus lourd encore côté irakien, puisque le général

George Casey, commandant des troupes américaines dans le pays, a déclaré la semaine précédente que 300 membres des forces de sécurité irakiennes avaient péri pendant le mois de jeûne du ramadan qui vient de s'achever. Le chef des affaires humanitaires de l'ONU, Jan Egeland, a, le 11 octobre, estimé que les meurtres et repréailles entre communautés religieuses et milices en Irak « *échappent à tout contrôle* ». Citant des statistiques selon lesquelles 100 personnes sont tuées chaque jour en Irak, M. Egeland précise que « *nombre d'entre elles sont tuées par balles ou ont été torturées jusqu'à la mort* ». « *Les meurtres de vengeance semblent échapper à tout contrôle* ». Cette « *violence brutale* » vise des policiers, des recrues, des juges et des avocats, mais aussi des femmes, de plus en plus souvent victimes de « *crimes d'honneur* », a-t-il ajouté. Outre les nombreux morts victimes de ces attentats, enlèvements et autres fusillades, la « *détérioration très inquiétante*

des conditions de vie » des civils irakiens, due aussi à cette vague de violence intercommunautaire et aux opérations militaires, a entraîné le déplacement de 315.000 personnes loin de leur domicile au cours des huit derniers mois, a-t-il déploré. Des milliers d'Irakiens fuient chaque jour leur pays dans un « *exode perpétuel et silencieux* » et le regain de violences sectaires en a dissuadé des milliers d'autres de rentrer chez eux, selon Ron Redmond, porte-parole du Haut commissariat de l'Onu aux Réfugiés (HCR). Plus de 50.000 exilés irakiens étaient rentrés en 2005 dans leur pays en espérant que la situation se stabiliserait après les élections de janvier 2005. Cette année, ce nombre est tombé à un millier. Il a précisé le 12 octobre que le HCR assistait ainsi à l'entrée quotidienne en Syrie de 2.000 personnes provenant d'Irak. On estime à 1,6 million le nombre d'Irakiens vivant en dehors de leur pays, pour la plupart en Jordanie, en Syrie, en Turquie, au Liban, en Egypte, dans les Etats du Golfe et en Europe. Le HCR et le gouvernement irakien estiment que 1,5 million d'Irakiens ont par ailleurs été déplacés à l'intérieur de l'Irak, dont 365.000 depuis février dernier. De son côté, Emmanuel Khoshaba, du Mouvement démocratique assyrien, a, le 12 octobre affirmé que plus de 35.000 chrétiens irakiens s'étaient enfuis en Syrie pour échapper aux violences dans leur pays. En 2004, 20.000 chrétiens irakiens, qui représentent 3% des 26 millions d'Irakiens, se seraient réfugiés en Syrie. Le Parlement irakien a, le 2 octobre, prolongé d'un mois l'Etat d'urgence en vigueur en Irak - sauf au Kurdistan - depuis 2004.

Pendant que les forces américaines et irakiennes concentrent leurs efforts sur

Bagdad, les attentats se multiplient de façon inquiétante à Kirkouk. Les attentats à la voiture piégée ont été multipliés par cinq le mois dernier à Kirkouk et des centaines de familles kurdes ont quitté Mossoul, pour échapper à la violence. Ces derniers mois, les autorités à Kirkouk et Mossoul ont découvert des corps, les mains attachées, présentant des traces de tortures. Quelque 2.000 soldats et policiers irakiens ont lancé une opération de ratissage à Kirkouk au début du mois d'octobre, fouillant maison après maison à la recherche d'armes et de suspects. Le nombre d'attentats à la voiture piégée dans la ville a bondi de trois en août à 16 en septembre, selon la police, le nombre de morts dû aux violences passant de 12 à 42. Les statistiques pour le reste de la province de Kirkouk ne sont pas disponibles, mais un décompte réalisé par l'agence *Associated Press* fait état d'au moins 93 morts en juillet au lieu d'une vingtaine par mois au printemps. Le 15 octobre, Kirkouk a connu une série d'attentats à la bombe. Deux fillettes sont mortes quand un kamikaze a fait sauter les explosifs qu'il portait sur lui devant un lycée kurde de jeunes filles dans le centre-ville. Cinq autres personnes sont mortes dans un attentat-suicide à la voiture piégée qui a visé un convoi du Service de protection des infrastructures, qui assure la surveillance des bâtiments publics. Dix autres personnes ont été blessées, selon le brigadier Sarhat Abdul-Kader de la police irakienne. Dans le sud de la ville, trois autres personnes ont été tuées et huit blessées dans un attentat-suicide dans un marché, selon le policier. Au moins deux autres voitures piégées ont explosé dans la ville, faisant un mort et cinq blessés, a-t-il ajouté. Les attaques sont essentiellement

attribuées aux insurgés sunnites, qui ciblent les Kurdes et la police. Kirkouk compte aujourd'hui un million d'habitants, dont une forte population kurde et des minorités arabe, turkmène et chrétienne. La Constitution irakienne appelle à aider les Kurdes déplacés à revenir à Kirkouk et à faire partir les colons arabes installés par l'ancien régime, avant la tenue d'un référendum sur l'adhésion éventuelle de la ville au Kurdistan fédéré.

A Mossoul, ville à majorité arabe sunnite avec une forte minorité kurde (environ 35) et une communauté chrétienne, les Kurdes se sentent assiégés. Environ 750 familles ont quitté la ville ces trois derniers mois, fuyant vers des villages kurdes, selon Hamid Zaimil, un représentant kurde du conseil municipal. Selon Abdul-Ghani Botani, du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), 1.500 familles ont fui la ville depuis la chute de Saddam Hussein en avril 2003. Le 7 octobre, un avocat du PDK a été abattu devant son domicile et en août un attentat-suicide à la voiture piégée a frappé les bureaux de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), l'autre grand parti kurde, faisant neuf morts. D'après un décompte de l'AP, la violence a fait quelque 80 morts par mois de juillet à septembre dans la province de Mossoul, où les Arabes sunnites sont majoritaires, contre une dizaine par mois au printemps.

Les Américains ont eu jusqu'à 160.000 soldats déployés en Irak après les élections organisées en janvier. Le nombre de soldats était descendu à 127.000 en juin mais en juillet, face à l'aggravation de la situation sur le terrain, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld avait décidé le maintien sur place, une

année de plus, d'une brigade de combat. A la mi-septembre, le général John Abizaid, chef du Commandement central (Centcom), avait indiqué que 140.000 soldats américains resteraient en Irak jusqu'au printemps 2007. Depuis, le nombre de soldats américains déployés en Irak oscillaient entre 142.000 et 147.000. Dans un

entretien publié le 31 octobre par le quotidien français *Le Figaro*, le président irakien Jalal Talabani a estimé qu'un « *retrait immédiat* » des Etats-Unis de l'Irak « *aurait des effets catastrophiques* » pour son pays. Le ministre irakien des Affaires étrangères Hoshyar Zebari a, le 30 octobre, jugé de son côté dans une interview à *Reuters*, que le maintien des

troupes américaines était « *indispensable* ». Il a assuré qu'il n'y avait aucune divergence entre Bagdad et Washington, bien que le Premier ministre irakien Nouri al Maliki ait exprimé le 27 octobre des réserves sur la stratégie américaine, à laquelle il a imputé « *la piètre situation sur le plan de la sécurité en Irak* ».

DAMAS :

LES KURDES COMMÉMORENT LE 44^{ème} ANNIVERSAIRE DU RECENSEMENT PRIVANT DE DIZAINES DE MILLIERS D'ENTRE EUX DE LEUR NATIONALITÉ SYRIENNE

Quelques centaines de manifestants kurdes ont, le 5 octobre, été violemment empêchés de se réunir sur une place à proximité du Conseil des ministres dans la capitale syrienne, par les policiers qui s'étaient déployés sur les lieux. Les manifestants « *voulaient commémorer le 44ème anniversaire du recensement* » effectué à Hassaké (nord-est) en

1962 à la suite duquel la nationalité syrienne avait été retirée par Damas à environ 120.000 Kurdes habitant alors ce gouvernorat syrien (ndlr : aujourd'hui ils sont estimés à 300 000 personnes).

Un membre du comité de coordination de trois partis kurdes (Yakiti, Azadi et Tayyar al-Mostaqbal al-Kurdi, interdits), a déclaré que « *plusieurs d'entre eux ont été interpellés* » et que les

manifestants voulaient « *recouvrer la nationalité syrienne* », obtenir « *une solution démocratique au problème kurde en Syrie dans le cadre de l'unité du pays* » et « *l'annulation de la politique discriminatoire* » pratiquée à l'encontre des Kurdes.

Lors d'un congrès en juin 2005, le parti Baas au pouvoir en Syrie avait recommandé de « *régler le problème du recensement organisé en 1962 à Hassaké et d'oeuvrer pour le développement de la région* » kurde avec ses 1,5 million des Kurdes, qui représentent environ 9% de la population du pays.

MALGRÉ LA TRÊVE UNILATÉRALE DES COMBATTANTS DU PKK, L'ARMÉE TURQUE JURE DE LES POURCHASSER JUSQU'AU DERNIER

Au lendemain d'une nouvelle trêve unilatérale proclamée par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le chef des armées turques, le général Yasar Büyükanit, a, le 2 octobre, affirmé que l'armée pourchassera les combattants kurdes jusqu'au tout dernier. « *Les forces armées avaient déclaré à plusieurs reprises qu'elles mèneraient leur combat jusqu'à ce qu'il ne reste plus un seul terroriste armé. Notre attitude n'a pas changé d'un pouce et ne changera pas* », a-t-il indiqué lors d'un discours devant l'Académie de guerre à Istanbul. Le général a appelé les combattants kurdes à renoncer « *inconditionnellement* »

à la lutte armée et à se rendre à la justice turque, estimant qu'« *il n'existe aucune autre solution* » au conflit. Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan qui s'est entretenu, le 2 octobre, avec le président américain George W. Bush à Washington avant de se rendre le lendemain au Royaume-Uni pour rencontrer le Premier ministre britannique Tony Blair, a mis la lutte contre le PKK au coeur de sa rencontre. Interrogé par des journalistes dans l'avion qui l'a conduit à New York sur le sujet le plus important devant être abordé avec M. Bush, M. Erdogan a répondu: « *le Parti des travailleurs du Kurdistan* » (PKK), a rapporté le 1^{er} octobre le quotidien turc à

grand tirage *Hürriyet*. « *Je vais demander l'accélération de la mise en oeuvre des décisions prises. Je vais demander des choses comme la prévention des infiltrations, la fermeture des bureaux (du PKK en Irak), la mise au clair de l'attitude (américaine) face aux terroristes en Irak* » a poursuivi le Premier ministre, cité par *Hürriyet*. Dans l'avion le conduisant à New York, il avait néanmoins laissé entendre, avec une phrase sujette à interprétations, que l'armée turque pourrait désormais faire preuve de circonspection avant de lancer des opérations contre le PKK. « *Les forces de sécurité ne mettent un terme à leurs opérations nulle part dans le monde, elles accomplissent leur mission. Elles sont opérationnelles et ne peuvent cesser de l'être* », a affirmé M. Erdogan, cité par le quotidien *Milliyet*. « *Nous avons discuté avec*

le général (et chef de l'état-major Yasar) Büyükanit (...) de l'annonce d'un cessez-le-feu. Si l'organisation terroriste tient parole, aucune opération ne sera menée sans raison » par l'armée, avait-il indiqué. La Turquie attend de Washington et de Bagdad davantage de coopération pour réprimer le PKK, a déclaré de son côté le ministre des Affaires étrangères turc, Abdullah Gul, dans une interview publiée le 1^{er} octobre dans l'hebdomadaire *Newsweek*. Interrogé sur une éventuelle invasion turque du Kurdistan irakien, M. Gul a répondu: « nous ferons tout ce qui est nécessaire pour combattre cette organisation. Je veux transmettre ce message que si nos amis ne nous aident pas, nous ferons le travail nous-mêmes ».

La première victime des combats entre l'armée turque et le PKK depuis le nouveau cessez-le-feu unilatéral est intervenue dès le 1^{er} octobre. Un combattant kurde a été abattu dans la province de Mardin lors de combats avec les forces de sécurité, alors qu'une unité mécanisée de l'armée turque menait depuis le 28 septembre une vaste opération contre le PKK. Sa mort porte à 113 le nombre de combattants kurdes abattus depuis le début de l'année, tandis que 79 membres des forces de sécurité ont été tués dans la même période, selon un décompte effectué par l'AFP à l'aide des chiffres fournis par l'armée. De

plus, le 5 octobre, deux soldats turcs ont été blessés près d'Ovacik, dans la province de Tunceli, puis deux autres combattants kurdes ont été abattus par l'armée le 11 octobre dans la province de Sirnak et un troisième le lendemain à Eruh, alors que trois combattants kurdes ont été, le 23 octobre, tués et deux militaires blessés dans des accrochages survenus près de la petite ville de Hasankeyf, dans la province de Batman.

Au terme d'un entretien avec son collègue turc, l'ex-général Edip Baser, le général à la retraite Joseph W. Ralston, chargé par Washington de la coordination de la lutte contre le PKK, a, le 12 octobre, indiqué que le PKK « doit déposer les armes et annoncer qu'il renonce à la violence ». L'ancien officier américain s'est félicité du cessez-le-feu unilatéral proclamé par le PKK, mais a estimé que ce « premier pas » n'éliminait pas la menace pour la Turquie, alliée des Etats-Unis au sein de l'Otan. Il a toutefois ajouté que « l'usage de la force est une question très sérieuse. Il ne doit pas être la première option ». M. Baser a de son côté indiqué avoir discuté avec son homologue américain de plusieurs « propositions concrètes », dont la fermeture du camp de réfugiés de Makhmour, près de Mossoul. Ankara demande depuis des années que ce camp, contrôlé par l'Onu et qui regroupe plusieurs milliers de Kurdes de Turquie,

soit fermé, arguant qu'il est contrôlé par les éléments du PKK. A la suite des entretiens de Joseph W. Ralston, le Premier ministre irakien Nuri al-Maliki s'est, les 16 et 17 octobre, rendu à son tour en Turquie pour discuter avec les autorités turques des relations bilatérales et de la lutte contre le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Il a rencontré lors de cette visite son homologue Recep Tayyip Erdogan et le président turc Ahmet Necdet Sezer. Le service de presse de M. Erdogan a souligné que la visite était d'une « importance spéciale » et a décrit M. Maliki comme un dirigeant « qui oeuvre à la protection de l'intégrité politique et territoriale de l'Irak et à des liens paisibles entre l'Irak et ses voisins ».

Par ailleurs, des militants kurdes ont, le 20 octobre, annoncé à Ankara avoir recueilli plus de trois millions de signatures en faveur d'Abdullah Öcalan. « En tant qu'un habitant du Kurdistan, je considère et reconnais Abdullah Öcalan comme une entité politique au Kurdistan », affirme le texte signé. Les signatures seront envoyés au Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, au chef de l'Etat Ahmet Necdet Sezer et au président du Parlement Bülent Arinç, a indiqué l'un de ses avocats d'Abdullah Öcalan, Irfan Dündar, qui a déploré que ces trois personnalités aient refusé de les recevoir.

STRASBOURG : LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA BRUTALITÉ DES POLICIERS TURCS À L'ENCONTRE DE TROIS KURDES DONT UN GARÇON ÂGÉ DE DOUZE ANS

La Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a, le 17 octobre, condamné la Turquie pour avoir soumis plusieurs individus à des traitements inhumains ou

dégradants. La CEDH a conclu que cinq articles de la Convention européenne des droits de l'Homme avaient été violés par la Turquie dans l'affaire d'un membre du Parti des travailleurs du Kurdistan

(PKK). La cour a observé que le requérant, Sabahattin Goçmen, qui purge actuellement une peine de 18 ans de prison pour son « appartenance au PKK », avait été soumis à de mauvais traitements pendant sa garde à vue et n'avait pas eu un procès équitable et impartial. Dans la deuxième affaire, la CEDH a observé qu'une femme avait fait l'objet d'une arrestation arbitraire

et brutalisée, devant ses enfants, alors qu'elle rendait visite à son mari emprisonné. La dernière affaire concerne un enfant de douze ans, Halil Ibrahim Okkali, apprenti ouvrier dans un garage d'Izmir, battu en 1995 par les forces de l'ordre qui tentaient de lui faire avouer un vol chez son employeur qu'il niait avoir commis. La Cour a dénoncé la faiblesse des condamnations, dix mois d'emprisonnement avec sursis à l'encontre de policiers. La CEDH a estimé que la justice turque n'a pas tenu compte de « *la gravité particulière* » de ces mauvais traitements du fait de l'âge de la victime et a conclu que les condamnations prononcées ne pouvaient avoir « *aucune force dissuasive susceptible d'assurer la prévention efficace* » de tels actes.

Ankara a été condamné à verser un total de 55.000 euros (69.000 dollars) de dommages et intérêts dans trois affaires de mauvais traitements à l'égard de Kurdes

par les forces de l'ordre. La Turquie a déjà été contrainte de déboursier plusieurs centaines de milliers d'euros dans des affaires similaires datant des années 1990.

Par ailleurs, un père de famille turc alévi qui réclame un enseignement laïc en Turquie et la reconnaissance du droit à la liberté de religion, a été, le 3 octobre, entendu par les juges de la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH). Hassan Zengin a saisi la Cour pour contester la neutralité des cours de culture religieuse et d'enseignement moral que sa fille Eylem, aujourd'hui âgée de 18 ans, était tenue de suivre dans l'école publique turque où elle était scolarisée. De confession alévie, M. Zengin considère cet enseignement contraire au principe de laïcité. Débouté de ses différents recours entre 2001 et 2003 auprès des différentes juridictions turques, il soutient également que la manière dont le

cours de connaissance religieuse et morale est dispensé en Turquie ne respecte pas le droit de sa fille à la religion et le droit de ses parents à lui assurer un enseignement conforme à leurs convictions religieuses. Il invoque l'article 9 (droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion) de la Convention européenne des droits de l'Homme ainsi que l'article 2 du Protocole numéro 1 (droit à l'instruction) de la Convention. La Turquie, majoritairement sunnite, compte 10 à 14 millions d'alévis. Bien qu'ils représentent un cinquième de la population turque, les alévis, dont les rites diffèrent profondément de ceux du l'islam sunnite, ne disposent d'aucun statut particulier et ne bénéficient pas des subventions accordées aux institutions culturelles sunnites. Ils suivent une interprétation modérée du Coran, défendent la laïcité, et réclament l'abolition des cours obligatoires de religion.

LES KURDES TÉMOIGNENT DES HORREURS SUBIES AU PROCÈS DE SADDAM HUSSEIN

Le procès de Saddam Hussein pour génocide contre les Kurdes a, le 31 octobre, repris à Bagdad en présence de l'ancien dictateur et des six autres accusés, en l'absence des avocats de la défense, mais en présence des avocats commis d'office par le tribunal. Une épreuve de force entre la cour et les avocats de la défense se manifeste à chaque audience. Les avocats de la défense réclament notamment que des avocats de pays arabes ou d'autres régions soient acceptés par la cour (actuellement les avocats doivent être irakiens), et que les accusés s'expriment sans que leur micro soit constamment coupé. Saddam Hussein et six co-accusés sont jugés depuis le 21 août pour avoir mis en œuvre les

opérations militaires d'Anfal, en 1987-1988 dans le Kurdistan irakien, qui ont fait 180.000 morts, selon l'accusation. Tous risquent la peine de mort.

Plusieurs témoins ont raconté, au cours des dernières semaines, des scènes d'exécutions de groupes de villageois kurdes, conduits par l'armée irakienne en plein désert pour y être abattus. Le premier témoin à intervenir le 31 octobre, un homme parlant sous couvert de l'anonymat derrière un rideau, a ainsi décrit comment il a assisté à une exécution collective de nuit, organisée dans le désert occidental de l'Irak. Fait prisonnier pendant la campagne Anfal-3, en avril 1988, il a été emmené, en autobus, avec un groupe de prisonniers kurdes vers l'ouest de l'Irak. A la

lumière d'un projecteur éclairant une tranchée, il a vu l'exécution de 35 Kurdes, poussés ensuite dans la fosse. « *Les gardes ont pris les prisonniers deux par deux et les ont exécutés, tandis que les autres attendaient dans l'autobus. Je les ai vus parce que j'avais réussi à défaire mes liens et le bandeau couvrant mes yeux, en profitant d'une absence du garde* », a-t-il expliqué. « *La tranchée était pleine de corps et certaines victimes étaient encore vivantes. J'ai aperçu un garde, portant un uniforme vert, descendre dans la tranchée et tirer dans la tête des survivants en les insultant* », a-t-il poursuivi. Un autre témoin anonyme, originaire de Kirkouk, a connu la succession de prisons et de camps de détention fréquentés par beaucoup de Kurdes dans les années 1987-1988, et dont beaucoup ne sont pas revenus. Au camp de Tob Zaoua, près de Kirkouk, « *c'était sale. Les enfants étaient avec les*

adultes, et la nuit on ne pouvait pas dormir », a-t-il raconté. Au cours d'un transfert vers Mossoul, un détenu a tenté de prendre l'arme d'un garde et a échoué, mais cela a déclenché une fusillade à la faveur de laquelle le témoin a pu s'enfuir. « *Quand j'ai voulu regagner mon village près de Kirkouk, il avait été rasé* », a-t-il déclaré. Un troisième villageois a apporté son témoignage sur un événement déjà fréquemment décrit par de précédents témoins : le bombardement à l'arme chimique de villages kurdes, le 18 mai 1988.

Lors de la 19^{ème} journée d'audience le 30 octobre, quatre témoins ont décrit le drame qu'ont connu leurs villages kurdes qui se préparaient à fêter la fin du ramadan, au printemps 1988, lorsque l'aviation irakienne a lancé des armes chimiques. Dans les villages kurdes, au printemps 1988, la fête qui aurait dû marquer la fin du ramadan est restée dans les mémoires comme « *le jour du Jugement dernier* ». Ce jour-là l'aviation irakienne avait semé la mort en pleins préparatifs des festivités. C'est ce cauchemar qu'est venu raconter devant le haut tribunal pénal irakien, un imam, Jamal Souleiman Kadir. Le 18 mai 1988, l'imam se trouvait à proximité de son village. « *Quatre avions sont arrivés et j'ai pu voir les colonnes de fumée monter au-dessus du village bombardé avec des armes chimiques. En rentrant, j'ai croisé un tracteur chargé d'une quinzaine de blessés, puis j'ai vu vingt corps près de la fontaine et le bétail en train de mourir. J'entendais les enfants crier après leur père et les femmes après leur mari. C'était comme le jour du Jugement dernier* », s'est-il souvenu. Il a décrit les corps entassés dont ceux d'enfants serrant encore dans leurs mains les sucreries de l'Aïd, la fête qui marque la fin du mois musulman du ramadan. Il a dit avoir alors

remarqué que les survivants avaient les yeux larmoyants et rougis, et qu'ils suffoquaient. Quelques semaines plus tard, en août, l'aviation est revenue, a de nouveau bombardé avec des armes chimiques. Puis sont venus l'artillerie et des soldats qui « *ont tout détruit y compris les mosquées et se sont livrés au pillage* », a affirmé Jamal Kadir. S'adressant à Saddam Hussein qui tient habituellement un Coran à la main dans le tribunal, il lui a demandé : « *Y-t-il une différence entre le Coran que vous portez et celui que vous avez brûlé au Kurdistan?* ». « *Je remercie Dieu, parce que le jour est venu où, vêtu de mon habit traditionnel kurde, je peux, dans ma langue kurde, porter plainte contre Saddam Hussein* », a-t-il lancé.

A 84 ans, Aicha Hamad Amine ne se souvient plus exactement en quelle année son village kurde a été bombardé. Mais, « *c'était au printemps, le dernier jour de ramadan, et j'étais dans les champs du village quand cela est arrivé* » raconte-t-elle. « *Mon fils me criait de m'éloigner. Soudain il est tombé, puis il est mort. De la salive s'écoulait de ses lèvres. J'ai senti que ma tête tournait et je suis aussi tombée, avant de perdre conscience* » a-t-elle poursuivi. Elle a raconté que les villageois l'avaient crue morte et que lorsqu'elle avait repris connaissance, elle avait vomi et ne pouvait pas même boire du lait. « *Mon mari est mort trois ans plus tard de maux d'estomac. J'ai encore des troubles de la vision* », a-t-elle ajouté.

Fakhir Ali Hussein était un enfant, mais il se souvient du jour où avec son père, sa mère, un frère et ses trois sœurs, il a vu le bombardement des villages de la région de Banisan, près de Souleimanyeh. « *Il y avait une odeur de pomme pourrie, et les habitants avaient du mal à respirer. Ils commençaient à*

vomir et leurs yeux pleuraient », a-t-il décrit.

Le 19 octobre, Abdallah Saed, vieux villageois kurde, a apporté de nouvelles précisions sur la prison de Nougrat Salam dans le désert du sud de l'Irak, et sur son directeur. « *Trois jours après notre arrivée à Nougrat Salam, l'eau a été coupée. Nous avons demandé à Hajaj de la rétablir, mais il nous a dit: nous avons coupé l'eau pour que vous mourriez. Vous êtes ici pour mourir* », a déclaré le témoin. Il a raconté sa stupéfaction en arrivant à Nougrat Salam : « *la prison était archi comble, remplie de prisonniers kurdes: des enfants, des femmes âgées, des jeunes, des vieillards. A ce moment-là, j'ai pensé que tout le Kurdistan s'était déplacé dans cette prison* », a-t-il déclaré. Interrogé par le juge sur les raisons des décès, le témoin a remarqué : « *comment voulez-vous qu'un vieil homme survive en mangeant la nourriture avariée de la prison et qu'une vieille femme vive avec la tête pleine de parasites* ». « *J'ai moi même participé à l'enterrement de vingt prisonniers* », a indiqué Abdallah Saed, qui a déclaré que 1.800 prisonniers sont morts pendant son séjour à Nougrat Salam. Le témoin a affirmé que son village, Gop Tappa, avait été bombardé par l'aviation irakienne, à l'arme chimique. « *Je travaillais dans mon champ quand quatre avions ont bombardé deux villages* », a-t-il raconté. « *Nous avons alors respiré une odeur de pomme pourrie. C'était des armes chimiques et les habitants de mon village ont commencé à crier* », a poursuivi M. Saed. « *Nous avons embarqué derrière un tracteur les enfants, les femmes et les personnes infectées par les armes chimiques, et nous sommes rapidement partis vers un autre village* », a-t-il expliqué. Ensuite, comme pour les autres témoins qui se sont succédés au cours des dernières semaines, il y a eu l'arrestation par l'armée, le

transfert à Nougrat Salam et la libération plusieurs mois plus tard pour les survivants. Abdallah Saed a sorti une liste, portant les noms de huit membres de sa famille morts pendant ces événements. « *Je demande réparation pour ces huit parents* », a-t-il souligné.

Lors de la 17^{ème} journée d'audience, des témoins ont, le 18 octobre, raconté comment l'armée irakienne avait emmené par camions des groupes de villageois kurdes terrifiés en plein désert pour les abattre. Apportant des éléments nouveaux, le premier témoin a raconté comment lui-même et ses compagnons de détention ont été, un jour, emmenés dans le désert à bord de camions empestant l'urine et les excréments. Un second témoin anonyme a décrit, dans des termes proches, le transfert de groupes de prisonniers par camions, puis leur exécution dans une région désertique tandis que les détenus tentaient, dans un dernier sursaut, de neutraliser leurs gardes. « *Nous avons décidé que si une seule personne pouvait survivre, elle pourrait témoigner pour tous les autres, et dire devant tout le monde ce qui nous est arrivé* », a expliqué ce témoin. Il a indiqué que, profitant de l'ouverture de la porte du camion, les prisonniers ont attaqué leurs gardiens. Dans la fusillade qui a suivi, il a été blessé au dos et à l'œil droit. Il ne peut dire combien ont survécu parmi les 34 prisonniers de son camion. « *Je ne sais pas combien ont été tués. J'étais blessé. Je ne voyais plus de l'œil droit* », a-t-il affirmé.

Saddam Hussein a accusé la veille les témoins de son procès de menacer l'unité de l'Irak en décrivant les sévices dont ils ont souffert dans les prisons de l'ancien régime. « *Nous sommes un peuple uni. Quand des témoins*

disent qu'ils ont été attaqués parce qu'ils étaient kurdes, cela va créer la désunion au sein de notre peuple uni », a ajouté l'ancien dictateur. Le premier témoin, Moutalib Mohamed Salmane, avait raconté comment il avait dû fuir son village pendant les attaques militaires de 1988, avant d'être arrêté par l'armée irakienne et envoyé vers la prison de Nougrat Salam : « *On manquait d'eau et de nourriture, et la santé des prisonniers ne cessait de se détériorer. Nous comptons une trentaine de morts par jour chez les détenus* ». Un autre témoin, Baba Abdallah Rassol, avait décrit l'agonie de sa famille dans la prison de Nougrat Salam, notamment lorsque son fils âgé de 25 jours ne cessait de pleurer de faim « *ennuyant tout le monde avec ses cris* ». Il avait alors été convoqué avec son fils dans le bureau de Hajaj « *qui nous a frappés avec un câble. Mon fils est ensuite mort de faim* ».

Les uns après les autres, les témoins qui se sont présentés depuis le 21 août, date de l'ouverture du procès de Saddam Hussein pour génocide contre les Kurdes, ont évoqué ce personnage sinistre. Il dirigeait le camp de Nougrat Salam, dans le désert du sud irakien, et paraissait avoir toute liberté pour exercer des sévices contre les prisonniers entassés dans ce camp de la mort. Des témoins ont raconté qu'il faisait venir chaque jour des femmes dans son bureau pour les violer, qu'il jetait les cadavres de prisonniers aux chiens, ou attachait des prisonniers à la cage de but du terrain de football de la prison pour les frapper.

Lors de la 14^{ème} audience le 10 octobre, des femmes ont décrit les viols brutaux et autres violences sauvages dont elles ont été les témoins il y a près de vingt ans, dans les camps de la

mort où étaient détenus les Kurdes alors que leurs villages étaient bombardés. Une Kurde a raconté qu'elle a vu, dans un camp, « *une femme obligée à donner naissance à un enfant dans des toilettes. Nous avons dû couper le cordon ombilical à l'aide d'un tesson de bouteille et envelopper le bébé dans une toile grossière* », a-t-elle déclaré devant la cour, dissimulée derrière un rideau pour protéger son identité. La veille, témoignant anonymement derrière un rideau, une Kurde avait décrit dans quelles circonstances sa famille avait disparu lors de l'offensive de l'armée irakienne contre le Kurdistan en 1988. « *Je connais le sort de ma famille: ils ont été enterrés vivants* », a-t-elle déclaré. Abdel-Hadi Abdallah Mohammed, un agriculteur de la région de Souleimaniyeh, avait déclaré pour sa part qu'il avait appris que sa mère était morte dans la sordide prison de Nugrat Salman. C'est sa belle-mère, l'une des rares rescapées, qui lui a appris ce qui s'était passé. « *Elle a été enterrée, puis déterrée par un chien noir qui se nourrissait des corps* », a-t-il affirmé devant le tribunal.

Par ailleurs, la Cour d'appel de La Haye a, le 23 octobre, décidé d'étudier la possibilité de recueillir le témoignage de Saddam Hussein, réclamé par un homme d'affaires néerlandais condamné pour avoir participé à la fabrication d'armes chimiques par l'Irak. Le 9 octobre, lors d'une audience de procédure devant la Cour d'appel de La Haye, les avocats de Frans van Anraat, 64 ans, avaient présenté une liste de témoins à la décharge de leur client, parmi lesquels figuraient d'anciens hauts responsables irakiens, à commencer par Saddam Hussein et son cousin Ali Hassan al-Majid, surnommé « *Ali le chimique* ». La Cour d'appel a demandé que soit

étudiée la possibilité pratique de recueillir de tels témoignages, avant de prendre sa décision. En première instance, les avocats de M. Van Anraat avaient déjà formulé, en vain, une demande similaire. En décembre dernier, l'homme d'affaire avait été condamné à 15 ans de prison pour crimes de guerre. Dans son jugement, la chambre de première instance avait indiqué qu'un génocide a eu lieu en Irak contre la population kurde, et elle avait reconnu M. Van Anraat coupable d'avoir fourni au régime de Saddam Hussein les produits chimiques utilisés lors des attaques au gaz contre ces populations dans les années 1980. M. Van Anraat et le procureur, qui le poursuivait également pour complicité de génocide, ont chacun fait appel de la sentence.

D'autre part, le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a, le 1^{er} octobre, demandé la création d'une commission d'enquête au Kurdistan après la publication de listes de Kurdes qui auraient coopéré avec les redoutés services de renseignements irakiens sous le régime de Saddam Hussein. Le cabinet du

président Barzani a annoncé à Erbil que cette commission devra enquêter sur les personnes dont les noms ont été publiés la semaine dernière dans deux hebdomadaires kurdes, *Awina* et *Hawlati*, et établir si elles « étaient impliquées avec les services de renseignements de l'ancien régime ». Le chef de cabinet de la présidence, Fouad Hussein, a déclaré que des discussions avec les différentes institutions kurdes seront menées pour désigner les membres de la commission. Il a indiqué que cette commission sera à la fois judiciaire et politique. Elle devra établir les faits et non pas sanctionner. Ses conclusions seront communiquées aux responsables politiques et à la justice qui décideront des mesures à prendre. « Cette question est devenue une affaire sensible et majeure pour le peuple kurde. Pour cette raison, il a été décidé que les listes soient examinées par une commission », a ajouté Fouad Hussein.

Les hebdomadaires kurdes, *Awina* et *Hawlati*, ont publié la semaine dernière quelque 150 noms de personnes soupçonnées d'avoir espionné leurs compatriotes kurdes après le

soulèvement kurde qui a suivi la première guerre du Golfe, en 1991. Selon les deux journaux, qui ont dû faire plusieurs tirages rapidement épuisés, les moukhabarat recrutaient des personnes proches du dirigeant de l'UPK Jalal Talabani, actuellement président de l'Irak, et du chef du PDK, Massoud Barzani. Parmi les noms publiés, se trouvent ceux de personnes qui ont tenu de hautes fonctions dans le gouvernement ou les partis politiques kurdes. Plus de la moitié des 111 membres du parlement du Kurdistan ont signé le 30 septembre une pétition demandant une évaluation immédiate de la véracité des documents publiés par les deux journaux et un débat sur leurs implications. « Ceux qui ont travaillé avec les moukhabarat (services de renseignements de Saddam Hussein) doivent être jugés », a déclaré Ariz Abdallah, député de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), un des deux principaux partis. « Ces agents de l'odieux régime de Saddam Hussein doivent devenir des exemples pour d'autres de leur acabit dans l'avenir », a ajouté Xeman Zirar, du Parti Démocratique Kurde (PDK).

ORHAN PAMUK REÇOIT LE PRIX NOBEL DE LITTÉRATURE 2006, PENDANT QUE LA TURQUIE POURSUIT LES ÉDITEURS, LES ECRIVAINS ET LES JOURNALISTES POUR DÉLIT D'OPINION

Le romancier turc Orhan Pamuk reçoit le prix Nobel de littérature 2006. L'Académie suédoise a, le 12 octobre, récompensé l'un des écrivains les plus connus de Turquie, un auteur inspiré par le choc et le mélange des cultures, qui avait récemment été poursuivi pour « insulte à l'identité turque » après avoir évoqué le massacre des Arméniens et des 30 000 Kurdes

tués notamment lors des affrontements avec l'armée turque. Sous les applaudissements, le président de l'Académie suédoise Horace Engdahl a annoncé que le prix était décerné à Orhan Pamuk, « qui à la recherche de l'âme mélancolique de sa ville natale a trouvé de nouvelles images spirituelles pour le combat et l'entrelacement des cultures ». « Pamuk est connu dans son pays comme un auteur contestataire bien qu'il se considère d'abord comme

écrivain littéraire sans intentions politiques », rappelle l'Académie suédoise dans sa notice bibliographique. « Il fut le premier écrivain dans le monde musulman à condamner ouvertement la fatwa contre Salman Rushdie ».

L'académie souligne aussi qu'il a défendu son confrère kurde Yasar Kemal, poursuivi en 1995, avant d'être lui même inculpé pour avoir évoqué dans un entretien à un journal suisse le massacre de centaines de milliers d'Arméniens durant la Première guerre mondiale et les affrontements plus récents avec

les combattants du PKK. « Trente mille Kurdes et un million d'Arméniens ont été tués sur ces terres, et personne d'autre que moi n'ose en parler », avait-il notamment déclaré dans cette interview. Des menaces de mort ont suivi ainsi que l'ordre, dans une province de l'ouest de la Turquie, de brûler ses livres. Une injonction ensuite retirée sous la pression du gouvernement, désireux de ne pas ternir son image avant le lancement de négociations d'adhésion avec l'Union européenne. En janvier dernier, sous la pression internationale, la justice turque avait décidé d'abandonner les charges qui pesaient contre l'écrivain, mettant fin à un procès qui avait scandalisé tous les observateurs occidentaux et soulevé des doutes sur l'engagement d'Ankara en faveur de la liberté d'expression. Le romancier stambouliote de 54 ans figurait parmi les favoris. Traduit dans le monde entier, il est notamment l'auteur de « Neige », « Mon nom est Rouge » et « Le livre noir ». Orhan Pamuk, né à Istanbul en 1952 dans une famille bourgeoise et laïque, a fait des études d'architecture puis de journalisme. Son dernier roman « Neige » (2002) se déroule au début des années 90 à Kars, autrefois ville frontière kurde entre les empires russe et ottoman, où un poète exilé à Francfort retourne pour retrouver son pays. Venu enquêter sur les suicides de jeunes filles soumises à des pressions parce qu'elles portaient le voile, avec l'espoir secret de revoir la femme qu'il aime, il se retrouve au coeur d'un putsch militaire dans une ville coupée du monde par la neige. Histoire d'amour et conte sur la créativité poétique, « Neige » décrit aussi « les conflits politiques et religieux qui caractérisent la société turque d'aujourd'hui ». Cible des

nationalistes turcs, Orhan Pamuk accumule les prix littéraires à l'étranger dont le prestigieux Prix de la Paix des libraires allemands en octobre 2005 et le prix Médicis français du roman étranger la même année. L'irritation de ses détracteurs est montée d'un cran après son refus, en 1998, d'accepter le titre d' « artiste d'Etat ». Il était alors déjà devenu l'écrivain numéro un en Turquie avec des ventes records et son sixième roman.

Malgré les perspectives d'adhésion à l'Union européenne, les autorités turques n'hésitent pas à traduire en justice les opinions qui leur semblent dissidentes. Ainsi, le propriétaire d'une maison d'édition, un traducteur et deux éditeurs ont-ils comparu devant un tribunal stambouliote le 17 octobre pour « incitation à la haine » pour avoir publié la version turque d'un livre de l'Américain Noam Chomsky. Les quatre prévenus risquent jusqu'à six ans de prison pour « incitation à la haine » raciale et « dénigrement de l'identité nationale » en raison de leur rôle dans la publication en mars de l'édition turque de « La Fabrique de l'opinion publique : la politique économique des médias américains ». Le livre, cosigné par Noam Chomsky et Edward S. Herman, analyse à travers l'exemple de plusieurs pays les influences dont font l'objet les individus et les médias. Il contient des références au traitement imposé aux Kurdes de Turquie dans les années 1990, jugées insultante par le ministère public.

Les prévenus -Fatih Tas, le propriétaire des éditions Aram, les éditeurs Ömer Faruk Kurhan et Taylan Tosun et le traducteur Ender Abadoğlu- ont récusé les accusations. Le juge a ajourné l'audience pour leur permettre de disposer de plus de temps pour préparer leur défense. «

Personne ne devrait s'étonner si les distributeurs, les libraires et les lecteurs sont poursuivis prochainement », a commenté M. Tas à la sortie de la salle d'audience. M. Tas avait déjà été poursuivi et acquitté en 2002 pour avoir publié un autre livre de Noam Chomsky qui critiquait déjà l'attitude d'Ankara à l'égard de ses Kurdes et les ventes d'armes par les Etats-Unis à la Turquie. Le professeur de linguistique dans le prestigieux Massachusetts Institute of Technology (MIT) avait alors assisté à une des audiences à Istanbul pour manifester son soutien à l'éditeur et donner des conférences à Diyarbakir.

Par ailleurs, le procès à l'encontre d'une journaliste, Ipek Calislar, accusée d'avoir insulté Ataturk, a, le 5 octobre, débuté à Istanbul. La journaliste est accusée d'avoir insulté le fondateur de la Turquie, Mustafa Kemal Atatürk, dans un livre sur l'épouse de ce dernier. Dans son livre « Latife Hanım », publié en juin, Ipek Calislar cite un témoin décrivant comment Mustafa Kemal Atatürk, risquant d'être agressé par un opposant politique armé, aurait revêtu un tchador -vêtement féminin islamique- pour quitter le palais présidentiel d'Ankara à la barbe de l'agresseur. Or, une loi spéciale protège la mémoire de l'homme d'Etat.

Les poursuites ont été lancées à la suite d'une pétition lancée par un lecteur nommé Hüseyin Tugrul Pekin, qui a écrit: « C'est la plus grande insulte d'affirmer que Mustafa Kemal, dont nul d'entre nous n'oserait juger le courage, a fait une chose pareille ». Elle risque, ainsi que le rédacteur en chef du quotidien à grand tirage *Hürriyet*, qui avait publié des extraits du livre, une peine allant jusqu'à quatre ans et demi de prison. Aucun des deux

prévenus n'a assisté à la première audience du procès, qui s'est tenue au dernier jour d'une visite en Turquie du commissaire européen à l'Elargissement Olli Rehn. Celui-ci a d'ailleurs prévenu le gouvernement turc que la question de la liberté d'expression pourrait nuire à

l'adhésion du pays à l'UE. Il souhaite qu'Ankara amende les dispositions légales restreignant cette liberté, et notamment l'article 301 du code pénal qui a servi de bases à des poursuites contre quelque 70 intellectuels. Le procès est ajourné jusqu'au 19 décembre 2006.

parlement turc a indiqué de son côté que la Turquie pourrait de son côté adopter des propositions de loi qualifiant de génocide des massacres commis par des Français en Algérie du temps de la colonisation. Ces textes prévoient également des peines de prison pour ceux qui nieraient de tels massacres. La proposition de loi avait commencé à être discutée en mai, mais son examen avait été interrompu faute de temps et le vote n'avait pu avoir lieu. Pour sa part, Dorothee Schmid, une spécialiste de l'Institut français des relations internationales (Ifri), a estimé que « *apparemment, les Turcs sont très remontés, mais on peut se demander s'ils ont un intérêt réel à prendre des sanctions, au moment où ils sont engagés dans de difficiles négociations pour entrer dans l'Union européenne et doivent défendre leur image auprès des Européens* ».

AINSI QUE...

• **PARIS.** Les députés ont, le 12 octobre, adopté par 106 voix contre 19 la proposition de loi socialiste punissant la négation du génocide arménien, malgré l'opposition affichée du gouvernement et les pressions de la Turquie. La quasi-totalité des députés de gauche et de droite présents dans l'hémicycle ont voté pour, mais la plupart des députés UMP n'ont pas participé au vote. Le vote a été accueilli par des applaudissements des représentants de la communauté arménienne présents dans les tribunes du public. L'article unique de la proposition de loi punit de peines allant jusqu'à cinq ans de prison et 45.000 euros d'amende ceux qui contesteront l'existence du génocide arménien, qui a fait 1,5 million de morts entre 1915 et 1923. La proposition de loi complète la loi du 29 janvier 2001, qui dispose que « la France reconnaît publiquement le génocide arménien de 1915 ». Les députés ont en revanche rejeté l'amendement du député UMP Patrick Devedjian. Cet amendement visait à restreindre la portée de la proposition en excluant du champ de la loi les recherches universitaires et scientifiques. La proposition de loi votée par les députés, elle est loin d'être définitivement adoptée. Elle doit en effet maintenant être soumise au Sénat et c'est au gouvernement de décider de la mettre ou non à l'ordre du jour. Le Parti socialiste

(PS) a pris de son côté l'engagement, si la droite bloquait l'inscription de la proposition au Sénat, de la reprendre après les élections du printemps 2007 en cas de victoire de la gauche.

Le gouvernement français a tenté de préserver ses relations diplomatiques et économiques avec la Turquie en se démarquant du vote. Embarrassé, le gouvernement redoute qu'une nouvelle crise ouverte avec Ankara ne se traduise effectivement par des représailles et la perte de milliards d'euros de contrats pour les entreprises françaises en Turquie. La ministre déléguée aux Affaires européennes Catherine Colonna, qui représentait le gouvernement, a rappelé que celui-ci n'était « *pas favorable* » à la proposition de loi. « *Ce n'est pas à la loi d'écrire l'histoire* », a-t-elle lancé. Le ministre français au Commerce extérieur, Christine Lagarde, a souligné que la relation avec la Turquie était « un enjeu économique très important pour la France », avec un encours de 10 milliards d'euros de contrats pour les entreprises françaises et « *un peu plus de 5 milliards d'exportations chaque année* ». Le Premier ministre turc avait rencontré le 7 octobre à Istanbul les représentants de sociétés françaises faisant des affaires en Turquie pour les persuader de faire pression sur les législateurs français. Le chef de la commission judiciaire du

Le vote a été immédiatement dénoncé par Ankara. Le gouvernement turc a estimé qu'un « *coup sévère* » avait été « *porté aux relations franco-turques* ». « *Les relations franco-turques, qui se sont développées au cours des siècles (...) ont été endommagées aujourd'hui par les affirmations fausses et irresponsables de personnalités politiques françaises qui ne voient pas les conséquences politiques de leurs actes* », a réagi le ministre turc des Affaires étrangères dans un communiqué. La Commission européenne a également regretté le vote français, estimant que cette loi, dans le cas où elle entrerait en vigueur, « *empêcherait le dialogue pour la réconciliation* » entre la Turquie et l'Arménie. Pour la Commission, la Turquie, qui ne reconnaît pour l'instant que des « *massacres interethniques* » en 1915, avait en effet commencé à bouger sur ce dossier en créant une

commission d'historiens pour établir la vérité historique sur ce sujet. « *Cette loi aurait pour effet de bloquer le débat qui commence* », a ajouté la porte-parole du commissaire européen à l'Elargissement, Olli Rehn, selon lequel pour « *écrire l'histoire, un débat ouvert et libre* » est nécessaire. La Commission s'était aussi agacée de l'initiative du président français Jacques Chirac, qui, lors d'une visite en Arménie il y a deux semaines, avait appelé la Turquie à reconnaître le génocide arménien pour pouvoir entrer dans l'Union européenne (UE).

• **PREMIÈRE VISITE DE LA CHANCIÈRE ALLEMANDE EN TURQUIE.** À l'occasion de sa première visite officielle en Turquie en tant que chancelière allemande, Angela Merkel, a, le 5 octobre, déclaré que la Turquie doit respecter ses engagements envers Chypre afin de pouvoir poursuivre ses négociations d'adhésion à l'Union européenne. « *La question de Chypre est une condition préalable. Il faut pouvoir régler cette question pour parler* » d'entrée de la Turquie à l'Union, a-t-elle mis en garde lors d'une conférence de presse conjointe avec le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan. La chancelière, qui assumera la présidence tournante de l'UE au 1er janvier prochain, a sommé Ankara d'appliquer le protocole dit d'Ankara et d'ouvrir ses ports et aéroports aux navires et avions chypriotes. La Turquie a signé ce texte qui étend son union douanière avec l'UE aux dix Etats membres entrés dans l'Union en 2004, dont la partie grecque de Chypre, en juillet 2005. A la veille de la visite de la chancelière allemande en Turquie, Ankara avait, le 4 octobre, annulé la visite d'un groupe de parlementaires

européens après le refus de ceux-ci de satisfaire à la demande d'Ankara d'exclure de la délégation un euro-député chypriote. Ces euro-députés avaient prévu de rencontrer le 5 octobre les ministres turcs de l'Environnement, de la Santé, de l'Energie et de l'Agriculture, mais l'ambassade turque à l'Union européenne a exigé que le Chypriote Marios Matsakis - qu'Ankara accuse de propagande anti-turque- soit exclu de la délégation. Les euro-députés ont refusé l'exigence turque et se sont émus du fait que la Turquie veuille leur imposer la composition du groupe parlementaire.

Lors de son voyage en Turquie, Mme Merkel a également rencontré, le 6 octobre, les chefs spirituels des communautés juives, musulmanes et chrétiennes à Istanbul, dont le patriarche orthodoxe oecuménique de Constantinople, Batholomée 1^{er}. L'Allemagne est le premier partenaire commercial de la Turquie. Le volume du commerce entre les deux pays s'est chiffré à 23 milliards de dollars (18 mds d'euros) en 2005. L'Allemagne, qui abrite une grande communauté turque de 2,5 millions de travailleurs immigrés, est le deuxième investisseur en Turquie.

Berlin prendra la présidence tournante de l'Union européenne à partir de janvier 2007 pour six mois. Or, le rapport d'évaluation de la Commission européenne sur la Turquie critique Ankara sur son bilan en matière de droits de l'homme et sur l'échec des négociations avec Chypre. Le rapport annuel, que doit publier le 8 novembre le commissaire européen à l'Elargissement Olli Rehn, ne préconiserait cependant pas une suspension des négociations d'adhésion lancées officiellement en octobre 2005. À

cause de la violation persistante du protocole d'Ankara, de nombreux responsables européens, dont le ministre finlandais des Affaires étrangères, dont le pays assure la présidence tournante de l'Union européenne, ont menacé ces derniers mois la Turquie d'une suspension au moins partielle de ses négociations d'adhésion à l'UE commencées en octobre 2005. Décision qui pourrait être examinée lors du sommet européen de décembre. Pour trouver une solution à la question chypriote, Helsinki a récemment proposé un plan. Le plan d'Helsinki se concentre sur la levée de l'embargo commercial qui frappe la communauté chypriote turque, installée dans la partie nord de l'île divisée depuis 1974. La fin de cet isolement de Chypre du nord est réclamée par Ankara pour laisser entrer dans ses ports et aéroports les navires et avions chypriotes grecs et ainsi respecter ses obligations concernant le protocole dit d'Ankara qui étend son union douanière avec l'UE aux dix Etats membres entrés dans le bloc européen en 2004, dont le sud de Chypre.

Les critiques les plus dures dans le prochain rapport d'étape portent également sur la question de la liberté d'expression et les poursuites judiciaires toujours en cours contre des écrivains pour « *insulte à l'identité turque* » dans le cadre de l'article 301 du Code pénal. Le Premier ministre turc Tayyip Erdogan a, le 28 octobre, déclaré qu'il n'avait nullement l'intention d'amender cet article controversé du Code pénal, en dépit des demandes en ce sens de Bruxelles. Le projet de rapport précise en revanche que le nombre de cas de torture est en baisse. Il souligne par ailleurs la forte influence politique que continue d'exercer l'armée et

pointe le manque d'indépendance de la justice, la corruption et l'insuffisance de la protection des droits des minorités.

• **LE MAIRE DE DIYARBAKIR EN PROCÈS DEVANT LA JUSTICE TURQUE.** Le maire de Diyarbakir a, le 3 octobre, comparu devant un tribunal local pour des soupçons de « *collaboration avec le PKK* », risquant jusqu'à 10 ans de prison. Osman Baydemir est poursuivi pour « *aide consciente et délibérée à une organisation illégale* » en raison de son « *attitude* » lors d'émeutes survenues l'an dernier dans sa ville. L'édile avait salué le « *courage* » des jeunes émeutiers kurdes alors qu'il s'efforçait de les ramener à la raison et de mettre un terme aux violences survenues après les obsèques des combattants du PKK tués par l'armée. M. Baydemir avait également affirmé partager la douleur des manifestants après la mort de ces derniers.

A l'ouverture du procès, le maire a rejeté les accusations, estimant qu'il n'avait pas agi de son propre chef mais à la demande du gouvernorat de la province pour calmer les émeutiers. La cour a ajourné le procès à une date ultérieure pour pouvoir entendre plus de témoins.

Les émeutes, qui ont débuté à Diyarbakir en mars avant de s'étendre à d'autres villes de la région et à Istanbul, ont fait au total 16 morts. Les politiciens affiliés, à l'instar de M. Baydemir, à des partis pro-kurdes comme le Parti pour une société démocratique (DTP), sont régulièrement suspectés de soutenir le PKK.

• **LES MAGISTRATS ARGENTINS RÉCLAMENT UN MANDAT D'ARRÊT INTERNATIONAL CONTRE L'ANCIEN PRÉSIDENT IRANIEN, ALI RAFSANDJANI**

POUR SON IMPLICATION DANS L'ATTENTAT CONTRE UNE ASSOCIATION JUIVE.

Alberto Nisman, le chef d'une équipe de procureurs argentins chargés du dossier sur l'attentat contre une association juive qui avait fait 85 morts en 1994, a, le 25 octobre, déclaré que la décision de commettre l'attentat « *a été prise par les plus hautes autorités de la République islamique d'Iran, qui a chargé le Hezbollah de réaliser l'attaque* ». Ces magistrats réclament un mandat d'arrêt international à l'encontre des plus hautes autorités du gouvernement iranien de l'époque, dont le président Ali Rafsandjani.

Aucune réaction officielle n'a été rendue publique après la mise en cause directe par ces magistrats des autorités iraniennes de l'époque et du mouvement chiite libanais Hezbollah dans l'attentat qui avait partiellement détruit le siège de l'Association mutuelle israélite argentine (AMIA) en juillet 1994. Un haut-fonctionnaire argentin a expliqué la prudence du gouvernement par la nécessité d'attendre la décision du juge qui doit se prononcer sur le dossier établi par les procureurs, mais, quelle que soit cette décision, la justice argentine a déjà laissé entendre, par la voix du juge Rodolfo Canicoba Corral chargé du dossier, que les chances étaient très minces d'aboutir à des conclusions. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que la justice argentine met en cause l'Iran dans cet attentat, le plus meurtrier jamais commis en Argentine. Le juge Juan Jose Galeano, qui mena l'enquête pendant neuf ans, avait ainsi désigné comme chef d'opération Moshen Rabbani, conseiller culturel de l'ambassade d'Iran à Buenos Aires, avant de se voir retirer l'affaire à cause d'irrégularités. Cette accusation

provoqua de fortes tensions entre Buenos Aires et Téhéran, qui arrivèrent à leur comble en 2003 lorsque, sur mandat argentin, la justice britannique arrêta l'ex-ambassadeur iranien en Argentine Hadi Soleimanpour, avant de considérer insuffisantes les preuves et de le remettre en liberté. Les autorités argentines ont été vertement critiquées pour les carences de l'enquête qui n'a jamais permis de retrouver les auteurs de cet attentat meurtrier. Le président argentin Nestor Kirchner, mis sous pression par l'importante communauté juive d'Argentine, forte de 300.000 membres, avait reconnu en 2005 la responsabilité de l'Etat dans ces défaillances successives.

Cette affaire n'est pas sans rappeler l'assassinat par le régime iranien d'Abdul Rahman Ghassemlou, leader du parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) à Vienne le 13 juillet 1989. L'opposant au régime de la République islamique a été tué de deux balles dans la tête avec deux de ses camarades dans un appartement de Vienne par les services iraniens se disant des diplomates. Mohammed Jaffar Sahraroudi, chef adjoint des renseignements (extérieurs) des gardiens de la révolution au Kurdistan iranien, blessé lors de la fusillade, sera libre de quitter l'hôpital où il était soigné pour se réfugier à l'ambassade d'Iran et quitter le territoire autrichien le 22 juillet. Les autorités autrichiennes ont également laissé partir à Téhéran un autre Iranien, un certain Bouzourgian, visé par un mandat d'arrêt finalement levé. Et, le troisième homme, Haji Moustafavi Lajeverdi, rien moins que chef des services secrets (intérieurs) au Kurdistan iranien, a pu quitter librement l'Autriche sans être inquiété.

Le successeur d'Abdul Rahman Ghassemlou, Dr. Sadegh

Sharafkandi et ses collaborateurs ont subi le même sort. Le 17 septembre 1992, le Dr. Sadegh Sharafkandi, secrétaire général du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran, et trois de ses collaborateurs ont été froidement abattus dans le restaurant Mykonos à Berlin. Le 10 avril 1997, plus de trois ans après l'ouverture du procès des présumés coupables de l'attentat - un Iranien et quatre Libanais - la cour de Justice de Berlin a rendu son verdict: l'Iranien Kazem Darabi, accusé d'avoir organisé les meurtres sur ordre des services secrets iraniens, et un Libanais du nom d'Abbas Rhayel, accusé d'avoir tiré les coups mortels, ont été condamnés à perpétuité. Deux de leurs complices, les Libanais Youssef Amin et Mohammad Atris, ont été condamnés respectivement à onze ans et à cinq ans et trois mois de prison. Le cinquième accusé, un Libanais du nom d'Atallah Ayad, a été acquitté.

• **LA BBC LANCERA EN 2008 UNE CHAÎNE DE TÉLÉVISION EN PERSAN.** La BBC a, le 10 octobre, annoncé le lancement en 2008 d'une chaîne télévisée en persan à destination de l'Iran, qui viendra compléter ses programmes radio et internet. Cette chaîne devrait voir le jour au début de 2008 et sera basée à Londres. Elle diffusera d'abord des

programmes huit heures par jour, sept jours par semaine, de 17h00 à 01h00, horaires où l'audience en Iran est maximale. Elle sera accessible à toute personne dans le pays disposant d'une antenne parabolique pour la réception satellitaire ou ayant accès au câble. Le coût de l'opération, estimé à 15 millions de livres (22,2 millions d'euros) par an, sera supporté par le gouvernement britannique. « *La BBC radio persane et les services en ligne sont très respectés par les Iraniens, spécialement par les faiseurs d'opinion* », a déclaré le directeur de la BBC World, Nigel Chapman. « *En Iran, nous sommes considérés comme le diffuseur international le plus objectif et en qui on a le plus confiance* », a-t-il ajouté. « *Mais la télévision est de plus en plus dominante dans la façon dont les Iraniens reçoivent leurs informations* », a-t-il indiqué. La BBC avait annoncé en octobre 2005 son intention de relancer une chaîne en arabe pour la fin 2007, la mettant en concurrence directe avec des télévisions satellitaires pan-arabes comme *Al-Jazeera*.

Par ailleurs, un nouveau quotidien proche du camp des réformateurs est apparu le 17 octobre en Iran dans les kiosques avec la participation de journalistes d'une autre publication interdite par les autorités. « *Rouzegar n'est pas le*

remplaçant de Chark, mais sa contribution culturelle fait partie de la campagne en faveur de Chark », a déclaré Mohammad Atrianfar, conseiller éditorial de ce nouveau journal, en faisant allusion au quotidien proscrit par le conseil de contrôle de la presse. Chark a été frappé d'interdit pour avoir refusé de remplacer un de ses directeurs accusés d'avoir publié des blasphèmes et des insultes contre des représentants des autorités. La direction du journal nie ces accusations et veut saisir la justice. La diffusion de Chark était limitée à 130.000 exemplaires, à comparer aux 70 millions d'habitants que compte l'Iran.

• **UN RAPPORT AMÉRICAIN INDIQUE QUE DES CHYPRIOTES GRECS CAPTURÉS LORS DE L'INVASION TURQUE ONT ÉTÉ UTILISÉS COMME COBAYES DANS DES LABORATOIRES BIOCHIMIQUES DE L'ARMÉE TURQUE.** Citant le rapport publié dans le bulletin « *ic Policy* », le journal chypriote *Cyprus Mail*, rapporte le 24 octobre que « *durant les années 1984-1988, beaucoup de Chypriotes grecs et de soldats grecs capturés lors de l'invasion (turque en 1974) se sont retrouvés dans les laboratoires biochimiques secrets de l'armée turque* » et « *Ils ont été utilisés comme cobayes* ».

Iraq

'We Have Big Victories'

Iraq is the world's biggest hot spot, but the country's president, Jalal Talabani, says there are encouraging developments

THE PRICE OF progress in Iraq has been steep. There are reconstruction achievements, to be sure, but they get lost in the daily miasma of murder and mayhem that some analysts contend is a sectarian civil war. And yet, Iraqi President Jalal Talabani is optimistic about his country's future. NEWSWEEK's Lally Weymouth spoke with him last week in New York. Excerpts:

WEYMDUTH: Americans are discouraged about Iraq. What is your assessment?

TALABANI: The media focuses only on the negative side of Iraq. We have problems with security, but we have big achievements and victories. People are enjoying a new kind of democracy: they are enjoying freedom of expression, of organization, and of having their own television and radio. We have liberated the economy from the control of the state. Now the private sector is active everywhere. We have 18 provinces, and at least 12 of these are quiet and calm. All over Iraq, schools are open.

Two leading U.S. generals testified recently that there is a civil war going on in Iraq.

This is not civil war. This is terrorist activity concentrated on Iraq by Al-Qaeda and other extremists.

Aren't you worried about the violence?

Of course we are worried. But this is one side ...

What about the Sunni militias?

Before the last election for Parliament, Sunnis refused to sit down with Shiites. I was mediating. Afterwards, they were convinced to participate in

Parliament. They agreed to have a national unity government, and Sunnis, Shiites and Kurds have agreed to form a council for national security. Now Sunnis and Shiites are governing together. Though differences remain, this is a way of reconciliation.

Reportedly the U.S. government is losing faith in Prime Minister Nuri al-Maliki.

President Bush assured us that he will support the Maliki government. We assured him that all Iraqi political parties support Maliki. He has done many important things for Iraq. He has ordered all of the militias to stop their activities.

But they haven't stopped.
They are not operating as before.

When should the U.S. troops leave?

I think within two years we will be able to train our Army and have the capacity to face terrorism. When we ask our allies to leave Iraq it will depend on being able to keep Iraq's sovereignty and independence free of danger from the outside. The presence of American forces—even a symbolic one—will frighten those who are trying to interfere in our affairs.

Are you talking about Iran?

Our prime minister just came back from Iran. He got good promises from Iran on security—promises that they will never permit any kind of interference in the internal affairs of Iraq.

Do you believe that?
Let us see.

Turkish troops are massed at Iraq's border.

Yes, but they are not coming in. We convinced the PKK [a radical Kurdish separatist group based in Iraq] to stop fighting, and within days it will officially announce a ceasefire. This will help Iraq open a new chapter in relations with Turkey. We are urging the Turkish Kurds to be moderate, to wage their struggle through democratic means.

What do you think of the American idea of transforming Middle Eastern countries into democracies?

I support this idea. I believe democracy is the panacea for all problems in the Middle East.

So while many Americans believe the war in Iraq is a mess, you believe the opposite.

Iraq is not in chaos. There are many provinces that are calm—where people live in prosperity.

“ I think within two years we will be able to train our Army and ... face terrorism. When we ask our allies to leave Iraq it will depend on being able to keep Iraq ... free of danger. ”

—JALAL TALABANI

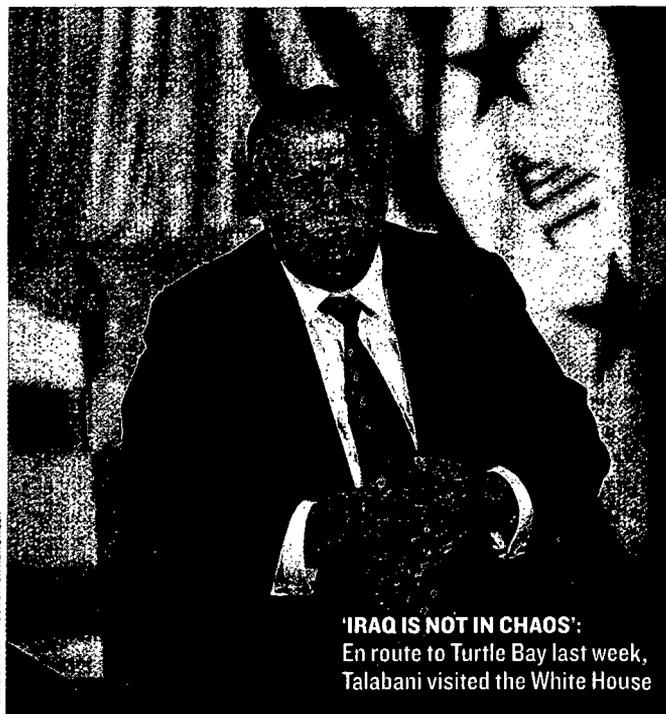
We are grateful to your people, to your Army, to your president. You liberated us from a dictatorship.

So this fight is not in vain?

What I want from the American media is to send people to Iraq to see different parts of the country, not just Fallujah and Baghdad. Some places are in trouble, including Baghdad, but we are improving this.

Would you welcome U.S. bases in Kurdistan?

Yes. I think we will be in need of American forces for a long time to prevent foreign interference. Ten thousand soldiers and two air bases would be enough. This will be in the interest of the Iraqi people and of peace in the Middle East.



PHOTOGRAPH BY KHUUE BUI FOR NEWSWEEK

'IRAQ IS NOT IN CHAOS':
En route to Turtle Bay last week, Talabani visited the White House

THE WALL STREET JOURNAL. OCTOBER 2, 2006

Kurdish attacks on Turkey put U.S. in a bind

Washington urges Northern Iraq to rein in guerrillas who attack ally Turkey

By Philip Shishkin

Kurdish guerrillas have used the remote mountains of Northern Iraq as a base to attack Turkey for decades. Now their presence has become a thorny problem for Washington.

Thousands of fighters linked with the Kurdistan Workers' Party, or PKK, move openly in dozens of camps spread throughout Qandil's scrubby mountainsides and tree-covered ravines. A day's hike to the north lies Turkey, where most of these militants were born and where they face terrorism charges for fighting for Kurdish autonomy. Here in Northern Iraq, with grenades clipped to the belts of their matching olive-green outfits, the fighters conduct combat drills, restock arms or watch satellite television. A few months ago, they honored their leader by painting his image on a giant concrete slab they poured onto a hillside. It is visible from kilometers away.

"We have our own state in the mountains," says Farman, the 42-year-old area commander whose neck bears the indented scar of a bullet wound. Like other militants from the PKK, he introduced himself by first name only.

The guerrillas' enclave in Northern Iraq is at the center of a growing diplomatic storm. As the U.S. begins to exert pressure on Iraq to rein in the anti-Turkey fighters, it finds itself caught between two key allies. On one side is Iraqi Kurdistan, which supported the U.S. invasion of Iraq and whose leaders have deep ties with the Kurdistan Workers' Party. On the other is Turkey, a member of the North Atlantic Treaty Organization and a Muslim democracy, whose leaders say they are committed to destroying the PKK.

Stakes for Washington are high. Iraqi Kurdistan is the safest part of the Iraq. Armed conflict between Turkey and Kurdish fighters would prove calamitous, adding another front to the bloody Iraqi battlefield and further stretching U.S. and Iraqi security forces. Turkey, which maintains tens of thousands of troops on its border with Iraq, said this summer it is drawing up plans to attack the guerrillas' positions.

For the first time since these fighters began using Iraq as a base more than two decades ago, Washington has appointed a high-level diplomat to address the crisis. In late August, it named retired Air Force Gen. Joseph Ralston to the post of Special Envoy for Countering the PKK. Gen. Ralston, a former NATO top commander, took a whirlwind tour through Turkish and Iraqi capitals in September, pressing the U.S. point that Iraqi territory shouldn't be used as a PKK haven. Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan will raise the issue with President George W. Bush when the two meet in Washington today.

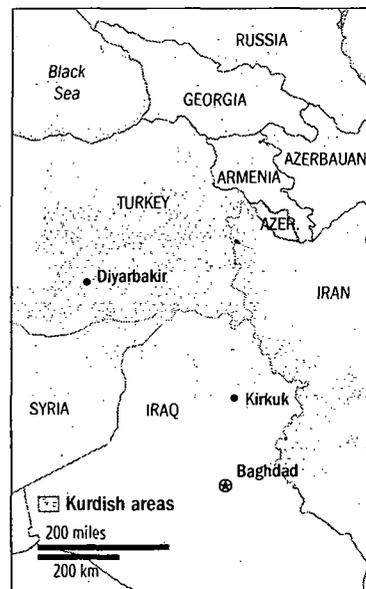
Gen. Ralston's tour comes after a summer of heightened violence. In one week in July, PKK militants killed at least 15 Turkish soldiers and police. A month later, explosions in three Turkish cities killed three Turkish citizens and injured 60 civilians, including foreign tourists. The attacks against civilians were claimed by Kurdistan Freedom Falcons, which Turkish and Western officials say operates under the auspices of the PKK.

On Saturday, the PKK promised to halt attacks, the fifth time the group has declared a cease-fire. However, the decades-old conflict remains far from defused. Past truces have led to lulls in violence, followed by intensified fighting. Turkey immediately dismissed the cease-fire. Violence in the Kurdish area of Turkey continued yesterday.

The Kurds, who number about 25 million and speak their own language, have never had a country of their own. Most of them live in contiguous border stretches in Turkey, Iraq, Iran and Syria. The majority—about 15 million—live in Turkey, which has historically denied them minority rights such as cultural recognition or Kurdish-language education.

Since its birth in Turkey in 1974, the PKK, or Partiya Karkerên Kurdistan, has employed a violent blend of Marxism and nationalism. Its guerrillas consolidated support in the countryside, ruthlessly attacking Turks and Kurds alike who

stood in the way of their goal of establishing an independent Kurdistan. The conflict with the Turkish



military led to an estimated 30,000 deaths in the 1980s and the 1990s.

Pressured inside Turkey, the PKK found a haven in Northern Iraq in the mid-1980s. Iraqi Kurdish leaders, fighting their own rebellion against Baghdad, allowed the PKK to enter Northern Iraq in a gesture of pan-Kurdish solidarity. Iraqi Kurds were also among the region's strongest supporters of the U.S. decision to depose Saddam Hussein, who is currently on trial in Baghdad on charges of genocide against Iraqi Kurds in the 1980s.

In the aftermath of the 2003 U.S. invasion of Iraq, which Turkey opposed, Iraqi Kurdistan has strengthened its autonomy. The home to five million Kurds, the Iraqi region has gradually accumulated the trappings of sovereignty from Baghdad's rule, serving as an inspirational example to Kurds across the border in Turkey and Iran.

In early September, Massoud Barzani, the region's president, outlawed the Iraqi national flag on the grounds that it symbolizes repression of Kurds under Mr. Hussein. Only Kurdish flags, marked with a bright yellow sun in the middle, now remain. The region's parliament just approved a petroleum law that stipulates that revenue from future oil production doesn't have to be shared with Baghdad.

(Baghdad has criticized the region's drive to set its own oil policy.) Boundaries between Kurdistan and the rest of Iraq are reinforced with trenches and patrolled by units of the regional government's own military force, the Peshmerga.

In addressing the guerrillas sheltering within their borders, Iraqi Kurdistan's officials find themselves with dual allegiances. While Washington classifies the Kurdistan Workers' Party as a terrorist group, Iraqi Kurd leaders view them as freedom fighters. Masrur Barzani, the head of Iraqi Kurdistan's intelligence branch and the son of the regional president, says Kurds "existed here long before" the Turkic tribes from Central Asia began their conquest of modern-day Turkey a millennium ago. Jafar Mustafa Ali, an Iraqi Kurd in charge of many Peshmerga units, suggests the PKK fighters are cut from the same nationalist cloth as Iraq's anti-Saddam Kurdish guerrillas. "The PKK asks for the rights of its people," he says. "Why should somebody be called a terrorist for that?"

At the same time the region's administrators are eager to avoid the sort of violence afflicting the rest of Iraq. As Northern Iraq looks to start pumping its own oil, it will require cooperation from Turkey and Iran to ship it to international clients. Already, bilateral trade between Turkey and Northern Iraq has grown to an estimated \$3 billion last year, according to Turkish and Iraqi officials. A peaceful resolution of the PKK issue will also help the area attract foreign investment.

According to Turkish and Western intelligence, some 3,000 guerrillas live in Iraq's Qandil mountains at any given time. A smaller force is based on the Turkish side of the border. Western and Turkish intelligence officials say guerrillas train and acquire weapons on the Iraqi camps. The camps also serve as rest-and-recuperation sites for rebels who have fought in Turkey, especially during harsh winters when skirmishes usually die down. The PKK also runs a hidden hospital, they say, which treats fighters wounded in clashes inside Turkey.

A typical guerrilla is Semad, a 29-year-old who grew up in the southeastern Turkish city of Diyarbakir and later moved with his family to Istanbul. Two of his older brothers died in the fighting with Turkish security forces, and Semad says he started helping the PKK at the age of 9, delivering messages, leaflets and food in the militant underground. He worked briefly as a postman in Istanbul. By the time he turned 18 he walked off into the mountains and joined the fighters, taking the name of one of his dead brothers as a nom-de-guerre.

Devotion to the group's Marxist founder, Abdullah Öcalan (pronounced O-dja-lan), borders on cultish. Mr. Öcalan was captured in 1999, and is currently serving a life sentence in a Turkish island prison. His portrait is ubiquitous in the camps, on bright yellow banners or surrounded with flowers. His severe, moustached visage is painted in bold blue, white and black on a concrete slab above one of the camps.

On a quiet day at the camps, the wooden hovels, tents and clearings brim with domesticity, though alcohol and dating are banned. On a recent sunny morning, Saria, a 21-year-old Kurdish woman from Syria who joined the PKK five years ago, watered a patch of saplings. A male guerrilla chopped firewood. Inside one of the shacks, in a wooden bookcase straining under the weight of Mr. Öcalan's books, there are two well-thumbed volumes of J.R.R. Tolkien's "The Lord of the Rings" in Turkish, the language most guerrillas here speak fluently and use in conversations alongside Kurdish.

The camps' relaxed feel belies their occupants' serious mission. "Our position now is self-defense war everywhere" against the Turkish military, the Kurdistan Workers' Party current leader, Murat Karaylan, said in a middle-of-the-night interview early last month in Qandil. Mr. Karaylan, a pistol holder under his vest, has been a PKK member since 1978 and leads a clandestine existence shuttling among mountain camps. His arrest and extradition are among Turkey's main demands. "If necessary, we can escalate [the war] four to five times," he said.

Washington's envoy, Gen. Ralston, didn't speak with the PKK. Last month in Northern Iraq, Ankara and Baghdad, he met with President Barzani, Turkish and Iraqi prime ministers, and U.S., Turkish and Iraqi military officials. He urged Iraqi leaders to put pressure on the guerrillas, asking them to close PKK offices and adopt other, as yet undisclosed, measures against the group. "Clearly, this is not an easy task," Gen. Ralston told reporters upon his return to Washington late last month.

In his interview, Mr. Karaylan said he had been pressed by Iraqi Kurdish officials to halt attacks on Turkish forces. On Thursday, the imprisoned Mr. Öcalan appealed to PKK guerrillas to call a cease-fire, asking them to fight back only if attacked by Turkish forces. In a news conference on Saturday, field leader Mr. Karaylan announced that the guerrillas would call a truce.

The Turkish government called instead for full disarmament. "A cease-fire is done between states," Prime Minister Erdogan told a Turkish television channel last week. "A terrorist organization must lay down its

arms." On Sunday, hours after the truce took effect, Turkish soldiers killed a PKK fighter in Southeastern Turkey, not far from the Iraqi border.

Iraqi forces would find it challenging to dismantle the camps: Baghdad doesn't have sway over Iraqi Kurdistan's Peshmerga security forces, who would be unlikely to turn their weapons against fellow Kurds.

Turkish officials say they are prepared to wait for the diplomacy to run its course before considering military options. But one Turkish government adviser says, "We won't wait too long." Iran, which has also suffered attacks from Kurdish separatists linked to the PKK and fighting out of the same Iraqi mountains, shelled Northern Iraq earlier this year, according to officials in Iraqi Kurdistan. Iranian officials deny this.

While Northern Iraq has assumed great importance as a PKK haven, the root causes of the group's appeal to Turkish Kurds can be found in the Turkish Southeast. The area is still reeling from the violence of the past two decades. Major riots erupted in Diyarbakir in March after several PKK fighters were killed by Turkish forces. Thousands of young Kurds set up roadblocks, trashed banks and shops and attacking police with rocks. In some parts of Diyarbakir, a city of one million residents, unemployment runs as high as 70%.

Partly under pressure from the European Union, which Turkey hopes to join, Turkish officials have been trying to address some of the Kurdish demands for greater rights. Broadcasting in Kurdish, as well as Kurdish-language classes, have been allowed, though both activities are still tightly controlled. The government wants to channel investment to the region and now openly acknowledges that it has long neglected its Kurdish citizens and denied their identity. While these are small steps, they would have been unthinkable even a decade ago.

"One of the reasons we were fighting was to provide the conditions for greater cultural and language rights. At the time it was necessary," says Hasan Seker, a one-time teacher in a village school, who joined the PKK in the 1980s, fought, lost an index finger on his right hand, was captured and spent nine years in prison. He now runs a cultural center in Diyarbakir promoting Kurdish music, literature and language. Though the center still faces restrictions, he says the difference is obvious. "It's serious progress. We came from the point of 'Kurds don't exist' to this point," he says. "Of course it gives us hope."

TURQUIE KURDISTAN

La guérilla kurde du PKK décrète un cessez-le-feu

MONTS KANDIL (Kurdistan d'Irak)

ENVOYÉE SPÉCIALE

Le cinquième cessez-le-feu unilatéral proclamé par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en l'espace de treize ans a-t-il des chances d'être enfin, sinon accepté, du moins pris en considération par les autorités turques ?

Entrée en vigueur dimanche 1^{er} octobre, à la veille d'une rencontre du président américain, George Bush, et du premier ministre turc, Recep Erdogan, cette trêve a été annoncée par le numéro deux du PKK, Mourat Karayilan. Lequel a tenu, samedi, une conférence de presse « clandestine », pour une douzaine de journalistes, dont des Turcs.

Cette rencontre s'est tenue à l'ombre d'un mûrier, au bord d'un ruisseau dans les montagnes de Kandil qui bordent l'Irak, dans le nord-est de l'Irak. Rien n'a manqué au cérémonial d'un parti considéré comme terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne : le portrait du « *Soleil de l'humanité* » – un des noms donnés par le PKK à son chef Abdullah Ocalan, dit « Apo », emprisonné à vie en Turquie – ; les jeunes guérilleros, garçons et filles, artivant à bord de 4 x 4 ; et la présence de représentants du « *système démocratique* » du PKK – une femme en tailleur qualifiée de présidente de son « Parlement », et un homme posant en « *ministre de la défense* ».

Mais le seul à parler fut Mourat Karayilan. Selon des opposants au PKK, il s'agit d'un des cinq chefs du parti qui, avec le grand leader, usent de leur droit de vie ou de mort sur ses membres. Le PKK, lui, assure avoir viré de son marxisme-léninisme à la « *démocratie, l'écologie et l'égalité des sexes* » et accepter une simple autonomie au sein de la Turquie, où sa guerre a déjà fait plus de 30 000 morts et continue à en provoquer.

Mourat Karayilan ne s'écarta cependant pas du texte d'un « *appel* » lancé jeudi par Abdullah Ocalan disant à ses hommes de cessez-le-feu sans condition. Il fut ainsi annoncé que les guérilleros, « *plus nombreux en Turquie qu'en Irak* », ne riposteront que si les Turcs les attaquent « *pour les annihiler* ». Il s'agit, selon lui, de stopper la haine montante entre Turcs et Kurdes, et un chaos régional généralisé.

Refus d'Ankara

Jusqu'à-là, le PKK réclamait un cessez-le-feu conditionné par des négociations avec Ankara. Mais la donne régionale a changé. Les Turcs menacent d'attaquer les bases du PKK au Kurdistan d'Irak si Bagdad, ou les forces américaines en Irak, ne le font pas eux-mêmes. Or Washington, craignant qu'une intervention turque n'entraîne celle de l'Iran et déstabilise la seule région calme d'Irak, a promis d'aider Ankara si celle-ci modère son approche de sa « *question kurde* ». La lutte contre le PKK devait dominer la rencontre, lundi à Washington, entre MM. Bush et Erdogan.

Les Américains attendent de la Turquie qu'elle évite, pour une fois, de répondre à l'offre du PKK par des attaques accrues, et qu'elle entame une désescalade, même non proclamée, en attendant un hypothétique processus de paix. ■

SOPHIE SHIHAB

Chirac pousse la Turquie à assumer son passé

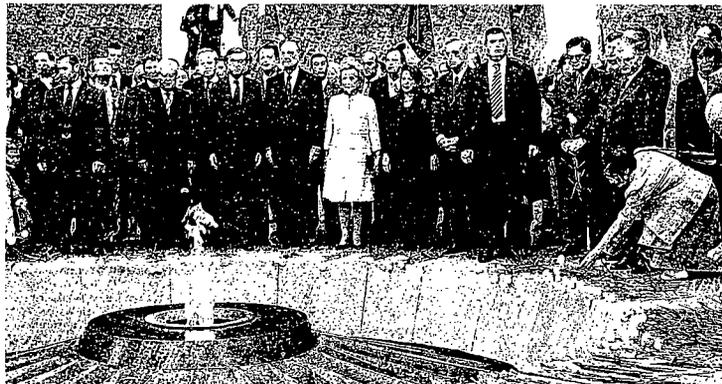
ARMÉNIE

La première visite d'État d'un président français à Erevan a été largement consacrée au génocide arménien de 1915-1917.

De notre envoyé spécial à Erevan

« *SOUVIENS-TOI* ». Ces mots inscrits par Jacques Chirac sur le livre d'or du Mémorial du génocide, à Erevan, donnent le sens de la visite d'État, hautement symbolique, du président français en Arménie : regarder l'Histoire en face. Cette visite de trois jours, la première d'un président français et même d'un chef d'État occidental dans cette toute jeune République qui a accédé à l'indépendance en 1991, était très attendue. Surtout de la part d'un homme qui, tout en cultivant ses relations amicales avec l'Arménie, a toujours soutenu l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. À Erevan, Chirac a donc accompli les gestes qu'attendaient les Arméniens.

Accompagné de son homologue arménien Robert Kotcharian, le président français a visité le Mémorial du génocide, sur la colline du Fort-aux-Hirondelles, qui domine la capitale. Comme le veut la tradition, Jacques et Bernadette Chirac ont déposé des œillets devant la flamme éternelle, avant de planter un arbre du



Samedi, Jacques et Bernadette Chirac ont déposé des œillets devant la flamme du Mémorial du génocide, lieu symbolique de la tragédie du peuple arménien. AFP

souvenir. Dans ce lieu symbolique de la tragédie du peuple arménien, le footballeur Youri Djorkaeff s'est longuement recueilli, tandis que le journaliste Daniel Bilalian était submergé par l'émotion. Chirac et Kotcharian ont ensuite inauguré la place de France, au cœur d'Erevan. L'ancienne place de l'Opéra était, à la fin des années 1980, le haut lieu de la contestation au régime soviétique. Samedi soir, il a assisté, place de la République, au grand concert du plus célèbre Arménien, Charles Aznavour.

Un travail de mémoire

À Erevan, Jacques Chirac a surtout eu les mots qu'espéraient,

sans toujours y croire, les Arméniens, notamment ceux de France. Au cours d'une conférence de presse conjointe avec Robert Kotcharian, il a posé un principe : « *La France reconnaît le génocide arménien.* » Mais il est allé plus loin. La Turquie doit-elle reconnaître le génocide pour pouvoir entrer dans l'UE ? « *Honnêtement, je le crois* », a-t-il dit. « *Tout pays se grandit en reconnaissant ses drames et ses erreurs.* » Jacques Chirac a fait un parallèle avec l'Allemagne et la réconciliation franco-allemande de l'après-guerre. « *Peut-on dire que l'Allemagne, qui a profondément reconnu la Shoah,*

a perdu son crédit ? Elle s'est grandie », a-t-il affirmé, appelant Ankara à faire un travail de mémoire similaire. « *La Turquie serait bien inspirée, au regard de son histoire, de sa tradition profonde et de sa culture, qui est aussi une culture humaniste, d'en tirer les conséquences.* »

Même si l'entourage du président a fait valoir qu'il ne s'agissait pas d'un changement de position de sa part, les Arméniens de France ont immédiatement salué ce « *pas en avant* ». Très hostile à l'adhésion de la Turquie, le sarkozyste Patrick Devedjian s'est réjoui de cette « *avancée considérable* ». « *C'est un moment historique* », a-t-il dit en soulignant la portée symbolique des déclarations de Jacques Chirac « *à deux pas de la frontière turque qui est fermée dans le but avoué d'asphyxier l'Arménie* ». Jacques Chirac a toutefois déçu certains membres de la diaspora en condamnant par avance la proposition de loi socialiste visant à pénaliser la négation du génocide arménien. Cette proposition, qui devrait être examinée par les députés le 12 octobre, « *relève plus, aujourd'hui, de la polémique que de la réalité juridique* », a-t-il dit, en expliquant que l'arsenal législatif existant permettait de sanctionner le négationnisme.

PHILIPPE GOULLAUD



3 OCTOBRE 2006

Cessez-le-feu unilatéral proclamé par les Kurdes du PKK

Le «*cessez-le-feu unilatéral*» annoncé par les rebelles kurdes turcs du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, indépendantiste) est entré en vigueur dimanche. Le jour même où le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan arrivait à Washington pour discuter avec Bush d'un engagement accru des Américains contre les bases arrières en Irak du nord de cette organisation considérée comme terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union Européenne. «*Je vais demander une mise au clair de l'attitude de Washington face à ces terroristes*», a déclaré au quotidien *Hürriyet* le Premier ministre issu du

mouvement islamiste qui, plusieurs fois ces derniers mois, avait évoqué l'éventualité d'une opération turque au-delà de la frontière. L'administration américaine s'y oppose, craignant un embrasement du Kurdistan irakien, seule zone du pays épargnée par les violences. Mais elle promet des mesures «*effectives*» contre les 5000 combattants du PKK retranchés dans les montagnes de Qandil. Ces pressions croissantes expliquent l'annonce d'une trêve lancée jeudi du fond de sa prison d'Imrali (au large d'Istanbul) par Abdullah Öcalan, le leader charismatique de l'organisation condamné à la prison à vie. «*Cette chance pourrait être la*

dernière», a déclaré le chef rebelle dans un message diffusé par ses avocats appelant à un processus de réconciliation entre Turcs et Kurdes (13% de la population). La «*sale guerre*» entre Ankara et les rebelles kurdes en lutte pour l'autono-

«Je vais demander une mise au clair de l'attitude de Washington face à ces terroristes.»

Recep Tayyip Erdogan, Premier ministre turc

mie pour la région du sud-est anatolien a fait plus de 37000 morts entre 1984 et 1999. Une trêve précédente avait été interrompue en 2004 et le nombre d'accrochages avait augmenté, coûtant la vie cette année à 79 représentants des

forces de l'ordre. Les attentats se multiplient, notamment revendiqués par de petits groupes comme les TAK (Faucons pour la liberté du Kurdistan) dissidents du PKK. Afin d'arrêter un engrenage de la violence qui risque d'entraîner un durcissement sécuritaire et compliquer la marche turque vers l'Europe, le DTP (Parti pour une société démocratique) le principal parti kurde de Turquie avait appelé le PKK à proclamer un cessez-le-feu, il y a quinze jours. Erdogan avait déclaré l'an dernier que «*la question kurde ne se [résoudrait] qu'avec plus de dé-*

mocratie». Mais sa marge de manœuvre se fait d'autant plus étroite que le nouveau chef d'état-major de l'armée, le général Yasar Büyükanit, laïc convaincu et défenseur acharné de l'intégrité de la nation, est hostile à tout compromis.

«*Un cessez-le-feu se fait entre des Etats et non avec une organisation terroriste*», avait déclaré le Premier ministre en réponse aux déclarations d'Öcalan exigeant d'abord du PKK qu'*«il dépose les armes»*. Il a néanmoins affirmé dimanche que si les guérilleros respectent leur engagement, «*aucune opération ne sera menée sans raison par l'armée*». ◆

MARC SEMO

Le Monde
5 octobre 2006

Téhéran joue la carte française pour tenter de diviser les grandes puissances sur le nucléaire

L'IRAN n'a rien cédé. Trois semaines de contacts entre son émissaire, Ali Larjani, et le chef de la diplomatie européenne, Javier Solana, n'ont débouché, au final, sur aucune volonté de Téhéran de suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium, ainsi que le lui demandait la résolution 1696 du Conseil de sécurité de l'ONU, votée fin juillet.

Ce constat est désormais fait par l'entourage de M. Solana. En septembre, les Iraniens avaient certes «*envoyé des signaux, fait croire qu'ils pourraient envisager des modalités pour la suspension, et c'est la raison pour laquelle nous étions prudemment optimistes*», commente une source européenne. «*Mais [le président iranien] Mahmoud Ahmadinejad s'est jeté dans le débat et, ces derniers jours, c'était "non, non, non" à la suspension*».

Cet échec des efforts diplomatiques européens, auxquels les Etats-Unis avaient décidé de donner leur chance, ouvre la voie, sauf revirement de dernière minute, à un passage à des sanctions ciblées et progressives contre l'Iran. Une réunion des ministres des affaires étrangères des six puissances traitant ce dossier (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni et Allemagne)

pourrait avoir lieu dès vendredi, à Londres. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni poussent pour un passage aux sanctions.

Ce contexte explique, selon les diplomates occidentaux, la tentative faite, mardi 3 octobre, par l'Iran. Par la voix du numéro deux de l'Agence iranienne de l'énergie atomique, Mohammad Saïdi, Téhéran a proposé la mise en place d'un «*consortium*» avec la société française Areva «*pour faire de l'enrichissement d'uranium en Iran*».

Un « test »

L'offre a été aussitôt déclinée par Paris, et M. Solana a commenté qu'un tel projet «*serait difficile à réaliser*». On soulignait, à Paris et à Bruxelles, que l'Iran ne se livrait là qu'à une tactique de diversion, et que la question centrale restait la suspension de l'enrichissement.

Mais le fait que l'Iran choisisse de se tourner ainsi vers la France mérite d'être relevé. La télévision iranienne a expliqué mardi qu'il s'agissait d'un «*test*» et «*d'évaluer l'étendue du réalisme et de la flexibilité du gouvernement français*». Le geste iranien intervient deux semaines après les déclarations de Jacques Chirac au moment de l'Assemblée générale

des Nations unies. Il avait souligné que le «*dialogue [devait] prévaloir*» avec l'Iran, et indiqué qu'il n'était pas favorable à des sanctions immédiates.

Depuis le déclenchement en juillet de la guerre au Liban, entre le Hezbollah et Israël, M. Chirac a multiplié les gestes d'ouverture en direction de Téhéran. Il a reçu, le 13 septembre à l'Elysée, un émissaire de M. Ahmadinejad.

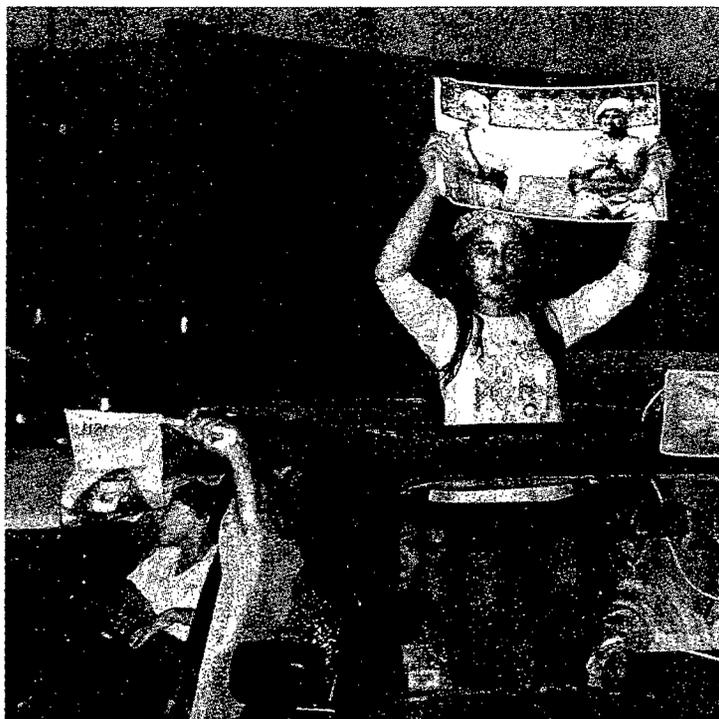
La France a déployé un contingent au Liban sud, et les responsables français craignent en privé qu'il ne devienne l'otage des visées iraniennes. Des sociétés comme Total et Renault ont par ailleurs d'importants intérêts en Iran.

«*La France est face à un dilemme*, estime l'expert Nadim Shehade, de l'institut Chatham House, à Londres, *elle veut empêcher une confrontation avec l'Iran, tout en préservant l'alliance qu'elle s'est efforcée de reconstruire avec les Etats-Unis, après les divisions de 2003 sur l'Irak*». Mais Gary Samore, un ancien conseiller de Bill Clinton pour la non-prolifération, relève que «*les Etats-Unis, en raison de leurs problèmes en Irak, ne se pressent pas non plus pour une confrontation totale avec l'Iran*». ■

NATALIE NOUGAYRÈDE

Un rêve kurde

IRAK. Le Kurdistan, qui bénéficie d'une autonomie considérable, est en train de se doter d'une Constitution qui lui ouvre la voie vers l'indépendance.



Manifestation de soutien au président Massoud Barzani, à Arbil (nord de l'Irak), le 14 juin 2005.

LES KURDES IRAKIENS sont-ils en passe de construire leur indépendance tout en doublant leur territoire actuel ? Tel est l'enjeu de la Constitution dont est en train de se doter cette région du nord de l'Irak, qui bénéficie d'une autonomie considérable depuis 1991. Après la première guerre du Golfe, en effet, le Kurdistan a été protégé par une zone d'exclusion aérienne mise en place par la coalition internationale. Aujourd'hui, aucun soldat irakien ni américain n'y stationne. La Constitution irakienne reconnaît la garde régionale composée des peshmergas, les combattants kurdes, qui assurent toutes les fonctions policières et militaires. Elle précise aussi que le gouvernement kurde est le seul gouvernement officiel du Kurdistan, que sa justice est indépendante, et que les lois votées par son Parlement prévalent sur celles de Bagdad. Ces concessions ont été faites aux Kurdes car la Constitution a été rédigée et adoptée en 2004-2005, période durant laquelle les Arabes sunnites boycottaient les institutions ; les Kurdes étaient donc alors indispensables à la stabilité politique voulue par les chiites majoritaires et l'occupant américain.

Pour préserver ces acquis en matière d'autogouvernement, l'Assemblée nationale kurde a décidé l'an dernier de graver dans le marbre les lois fondamentales qui régissent depuis 1992 la vie de ses 4 millions d'administrés. La Constitution rédigée a été transmise, il y a quinze jours, au président du Kurdistan, Massoud Barzani. « Pendant une période de deux à trois mois, elle sera soumise à la consultation de la société civile, de juristes, d'amis étrangers, etc. », explique Saywan Barzani, représentant du gouvernement du Kurdistan à Paris. Ensuite, l'Assemblée l'adoptera et décidera de son mode de ratification, parlementaire ou référendaire. » Un problème épineux se

pose, cependant : celui des limites du territoire kurde. Le Kurdistan administratif actuel recouvre 42 000 km², et le projet de Constitution inclut près de 40 000 km² supplémentaires. Il s'agit de zones historiquement kurdes – et riches en pétrole –, comme la ville de Kirkouk ou des pans des régions de Ninive, Dyala, etc., qui ont subi une arabisation sous le régime de Saddam Hussein. Bagdad offrait des milliers de dollars aux Irakiens arabes qui acceptaient d'occuper les maisons et les terres dont les Kurdes étaient chassés. La Constitution irakienne prévoit d'appliquer le droit au retour des Kurdes, auxquels les colons arabes doivent rétrocéder leurs biens.

Ce processus avance dans les campagnes, plus lentement dans les villes. L'ex-Premier ministre Ibrahim al-Jaafari, qui rechignait à faire appliquer ce droit, a perdu son poste sous la pression des Kurdes. Selon un accord négocié au parlement de Bagdad, les restitutions devront aboutir avant

fin 2007, puis un recensement sera fait, prélude à un référendum qui demandera aux populations si elles veulent être rattachées au Kurdistan. « Ce problème territorial sera réglé soit légalement, soit par la force, prévoit Saywan Barzani. Je crois personnellement que cela se terminera mal. »

L'affirmation du Kurdistan pourrait aller jusqu'à l'indépendance : le projet de Constitution kurde intègre le droit à l'autodétermination, et la Constitution irakienne établit un système fédéral basé sur l'« union volontaire ». Mais elle entraîne l'opposition d'une partie des Irakiens et des pays voisins. « Ce qui se passe en Irak suscite un espoir pour les Kurdes de Turquie, d'Iran et de Syrie, explique Kendal Nezain, président de l'Institut kurde de Paris. La nation kurde a été partagée contre son gré au lendemain de la Première Guerre mondiale par les Français et les Anglais. Aujourd'hui, les Kurdes veulent avant tout, quel que soit l'État dont ils dépendent, survivre en tant que peuple en préservant leur identité, leur culture ; mais certains veulent eux aussi accéder à une forme d'autonomie. »

L'Iran, la Turquie, la Syrie pourraient être tentés d'intervenir en Irak. Le Président irakien, le Kurde Jalal Talabani, a averti que, si les pays voisins ne respectaient pas les frontières, leurs minorités kurdes pourraient être soutenues – notamment celles de Turquie, où les séparatistes du PKK ont déclaré le 30 septembre un cessez-le-feu unilatéral... annoncé quelques jours auparavant par M. Talabani. En outre, les Américains pourraient un jour se désengager des zones de guérilla du centre de l'Irak tout en gardant un pied dans la région, en s'installant dans un Kurdistan qu'ils pousseraient vers l'indépendance en échange de leur protection. Un scénario qui fait rêver plus d'un Kurde.

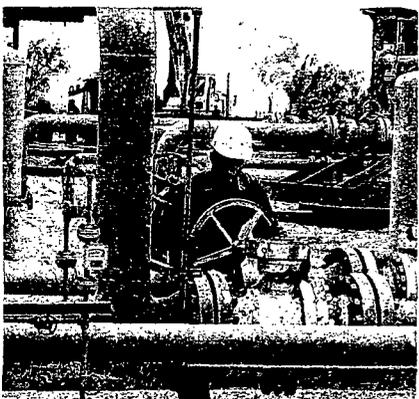
DANTE SANJURJO

Les partages de l'Irak

Le projet de loi sur le fédéralisme pousse chiites et Kurdes à réclamer davantage d'autonomie. Au grand dam des sunnites, que fragiliserait la fracture du pays

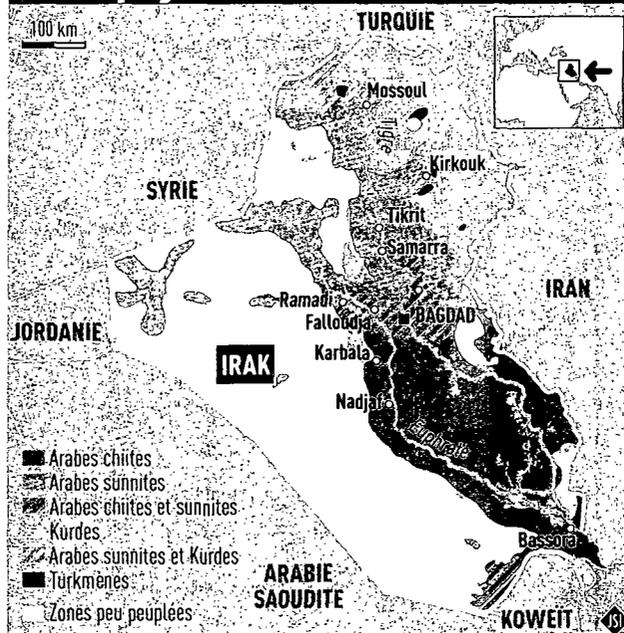
Gertrude Bell, archéologue, fut la première femme à travailler pour les services secrets britanniques. En 1920, c'est elle qui persuade Winston Churchill, alors secrétaire à la Guerre, de confier à un prince hachémite – l'émir Fayçal, fils du roi Hussein du Hedjaz, qui vient d'être chassé de Damas par les Français – un royaume arabe réunissant trois régions issues de l'Empire ottoman : une zone kurde au nord, le centre mésopotamien, peuplé en majorité d'Arabes sunnites, et le sud, chiite. Ainsi naquit l'Irak.

Aujourd'hui, le pays est en proie à une « guerre civile de basse intensité », selon l'expression d'un diplomate. Et le risque est réel de voir remise en question une unité nationale demeurée,



Les puits de pétrole de Bassora sont situés en zone chiite.

Trois pays en un



au fond, précaire. Adoptée en octobre 2005, la Constitution irakienne avait entériné le principe du fédéralisme en prévoyant la possibilité pour les provinces de se regrouper en régions autonomes. Les députés disposaient d'un an, jusqu'au 22 octobre de cette année, pour adopter un mécanisme permettant la mise en œuvre de cette disposition. Ils viennent de s'y atteler : les débats ont commencé le 26 septembre au Parlement et devraient s'achever d'ici peu.

Les Kurdes ont d'ores et déjà leur zone autonome, qui s'étend, au nord, sur trois provinces, placées depuis quelques mois sous une administration commune. Beaucoup de chiites rêvent d'en faire de même au sud.

Le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII) d'Abdel Aziz al-Hakim, la plus importante de

leurs formations, milite pour une grande région qui rassemblerait 9 des 18 provinces – la moitié du pays – et comprendrait les villes saintes de Nadjaf et de Karbala, ainsi que Bassora et ses puits de pétrole.

L'Irak ressemble à ce que fut l'ex-Yougoslavie

Un peu moins gourmand, mais aussi beaucoup moins influent, le parti Fadila se contenterait de Bassora et des champs d'or noir. Seule chez les chiites, la formation plus radicale de Moqtada al-Sadr demeure attachée à l'unité de l'Irak.

Les sunnites, eux, sont opposés à une solution qui ne leur laisserait, au centre,

qu'une zone désertique privée de toute ressource. Mais ils sont minoritaires au Parlement, où, ensemble, chiites et Kurdes disposent de 181 des 275 sièges. Les Kurdes pourraient en profiter pour monnayer leur soutien contre un feu vert des chiites à l'extension de leur propre région, qu'ils souhaitent agrandir en lui intégrant la plaine de Mossoul (mais pas l'agglomération) et, surtout, la ville pétrolière de Kirkouk.

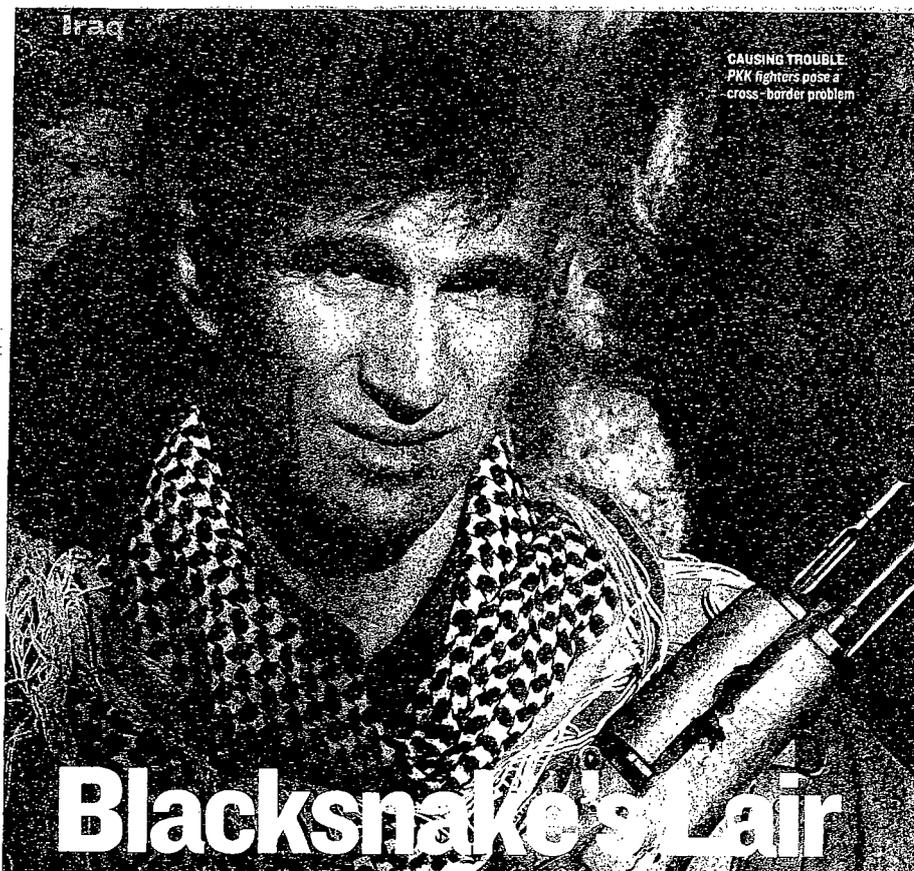
Après avoir menacé de boycotter le débat au Parlement, les sunnites ont obtenu quelques gages destinés à calmer, provisoirement du moins, leurs craintes : la nouvelle loi ne s'appliquera qu'après dix-huit mois ; entre-temps, la Constitution aura été révisée, ce qui permettra, espèrent-ils, de limiter le nombre de provinces autorisées à se regrouper. Des gages en réalité bien minces, au regard de la violence qui règne sur le terrain.

L'Irak ressemble de plus en plus à ce que fut, il y a quelques années, l'ex-Yougoslavie : les opérations de nettoyage communautaire s'y multiplient, les quartiers mixtes se dépeuplent. Selon une estimation non officielle des Nations unies, le nombre de personnes déplacées dépasserait déjà 200 000. La communauté internationale a tout intérêt à éviter de laisser l'Irak se déliter : coincé entre le Kurdistan au nord et une grande région chiite au sud, le canton sunnite du centre risquerait fort de ressembler durablement à un « Djiha-distan »... ●

Dominique Lagarde

Newsweek

OCTOBER 9, 2006



BY MICHAEL HASTINGS

MURAT KARAYILAN PREFERENCES to travel in darkness. Under cover of a starry night, the Kurdish guerrilla chief's white Nissan Pathfinder crawls up a narrow gravel road in Iraq's mountainous far north, only the headlights giving his presence away. Karayilan—his last name translates to “blacksnake”—is a hunted man. Across the eastern border, Iran's anti-U.S. leaders would like nothing better than to see him jailed or dead. To the west, America's longtime allies, in the Turkish government likewise hate and fear him. The U.S. State Department and the European Union both list his group, the Kurdistan Workers' Party (PKK), as a terrorist organization. “We are not terrorists,” says Karayilan, ensconced in a sparsely furnished dwelling with a stone floor. “The U.S. has seen us through the eyes of our enemies. We want you to see us as friends. We are not attacking, we are defending ourselves.”

The invasion of Iraq opened a whole Pandora's box of destabilizing forces—among them, a surge of nationalism among the estimated 36 million Kurds who hail from the land that stretches from Turkey and Syria in the west, to Iraq and Armenia in the east. The PKK, which fought Turkey in a vicious war that cost 37,000 lives from 1987 to 1999, abandoned its truce two years

From deep in the hills, Kurdish rebels are stirring up Turkey and Iran, and threatening the one calm part of Iraq.

ago, after the fall of Saddam Hussein. The rebels still see themselves as standing up against centuries of often brutal repression. This year the Kurdish group has staged more than 250 attacks on Turkish security forces, in one bloody week killing 14 Turkish soldiers, a toll unmatched since the worst of the fighting in the '90s. In recent weeks the violence has escalated, as everyone tries to inflict as much damage as possible before winter snows interrupt the war. Last week Turkey shelled three Iraqi villages near the border town of Zaho, according to the government of Iraqi Kurdistan. Iran's artillery was busy as well, killing a villager near the town of Hakurk. For its part, the PKK and its allies have been blamed for at least eight bombings across Turkey and for the kidnapping of a local official's son.

U.S. and Iraqi officials worry that the fighting will spin out of control. Ankara threatens to launch cross-border raids to get rid of the rebels, and the guerrillas themselves say Iranian jets and ground forces have crossed the border more than

once this year. Even as U.S. forces struggle to contain the chaos and violence everywhere else in Iraq, the danger now is that the fires could spread to the Kurdish north and beyond. No one was very impressed by

the PKK's declaration of a unilateral ceasefire over the weekend. At least four previous ceasefires have failed, and last week Turkey issued a pre-emptive dismissal of any PKK peace offer. “The PKK usually hibernate over the winter,” says one Turkish diplomat. “When spring comes, they are up to their usual business again.” Everyone knows the hunger for Kurdish rights is not going away.

The PKK is the only authority in its corner of Iraqi Kurdistan. To get there you climb a winding road where even the shepherds carry AK-47s, into the Qandil Mountains, a stretch of high peaks straddling the borderlands of Iraq, Turkey and Iran. The last Iraqi government checkpoint is at the foot of the mountains, guarded by soldiers from Iraq's Kurdish Regional Government. It flies the flag of Iraqi Kurdistan, a yellow sunburst on a field of green, white and red. The flag at the next checkpoint, almost two miles above sea level, belongs to the PKK: a red star on yellow sun outlined in green. Armed guerrillas make sure no one goes farther without official permission from their central command. Around the bend, an immense portrait has been painted on the rocky hillside—the face of the PKK's founder, Abdullah Ocalan.

Ocalan—Apo, his followers call him—

launched the PKK in 1978 as a Marxist organization opposing Turkish rule. By the 1980s, the group's fighters were hanging out with Yasir Arafat's Palestine Liberation Organization and making pilgrimages to Lebanon's Bekaa Valley, then a hive of anti-U.S. terrorism. Back home in Turkey they applied their newly acquired terrorist skills, attacking schools and government offices until 1999, when Turkish commandos captured Ocalan. He was tried, convicted and sentenced to life in prison, and his group declared a unilateral ceasefire.

Ocalan's successor as chief of daily operations, Karayilan, has nothing but praise for American ideals. He spoke glowingly to NEWSWEEK about democracy and human rights and “Mr. Bush's new Middle East project.” He says his 7,000 armed fighters could be a valuable ally for the United States against Islamic fundamentalism. The Kurdish people in general tend to be enthusiastically pro-American, unlike most Turks. In a recent Turkish opinion survey, only 22 percent of the respondents said they support the United States, versus 43 percent who favored Iran.

There's an even stronger reason many Americans might be tempted to back the PKK: “We're in a war situation with Iran,” says Essat Farasan, a senior PKK officer. The group's two-year-old Iranian sibling,

the Free Life Party (PJAK, pronounced "pe-shak"), claims some 1,500 guerrillas along the Iranian border from Azerbaijan to Iraq, armed with machine guns, rocket-propelled grenade launchers and AK-47s. Persecution of Kurds in Iran has intensified since Mahmoud Ahmadinejad took power a year ago, says one of the group's commanders, Zinair Mustafa, 34, in an interview at a base camp in the Qandil Mountains. Zinair says the Americans just wink at PJAK's operations. U.S. forces visited the area a year ago, he says; they reached the first PJAK checkpoint and promptly turned back. But that's the limit of U.S. assistance, the Kurds say. "We have the same enemy as the U.S., but they do not extend help to us," PJAK's leader, Abdul Rahman Haji Ahma-

di, told NEWSWEEK in a phone interview from his exile home in Germany.

Still, local support for PJAK is rising. At a border crossing near the Iraqi town of Pejwin, Kurdish smugglers gather around an open fire, eating bread and tomatoes grilled on the embers. They say they began

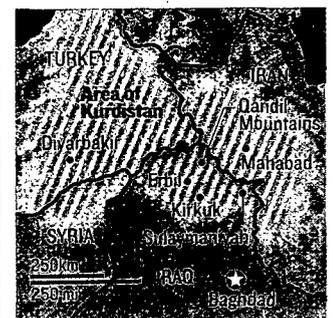
hearing about the PJAK earlier this year. "I started to like them when I heard they killed eight of those Iranian sons of bitches," says a 40-year-old Iranian Kurd who gives his name only as Faris. He and his friends say they haven't done anything to help the PJAK—but they wouldn't betray them, either.

For now, America is walking a careful line between two crucial allies: the Turkish government and the Iraqi Kurds. To make matters even more difficult, the PKK has spawned a splinter group, the Kurdistan Freedom Falcons. Over the course of the summer at least 28 people died, including four tourists, in Falcons bomb attacks on Turkish resort towns. The PKK con-

demned the targeting of civilians, and Karayilan says his group has "no control" over the Falcons. Nevertheless, PKK leaders predict more such attacks unless Kurdish de-



TURKEY'S TERROR: Victims of a recent bomb blast in Antalya (above), Karayilan at an undisclosed Iraq location (left)



mands are met—and both Turkish and American security officials blame the PKK for the bombings. Under pressure from Ankara, Washington has named retired Gen. Joseph Ralston as "anti-PKK coordinator," to work on a plan for disarming the group.

In August the Iraqi government announced that all PKK offices would be shut down. The Baghdad branch soon reopened. The one in Iraqi

Kurdistan's capital, Suleimaniya, never closed. A serious Iraqi crackdown on the PKK would almost surely set off a revolt among Iraq's Kurds, who fiercely believe in the vision of a greater Kurdistan. PKK leaders say they aren't afraid, either. "If the Turkish Army comes to Iraq, they will lose the battle," says the Blacksnake. "They have lost 100 times already." But the Turks aren't giving up, either. The chances of the violence escalating are as great as ever.

WITH OWEN MATTHEWS and SAMI KOHEN in Istanbul and MICHAEL HIRSH in Washington



NOW AND THEN: A shepherd tends to his flock near a cement factory in As Sulaymaniyah (left), an old photo of a peshmerga in a local leather shop (above)



La Turquie moderne aux prises avec ses démons

Le pays peine à se défaire de son ultranationalisme et de ses pratiques policières brutales. Il y a urgence

Un père affectionné nous offre la main de sa fille malade en mariage. La belle est éblouissante. Et, comble de bonheur, ce père nous assure que la promesse, soignée, est en voie de guérison. « Je ne minimise pas le travail qui nous reste à accomplir », ajoute-t-il, comme s'il s'agissait d'un détail secondaire. C'est ce qu'écrivit M. Abdullah Gül, vice-premier ministre, et ministre des affaires étrangères de Turquie (*le Monde* du 26 septembre). Il nous accorde que les obstacles ne manquent pas sur le chemin de l'adhésion de son pays à l'Union européenne.

Mais M. Gül nous passe sous silence la disgrâce qui consume la fiancée, envahie d'horribles démons à exorciser. Lorsqu'une personne se trouve être la proie de deux personnalités contradictoires, on dit qu'elle est atteinte de schizophrénie. Il faut la traiter d'urgence, car elle souffre d'une terrifiante crise d'identité. Beaucoup, en Turquie, cherchent à démocratiser ce pays et, c'est le cas, bien sûr, de M. Abdullah Gül et de son ami le premier ministre Recep Tayyip Erdogan. Mais leurs opposants règnent dans tout l'appareil d'Etat turc, les partis, le Parlement, l'armée et l'administration publique.

Le 21 septembre, j'assistais au procès de la romancière Elif Safak, à la cour d'assises de Beyoglu, à Istanbul. Elle était accusée par l'avocat ultranationaliste Kemal Kerimçizoglu d'avoir « insulté l'identité turque » dans son dernier roman où elle raconte l'histoire d'orphelins arméniens dont les parents ont été massacrés par les Turcs en 1915. Devant le palais de justice, une trentaine de nationalistes hurlaient leur haine de l'Union européenne. Ils agitaient des drapeaux bleus de l'UE agrémentés de la croix gammée, proclamant ainsi que l'Union, remplie de nazis, ne cherchaient qu'à détruire la Turquie.

Protégés par 200 policiers, arrivaient le président du groupe parlementaire de l'UE, Joost Lagendijk, les observateurs d'Amnesty International et du Pen International, ainsi que des dizaines de journalistes du monde entier. Etait-ce cette pression internationale ? Comme l'écrivain Orhan Pamuk l'an passé, Elif Safak a été acquittée. Pour les observateurs présents, cette sentence médiatisée n'avait guère de sens, au regard des 120 procès intentés cette année contre des journalistes, des écrivains, des éditeurs moins connus. Dix-huit ont été acquittés, mais beaucoup retournent en assises. D'autres subissent une peine d'amende, des journaux sont suspendus. Le journaliste Hrant Dink, qui parle librement du mas-

Claude Edelmann

Cinéaste, membre du Collectif pour les droits de l'homme en Turquie

sacre des Arméniens, retourne pour la troisième fois devant les tribunaux, mais il risque cette fois la prison, car il a déjà été condamné avec sursis. Il reste 45 procès de ce genre avant la fin de l'année.

D'un côté, le premier ministre Erdogan téléphone à la romancière Elif Safak, acquittée, pour lui déclarer sa satisfaction. De l'autre, il laisse les partis nationalistes faire exclure des prochaines réformes le fameux article 301 du code pénal, celui qui envoie en prison toute personne « dénigrant l'identité turque ». Les termes de cette loi sont si vagues qu'ils permettent aux nationalistes de fouler aux pieds les engagements de la Turquie envers l'UE sur la liberté d'expression.

D'un côté, Erdogan proclame une politique de « torture, tolérance zéro ». De l'autre, les cas de tortures allégués se poursuivent, confortés par les nouvelles

techniques d'interrogatoire des Américains. Dans le sud-est de la Turquie, se multiplient exécutions sommaires, enlèvements, attentats et tortures perpétrés par les services de sécurité, qui alimentent ainsi en nouveaux sympathisants les troupes de la guérilla (le PKK). Dans cette région, près de 15 millions de Kurdes sont pris en otage entre la guérilla et l'armée. Pour les experts de l'UE, et pour le gouvernement turc, le problème de la minorité kurde n'est qu'une question de niveau de vie...

D'un côté, M. Abdullah Gül assure à Bruxelles que des réformes sont en cours, de l'autre, les législateurs turcs ignorent les règles de précision et d'exactitude en vigueur dans toute législation démocratique. Ainsi, la nouvelle loi antiterroriste, votée en juin, est si mal rédigée qu'elle peut faire inculper comme terroriste n'importe quel Kurde pacifique, n'importe quel journaliste exerçant son métier. La Turquie, prochaine fiancée de l'Europe selon les vœux de M. Abdullah Gül, est en pleine crise d'identité. Elle est certes malade. Mais ne la rejetons pas : aidons-la plutôt à guérir. ■

Les pertes américaines en Irak augmentent, surtout à Bagdad

AVEC une moyenne quotidienne de quatre soldats tués au cours des cinq derniers jours, les pertes américaines en Irak connaissent une augmentation, en particulier pour les unités stationnées à Bagdad.

Entre samedi 30 septembre et mercredi 4 octobre, au moins 21 soldats américains ont été tués, dont huit en une seule journée, dans la capitale irakienne, selon les dernières informations communiquées par le commandement américain.

Ces nouveaux décès portent à 2 729 le nombre de soldats américains morts en Irak depuis mars 2003, d'après un décompte basé sur les statistiques du Pentagone.

Militaires irakiens et américains ont pour tâche de patrouiller dans des quartiers où sévissent milices rivales et escadrons de la mort. Ils sont également chargés de procéder à des fouilles, maison par maison, à la recherche de rebelles et d'armes illégales.

L'autre zone meurtrière est la province occidentale d'Al-Anbar, foyer d'une guérilla anti-américaine qui ne faiblit pas. Depuis l'été, les pertes américaines ont également augmenté dans cette région.

Les responsables américains ont mis cette hausse sur le compte des efforts supplémentaires qui ont été déployés pour éliminer les foyers de rébellion, notamment dans les villes sunnites de Ramadi, Hith et Haditha.

Par ailleurs, le général William Caldwell, porte-parole des forces américaines en Irak a annoncé, mercredi, la démobilisation de la huitième brigade de la police nationale irakienne.

Celle-ci, accusée de complicité avec des escadrons de la mort, a été démobilisée et envoyée dans une base américaine pour y être entraînée de nouveau. « Nous avons réalisé qu'en fait retirer cette brigade de Bagdad renforcerait la sécurité », a expliqué le général Caldwell. - (AFP.) ■

KURDISTAN EMBARGO NON DÉCLARÉ DE LA PART D'ANKARA

A la frontière irako-turque, les camions-citernes pleins de pétrole ont disparu

HABOUR (frontière turco-irakienne)

ENVOYÉE SPÉCIALE

L'ambiance a bien changé au poste frontière turc de Habour, face au Kurdistan d'Irak. Les cauchemardesques files de camions-citernes de pétrole, qui s'allongeaient jusqu'à l'hiver 2005 sur des dizaines de kilomètres de part et d'autre de la frontière, ont disparu. Le poste frontière a été agrandi, avec de nouvelles installations, modernes et presque élégantes.

Mais le tableau n'est positif que pour les voyageurs d'occasion. Car ces lieux sont quasi déserts, le flux quotidien des véhicules étant tombé de plusieurs milliers à quelques centaines au plus. Le résultat est désastreux pour les populations d'ethnie kurde vivant des deux côtés de la frontière, dont l'avenir dépend des relations entre Ankara et Erbil, « capitale » d'un Kurdistan d'Irak peu aimé de tous les dirigeants voisins.

La Turquie, notamment, refuse tou-

jours de reconnaître ce « quasi-Etat » qui se développe à ses côtés. Elle ne veut traiter qu'avec Bagdad, de crainte de voir un Kurdistan indépendant encourager le séparatisme des Kurdes de Turquie.

C'est avec Bagdad qu'Ankara négociait l'importation de brut irakien, réexporté ensuite, sous forme de produits raffinés, en Irak, dont les raffineries sont moribondes. Mais ce troc a pratiquement pris fin à Habour, et chacun accuse l'autre d'en être responsable.

Car la crise nuit au plus grand nombre. Au Kurdistan d'Irak, l'essence n'est plus vendue qu'au marché noir. Toutes les stations-service sont fermées, au profit d'un circuit occulte qui s'achève par des milliers de revendeurs installés au bord des routes avec leurs bombonnes d'essence, dont le prix a été multiplié par cinq.

Côté turc, c'est le marasme pour les familles kurdes de la région qui vivaient du trafic frontalier. Comme chauffeurs de camions-citernes, ou chauffeurs de taxis – lesquels ne sont plus autorisés à ramener certaines quantités d'essence d'Irak, où elle était la moins chère du monde, alors qu'elle est une des plus chères en Turquie.

Les Kurdes d'Irak disent généralement que la Turquie impose ainsi un embargo non déclaré sur leur principale porte terrestre, pour les punir d'aspirer à l'indépendance, pour les inciter à sévir contre les bases des rebelles kurdes du PKK à l'extrême nord de l'Irak, et, enfin, pour les dissuader de vouloir annexer le centre pétrolier de Kirkouk.

Fonctionnaires corrompus

Ankara s'en défend, arguant de l'importance des sociétés turques qui travaillent au Kurdistan d'Irak avec sa permission ; de l'importance de l'électricité que la Turquie fournit à ce même Kurdistan en quantités croissantes ; ou de l'exportation d'autres produits, comme le gaz liquéfié, le ciment, les voitures, etc., qui se poursuit par Habour. Pour expliquer alors la chute du flux de pétrole à cette frontière, des responsables turcs ont parlé de « réorganisation de tous les services concernés ».

Traduction locale : une trentaine de fonctionnaires accusés de corruption ont été démis. Parmi eux, un procureur chargé au départ d'enquêter sur ces trafics mais qui était devenu l'homme qui décidait quels camions pouvaient passer... Un procureur qui, aux dernières nouvelles, serait à nouveau là, à diriger le trafic, auquel participe aussi l'armée turque, assurent des habitants de la région.

Une autre version a été fournie au *Mon-*

de par Safeen Dezai, chef des relations internationales du PDK (le parti du président de la région du Kurdistan, Massoud Barzani). « *Auparavant, deux douzaines de sociétés turques assuraient le transit du pétrole par Habour, mais l'Irak a demandé que leur nombre soit réduit à trois. Les Turcs en ont alors proposé douze, mais Bag-*

dad veut pouvoir les choisir. Chacun aurait son profit avec certaines sociétés », a-t-il affirmé. Sans expliquer, toutefois, pourquoi les forces de sécurité du Kurdistan d'Irak, toutes puissantes sur le terrain, ne mettent pas fin au marché noir local...

L'essence y provient désormais du reste de l'Irak et d'Iran, en partie à dos de mulet par les montagnes kurdes. C'est un des paradoxes de l'économie en plein essor du Kurdistan d'Irak, dont certaines distorsions (corruption, dépenses de prestige...) sont déjà celles propres aux Etats pétroliers, alors même que les petites sociétés pétrolières étrangères qui prospectent – dont une turque – ne devraient pas produire avant deux ans.

Si d'ici là le partage du pétrole de l'Irak a été réglé entre ses régions autrement que par une extension de la guerre au Kurdistan d'Irak, où ne manqueraient pas de s'engouffrer alors ses voisins turcs et iraniens. ■

SOPHIE SHIHAB

Le Monde

Dimanche 8 - Lundi 9 octobre 2006

La Syrie n'exclut pas une guerre avec Israël

PROCHE-ORIENT. « *La possibilité d'une guerre avec Israël ne peut pas être exclue et la Syrie se prépare à cette option* », a affirmé le président syrien Bachar al-Assad (EPA) dans un article publié samedi dans un quotidien koweïtien et repris hier dans la presse syrienne. « *Tout le monde sait qu'Israël est fort militairement et qu'il est aidé directement par les États-Unis* », a-t-il déclaré. « *La Syrie a compris qu'il n'y*

aurait pas de paix dans un avenir proche, il est donc normal que l'on prévoit la guerre. Nous avons commencé à nous y préparer, dans la limite de nos capacités », a-t-il ajouté. Damas réclamant la restitution du plateau du Golan, occupé depuis 1967, les négociations de paix entre la Syrie et Israël sont gelées depuis 2000. M. Assad a cité en exemple « *la résistance* » du Hezbollah à l'offensive israélienne lancée le 12 juillet au Liban.



IRAK

On meurt aussi à Mossoul

Arabes et Kurdes se battent pour le contrôle de la ville de Mossoul. Même si la violence n'y a pas atteint le niveau enregistré à Bagdad, la situation peut dégénérer, affirme The Independent.

Dans le nord de l'Irak, les gens votent avec les pieds. Rien que dans la région de Mossoul, quelque 70 000 Kurdes ont pris la fuite depuis le début de l'année. La plupart se sont sauvés après avoir reçu une enveloppe contenant une balle et un mot leur disant de disparaître dans les trois jours. D'autres se sont exilés parce qu'ils craignaient qu'une guerre pour le contrôle de la région n'éclate prochainement entre les Arabes et les Kurdes. "La seule solution est une division de la province", estime Khasro Goran, le puissant vice-gouverneur kurde de Mossoul. Selon lui, tous les Kurdes de la province veulent rejoindre la région autonome du Kurdistan irakien, qui, aux termes de la Constitution fédérale, est un Etat quasi indépendant. La violence à Mossoul, une ville de 1,75 million d'habitants, n'atteint pas les mêmes proportions qu'à Bagdad, assure M. Goran, mais il ajoute qu'on déplore néanmoins 40 à 50 morts par semaine dans la ville. La situation dans la plus grande ville irakienne à majorité sunnite est un bon indi-

icateur de la survie de l'Irak en tant que pays. La proportion d'Arabes et de Kurdes dans la province comme dans la ville est très controversée. Les Arabes représenteraient environ 55 % des 2,7 millions d'habitants que compte la province. Les Kurdes, eux, estiment compter pour un tiers de la population, un pourcentage contesté par les Arabes. Quand un député arabe a récemment proclamé au Parlement de Bagdad que les Kurdes ne repré-

sentaient que 4 % de la population de la ville, tous les élus kurdes ont quitté la salle en signe de protestation.

A l'heure actuelle, personne ne contrôle complètement Mossoul, l'une des plus anciennes cités de la planète. La 2^e division de l'armée irakienne, basée dans la ville, et la 3^e, à la périphérie, sont chacune composées de 15 000 combattants, dont la moitié au moins sont kurdes, et commandées en partie par des Kurdes. Mais les Américains, craignant les réactions des Arabes sunnites, ont interdit à l'armée de patrouiller trop activement. Si les Kurdes contrôlent l'armée, les Arabes contrôlent la police. Celle-ci, forte de 16 000 hommes dans la province et de 6 000 dans la ville, est considérée par les Kurdes avec la plus grande méfiance. Ils accusent depuis longtemps les chefs de la police d'être secrètement favorables au parti

Baas et de soutenir les insurgés. Quand les marines américains ont pris d'assaut la ville [arabe sunnite] de Falloudjah, en 2004, la plupart des responsables des forces de l'ordre de Mossoul ont démissionné et les insurgés se sont emparés de 30 postes de police et de 40 millions de dollars d'armes. Les Etats-Unis ont été contraints de faire appel à des peshmergas [combattants] kurdes pour reprendre la ville.

On n'est peut-être pas loin d'une déflagration finale. Aux termes de l'article 140 de la Constitution irakienne, un référendum doit avoir lieu d'ici à la fin de 2007 pour décider quelles régions vont rejoindre la région autonome du Kurdistan irakien. "A mesure que la date butoir approche, la situation empirera", prédit M. Goran.

Patrick Cockburn,

The Independent (extraits), Londres



DU 5 AU 11 OCTOBRE 2006

Iraqi police accused of aiding insurgents

Brigade is suspended after kidnappings

The Associated Press

BAGHDAD: The Iraq government has suspended a brigade of up to 700 policemen and put members under investigation for suspected "complicity" with death squads in the wake of a mass kidnapping this week in Baghdad.

The kidnapping took place on Sunday, when gunmen stormed into a frozen meats factory in the Amil district and snatched 24 workers, shooting 2 others. The bodies of seven of the workers were found hours later, but the fate of the others remains unknown.

Sunni leaders blamed Shiite militias and suggested that security forces had turned a blind eye to the attack.

The top U.S. military spokesman in Iraq, Major General William Caldwell, said the Iraqi police brigade in the area had been ordered to stand down to undergo retraining and have their backgrounds vetted again.

"There was some possible complicity in allowing death squad elements to move freely when they should have been impeding them," Caldwell said in Baghdad.

He said problems with the unit had emerged during a broad brigade-by-brigade assessment of the police in Baghdad led by the U.S. military.

The Iraqi Interior Ministry said Tuesday that the commander of the unit, a lieutenant colonel, had been detained

for investigation and that the major general who commands the battalion that includes the brigade had been suspended temporarily and ordered transferred.

Brigadier Abdul-Karim Khalaf, the chief ministry spokesman, said it was the first such large group of Iraqi police officers that had been ordered to stand down. He said a random selection of troops in the suspended unit were being investigated for ties to militias.

The action appeared aimed at signaling a new seriousness in tacking police collusion with militias at a time when the government is under increased pressure to put an end to the Shiite-Sunni violence that has killed thousands of people this year and threatened to tear Iraq apart.

Sunni leaders have frequently charged that Shiite militiamen have infiltrated the Shiite-led police forces and have accused the police of helping or allowing their attacks.

Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki

INTERNATIONAL
Herald Tribune
October 9, 2006

announced a new security plan Tuesday aimed at putting an end to sectarian violence and uniting the feuding Shiite and Sunni parties in his government.

The four-point plan calls for creating neighborhood Shiite-Sunni committees to monitor efforts to stop the killings. The aim is to overcome the deep mistrust between the two communities and get them to convince followers to stop killings.

At the same time, U.S. and Iraq forces have been carrying out a district-by-district sweep in the capital since August.

On Wednesday, a series of bomb blasts went off in rapid succession in a shopping district in a mainly Christian neighborhood of Baghdad on Wednesday, killing 12 people and wounding 87, the police said.

The dead were among 28 people killed in attacks across Iraq. The U.S. military announced the death of two soldiers — the latest in what has been

one of the bloodiest stretches of days for American troops this year.

At least 17 troops have been killed in combat since Saturday, including 8 U.S. soldiers who died in gun battles and bomb blasts Monday in Baghdad — the most killed in a single day in the capital since July 2005.

Just before noon Wednesday, a car bomb and two roadside bombs blew up in the span of 10 minutes in a shopping district of the Camp Sara neighborhood, which is predominantly Christian, Lieutenant Ali Abbas said.

The blasts left 12 dead and wounded 50, including shoppers and 15 policemen, destroyed cars and collapsed part of a nearby building, said Khalaf, the ministry spokesman, correcting an earlier report of 16 dead.

Bodies lay in the street next to the smoking wreckage of burning cars. Rescue workers piled corpses into an ambulance parked next to the crumbled facade of a building, while a policeman

warned residents to leave the area for fear that more bombs would explode.

An increasingly common tactic of insurgents is to detonate one bomb to draw rescue workers and onlookers, then to explode a second device to cause further casualties.

One witness, who identified himself only by his first name, Hamdi, said a roadside bomb went off first and people started to gather, then the second blast went off.

Earlier in the nearby New Baghdad area, a bomb blast hit a convoy carrying a deputy of the Iraqi industry minister. Three police guards were killed and nine others wounded, but the deputy was not harmed, the police said.

Meanwhile, in Baquba, 60 kilometers, or 35 miles, northeast of Baghdad, gunmen attacked a police patrol, killing two policemen and wounding eight people, including six policemen, the police in Diyala Province said.

3rd sibling of Sunni official is slain

By Sabrina Tavernise

BAGHDAD: Men wearing military police uniforms broke into the house of the brother of Iraq's Sunni vice president Monday, chased him onto a neighbor's roof and shot him in the head, killing him, the Iraqi authorities and witnesses said.

The victim, Amir al-Hashemi, an adviser to the Ministry of Defense, was the third sibling of Iraq's vice president, Tariq al-Hashemi, to be killed since spring. His death underscored just how deeply Baghdad has sunk into lawlessness, particularly in mixed neighborhoods.

A bomb in a parked car exploded in a crowded market area in the predominantly Shiite neighborhood of Shaab at nightfall Monday, killing at least 13 and wounding 46. The attack, the first large

bombing in the capital since one in a Shiite district in September, brought the number of Iraqis killed in violence Monday to 18. In addition, three American marines died Sunday in the western province of Anbar, the military said. The deaths brought the toll to more than 30 since the start of the month.

Killings of politicians have become grimly familiar, but Monday's still stood out: The killers wore what looked like official uniforms, enabling them to surprise and overwhelm Hashemi's guards. They then seized at least seven neighbors who witnessed the attack, including children and an elderly bakery worker.

Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki condemned the attack, saying it was the work of "blood-stained terrorist hands," and pledged that Iraqi security forces would track down the killers. But Sunni Arab politicians put the blame squarely

on Maliki's government, saying that slowness in picking militias out of its security forces allowed it to happen.

In a food-poisoning incident, about 400 Iraqi policemen in the southern city of Numaniya became ill after a Ramadan dinner on Sunday night, the Iraqi authorities said. Reuters, citing an anonymous police source, said that seven officers had died, but a spokesman for the commander of the Iraq armed forces disputed that account, saying only a few men had been hospitalized and then released. The Iraqi authorities disputed accounts of foul play, but the contractor who had provided the food was detained,

along with several other suspects, whom Reuters identified as cooks.

Political leaders tend to be vocal over abuses by the other sect, and the silence among Iraqi Shiites on Monday seemed to indicate the poisoning had not been a sectarian attack.

The killing of Hashemi occurred early Monday morning in the troubled Sunni Arab neighborhood of Slekh, where a Kurdish legislator was assassinated just last week.

In interviews Monday, five neighbors, four of whom saw the attack, provided the following account: Eight green sport utility vehicles stormed the house, overwhelming guards. Hashemi ran to the roof and jumped to the roof of a neighbor, they said. It was there that the attackers shot him, the witnesses said.

Hashemi's brother, Tariq, is one of the country's most influential Sunni Arab politicians and a central Sunni figure in Iraq's government. Another one of his brothers, Mahmoud, and a 61-year-old sister, Maysoon, were killed in April.

The New York Times



Iraqi Army soldiers carrying the coffin of Lieutenant General Amir al-Hashimi, a Defense Ministry adviser, in Baghdad on Monday.

Iraqi Kurds assert their oil independence

Baghdad gets blame for shortage of gas, fueling divisions

By Philip Shishkin

ERBIL, Iraq

FOR MONTHS, Nawzad Hadi Mawlood has been performing emergency gasoline triage. As governor of Erbil province in Iraq's Kurdish autonomous region, Mr. Mawlood rations fuel first to public transport, then to government cars and lastly—supplies permitting—to regular motorists, whom he says he may have to advise to refrain from driving altogether.

As the gasoline crisis continues, local officials are becoming annoyed with the central government in Baghdad for, to their eyes, fumbling fuel deliveries. They are growing more convinced that Iraqi Kurdistan needs to shape its own oil policies. "We are supposed to be an oil country, and we have this?" Ashti Hawrami, Iraqi Kurdistan's newly appointed energy minister, says of the fuel crisis. "Baghdad is failing us. We could do a better job."

How Iraq's abundant oil supplies are shared and who gets to control the revenue are two questions at the center of an intensifying debate on whether Iraq will preserve its unity or splinter into several ministates. On a brief visit to Iraq last week, U.S. Secretary of State Condoleezza Rice, eager to buttress Iraq's weak central government, said "oil needs to be a unifying factor."

But here in Iraqi Kurdistan, officials are moving in the opposite direction, enacting laws and embracing policies that are putting it on track to oil independence from Baghdad. The Kurdish example is inspiring Iraq's Shiite Arabs, most of whom live in Iraq's oil-rich south, to seek similar autonomy. Trapped in the middle with no oil reserves, the country's Sunni Arab minority is increasingly alarmed by Kurdistan's oil moves, fearful of being left with-

out oil income that the central government redistributes across the country. The tensions boiled over into an unusually acrimonious public spat late last month.

When the central government's oil minister questioned the validity of exploration contracts signed by the Kurdistan regional government, Nechirwan Barzani, the region's prime minister, offered a strong response:

"I resent [the oil minister's] efforts to sabotage investment in Kurdistan's oil sector. He would better spend his time getting his ministry working rather than tearing down our achievements." Mr. Barzani then warned that if Baghdad continues to impinge on the Kurdish region's autonomy, the Kurds may consider seceding from Iraq.

The chronic gasoline shortage here illustrates why the region's policy makers are so thirsty for independent oil supplies and points to possible future tensions both with Baghdad and with neighboring Turkey, which views Iraqi Kurdistan's growing autonomy with concern.

While Iraq is among the world's largest oil producers, the country's refineries, often targeted by insurgents, can't keep up with the domestic demand for refined petroleum products, such as gasoline. So Iraq's State Oil Marketing Organization uses the crude-oil revenue to buy the shortfall from foreign suppliers, including Turkey, which has no oil reserves of its own but fields a vibrant refining industry.

Hobbled by the insurgency and poor management, Iraq's oil production stood at two million barrels a day in August, lower than the preinvasion level of two and a half million barrels in February of 2003, according to the International Energy Agency. SOMO has been struggling to manage the oil trade, held back in part by obsolete technology. Many of Iraq's oil pumps, for instance, still lack modern meters, making it

harder to keep track of exactly how much oil is being extracted and sold.

In 2005 and early 2006, SOMO ran up debt of \$980 million importing refined-petroleum products from Turkey, says Falah al-Amri, its director. Tanker trucks that used to stream across the border between Turkey and northern Iraq stopped coming earlier this year, contributing to the gasoline shortage that affected Iraqi Kurdistan more than other parts of Iraq.

Sirwan Osman, who drives a taxi in the Iraqi Kurdish city of Suleimania, often spends several days in a row living out of his battered cab as it inches its way through a giant gas line. There's plenty of gasoline brought in by private traders from Iran and Syria, but their signature plastic cans are so expensive that most Kurdish motorists can't afford them. As the shortage goes on, Iraqi Kurds are getting angry at their leaders.

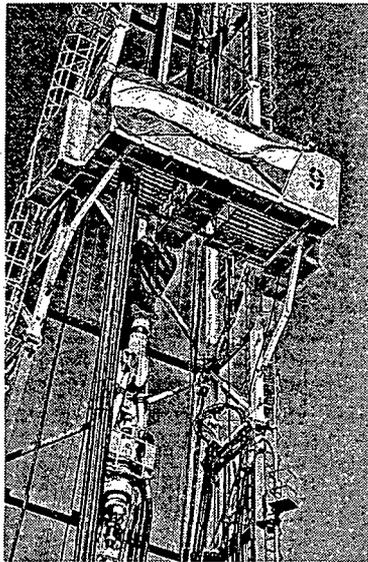
The fuel crisis added urgency to Kurdish efforts to craft oil policies that would leave their region less dependent on the vagaries of

Baghdad's oil management. "Unfortunately, the funding for fuel purchases is still in the hands of the federal authorities," Mr. Hawrami, Iraqi Kurdistan's oil minister, said in a recent email, warning that the fuel situation could become worse as the harsh winter approaches. He adds that the Kurds are planning to build two refineries to prevent similar crises in the future.

Those refineries would augment the region's nascent oil infrastructure that's gradually taking shape. Northern Iraq has no producing oil fields, but it has signed contracts with several foreign companies—including Norway's DNO ASA, Genel Enerji of Turkey and Addax Petroleum Corp. of Canada—to drill for oil, and the first crude deliveries could begin as early as next year.



Nawzad Hadi Mawlood.



A Chinese worker hangs the Kurdistan flag on a drilling rig.

It is those contracts that provided fodder for a bitter dispute between Mr. Barzani and Iraq's oil ministry in Baghdad.

Iraq's federal constitution, approved in a referendum last year, is intentionally vague on how oil revenue should be managed. Income distribution from existing fields is the purview of the federal government in Baghdad, but management of future discoveries isn't explicitly regulated by the constitution, allowing Iraqi Kurdistan to claim that authority for itself.

Kurdish and Shiite Arab parties, which dominated the constitutional drafting process, pushed through these and other federalist provisions despite the opposition of minority Sunni Arabs.

"We have the right to conduct new oil searches," says Mr. Mawlood, the Erbil provincial governor.

The new petroleum law enacted by the regional Parliament says future oil revenue will be shared with Baghdad only on a voluntary basis, meaning Iraqi Kurdistan reserves the right not to share the oil wealth. Iraqi Kurds also hope voters in the ethnically mixed, oil-rich province of Kirkuk

will decide in a referendum next year to join Iraqi Kurdistan. Sunni Arabs worry that the loss of Kirkuk could deprive them of crucial oil revenue and further damage national unity.

Turkey, which has a problem with its restive—and sizable—Kurdish minority, fears the annexation of Kirkuk could further stoke Kurdish separatism throughout the region. Northern Iraq has already become a safe heaven for bands of Kurdish guerrillas who stage attacks across the Turkish border.

Iraqi Kurdish officials, who depend on Turkey for the refined petroleum products and other imports, suspect their neighbor is using its economic power to thwart

the region's moves toward greater autonomy.

Mr. Mawlood says the fuel shipments from Turkey stopped not only for financial reasons, but because the Turkish government is trying to punish Iraqi Kurdistan for harboring anti-Turkey guerrillas and for making moves on Kirkuk, home not only to the Kurds, but also to Sunni Arabs and to Turkomans, who are ethnically linked to Turks.

A Turkish trade official says the shipments were curtailed only because of the debts, and once the payments resume, so will the flow of gasoline to Iraq. Mr. Amri, the head of SOMO, says he is working hard with Turkish counterparts to pay the arrears through an installment plan.

But a Turkish security official says he "cannot confirm or deny" whether the gasoline crisis is linked to wider tensions between Turkey and northern Iraq. When it comes to applying pressure on Iraqi Kurdistan, he adds, Turkey "has a lot of possibilities."

In the meantime, Iraqi Kurds, are convinced that their quest for greater self-rule is bound to run into regional opposition and hurt economic relations with Turkey.

"Trade and politics are always connected," says Jalal Haji Ahmad, whose Suleimania-based Bazyan Co., used to transport gasoline from Turkey to Iraq before the crisis.

INTERNATIONAL
Herald Tribune

October 12, 2006

UN council takes steps toward Iran sanctions

The Associated Press

VIENNA: The five permanent members of the United Nations Security Council agreed Wednesday to start working on UN sanctions against Iran next week but failed to bridge differences on how harsh the penalties should be, diplomats and officials said.

They said that while the United States was calling for broad sanctions to punish Iran's nuclear defiance, Rus-

sian and Chinese representatives at a top-level Vienna meeting favored less-severe measures.

The diplomats and government officials demanded anonymity in exchange for discussing the confidential meeting of the five Security Council countries and Germany — the six powers whose repeated attempts to entice Iran to enter nuclear negotiations finally broke down last week over Tehran's refusal to give up uranium enrichment.

Reflecting the importance of the meeting, Russia, Britain, France and Germany sent top negotiators directly answerable to their foreign ministers, while the United States and China were represented by their chief representatives to the International Atomic Energy Agency. A U.S. under secretary of state, R. Nicholas Burns, participated via video hookup.

One of the diplomats, who had been briefed on the substance of the meeting, said that while Burns had urged broad sanctions, like a total ban on missile

and nuclear technology sales, the Russians and Chinese backed prohibitions of selected items as a first step.

He also said the Chinese and Russian envoys had called for renewed negotiations with the Iranians in parallel to working on sanctions to punish Tehran for defying a Security Council demand that it freeze enrichment, a possible pathway to nuclear arms.

Burns "acknowledged the request" but did not say whether the Americans favored a renewed attempt to engage Iran in negotiations following repeated failures to coax it into agreeing to stop its enrichment activities, he said.

The differences reflected continued divisions over how harshly to penalize Iran for ignoring a Security Council deadline to stop all enrichment activities by the end of August. Russia and China have recently swung behind the Americans and Europeans in agreeing to the need for sanctions but have publicly opposed attempts to make them too severe.

France acts to outlaw denial of genocide

Turks denounce bill on Armenian deaths in World War I era

By Thomas Crampton

PARIS: The National Assembly, defying appeals from Turkey, approved legislation Thursday that would make it a crime to deny that mass killings of Armenians in Turkey during and after World War I were genocide.

Denounced by Ankara and criticized by the European Union, the legislation could further complicate talks for Turkey's admission to the EU.

Of the 577 members of the Assembly, 106 deputies voted in favor and 19 against, while 4 abstained and 448 did not vote at all, raising the question of whether there will be enough political will to push the legislation through the Senate. If it is to become law, the Senate must also approve the measure.

The law would set fines of as much as €45,000, or about \$56,000, and a year in prison for denying that the killing of Armenians by Ottoman Turks was genocide.

In 2001, France formally recognized as genocide the killings of as many as 1.5 million Armenians from 1915 to 1919.

Turkey denies allegations of genocide, disputing the number of deaths and premeditation in the killings, saying that tens of thousands of Armenians and Turks were killed in chaotic civil unrest after Armenian groups supported Russia during the war.

"The Turkish people refuse the limitation of freedom of expression on the basis of groundless claims," the Turkish Foreign Ministry said in a statement. "With this draft law, France unfortunately loses its privileged status in the eyes of Turkish public opinion."

Ali Babacan, Turkey's economics minister who also heads Ankara's talks with the EU, said he could not rule out consequences for French companies.

"What happened in France today we believe is not in line with the core values of the European Union," Babacan said, adding that the government would not encourage a boycott of French goods. "As the government of Turkey, we are not encouraging something like that. But this is the people's decision."

In Brussels, the European Union warned that the law could harm efforts

at reconciliation over the killings.

"It would prohibit dialogue which is necessary for reconciliation on the issue," said an EU spokeswoman, Krisztina Nagy. "It is not up to law to write history. Historians need to have debate."

After the vote, the government of President Jacques Chirac, which did not support the law, expressed eagerness for dialogue with Turkey and said the legislation was unnecessary and inopportune.

"We are very committed to dialogue with Turkey, as well as to the strong ties of friendship and cooperation which link us to that country," said Jean-Baptiste Mattei, a spokesman for the French Foreign Ministry.

The Armenian issue has complicated the country's bid for EU membership. Chirac and the two leading contenders to replace him in elections next May — Nicolas Sarkozy, the conservative interior minister, and Ségolène Royal, a Socialist — all say Ankara must acknowledge the genocide before gaining EU membership.

Can Baydarol, a Turkish analyst of the EU, said that although the decision of Parliament seemed to have no direct effect on relations with the bloc, the hostile attitude of France demonstrated the obstacles to full membership if a consensus among EU members is necessary for a final decision on Turkey.

"Now people see that more than the technical details, political maneuvers will mark the years-long process on way to full membership," Baydarol said. "I think, at a public level, not the EU but France is going to pay the price of this decision."

Meanwhile, officials in Azerbaijan, which has close cultural and economic ties with Turkey, denounced the vote.

"The discussion of the bill is absurd and the presentation of the issue is illogical," Deputy Foreign Minister Khalaf Khalafov said at a news conference, according to Interfax. "The adoption of the bill contradicts basic human rights and freedoms because people have a right to freedom of thought and freedom of obtaining information, and the bill may violate and limit the freedom of thought."

Azerbaijan fought a war in the early 1990s with Armenia over possession of Nagorno-Karabakh, a mountainous region inside its internationally recognized borders that both nations claim.

The French legislators voted against a

backdrop of political jousting before presidential elections next spring, with politicians in both major camps split on the wisdom of the genocide bill, but all aware that the issue of Turkey's potential entry into the EU is political dynamite.

Two prominent national newspapers, *Le Monde* and *Le Figaro*, opposed the law. *Le Monde* said that while denying the genocide of Jews in Germany amounts to anti-Semitism and is worthy of criminal prosecution, arguments over the Armenian genocide should be resolved through diplomatic means.

Although most of France's top politicians, from Chirac on down, supported the EU's planned constitution, the French rejected it last year in a referendum that was also seen as a vote against further EU expansion. The problem for politicians seeking to succeed Chirac is how to oppose Turkish entry without taking on the xenophobic tones of the far-right.

Royal, the leading Socialist presidential contender, said Wednesday that Turkey "obviously" would have to "recognize the Armenian genocide" if it wished to enter the EU, adding: "My opinion is that of the French people." She supported the genocide bill.

But two other senior Socialists, Dominique Strauss-Kahn and Jack Lang, had reservations about the bill, which raises questions of freedom of speech in the same way as France's legislation making denial of the Holocaust a crime.

On the center-right, Sarkozy is against Turkish EU entry but kept silent about the Socialist-sponsored genocide bill. His aides were split, with François Fillon against it but Patrick Devedjian, who is of Armenian descent, strongly backing it, according to *Le Figaro*.

With roughly 500,000 citizens claiming Armenian origin, France has one of Europe's largest Armenian populations.

Prominent French people of Armenian descent include the singer Charles Aznavour, the former prime minister Édouard Balladur and the chief execu-



Protesters in Ankara marched Thursday to the French Embassy to criticize the bill.

tive officer of the telecommunications company Alcatel, Serge Tchuruk.

"Today we took another very important further step to fight against those who deny the Armenian genocide," said Harout Mardirossian, spokesman for the Coordination Council for Armenian Organizations in France. "Armenians have fought long and hard for this law in France." Mardirossian emphasized that

the law should not be taken as anti-Turkish.

"This law is not intended to be against Turkey, but against extremists in all countries, including Turkey," Mardirossian said. "We now have a tool to use against those who deny Armenian genocide, just like the law against denying the genocide in Germany."

His organization has filed three lawsuits in recent years against people denying the Armenian genocide. Successful suits included those against a historian, Bernard Lewis, and an encyclopedia, Quid, while a suit against a Turkish Embassy Web site failed due to diplomatic protections, Mardirossian said.

International Herald Tribune

Sebnem Arsu and C.J. Chivers of The New York Times contributed reporting from Istanbul and Moscow.

International Herald Tribune
Friday, October 13, 2006

Critic of Turkey, Orhan Pamuk, is awarded Nobel

Orhan Pamuk, Turkey's best-known and best-selling novelist but also an increasingly divisive figure, received the 2006 Nobel Prize in Literature on Thursday.

A champion of freedom of speech at a time when "insulting Turkishness" is a criminal offense, he has run afoul of Islamists who resent his Western secularism and Turkish nationalists who object to his sometimes unflattering portrayal of the country.

The Swedish Academy never offers nonliterary reasons for its choices and presents itself as being uninfluenced by politics. But last year's winner, the British playwright Harold Pinter, is a prominent critic of the British and American governments, and the academy does not appear to be immune to the political implications of its decisions.

The 54-year-old Pamuk, who said in 2004 that he had begun "to get involved in a sort of political war against the Turkish state and the establishment," is teaching at Columbia University in New York for a semester.



Murat Tueremis

Orhan Pamuk has run afoul of Islamists and Turkish nationalists.

Nationalist Turks have not forgiven him for describing the Turkish campaign against the Armenians during World War I as genocide, and he narrowly escaped prosecution when the remarks were deemed anti-Turkish and a group of nationalists began a criminal case against him.

Le dialogue turco-arménien passe-t-il par Paris ?

Trois intellectuels arméniens de Turquie appellent les parlementaires français à ne pas légiférer

La proposition de loi socialiste visant à sanctionner la négation du génocide arménien a donc été mise à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale française [le 12 octobre]. Cette loi, qui semble faite pour combattre les génocides, et se veut en cela fondée sur les responsabilités et droits humains universels, est en réalité en opposition absolue avec la liberté d'expression, principe fondamental pour l'exercice des droits de l'homme.

Les lois et pratiques limitant la liberté d'expression – qui existent depuis longtemps en Turquie –, et ce même type de lois qui commencent à voir le jour en Occident, sont les fruits de la même mentalité oppressive : elles restent étrangères à la tradition démocratique.

Nous ne croyons pas que les réalités historiques vécues dans le passé par le peuple arménien aient besoin d'être enregistrées, voire encadrées, par des lois pénales. Pour bien comprendre l'histoire, nous n'avons pas besoin de lois, mais d'une solide éthique et d'une conscience morale.

Les Turcs et les Arméniens ressentent aujourd'hui le besoin de s'entendre et de se comprendre. Et la condition sine qua non de ce dialogue est bien la liberté d'expression et la libre circulation du savoir. Des lois qui limitent la liberté d'expression, promulguées qui plus est dans des pays tiers, ne font que dresser des obstacles psychologiques sur le chemin du dialogue turco-arménien.

Aujourd'hui, le devoir de l'Occident, qui a eu dans le passé une si grande responsabilité dans la dégradation des relations entre ces deux peuples, devrait consister à établir les moyens propres à encourager la coopération entre eux et à les soutenir sur la voie du dialogue.

Cela dit, la République de Turquie est obligée de se rendre compte des réactions qu'elle engendre dans les pays étrangers par la posture qu'elle a adoptée jusqu'à ce jour dans la question arménienne. Elle ne peut à la fois maintenir cette attitude, qui consiste à mépriser la douleur des autres, à traiter ses propres citoyens comme des otages, et en même temps réclamer d'être respectée avec sa vision de l'histoire.

Au sujet du génocide arménien, cette approche officielle ne saurait être prise au sérieux, car elle se refuse même à affronter les divers aspects de sa propre histoire.

Autant la proposition de loi française est, d'un point de vue éthique, illégitime, autant les réflexes nationalistes de la Turquie sont malsains.

De nos jours, les communautés font beaucoup d'efforts pour mieux se comprendre. Nous estimons que les tactiques politiques officielles respectives trahissent la cause d'un monde pacifique et équitable. En conséquence, nous invitons les parties au bon sens. ■

Etyen Mahçupyan, économiste ; Hrant Dink, journaliste ; Ragıp Zarakolu, éditeur. Tous sont poursuivis pour avoir écrit, ou publié des articles sur la question arménienne en Turquie

Le Monde

Vendredi 13 octobre 2006

Iraq moves toward federal system

From news reports

BAGHDAD: The Shiite-dominated Parliament passed a law Wednesday allowing the formation of federal regions in Iraq, despite opposition from Sunni lawmakers and some Shiites who say it will dismember the country and fuel sectarian violence.

In Parliament, the Sunni coalition and two Shiite parties tried to prevent a vote on the federalism bill by boycotting the session Wednesday. They hoped to prevent the 275-seat body from reaching the quorum of 50 percent.

But the quorum was reached with 140 lawmakers, who voted on each of the bill's roughly 200 articles individually, passing them all unanimously.

"This is the beginning of the plan to divide Iraq," said Adnan al-Dulaimi,

leader of the Sunni National Accordance Front, which boycotted the vote along with the radical Shiite cleric Muktada Sadr's party and the Shiite Fadila party. "We had hoped that the problems of sectarian violence would be resolved. We hope there won't be an increase in violence."

The bloodshed showed little sign of easing Wednesday, when at least five bombs exploded in different sections of Baghdad, killing at least six people and wounding more than a dozen, and the authorities discovered more bodies.

Also, the U.S. Army chief said that it planned to keep the current level of soldiers in Iraq through 2010, a later date than officials from the Bush administration or the Defense Department had previously mentioned. (Page 5)

The comments by the army chief of staff, General Peter Schoomaker, come as Iraq has become a central issue in the U.S. midterm elections in November. It was the latest acknowledgment by a

A disputed toll for Iraq: 600,000

BAGHDAD: A team of U.S. and Iraqi public health researchers estimates that more than 600,000 civilians have died in violence across Iraq since 2003, a figure that the U.S. military disputes and that President Bush dismisses.

Pentagon official that a significant withdrawal of troops from Iraq was not likely in the immediate future.

The law passed Wednesday includes a provision that regions cannot be formed for another 18 months, a concession to Sunni concerns.

The federalism law sets up a system for allowing provinces to join together into autonomous regions that would hold considerable powers of self-rule, a right given to them under the Constitution adopted last year in a national referendum.

Some Shiites want to create an autonomous zone in their heartland in the south, much like the self-ruling Kurdish region in northern Iraq.

But Sunni Arabs oppose the federalism measures, fearing that they will divide Iraq into sectarian mini-states, giving Shiite and Kurds control over oil riches in the south and north, and leaving Sunnis in an impoverished central zone without resources. Some Shiite parties, including the faction of al-Sadr, also oppose the measures for nationalistic reasons.

Critics have also warned that moves for federalism could fuel Shiite-Sunni violence.

The head of the Shiite coalition that dominates Parliament, Abdul-Aziz al-

Hakim, praised the passage of the bill and denounced Sunni opposition to

federalism. Sunni Arabs largely voted against the Constitution passed in 2005 because it outlined the federal system.

The law outlines a process for forming regions, requiring any province considering joining a region to hold a referendum, if a third of the provincial legislators request it.

Meanwhile, the sectarian violence has continued to grow. Dozens of

'This is the beginning of the plan to divide Iraq.'

corpses have been found in the capital in the past three days, usually riddled with bullets and bearing signs of torture.

Four more were found Wednesday in the Dora neighborhood of southern Baghdad, an area that was among the earliest to experience the sectarian bloodletting that is plaguing the capital. Dora is at the center of the American military's push to quell the violence and secure the capital.

American and Iraqi soldiers moved into Dora and other parts of Baghdad in force in August, as part of a new security plan for the capital that involved

neighborhood-by-neighborhood sweeps.

Elsewhere, four civilians were killed when a concealed bomb blew up in the al-Amel neighborhood of west Baghdad, according to an employee at the Yarmuk hospital. Two more people were killed in another attack, the employee said.

A roadside bomb apparently meant to strike an Iraqi police patrol exploded under a bridge in east Baghdad, wounding three policemen, and then nearby a car bomb exploded, wounding five civilians.

Coalition headquarters said Wednesday that four more U.S. soldiers had been killed in action in Iraq, bringing to 40 the number of troops who have died this month.

A series of huge explosions that rattled the capital late Tuesday were caused when a mortar shell, apparently fired by insurgents, struck an ammunition holding area at an American base in the southern part of the city, the American military said.

According to Lieutenant Colonel Jonathan Withington, a spokesman for the 4th Infantry Division, the mortar shell set off a fire that then exploded tank and artillery shells and other ammunition stored at the base. No injuries were reported in the explosions.

(AP, AFP, NYT)

Herald Tribune October 12, 2006



A funeral in Kerbala, Iraq, on Wednesday for a man killed in a car bombing the day before in a busy market in Baghdad

Le Parlement irakien a adopté le fédéralisme sans les sunnites

La coalition sunnite, qui redoute une partition du pays, a boycotté la session parlementaire.

Le fédéralisme ne s'appliquera pas avant dix-huit mois et la Constitution pourra être révisée

Le Parlement irakien a adopté, mercredi 11 octobre, la loi controversée créant un Etat fédéral. La coalition des partis sunnites, fermement opposée à ce projet, a tenté de faire barrage en boycottant la séance. Elle a été rejointe par le parti de Moqtada Al-Sadr et le Parti de la vertu (Hezb Al-Fadhila) de Mahmoud Yaacoubi, deux formations chiites qui rejettent également le fédéralisme. Cela n'a cependant pas suffi à faire le poids face à l'Alliance chiite et à la coalition kurde, qui disposent ensemble de 181 des 275 sièges du Parlement, soit plus que la majorité requise des 50 %. Les 200 articles de la nouvelle loi ont donc pu être adoptés sans difficulté.

Le dirigeant du Front de la concorde, groupe sunnite de 44 députés, Adnan Al-Douleimi, a immédiatement condamné cette décision, déclarant que celle-ci constituait le « début d'un plan pour diviser l'Irak ». « Nous avons espéré que les

problèmes des violences communautaires seraient résolus, a ajouté M. Douleimi. Espérons que nous n'allons pas assister à une autre flambée de violence ». Un autre député de sa formation, Salman Joumaïl, a estimé que c'était « une recette pour la division du pays », ajoutant que le « moment était mal choisi ».

Les sunnites redoutent que la réorganisation des 18 provinces actuelles en régions fédérales aboutisse à une partition du pays en mini-Etats communautaires, kurde au nord et chiite au sud, qui cantonnerait la communauté sunnite dans l'ouest et le centre irakiens, des zones désertiques et dépourvues de ressources pétrolières.

Le président du Bloc chiite, Abdel Azziz Al-Hakim, chef du principal groupe parlementaire, a dénoncé la position sunnite et salué le vote du Parlement qui, selon lui, « va dans l'intérêt du peuple irakien ». La loi, a-t-il déclaré, sera « un facteur d'unité face aux ennemis de l'Irak – les baasistes, les saddamistes, les criminels et les Takfiris [« excommuni-cateurs » radicaux sunnites qui considèrent les chiites comme hérétiques] qui rejettent le fédéralisme, tout comme ils

avaient précédemment rejeté la Constitution. »

La loi sur le fédéralisme prévoit un mécanisme permettant aux provinces de se regrouper en régions autonomes dotées d'importants pouvoirs de décision, en organisant des référendums locaux. Le principe avait été formellement énoncé par la Constitution adoptée en octobre 2005.

Dans une tentative d'apaisement, mais qui pourrait aussi bien générer de nouveaux blocages, les députés ont approuvé, fin septembre, un compromis selon lequel la Constitution pourra être révisée. Les sunnites devraient s'efforcer d'y introduire des règles de limitation, notamment en plafonnant le nombre de provinces autorisées à se constituer en région. Une autre revendication concerne le partage équitable des richesses nationales.

Une Commission chargée de la révision a été mise en place, ainsi qu'un calendrier. La révision de la Constitution doit être prête dans un an et le fédéralisme ne s'appliquera pas avant dix-huit mois. ■

CÉCILE HENNION

« Espérons que cela n'engendrera pas une nouvelle flambée de violence »

Adnan Al-Douleimi, chef sunnite opposé au fédéralisme

Une étude controversée estime que la surmortalité due à la guerre a touché 655 000 Irakiens depuis 2003

IL Y A deux ans, l'hebdomadaire médical britannique *The Lancet* avait publié les résultats d'une enquête qui, sur la base d'« une estimation prudente », avait évalué à 100 000 le nombre de civils morts en Irak à la suite des violences liées à l'occupation par les troupes américaines et britanniques. Ce travail, très controversé à l'époque, avait été mené grâce à une collaboration entre des chercheurs américains de la Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health de Baltimore (Maryland) et des médecins irakiens appartenant au College of Medicine Al-Mustansiriya de l'université de Bagdad.

La même équipe de chercheurs, dirigée par le docteur Gilbert Burnham, a publié, jeudi 12 octobre, sur le site Internet du *Lancet*, une réactualisation de ce travail. Elle estime désormais que 655 000 décès sont directement liés à la

guerre qui sévit en Irak depuis mars 2003. Les chercheurs concluent que le taux de mortalité est passé de 5,5 pour 1 000 avant la guerre à 13,3 pour 1 000 aujourd'hui. Si cette évaluation est exacte, 2,5 % de la population irakienne a disparu du fait des différentes formes de violence générées par la guerre.

Ces conclusions reposent sur une extrapolation à partir d'entretiens conduits avec des familles irakiennes, l'objectif étant d'évaluer la surmortalité due à la guerre. Ces entretiens ont été menés en mai et juin auprès de 1 849 foyers, soit près de 13 000 Irakiens, dans 47 localités situées dans l'ensemble du pays. Les personnes étaient interrogées sur les naissances, les décès et les déplacements selon une méthodologie déjà utilisée au Congo, au Kosovo et au Soudan. Dans 92 % des cas, les décès signalés ont été confirmés par un

certificat. « Nous estimons aujourd'hui que l'invasion par la coalition, en mars 2003, a eu pour conséquence la mort de 655 000 Irakiens de plus que la mortalité normale », affirme le docteur Burnham, qui estime qu'il s'agit ici « du conflit international le plus meurtrier de ce début de siècle. » Le président américain George Bush a aussitôt déclaré que ces conclusions n'étaient pas crédibles, et a maintenu l'estimation de 30 000 victimes.

Cette étude a également été vivement critiquée par le général George Casey, commandant de la Force multinationale en Irak, ainsi que par John Howard, le premier ministre australien, dont le pays maintient 1 300 soldats en Irak.

Selon la dernière estimation du ministère irakien de la santé, 128 000 civils ont, à ce jour, été victimes de la guerre. ■

JEAN-YVES NAU



1,5 million de morts en 1915 selon les Arméniens, 250 000 à 500 000 selon Ankara

Turcs-Arméniens : la plaie reste ouverte

Alors que l'Assemblée nationale doit discuter ce jeudi d'une proposition de loi qui fait de la négation du génocide arménien un délit punissable de prison, l'opinion turque reste divisée sur cette tragédie, comme en témoignent les historiens interrogés par Kenizé Mourad

HALIL BERKTAY

Oui, il y a bien eu génocide...

Le Nouvel Observateur. – Peut-on parler d'un génocide arménien ?

Halil Berktaý. – Oui, c'est le bon mot. Même si, comme historien, je n'aime pas utiliser ce terme qui met le peuple turc et la Turquie au banc des accusés et empêche tout débat. Ce qui aboutit à substituer un cliché à une vraie discussion. Que s'est-il passé en réalité ? Dans la société ottomane pluriethnique où les relations entre communautés avaient été pendant des siècles relativement harmonieuses, apparaît, vers 1914, une forte idéologie nationaliste « turquiste ». On peut l'expliquer par la peur et la colère devant les agissements de l'Occident contre « l'homme malade de l'Europe » et par le fait que les défaites de l'Empire ottoman dans

les guerres des Balkans ont été accueillies par les populations grecques et arméniennes d'Istanbul avec des manifestations de joie. Consternés, les musulmans ont soudain réalisé le gouffre qui existait entre eux et leurs compatriotes. Ce qui a largement contribué à l'accroissement de la méfiance des Turcs envers les minorités. C'est dans ce contexte que le gouvernement jeune-turc décide que les Grecs et les Arméniens représentent un réel danger pour l'unité du pays et que le seul moyen de prévenir la désintégration est d'appliquer un



Murat Özyeşil

Diplômé d'économie de l'université de Yale, docteur en histoire de celle de Birmingham, **Halil Berktaý**, 59 ans, enseigne l'histoire à l'université du Bosphore, à Istanbul. Il est actuellement

coordinateur du programme d'études historiques de l'université Sabancı à Istanbul.

programme nationaliste de « turquification ». Il faut rappeler qu'au même moment le mouvement séparatiste arménien se renforce et que les organisations comme le Dachnak demandent l'indépendance des six provinces de l'Est. Les indépendantistes sont aidés par l'ennemi héréditaire de la Turquie, la Russie, qui leur fournit argent et armes. Encouragées par ces groupes, des révoltes locales d'Arméniens, à l'est du pays, dégèrent en conflits meurtriers entre les deux communautés. La majorité des Arméniens de l'Empire – environ 1,5 million – restent loyaux mais, poussé par la peur, le gouvernement donne l'ordre de désarmer les soldats arméniens et de les employer, loin du front, dans des bataillons de travail. Ce qui provoque, en avril 1915, la révolte des Arméniens de Van. Sous la protection de l'armée russe, qui a envahi l'Anatolie orientale, ils massacrent la population musulmane...

N. O. – ...A quoi le gouvernement répond le 27 mai 1915 par la déportation des Arméniens.

H. Berktaç. – Oui. Et l'ordre ne vise pas seulement les Arméniens liés aux groupes révolutionnaires mais toute la population, hommes, femmes, enfants, vieillards. Il est faux de dire que, dans le chaos qui prévalait, l'Empire étant envahi de tous côtés, on ne pouvait distinguer entre les membres du Dachnak, les sympathisants et les autres. Le gouvernement a choisi la solution radicale. J'appelle cela un nettoyage ethnique.

N. O. – *Ce nettoyage ethnique a épargné la majorité des 77 000 habitants arméniens d'Istanbul, comment l'expliquez-vous ?*

H. Berktaç. – Je l'explique par la présence à Istanbul des ambassades étrangères et des journalistes. Izmir, en revanche, fut épargnée grâce à Djemal Pacha, l'un des chefs modérés du gouvernement jeune-turc. Sinon, de presque toute la Turquie, que ce soit en zone de guerre ou pas, les Arméniens furent déportés.

N. O. – *Au cours de cette déportation, combien d'Arméniens ont-ils trouvé la mort ?*

H. Berktaç. – Sans doute près de 600 000. La diaspora arménienne exagère les chiffres, et le gouvernement turc les sous-estime en parlant de 300 000 à 400 000 et en prétendant qu'ils sont morts surtout de faim, de froid et d'épuisement ou qu'ils ont été massacrés par des brigands. Bien sûr, en ces temps troublés, il y avait beaucoup de banditisme, mais les convois ont également été attaqués par des Turcs ou des Kurdes qui voulaient se venger, et ils n'ont pas été défendus par les gendarmes qui les encadraient. Pis, nous avons des indices qu'une organisation secrète relevant du ministère de l'Intérieur aurait reçu l'ordre – oralement – de massacrer certains convois d'Arméniens. Y avait-il un plan de nettoyage ethnique ? Je réponds : oui. Y a-t-il eu déportation, non seulement des membres du Dachnak, mais, sauf exception, de tous les Arméniens ? Je réponds : oui. Existe-t-il des indices sérieux montrant que les ordres de massacre venaient d'en haut ? Je réponds : oui. Donc, à mon avis, c'est un génocide.

N. O. – *Avez-vous eu des problèmes avec la censure ?*

H. Berktaç. – Non, je peux parler librement. Il y a actuellement un courant démocratique très fort en Turquie. A Istanbul en tout cas. Cela dit, même si je pense qu'il y a eu un génocide arménien, je rejette l'attitude de l'Union européenne et la loi Gayssot. Ce n'est pas aux politiques de dire aux historiens ce qu'ils doivent penser. Spécialement dans ce dossier arménien très complexe. S'il y a une rectification, c'est à nous de la faire. Elle ne peut être imposée de l'extérieur.

Propos recueillis par Kenizé Mourad

KEMAL CICEK

Non, il n'y a eu ni ordre ni programme d'extermination

Le Nouvel Observateur. – *Peut-on considérer les événements de 1915-1917 en Turquie comme un génocide des Arméniens ?*

Kemal Cicek. – Non, car – mis à part le grand nombre de morts – ces événements ne répondent pas aux critères qui caractérisent un génocide : il n'y a eu ni ordre ni programme d'extermination mais une migration forcée qui, en pleine guerre, entraîna une terrible tragédie. Les documents qui présentent le télégramme de Talat Pacha, ministre turc de l'Intérieur, ordonnant le massacre de tous les Arméniens, sont des faux grossiers. Les dates ne correspondent pas, car ceux qui ont réalisé ces faux ont confondu le calendrier chrétien avec le calendrier musulman. Aujourd'hui, même les universitaires arméniens tiennent ces documents pour des faux. Seuls y font encore référence les fanatiques. De même, l'historien Arnold Toynbee a admis que son « Livre bleu » avait été publié par les Britanniques en tant que propagande de guerre.

N. O. – *Selon vous, que s'est-il passé en 1915 ?*

K. Cicek. – Depuis très longtemps, la Russie, qui cherchait un accès aux mers chaudes, avait promis aux Arméniens un royaume indépendant dans les six provinces d'Anatolie orientale. Elle avait simplement négligé le fait que la population arménienne y était très minoritaire : 665 815 contre 2,687 millions de musulmans, d'après un recensement britannique.

En novembre 1914, lorsque la Russie déclare la guerre à la Turquie, beaucoup d'Arméniens, encouragés par cette promesse, désertent pour rejoindre l'armée russe. En mars 1915, lors du soulèvement arménien dans la province de Van, Istanbul, qui craint une rébellion générale derrière les lignes turques, exposées au risque d'être prises en tenailles entre l'avance russe et celle des alliés, décide de fermer les bureaux des organisations arméniennes Hinchnak et Dachnak dans tout le pays. A Istanbul les responsables sont arrêtés le 24 avril 1915. Entre-temps, une révolte a été organisée à Van par le parti Dachnak. Lorsque l'armée russe épaulée par une importante force arménienne arrive en ville, le 14 mai, commence un massacre de la population musulmane qui va durer deux jours. C'est à la suite de ces massacres et du rôle joué dans les combats par les Arméniens – ils coupent les lignes de ravitaillement de l'armée et brûlent les villages pour faciliter la progression de leurs alliés russes – que le ministre turc de l'Intérieur fait voter une loi dé-

cidant le transfert des populations arméniennes.

N. O. – *Les Arméniens affirment que, pendant leur déportation, ils ont été attaqués par des groupes armés organisés par le gouvernement...*

K. Cicek. – Il y a eu des attaques, c'est vrai, mais elles n'ont pas été organisées par Istanbul qui a, au contraire, jugé et condamné les coupables. Les convois ont été attaqués par des déserteurs et des bandes de brigands. Mais il y a eu aussi beaucoup d'exemples de Turcs qui ont aidé des Arméniens, les ont cachés, ont adopté leurs enfants.

N. O. – *D'après vous, combien d'Arméniens sont morts ?*

K. Cicek. – D'après le recensement fait par le gouvernement ottoman vers 1910, la population arménienne était de 1,3 million. D'après les archives du patriarcat, ils étaient 1,845 million.

Selon un rapport de la Société des Nations, 1,3 million d'Arméniens de l'Empire ottoman ont survécu, dont 300 000 sont en Turquie. Ce qui signifie que près de 300 000 Arméniens sont morts pendant cette période, la plupart de maladie ou de faim. Il n'existe aucun moyen d'évaluer le nombre de personnes exécutées ou assassinées.

N. O. – *Et à combien évaluez-vous les victimes turques ?*

K. Cicek. – Environ 2 millions et demi. Près de 500 000 militaires et 2 millions de civils. Beaucoup d'entre eux victimes, comme les Arméniens, de la faim et des épidémies. D'autres – ce fut le cas de 513 000 Turcs d'Anatolie et du Caucase – tués par les Arméniens. Nous avons les archives, endroit par endroit, nom par nom. D'ailleurs, les Arméniens eux-mêmes ne s'en cachent pas : dans ses Mémoires, le « général » Andranik raconte ainsi qu'il a fait torturer et tuer 40 000 Turcs pour se venger des événements de 1915.

N. O. – *Que répondez-vous à l'accusation de génocide qui pèse sur la Turquie ?*

K. Cicek. – C'est une affaire d'historiens et non de politiques. La Société d'Histoire d'Ankara, à laquelle j'appartiens, a proposé une commission d'historiens, turcs, arméniens et d'autres nationalités, pour discuter de ce qui s'est passé en 1915. Si, après examen des documents, le génocide est prouvé, nous avons obtenu du gouvernement turc l'assurance qu'il le reconnaîtra. Ni le gouvernement arménien ni la diaspora n'ont accepté cette proposition. Pour eux, le génocide est un fait et ne peut être discuté.

Propos recueillis par Kenizé Mourad



Docteur en histoire, **Kemal Cicek**, 41 ans, est un spécialiste des archives ottomanes. Il a consacré sa thèse aux « non-musulmans de Chypre » et publié deux livres portant sur la question arménienne : « la Première Migration des Arméniens, 1915-1917 » et « les Arméniens, exil et immigration dans le monde ».

Le génocide arménien divise les députés français

3TURQUIE

La proposition de loi PS qui sanctionne la négation du premier génocide du XX^e siècle sème le trouble chez les députés. Il ne peut être exclu qu'elle soit adoptée.

LA TURQUIE menace, les historiens se navrent, Jacques Chirac fulmine : la proposition de loi PS sanctionnant la négation du génocide arménien, examinée ce matin à l'Assemblée après un premier débat qui avait tourné court le 18 mai, suscite des réactions passionnées.

Le texte prévoit d'instituer les mêmes peines pour la négation du génocide arménien que celles instituées en 1990 par la loi Gayssot pour la négation du génocide juif pendant la Seconde Guerre mondiale : jusqu'à un an de prison et 45 000 euros d'amende. « La loi du 29 janvier 2001, adoptée à l'unanimité, a reconnu l'existence du génocide arménien, mais n'a pas réprimé le négationnisme, indique Christophe Masse, rapporteur PS de la proposition de loi. Nous voulons donner une force contraignante à cette proclamation solennelle en lui ajoutant un volet pénal. » Le porte-parole du conseil de coordination des organisations arméniennes de France, Harout Mardirossian, souligne que « les cinq cent mille Français d'origine arménienne ont les yeux tournés vers l'Assemblée. Un négationnisme turc s'expri-

me en toute impunité dans notre pays. Cette situation dangereuse doit cesser : Paris ne doit pas céder aux pressions d'Ankara. C'est la Turquie qui a besoin de la France, et non l'inverse ! »

Reste que l'initiative des députés PS est en contradiction totale avec leur position de principe pendant la controverse sur le « rôle positif » de la colonisation. L'hiver dernier, les socialistes avaient réclamé la suppression de l'article 4 de la loi sur les rapatriés, qui affirmait que « les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer ». L'opposition avait alors répété que « le Parlement n'a pas le droit de légiférer sur l'histoire » et que « les politiques ne doivent pas se substituer aux histo-

riens ». Or, c'est bien ce que fait la proposition de loi débattue aujourd'hui. L'association Liberté pour l'histoire, présidée par René Rémond et qui regroupe 600 enseignants et chercheurs, s'est dit « profondément choquée » par l'initiative des députés PS, « qui constitue une nouvelle intervention politique dans l'appréciation des événements du passé, et place les enseignants sous surveillance ». Sensible à ces arguments, le président du groupe socialiste, Jean-Marc Ayrault, s'est d'abord montré hostile à la proposition de loi de ses collègues, avant d'accepter de l'inscrire à l'ordre du jour d'une séance réservée aux textes des députés PS. Le sujet divise en effet la rue de Solferino. Si Ségolène Royal s'est déclarée favorable à la

proposition de loi, Dominique Strauss-Kahn a fait part de ses réserves et Jack Lang de son hostilité.

Embarras à droite

L'embarras n'est pas moindre à droite. Lors de son voyage officiel à Erevan, le 30 septembre, Jacques Chirac a estimé que la proposition de loi PS « relevait de la polémique », tout en invitant Ankara à reconnaître le génocide arménien. Christine Lagarde, ministre délégué au Commerce extérieur, a déclaré hier que « les emplois des entreprises françaises sont en jeu » dans cette affaire.

À l'UMP, Nicolas Sarkozy garde le silence tandis que ses conseillers sont divisés : François Fillon « recommande » de voter contre la proposition de loi PS, alors que Patrick Devedjian la soutient ardemment.

Même situation au sein du groupe UMP de l'Assemblée : malgré l'opposition de leur président, Bernard Accoyer, signataire d'une tribune dans *Le Figaro* (lire page 14), quatre-vingts députés UMP sont favorables au texte, tandis que les autres envisagent de ne pas prendre part au vote. Il est donc possible que les députés de tous bords qui soutiennent la proposition de loi se trouvent majoritaires dans l'hémicycle au moment du scrutin.

GUILLAUME PERRAULT

Les députés turcs font preuve de mansuétude

Les députés turcs ont décidé, hier, de reporter sine die l'adoption de lois qualifiant de génocide et pénalisant la négation des massacres commis en Algérie par la France. Ces propositions avaient été élaborées en riposte au projet de loi français sur le génocide arménien. Nombre d'hommes politiques, dont le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, s'y étaient opposés. « On ne nettoie pas la saleté avec de la saleté », avait no-

tamment estimé M. Erdogan. Mais la Turquie, qui nie catégoriquement les accusations de génocide, menace toujours la France de représailles commerciales et politiques.

De leur côté, plusieurs personnalités appartenant à la communauté arménienne de Turquie, qui s'élève à environ 80 000 âmes, reprochent au projet de loi français d'entraver, dans leur pays, les débats sur ce sujet sensible.

Les Turcs europhiles et la communauté arménienne dénoncent une initiative contre-productive

ISTANBUL

CORRESPONDANTE

A la veille de l'examen du texte pénalisant le déni du génocide arménien, les dirigeants turcs, qui nient celui-ci, mais aussi les intellectuels de Turquie qui le reconnaissent, et la communauté arménienne du pays, ont multiplié les mises en garde. Selon un porte-parole du ministère turc des affaires étrangères, son adoption serait considérée comme un « acte hostile » et nuirait aux relations de la Turquie avec la France et l'Union européenne (UE).

Le texte français criminalise la liberté d'expression, au moment où cela est reproché à la Turquie par l'UE, qui peut perdre encore plus en crédibilité auprès des Turcs, a-t-il estimé. Quant à la France, « elle perdra ses privilèges et son influence

en Turquie ». Les sociétés françaises seront exclues des appels d'offres, notamment pour la construction de centrales nucléaires, a précisé le porte-parole. La presse estime à 14 milliards d'euros le montant des projets auxquels la France est intéressée, dont 4 milliards de contrats militaires.

L'affaire a donné lieu à une surenchère des nationalistes turcs, qui ont le vent en poupe depuis la montée d'une « turcophobie » en Europe. Les rétorsions proposées vont du boycottage des produits français au « renvoi des 70 000 citoyens d'Arménie qui travaillent illégalement en Turquie », comme l'a suggéré un député du CHP, principal parti d'opposition, dont une aile vire de la « gauche laïque » à l'ultranationalisme.

Autre proposition, examinée, mercre-

di 11 octobre, en commission parlementaire : une loi pénalisant le déni du « génocide algérien » par la France...

Les voix se multiplient aussi pour mettre en garde contre de tels excès. Le premier ministre Recep Tayyip Erdogan a écarté tout recours à la loi du talion.

« On ne nettoie pas la saleté avec la saleté », a-t-il déclaré, mardi, devant son groupe parlementaire AKP (islamiste-conservateur). Mais il n'a pas manqué de récuser les « trois conditions » soumises par Nicolas Sarkozy pour un abandon du projet français, en soulignant que la France était mal placée en la matière, en raison de son passé colonial. Concernant l'abrogation de l'article 301 du code pénal turc (visant les « insultes à l'identité turque » comme l'usage des mots « génocide arménien »), M. Erdogan,

Le Monde
14 octobre 2006

Turquie Prix Nobel de littérature à Orhan Pamuk, vote du Parlement français sur la négation du génocide de 1915

La Turquie face à la question du génocide arménien

ISTANBUL
CORRESPONDANTE

J eudi a été une journée de sentiments aussi forts qu'ambigus pour la grande majorité des Turcs qui ont accompagné avec espoir la longue marche de leur pays vers ce qu'il est convenu d'appeler les « valeurs européennes ». Seuls les ultranationalistes ont eu, jeudi 12 octobre, le loisir de s'indigner à la fois du vote du Parlement français, qui a proposé de faire un crime du déni du génocide arménien de 1915, et de l'attribution, le même jour, du prix Nobel de littérature à l'écrivain turc Orhan Pamuk, qu'ils considèrent comme un « traître » parce qu'il fait partie des Turcs qui reconnaissent publiquement ce génocide.

Pour les autres, qu'ils soient au pouvoir ou non, écrivains ou simples lecteurs, la réaction la plus générale a été celle exprimée par Murat Yetkin, chroniqueur au quotidien libéral *Radikal* : « Nous sommes tristes pour la France et heureux pour Orhan Pamuk ». La « tristesse pour la France » est celle de tout ce que la Turquie compte d'intellectuels éclairés et de

« minoritaires » – parmi lesquels ses 80 000 Arméniens – qui disaient que la proposition de loi socialiste serait contre-productive. Après le vote, le Patriarcat arménien à Istanbul a déclaré que « les Français, qui ont, dans le passé, placé divers obstacles sur la voie de la Turquie vers l'Union européenne, ont à présent porté un coup sérieux au dialogue déjà limité entre la Turquie et l'Arménie (...) qui va faire le jeu des nationalistes extrémistes et racistes dans les sociétés turque et arménienne ».

La réaction officielle d'Ankara au vote français a été de dénoncer le « coup dur » porté aux relations franco-turques et de déplorer que la France « perde sa position privilégiée au sein du peuple turc ». Mais le chef du gouvernement, Recep Tayyip Erdogan, tout en dénonçant cette « honte pour la liberté d'expression » et cette « erreur historique », a aussi cherché à brider les réactions extrémistes, notamment celles de l'opposition « laïque républicaine » – plus nationaliste en réalité que les « islamistes » pro-européens au pouvoir.

« En tant que gouvernement, a annoncé le ministre de l'économie, Ali Babacan, nous ne prendrons pas la tête » d'un mouve-

ment de boycottage des produits français. Tout en concédant que « certains secteurs de la société » pourraient agir ainsi. La commission parlementaire qui travaillait sur une loi pour pénaliser, en rétorsion, le déni du génocide algérien – « idée aussi ridicule que le projet français », ont écrit des commentateurs turcs – a fait marche arrière, au nom de la nécessité de « laisser l'histoire aux historiens ». Mais le gouvernement ne peut faire l'économie de toute sanction. Il a laissé entendre qu'il restreindra les contacts politiques et exclura la France des grands contrats à venir.

La proposition votée en France pourrait ne jamais devenir une loi. Si tel n'était pas le cas, des citoyens turcs, y compris

arméniens, qui ont bravé en Turquie le tabou sur le génocide arménien, se rendront en France pour y braver le « déni du génocide » à seule fin, disent-ils, de défendre la liberté d'expression.

Le problème est virtuel, un peu comme en Turquie, où l'article 301 qui punit les « atteintes à l'identité turque » (telles que les mots « génocide arménien ») n'a jamais envoyé quiconque en prison, malgré tous les procès intentés. Mais les dégâts n'en sont pas moins forts. La Tur-

quie doit ainsi gérer désormais le soupçon que Orhan Pamuk n'ait obtenu son prix qu'en raison des poursuites qu'elle lui a infligées en vertu de cet article.

Officiellement, ce soupçon est écarté. « C'est un grand bonheur pour nous tous qu'un écrivain turc ait remporté un prix aussi prestigieux (...) c'est un grand succès pour la promotion de la Turquie », a ainsi déclaré son ministre des affaires étrangères, Abdullah Gül. Interrogé sur la sincérité de ses louanges à l'écrivain, le sous-secrétaire d'Etat à la culture, Moustafa Isen, a également cru bon de préciser qu'il ne se sent « concerné que par Pamuk le romancier » et non le politique.

Mais si les milieux intellectuels libéraux se félicitaient pareillement de voir enfin un écrivain turc nobélisé, ils exprimaient aussi la crainte de voir la presse populaire fustiger le « choix de l'Occident [qui voudrait] à nouveau imposer à la Turquie d'être ce qu'elle n'est pas ».

SOPHIE SHIHAB



Des ultra-nationalistes turcs manifestent, jeudi 12 octobre, contre l'adoption, par les députés français, d'une loi sanctionnant la négation du génocide arménien. Le chef du gouvernement, Recep Tayyip Erdogan, a dénoncé « une erreur historique ». B. OZBILICI/AP

qui a tenté de le soumettre pour révision au Parlement, a répondu que le projet français était tout aussi « liberticide ».

« Eclipse de la raison »

Concernant l'ouverture de la frontière avec l'Arménie, il a demandé que celle-ci fasse d'abord preuve de bonne volonté. Au sujet de la troisième condition – élargir à d'autres que des historiens turcs et arméniens une commission chargée d'étudier les faits en question –, M. Erdogan a répondu qu'il s'agissait d'une initiative turque, à laquelle Erevan s'était opposée. Le commissaire européen à l'élargissement Olli Rehn l'avait qualifiée de « pas importante ».

Lundi, M. Rehn a mis en garde Paris contre l'adoption d'une loi aux « effets contraires à ceux recherchés », qui bloque-

rait tout dialogue et « mettrait en danger les efforts de tous ceux qui, en Turquie, veulent ouvrir un débat sérieux et honnête, sans tabous, sur cette question ». Ceux-ci, dont les représentants de la communauté arménienne, espéraient que l'UE ferait obstacle à « l'éclipse de la raison » qui frappe, selon M. Erdogan, les partisans du projet français. « Si cette loi passe, j'irai en France et, bien que ce soit contraire à mes convictions, je dirai que non, il n'y a pas eu de génocide », a déclaré Hrant Dink, un journaliste arménien de Turquie, où il est poursuivi pour avoir affirmé la réalité de ce génocide. ■

SOPHIE SHIHAB

Forcing pour débloquer le contentieux chypriote

A un mois du rapport de la Commission sur les négociations d'adhésion avec la

Turquie, les autorités européennes tentent de trouver une solution au problème des relations turco-chypriotes. L'Union, qui s'attend à un affrontement avec Ankara sur les droits de l'homme et les libertés publiques, veut régler ce contentieux. Le négociateur turc est attendu, jeudi 12 octobre, à Bruxelles, où le président de la République turque de Chypre-Nord, Mehmet Ali Talat, a plaidé, mardi 10 octobre, pour que soit mis fin à l'isolement de sa partie de l'île. L'établissement de relations commerciales entre Chypre-Nord et l'UE est exigé par la Turquie pour ouvrir ses ports et aéroports aux Chypriotes. Un plan finlandais propose de lever partiellement l'embargo sur Chypre-Nord en ouvrant le port de Famagouste, placé sous contrôle de l'Union.

Le Monde
14 octobre 2006

FRANCE ASSEMBLÉE NATIONALE

Le gouvernement français dénonce « une cause électoraliste » après le vote des députés

EN OUVERTURE de la discussion à l'Assemblée nationale de la proposition de loi du PS visant à sanctionner la négation du génocide arménien, jeudi 12 octobre à 9 h 30, la présidente de séance, Hélène Mignon (PS, Haute-Garonne), avertit le public présent dans les tribunes – combles – qu'il doit rester silencieux. « En cas de manifestations troublant le déroulement des débats, je serai contrainte de suspendre la séance », prévient-elle.

Deux heures plus tard, le texte est voté par 106 voix contre 19, pour 577 députés. L'annonce du résultat est saluée par des applaudissements nourris et des cris de joie. Les députés qui ont approuvé ce texte se lèvent en se tournant vers les tribunes du public pour rendre leurs applaudissements. Des « Vive la France ! » fusent. A l'extérieur du Palais-Bourbon, les 200 manifestants d'origine arménienne qui ont suivi la retransmission des débats sur écran entonnent *La Marseillaise*.

La seule fausse note est venue d'un membre du gouvernement. Interrogée la veille, la ministre déléguée au commerce extérieur, Christine Lagarde, avait appelé les députés à ne pas mettre en danger les relations économiques avec la Turquie « pour une cause électoraliste circonstancielle ». « La Turquie est un enjeu économique très important pour la France », prévenait-elle. C'est un gros marché pour nous. »

« Je suis de ceux qui préfèrent placer un livre d'histoire dans leur bibliothèque plutôt qu'un carnet de commandes », lui a répondu dans l'Hémicycle, jeudi, Eric Raoult (UMP, Seine-Saint-Denis). Bruno Le Roux (PS, Seine-Saint-Denis) a demandé des « excuses » au gouvernement pour les « propos inqualifiables » de la ministre.

« Travail de mémoire »

Une nouvelle loi, après celle du 29 janvier 2001 reconnaissant officiellement le génocide arménien de 1915, était-elle nécessaire ? Le gouvernement, représenté par la ministre déléguée aux affaires européennes, Catherine Colonna, a redit son opposition : « Nous disposons d'une loi sur le génocide arménien. Elle s'impose à tous. Pourquoi en faudrait-il une nouvelle ? »

Pierre Lequiller (UMP, Yvelines) a expliqué la position majoritaire de son groupe : « Le président de la République a pris une position suffisamment forte sur le nécessaire travail de mémoire de la Turquie pour que nous n'ayons pas à légiférer de nouveau sur ce sujet douloureux. »

A l'inverse, René Rouquet (PS, Val-de-Marne) a défendu « la nécessité d'aller au terme du processus et de combler le vide juridique, aussi cruel qu'inutile, qui subsiste en punissant ceux qui contestent la vérité historique, reconnue et établie par une loi de la République ».

« Le texte qui nous est soumis n'a

pas pour objet d'écrire l'Histoire. C'est la loi de 2001 qui l'a fait », a approuvé Patrick Devedjian (UMP, Hauts-de-Seine). Le conseiller politique de Nicolas Sarkozy a cependant défendu un amendement visant à exempter de poursuites les recherches scientifiques et universitaires.

Celui-ci a été repoussé. Jean-Pierre Blazy (PS, Val-d'Oise) a plaidé pour « une loi claire et ferme, qui le serait moins si l'amendement était voté ». « En sanctionnant la négation du génocide arménien, le Parlement est parfaitement dans son rôle, a-t-il expliqué. Il proclame un devoir, mais aussi un droit de mémoire. »

« C'est dans des moments comme ceux-là que je suis fier d'être français », se réjouissait, à l'issue du vote final, le réalisateur d'origine arménienne Robert Guédiguian, présent dans les tribunes. La proposition doit être inscrite, à présent, à l'ordre du jour du Sénat pour poursuivre son parcours parlementaire, et être adoptée dans les mêmes termes pour espérer être promulguée.

« Si le gouvernement actuel veut bloquer le processus, nous aurons à le reprendre après les élections de 2007 en cas d'alternance », a promis le premier secrétaire du PS, François Hollande, interrogé jeudi soir sur « Questions d'info LCP-Le Monde-France Info ». ■

PATRICK ROGER

Bruxelles juge la loi française « contre-productive »

BRUXELLES
BUREAU EUROPÉEN

Critiquée en Europe, la loi sanctionnant la négation du génocide arménien risque de compliquer les négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, au moment où celles-ci sont déjà dans une passe délicate.

Depuis Bruxelles, les autorités européennes ont sévèrement mis en cause la législation proposée par les socialistes français. « Dans le cas où cette loi entrerait en vigueur, elle empêcherait le dialogue et le débat nécessaire pour la réconciliation sur ce sujet », a indiqué la porte-parole du commissaire à l'élargissement, Olli Rehn. Avant l'adoption du texte, contre l'avis du gouvernement, ce dernier avait jugé qu'une telle législation aurait un « effet désastreux » pour la liberté d'expression en

Turquie, car elle « ne ferait qu'opposer une vérité officielle à une autre ».

La Commission européenne fait actuellement pression sur le gouvernement Erdogan pour qu'il réforme le code pénal en vigueur, dont l'article 301 sanctionne les « offenses à l'identité turque ». C'est ce dispositif qui permet de poursuivre intellectuels, militants ou journalistes, soucieux de rompre avec la ligne officielle sur les questions kurdes ou arméniennes. M. Rehn considère que la polémique déclenchée en France survient au moment où le travail de mémoire commence à prendre forme en Turquie, et risque donc d'être « contre-productive ».

La crise entre Paris et Ankara est jugée d'autant plus malvenue que les négociations d'adhésion

butent déjà sur la question chypriote. Avant d'engager les pourparlers, la Turquie s'est engagée, en juillet 2005, à étendre son union douanière avec l'Union aux dix derniers entrants. Mais elle tarde à respecter cet engagement qui reviendrait, selon Ankara, à reconnaître Chypre, dont elle occupe le nord depuis 1974. Les négociateurs européens multiplient actuellement les pressions sur la Turquie afin qu'elle ouvre ses ports et ses aéroports aux transporteurs chypriotes d'ici à la fin de l'année.

En cas de refus, une suspension des négociations n'est pas à exclure. Chypre et la Grèce ont signalé qu'il n'était pas question de continuer si aucun progrès n'était fait avant le 8 novembre, date à laquelle la Commission européenne doit présenter une

nouvelle évaluation de la situation. Afin d'éviter un tel blocage, la présidence finlandaise de l'Union a élaboré, avec le soutien de la Commission, un plan destiné à régler partiellement le problème. Cette initiative est « un effort très sincère et intensif pour trouver une sortie d'ici à la fin de l'année », a jugé, jeudi, à Bruxelles, le ministre turc de l'économie, Ali Babacan, de passage à Bruxelles avant de se rendre à Berlin.

Dans ce contexte tendu, les autorités européennes refusent, à l'instar de José Manuel Barroso, le président de la Commission, « d'ajouter de nouvelles conditions » au processus en cours, tandis que Jacques Chirac a fait de la reconnaissance du génocide arménien un préalable à l'adhésion de la Turquie à l'Union. ■

PHILIPPE RICARD

Les entreprises françaises risquent d'être exclues des grands appels d'offres en Turquie

ISTANBUL
CORRESPONDANTE

Les intérêts économiques de la France comme de la Turquie vont-ils succomber aux passions contraires qui se déchaînent dans ces pays depuis l'adoption, jeudi 12 octobre à Paris, de la loi punissant la négation du génocide arménien ?

« La Turquie est un enjeu très important pour la France, avec un encours de 10 milliards d'euros de contrats et un peu plus de 5 milliards d'exportations chaque année », a rappelé Christine Lagarde, ministre déléguée au commerce extérieur, en déplorant que l'on soit « clairement en train de faire de cet enjeu économique

une cause électoraliste qui ne me paraît pas justifiée ».

Les milieux économiques français s'inquiètent. La Turquie représente le 6^e marché de la France, son 5^e fournisseur de biens – après l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie et les Etats-Unis.

Des 350 sociétés françaises implantées en Turquie, dont près d'un tiers de grands groupes, c'est Areva qui risque de pâtir le plus des tensions actuelles. Le ministre des affaires étrangères, Abdullah Gül, a en effet cité les projets de construction de centrales nucléaires en Turquie au nombre de ceux pour lesquels une offre française ne serait pas acceptable.

Eviter les pertes

L'exclusion de Paris des appels d'offres à venir est la mesure envisagée par les autorités turques, qui ont déjà annoncé qu'elles « n'organiseront pas » un boycottage commercial. Toutefois, elles ne s'opposent pas, non plus, aux initiatives privées et locales en ce sens, alors que la presse turque détaille déjà celles envisagées par les chambres de commerce régionales.

Lorsque le Parlement français avait voté, en 2001, une loi reconnaissant le génocide arménien, plusieurs contrats avaient déjà été cassés – avec Thomson et Alcatel notamment. Des produits français avaient été boycottés.

Cette fois, le gouvernement turc cherche manifestement à éviter les pertes pour son pays, en faisant savoir qu'il n'est pas question de pénaliser les entreprises françaises. Peugeot ou Renault assurent du travail à des milliers de Turcs en Turquie et contribuent à ses recettes d'exportation.

« Apparemment, les Turcs sont très remontés, mais on peut se demander s'ils ont un intérêt réel à prendre des sanctions au moment où ils sont engagés dans des négociations difficiles pour l'entrée dans l'Union européenne et qu'ils doivent défendre leur image auprès des Européens », estime Dorothee Schmid, de l'Institut français des relations internationales (IFRI). ■

SOPHIE SHIHAB
(AVEC CÉCILE PRUDHOMME À PARIS)

Des historiens veulent saisir Jacques Chirac si le Sénat confirme cette « provocation »

LE TEXTE était, à leurs yeux, « affligeant » ; son vote constitue « une véritable provocation ». Réunis dans la soirée du jeudi 12 octobre, quelques heures après l'examen par l'Assemblée nationale de la proposition de loi visant à sanctionner la négation du génocide

arménien, les membres de l'association Liberté pour l'histoire ont rédigé un communiqué virulent.

Promettant, « si le Sénat devait confirmer le vote de l'Assemblée », de demander au président de la République de « saisir le Conseil constitutionnel (...) pour qu'il annu-

le » cette loi, ces historiens – parmi lesquels Jean-Pierre Azéma, Elisabeth Badinter, Marc Ferro, Jacques Julliard, Pierre Milza, Pierre Nora, Mona Ozouf, René Rémond, Jean-Pierre Vernant – font part de leur vive inquiétude. Tout en exprimant leur « pro-

fond sentiment de solidarité » pour les « victimes de l'histoire », ils déplorent que la France soit « engagée dans un processus accéléré de lois établissant des vérités

d'Etat sur le passé ». « Un mouvement rapide d'appropriation de l'histoire par des mémoires particulières et de recul des libertés démocratiques » se poursuit, constatent-

ils, « alors même que le président de la République a déclaré que "ce n'est pas au Parlement d'écrire l'histoire". »

« Vérités officielles »

Liberté pour l'histoire revient sur l'autre affront de la journée : le rejet d'un amendement UMP qui visait à exclure les « recherches universitaires ou scientifiques » du champ d'application de la loi. « L'Assemblée nationale vient d'ôter le masque : ce ne sont pas

d'éventuels "troubles à l'ordre public" qu'elle entend empêcher par ces lois, c'est bien la recherche universitaire et tous les enseignants qu'elle veut, sous peine d'amende ou de prison, soumettre aux vérités officielles qu'elle édicte », relèvent les historiens.

Soucieux que leur réaction ne soit pas perçue comme corporatiste, ils soulignent qu'ils « se trouvent en première ligne d'un combat qui intéresse tous les citoyens et met en cause la possibilité pour chacun

d'accéder à la connaissance et au libre examen ». « Ce sont bien les libertés de pensée et d'expression qui sont menacées », insistent-ils.

En décembre 2005, ces historiens avaient signé une pétition réclamant l'abrogation partielle de plusieurs lois « mémorielles », dont celle sur la reconnaissance du génocide arménien. Si l'alinéa de la loi sur les rapatriés consacrant le « rôle positif » de la colonisation a été par la suite abrogé par décret, les historiens redoutent

désormais un engrenage.

Des dispositions similaires pourraient être proposées au sujet de l'esclavage, reconnu par la loi Taubira comme un « crime contre l'humanité ». « Demain, ce sera le tour des Vendéens, et après-demain des Albigeois ! », s'exclame Pierre Nora, qui se dit « épouvanté » par cette « formidable régression ». ■

JEAN-BAPTISTE DE MONTVALON

THE TIMES MONDAY OCTOBER 16 2006

Turkey may be waiting at Europe's door for 20 more years

By David Charter in Brussels

THE timetable for Turkey to join the EU appeared to slip yesterday when José Manuel Barroso, President of the European Commission, gave his most pessimistic view of the country's progress towards membership since formal talks began a year ago.

Senhor Barroso said that it could be up to 20 years before Turkey joined as he highlighted a slowdown in vital reforms as he prepared the ground for a critical assessment report.

Turkey's case has suffered blows in recent weeks, including last week's vote by French deputies to criminalise denial of the First World War Armenian genocide, an event never recognised as such by Ankara.

While Senhor Barroso has made clear that this is not a criterion for EU membership, he

gave a clear signal that Turkey was failing to meet formal demands that include guarantees for freedom of speech and greater civilian control over the military. He told the BBC: "We are concerned about Turkey because the pace of reforms is rather slow from our point of view. I believe it would be great to have Turkey if Turkey respects all the economic and political criteria.

"This is not yet the case. It is a country that comes from a different tradition. There are efforts in the right direction but nowadays there is news that is not encouraging in terms of them coming closer to us."

This was a warning to expect a bleak assessment by Olli Rehn, the EU Enlargement Commissioner, who is due to give an update on Turkish efforts to prepare for the 35 EU entry criteria on November 8.

When formal talks began

with Ankara last year, Mr Rehn spoke of "about 10 to 15 years timeframe" before conditions would be right. Senhor Barroso has been reluctant to put his own target on the process but yesterday showed how much Turkey's case had slipped in 12 months, saying: "We cannot expect Turkey to become a member in less than 15 to 20 years."

His assessment will provoke fresh concern in Ankara, which is coming under intense pressure to step up reform and, in particular, to resolve its blockade of vessels from Cyprus.

A failure to do so before the end of the year could lead to a suspension of the formal EU accession talks. But before a

Turkish general election next year Recep Tayyip Erdogan, the Prime Minister, is said to have refused to give any further concessions while Turkish northern Cyprus remains unrecognised by the international community.

Mr Rehn spoke in the summer of the need to avoid a "train crash" in Turkish accession negotiations. Austria and France want to hold national referendums on further enlargement, adding to the hurdles that Turkey must overcome.

Speaking before Senhor Barroso's remarks, Mr Erdogan said yesterday that Jacques Chirac, the French President, had expressed his regret to him over the Bill. "Because of certain narrow-minded deputies, the France we know as a country of liberties is forced to live with this shame," Mr Erdogan said. The Bill, opposed by M Chirac's party, was ap-

'It would be great to have Turkey if she respects all the economic and political criteria'

proved at first reading by the National Assembly but without government backing is unlikely to become law.

Turkish business and consumer groups have threatened to boycott French products.

Miguel Ángel Moratinos, the Spanish Foreign Minister, met his Turkish counterpart yesterday for talks backed by the EU on resolving the Cyprus issue.

Senhor Barroso is expected to tell Tony Blair at a meeting today that the Commission recommends that EU states do not restrict immigration from new members during a seven-year transition period, even though they have the right.

Britain has said that there will be some restrictions after the arrival of large numbers of Polish workers after Poland's entry in 2004.

Yesterday Senhor Barroso said: "If you look at the past, there was a fear that Spanish workers would be flooding all over Europe. You know what happened? Exactly the opposite. I can tell that Poland can be a new Spain in some years. The growth of these countries is really impressive," he said.

LE FIGARO samedi 14 - dimanche 15 octobre 2006

Londres s'éloigne de Washington sur l'Irak

GOLFE

Depuis quelques mois, la Grande-Bretagne amorce un changement de stratégie vis-à-vis de l'Irak, laissant percer des désaccords de plus en plus nombreux avec Washington.



Le chef d'état-major de l'armée britannique a provoqué une tempête hier en souhant, dans une interview au *Daily Mail*, le retrait rapide des troupes déployées aux côtés des forces américaines en Irak. Downing Street n'a voulu voir aucune divergence avec le premier ministre Tony Blair, affirmant que celui-ci maintenait son

« soutien total » au général Richard Dannatt, qui est en fonctions depuis à peine deux mois. Mais ses propos (voir encadré), d'une franchise sans précédent pour un haut responsable militaire, ont été immédiatement perçus comme un coup direct porté à Tony Blair, qui vit ses derniers mois au pouvoir.

Londres

COINCÉ en Écosse, où il participait à un sommet sur l'Irlande du Nord, Tony Blair a passé la nuit de jeudi à vendredi au téléphone, cherchant la meilleure stratégie à adopter face aux propos ravageurs du chef d'état-major de l'armée, le général Sir Richard Dannatt. La Maison-Blanche aurait même proposé d'intervenir directement sur la question, ce que le premier ministre aurait catégoriquement refusé, ont rapporté les médias britanniques.

« Le général jouit du soutien in-

conditionnel du premier ministre », a finalement été la réaction du 10, Downing Street, plutôt surprenante après le jugement sévère porté par le général sur la politique étrangère de la Grande-Bretagne.

« Caniche de Bush »

« Pourtant, Tony Blair n'avait pas vraiment le choix », estime James Auger, expert en relations internationales à l'institut de recherche Global Insight. « Le conflit en Irak a toujours été impopulaire

auprès du public britannique et il n'y a pas de doutes sur le fait que l'influence de Tony Blair diminue peu à peu, juge-t-il. Il a été le champion de la relation américano-britannique et les ministres, comme les militaires, ont souvent tenu leur langue sur ce qu'ils pensaient vraiment. Aujourd'hui, avec la perspective de son départ proche du pouvoir (d'ici un an), ils se sentent plus libres d'exprimer leurs opinions », ajoute-t-il.

L'union sacrée affichée par Tony Blair et George W. Bush depuis le lancement de l'offensive en Irak en 2003 a en effet subi des accrocs au cours des derniers mois. Le premier ministre britannique a, à plusieurs reprises, demandé la fermeture rapide du camp de détention américain de Guantanamo Bay et régulièrement envoyé au feu ses ministres pour relayer ses critiques. Margaret Beckett, le secrétaire au Foreign Office a ainsi, pas plus tard que jeudi, estimé que « la poursuite de la détention sans procès de prisonniers est inacceptable en termes

de droits de l'homme, mais également inefficace en termes de contre-terrorisme ».

Ces critiques ont reçu l'approbation de Tony Blair « dans la mesure où il est obsédé par l'idée de prouver avant son départ qu'il n'est pas le caniche de George Bush », estime pour sa part l'expert Jonathan Eyal, du Royal United Services Institute (RUSI) spécialisé dans les

questions de défense et de stratégie. Cette critique a en effet été adressée à la diplomatie du premier ministre tout au long de son mandat, « mais sur l'Irak, Tony Blair est coincé. Il ne peut prendre de décisions radicales, comme un désengagement, car ce serait désavouer l'ensemble de sa politique étrangère », explique l'expert. D'où ses déclarations passionnées lors du congrès annuel du Parti travailliste, fin septembre à Manchester, où il avait assuré que « se retirer maintenant d'Irak reviendrait à commettre un acte lâche de reddition ».

Intérêts électoraux

Mais le fait que le ministère de la Défense ait autorisé le général Dannatt, très respecté au sein de l'armée et réputé pour son franc-parler, à donner une interview, est révélateur. « Depuis quelques mois, les militaires du Pentagone comme ceux de Londres commencent à dire de plus en plus clairement que notre présence en Irak constitue une partie du problème et réclament une stratégie de sortie claire », note Jonathan Eyal. La multiplication des

pertes des soldats britanniques – 27 depuis le début de l'année, 119 depuis 2003 (sur 7.000 hommes déployés) – accentue le malaise dans l'opinion publique.

La prise de distance de Londres avec Washington s'est traduite aussi par une série de fuites récentes

révélant que le chancelier de l'Échiquier, Gordon Brown, pressenti pour être le successeur de Blair au Parti travailliste, n'aurait soutenu le conflit en Irak que du bout des lèvres en 2003. Et David Cameron, le chef des conservateurs, pourtant traditionnellement très attachés à l'alliance transatlantique, prône désormais une relation « équilibrée » avec les États-Unis, mais exempte de tout signe « d'amitié servile ».

Les deux hommes, qui se disputent probablement aux prochaines élections, prévues d'ici 2009, le poste de premier ministre, « sont pourtant tous les deux atlantistes mais guidés par des intérêts électoraux », juge Jonathan Eyal, qui rappelle que ni Gordon Brown ni David Cameron n'affichent la moindre velléité de s'impliquer davantage dans l'unification européenne. Mais « tous deux ne peuvent négliger le fait que la relation transatlantique est devenue, pour la première fois en plusieurs dizaines d'années, un problème majeur dans le débat politique en Grande-Bretagne », ajoute M. Eyal. « Gordon Brown, s'il succède bien à Tony Blair, ou David Cameron, s'il est élu, devra instaurer une certaine distance avec les États-Unis. Ils ne pourront décemment poursuivre la politique de Blair. La question est, jusqu'où pourront-ils aller sans dommages ? »

SONIA STOLPER

« Notre présence exacerbe les difficultés »

Voici les propos du chef d'état-major britannique, le général Richard Dannatt, dans un entretien au *Daily Mail* publié hier :

« La campagne militaire que nous avons menée en 2003 consistait de fait à enfoncer la porte. Si nous bénéficions d'un certain consentement au début, ce dernier s'est transformé en simple tolérance et, ensuite, en grande partie, en intolérance. C'est un fait. Je ne dis pas que les difficultés que nous connaissons dans le monde en-

tier découlent de notre présence en Irak mais il ne fait aucun doute que notre présence en Irak les exacerbe. L'intention initiale était de mettre en place une démocratie libérale qui serve d'exemple pour la région, qui soit pro-occidentale et qui puisse avoir un effet bénéfique sur l'équilibre au Proche-Orient. (...) Je ne crois pas que nous soyons en train d'y parvenir. Je crois que nous devrions réviser à la baisse notre ambition. »

In Iraq, a new level of threat to Christians

Pope's comments still reverberate

By Michael Luo

BAGHDAD: The blackened carcasses of five cars still sit in front of the Church of the Virgin Mary here, stark reminders of a bomb blast that killed two people after a recent Sunday Mass.

In the northern city of Mosul, a priest from the Syriac Orthodox Church was kidnapped last week. His church complied with his captors' demands and put up posters denouncing recent comments made by the pope about Islam, but he was killed anyway.

The police found his beheaded body on Wednesday.

Muslim fury over Pope Benedict XVI's public reflections on Islam in Germany a month ago has subsided elsewhere, but repercussions continue to reverberate in Iraq, bringing a new level of threat to an already shrinking Christian population.

Several extremist groups threatened to kill all Christians unless the pope apologized. Sunni and Shiite clerics united in the condemnation, calling the comments an insult to Islam and the prophet. In Baghdad, many churches canceled services after receiving threats. Some have not met since.

"After the pope's statement, people began to fear much more than before," said the Reverend Zayya Edward Khossaba, the pastor of the Church of the Virgin Mary. "The actions by fanatics have increased against Christians."

Christianity took root here near the dawn of the faith 2,000 years ago, making Iraq home to one of the world's oldest Christian communities. The country is rich in biblical significance: scholars believe the Garden of Eden described in Genesis was in Iraq; Abraham came from Ur of the Chaldees, thought by many to be in Iraq.

Both Chaldean Catholics and Assyrian Christians, the country's largest Christian sects, still pray in Aramaic, the language of Jesus.

They have long been a tiny minority amid a sea of Islamic faith. But under Saddam Hussein, Iraq's million or so Christians for the most part co-existed

peacefully with Muslims, both the dominant Sunnis and the majority Shiites.

But since his downfall, their status here has become increasingly uncertain,

first because many Muslim Iraqis framed the American-led invasion as a modern crusade against Islam, and second because Christians traditionally run the country's liquor stores, anathema to many religious Muslims.

Over the past three and a half years, Christians have been subjected to a steady stream of church bombings, assassinations, kidnappings and threatening letters slipped under doors.

Estimates of the resulting Christian exodus vary from the tens of thousands to over 100,000, with most heading for Syria, Jordan and Turkey. Over all, Iraqi officials said recently, almost 900,000 Iraqis have left for Iran, Syria and Jordan since the war began.

The number of Christians who remain is also uncertain. The last Iraqi census, in 1987, counted 1.4 million Christians, but many left during the 1990's when sanctions squeezed the country. Yonadam Kanna, the lone Christian member of the Iraqi Parliament, estimated the current Christian population at roughly 800,000, or about 3 percent of the population. A Chaldean Catholic auxiliary bishop, Andreos Abouna, told a British charity over the summer that there were just 600,000 left, according to the Catholic News Service.

At the Church of the Virgin Mary, Father Khossaba showed a visitor the baptism forms for parishioners leaving the country who need proof of their religious affiliation for visas.

Some weeks he has filled out more than 50 of the forms.

Attendance on Sundays has dwindled to four dozen or so, he said; it used to be more than 500 on average, and on Easter Sundays, before the collapse of the Saddam government, more than 1,500. Not all the missing members have left, of course; some simply pray at home on Sundays because of fears for their safety.

Many Christians have taken refuge in Ain Kawa, a small town outside of the Kurdish city of Erbil, which has become an oasis for Christians, said the Reverend Yusuf Sabri, a priest at St. Joseph's

Chaldean Catholic Church in the northern city.

A Christian man with Baghdad license plates on his car who asked not to be identified said he had just arrived in Ain Kawa to inquire about moving there. A leaflet had been left at his home demanding he leave in three days. It bore the signature of Muhammad's Army, a Sunni insurgent group.

"They regarded me as an agent for the crusaders," he said.

Mosul, near the historic heart of Christianity here, has also become increasingly dangerous. The recently murdered priest, the Reverend Boulos

Iskander Behnam, is just the latest member of the Christian community to be kidnapped or killed there.

Conditions have been especially bleak for Christians in Basra, the southern city that is dominated by radical Shiite militias. Christian women there often wear Muslim head scarves to avoid harassment from religious zealots trying to impose a strict Islamic dress code. After the pope's statement, an angry crowd burned an effigy of him.

Dora, a neighborhood in southern Baghdad that was once heavily populated by Christians and has been plagued by sectarian violence, has now been mostly emptied of them. Christians were singled out there by insurgents who accused them of being friendly with the occupying Americans.

"They are Christian, we are Christian," said one holdout, who asked to be identified only by her first name, Suzan. "They think most likely we know each other well."

Two priests were kidnapped over the summer in Dora, although both were released, one after nearly a month.

Oddly, before the pope's comments, as sectarian violence has escalated in Baghdad in the past year, some said the situation might have actually improved for Christians as Muslim militants turned their attention on one another.

The New York Times

Wisam H. Habeeb and Khalid al-Ansary contributed reporting from Baghdad, and an Iraqi employee of The New York Times from Mosul.

**'After the pope's
statement, people began
to fear much more
than before.'**

Turks seething over French bill

By Dan Bilefsky

Dispute taints pride over Nobel honor

ISTANBUL: Anger over the French Parliament's approval of a bill making it a crime to deny that Armenians were victims of genocide is so potent here that even national pride in the news that the novelist Orhan Pamuk had been awarded a Nobel Prize was tinged with resentment.

"A great moment for Turkey has been made sour," Sinan Ulgen, a Turkish commentator, said over the weekend. "That it happened on the same day the French law was adopted is seen by some as a slap in the face."

Pamuk went on trial in January on charges of "insulting Turkishness" after he said in comments published in a Swiss newspaper that one million Armenians had died in Turkey during

World War I. The case was later dismissed on a technicality. While Pamuk's status as a cultural hero in Turkey has been cemented by the Nobel Prize, he remains a nemesis to many critics for drawing worldwide attention to a historical taboo that many Turks would like to forget.

About 100 demonstrators gathered outside the French consulate in Istanbul on Sunday, several pelting it with eggs to protest the French bill, which was approved Thursday by the National Assembly and now goes to the Senate.

"The EU wants any excuse to keep out Muslim Turkey, and the Armenia issue is just the latest example," Ozgur Tufan, a 30-year-old social worker, said as she passed the barricaded consulate. A policeman added, "Some Turks now want to make France an enemy."

Ankara has rejected calls for an all-out boycott of French goods, but Turkish officials say some lawmakers are considering retaliatory measures, including blocking French defense and energy companies from bidding for Turkish contracts. Ordinary Turks speak of making their own symbolic protests, like selling their Peugeots.

Such talk reflects the visceral indignation over what many Turks see as the hypocrisy of France, a country that they say purports to uphold free speech but is using the genocide bill to try to limit it.

Pamuk captured the national mood Friday when he said, "Freedom of expression is a French discovery, and this law is contrary to the culture of freedom of expression."

Turkey acknowledges that a large number of Armenians died during the collapse of the Ottoman Empire in World War I, but it rejects the contention that the deaths constitute genocide. Armenians argue that as many as 1.5 million of their ancestors were victims of a systematic genocide between 1915 and 1923. The topic is so sensitive here that it is largely glossed over in official history books.

Beyond reopening a historical



Fatih Saribas/Reuters

Turkish riot policemen raised their shields to hold back protesters who pelted the French consulate with eggs in Istanbul on Sunday.

wound, analysts say, the consequences of the French law could go far deeper — undermining Turkey's political reforms, which are already on shaky ground, and intensifying a backlash against the European Union at a time when support for joining the bloc has reached an all-time low. The EU has been pressing Turkey to improve its human rights record,

in particular insisting that Ankara remove an article from its penal code that has led to the prosecution of Turks for insulting Turkish identity.

French officials say President Jacques Chirac is fuming over the French bill, which he fears could divide his already squabbling conservative party while pushing Turkey away from democratic reforms. On Saturday, Chirac telephoned Prime Minister Recep Tayyip Erdogan to say he understood why Turks were so upset.

But Chirac and the two leading contenders to replace him as president — Nicolas Sarkozy and Ségolène Royal — have also called for Turkey to acknowledge the Armenian genocide, or risk undermining its chances of joining the European Union.

Such demands have done little to mollify the growing anger here.

Many Turkish critics of the French bill warn that the measure could backfire by playing into the hands of nationalists who argue that reforms, including laws encouraging free speech and better rights for minorities, are a step too far.

The author Elif Shafak, who was recently put on trial because characters in her latest novel, "The Bastard of Istanbul," say that the Armenians were massacred, contends that the French law risks emboldening forces in Turkey "who staunchly oppose Turkey's EU bid and would like to keep the country as

'A great moment for Turkey has been made sour.'

an insular, xenophobic nation cut off from the West."

The French legislation has already strengthened nationalist voices and weakened the governing Justice and Development Party of Erdogan, who has referred to the French bill as a "systematic lie machine" and is pressing for difficult, economic and political reforms before an election year.

Following the bill's adoption, Onur Oymen, deputy leader of the opposition Republican People's Party, and Sukru Elekdag, a former ambassador to Washington, called for Turkey to retaliate by deporting 70,000 Armenian residents living in Turkey.

The Turkish Parliament's Justice Committee, meanwhile, has discussed a retaliatory law that would make it illegal to deny that France was responsible

INTERNATIONAL
Herald Tribune
October 16, 2006

for a colonial-era genocide in Algeria, which France ruled from 1830 to 1962.

Others, however, including prominent members of the Justice and Development Party, have pleaded for restraint. Addressing a town hall meeting in Gocek, a seaside town on Turkey's southern coast, Egemen Bagis, a Justice and Development lawmaker and a senior adviser to Erdogan, told the crowd that it should not "match France's mistake" by caving in to intolerance.

Bagis added that the adoption of the bill reflected the limits of Turkish immigrants in France. Many here question why France's small but influential Armenian population was able to lobby in favor of the bill while France's unassim-

ilated Turks looked on.

"This is a mistake for France, but it is also our mistake," Bagis told the crowd, "While Armenians can influence the debate, Turks have not assimilated as much as the Armenians, and they need to be active players in France by being more integrated."

But Ismet Yilmazer, an 80-year old nightclub owner, retorted that democracy was "upside down if a country like France, with more than 60 million people, adopts a law to get the vote of 450,000 French Armenians."

Turkish officials said the law had a particular sting in a country whose founder, Kemal Ataturk, had modeled the modern Turkish Republic on

France, insisting, like France, on a separation between religion and the state.

"It is unacceptable that France, the country of 'Égalité, Fraternité, Liberté' should tell us what we can and cannot say," said Zeynep Damla Gurel, a lawmaker from the opposition Republican People's Party. "It's not for another country to dictate to us our history."

International Herald Tribune

U.S. troop deaths rise in Baghdad crackdown

52 from military are killed this month

By Kirk Semple

BAGHDAD: The U.S. military command said Sunday that three American soldiers had died a day earlier when a concealed bomb was detonated near their patrol in southern Baghdad, bringing the total of American troop deaths in Iraq this month to at least 52, an extraordinarily high mid-month tally.

At the current rate of U.S. military deaths — about 3.5 per day — October is on track to be the third deadliest month of the entire conflict for American forces, according to Iraqi Coalition Casualty Count, an independent Web site

that tracks war-related casualties.

Violence erupted around Iraq on Sunday. In a deadly spate of attacks in the northern city of Kirkuk, six bombs, all apparently coordinated, exploded within a few hours in the northern city of Kirkuk, killing at least 17 people and wounding 73 others, according to police officials. At least three of the blasts were suicide car bombs, the officials said.

The rising American death toll, which comes in spite of improvements in armor and other defenses, follows a recent decision by the U.S. military to raise the profile of American troops in Baghdad and increase their combat operations.

Beginning last year, U.S. commanders reduced the number of American patrols and pushed Iraqi forces to take more responsibility for securing the capital.

But in late-July, amid escalating sectarian violence that threatened to engulf the city and shove the country into full-

scale civil war, U.S. commanders decided to reverse their strategy, shift thousands of American troops to the capital from elsewhere in the country, and abandon a plan to significantly reduce troop strength by the end of the year.

A cornerstone of the new approach has been the house-to-house sweeps of the capital's most troubled areas, intended to ferret out militia networks, fighters and armaments. Simultaneously, the U.S. and Iraqi military have been more aggressive in pursuing Shiite death squads, including elements of the Mahdi Army, the militia that loosely operates under the authority of the cleric Moktada al-Sadr.

Since the neighborhood sweeps began at the beginning of August, guerrilla attacks — against military and civilian targets alike — have risen about 23 percent across the capital, according to military statistics.

Major General William Caldwell, a senior U.S. military spokesman here, attributed the spike — and the resulting American troop deaths — to the military's retooled strategy.

"We are out more aggressively engaged in the city at this point than we were just a month ago," he said at a news conference Thursday.

According to Iraqi Coalition Casualty Count, which collates statistics distributed in Pentagon press releases, the number of American deaths in Baghdad has sharply increased since the American-led crackdown began.

In August, 20 American troops died in the capital, up from 12 in July and 15 in June. The number rose again last month, to 28.

The New York Times

John F. Burns contributed reporting from Baghdad and an Iraqi employee of The Times contributed from Kirkuk.



Slahaldeen Rasheed/Reuters

Mayhem in Kirkuk

U.S. soldiers and Iraqi police officers Sunday in Kirkuk, Iraq, after a suicide car bomb attack. At least 83 people were killed in weekend violence

Génocide arménien : le Parlement turc dénonce l'attitude de la France

Après le vote à Paris d'un projet de loi pénalisant la négation du génocide arménien, les protestations se multiplient en Turquie. Les appels au boycott inquiètent le patronat français

ISTANBUL
CORRESPONDANTE

Un restaurateur turc qui ne veut plus de Français à sa table, une Légion d'honneur et une médaille du Mérite renvoyées à l'ambassade de France à Ankara, des milliers d'appels au boycott des produits français – mais pas de mesures de rétorsion gouvernementales : c'est le bilan des effets de la colère turque après l'adoption par les députés français, le 12 octobre, de la proposition de loi qui pénalise le déni du génocide arménien.

Réuni pour définir sa réaction, le Parlement turc a voté, mardi 17 octobre, à Ankara, un texte qui promet « des dommages irréparables aux liens politiques, économiques et militaires entre la France et la Turquie » au cas où la proposition de loi devait être un jour adoptée. Mais aucune mesure de rétorsion immédiate n'a été préconisée, contrairement à ce que les médias turcs avaient laissé entendre.

Ces derniers ont fini par tenir compte des réserves qui se sont manifestées en France sur la proposition de loi – elle prévoit de punir d'un an de prison et d'amendes s'élevant jusqu'à 45 000 euros quiconque nierait la réalité du « génocide » commis contre les Arméniens dans l'Empire

ottoman – réalité déjà reconnue en France en 2001 par une loi. Ces réserves ont été exprimées par le président de la République lui-même, dans un appel téléphonique, le 14 octobre, au président turc Recep Tayyip Erdogan, mais aussi par le gouvernement et une partie des médias. Relevant qu'il a été voté par moins d'un cinquième des députés, les Turcs veulent croire que le projet a peu de chances d'être adopté, du moins tant que ses initiateurs socialistes sont dans l'opposition.

Situation jugée « inquiétante »

La résolution adoptée, mardi, par le Parlement turc, menace néanmoins de sanctions et marque la « surprise de voir la France en position de décideur lorsqu'il s'agit d'événements historiques liés à la Turquie, alors qu'elle a préconisé de laisser ce rôle aux historiens dans les cas où ses propres actions ont fait plus d'un million de morts en Algérie, Indochine, Madagascar et autres pays d'Afrique ». Les députés ont rappelé la proposition turque de former une commission conjointe d'historiens sur le sujet – proposition qualifiée d'« importante » par le commissaire européen à l'élargissement, Olli Rehn, mais rejetée par l'Arménie.

« La France a perdu sa position privilégiée en Turquie (...) à cause de simples visées électoralistes », a affirmé le ministre des affaires étrangères Abdullah Gül. « Au lieu d'accuser la Turquie de génocide, [elle] devrait s'excuser pour son rôle dans les massacres (...) commis par les Arméniens qui avaient cru aux promesses françaises de créer une Arménie indépendante » en Anatolie du Sud-Est, a dit le minis-

tre, qui a promis de « faire tout ce qui est possible en droit international » pour empêcher l'adoption du projet de loi.

En attendant, l'image de la France comme avant-garde des ennemis de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne a été renforcée. L'Hexagone devrait le payer lors des attributions de grands contrats dans le domaine militaire et la construction de centrales nucléaires, et d'autres, pour un total de près de 4 milliards d'euros de projets en cours.

Les échanges commerciaux, qui se sont élevés, en 2005, à 8,2 milliards d'euros, pourraient aussi souffrir. Des chambres de commerce ou d'industrie, dont celle d'Ankara, appellent à boycotter les produits français, de même que des dizaines de sites Internet, créés pour l'occasion.

En France, la présidente du Medef, Laurence Parisot, a qualifié, mardi, à Bruxelles, la situation d'« inquiétante ». Critiquant le projet de résolution du Parlement français, elle a souligné qu'« une réaction trop vive des autorités ou des responsables économiques turcs peut être très préjudiciable pour la santé des entreprises françaises » – beaucoup sont implantées en Turquie ou exportent vers ce pays. Elle a rencontré, le même jour, le président du patronat turc, le Tüsiad, à l'occasion d'une réunion de l'Umice, organisation patronale européenne.

Une note de nature à la rassurer a été donnée par l'association des investissements étrangers Yased : elle a appelé à la modération « pour ne pas pénaliser les 65 000 employés turcs » des entreprises françaises implantées en Turquie. ■

SOPHIE SHIHAB

FRANCE-TURQUIE LOI SUR LE GÉNOCIDE ARMÉNIEN

M. Chirac exprime ses regrets à M. Erdogan

DEUX JOURS après le vote en première lecture, par les députés français, d'une loi pénalisant la négation du génocide arménien, Jacques Chirac a téléphoné, samedi 14 octobre, au premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, pour lui exprimer ses regrets. La teneur de leur conversation a été rapportée par M. Erdogan en ces termes : « [Le président] Chirac m'a appelé pour me dire qu'il est désolé (...), qu'il pense que nous avons raison, et qu'il fera tout ce qu'il pourra pour la suite du processus. »

M. Chirac avait exprimé son opposition au projet de loi lors d'une visite en Arménie, le 30 septembre. Rappelant que la France avait reconnu en 2001 le génocide arménien, il avait déclaré que le nouveau projet de texte législatif relevait « plus de la polémique que de la réalité juridique ». Le président français avait toute-

fois affirmé, le même jour, que la Turquie serait « bien inspirée » de reconnaître le génocide arménien si elle souhaitait rejoindre un jour l'Union européenne.

L'appel téléphonique de M. Chirac visait à calmer la vague de colère suscitée en Turquie par le vote du texte par les députés français. M. Erdogan lui-même l'a qualifié de « grande honte, et tache noire pour la liberté d'expression ». Il s'est dit prêt à envisager les « mesures nécessaires » contre des intérêts économiques français en Turquie, ajoutant toutefois qu'il agirait « avec calme ».

Le ministre turc des affaires étrangères, Abdullah Gül, a estimé que la loi portait « profondément préjudice aux relations franco-turques », et exprimé le souhait que les « dirigeants et hommes politiques français » empêcheraient qu'elle

soit adoptée définitivement. A Istanbul, une centaine de manifestants ont lancé, dimanche, des œufs sur la façade du consulat de France. Les réactions ont été d'autant plus vives en Turquie que le vote du texte français est intervenu au moment où l'écrivain turc Orhan Pamuk, qui a été poursuivi en Turquie pour ses propos sur le génocide arménien, recevait le prix Nobel de littérature.

De longue date, M. Chirac se dit convaincu de la « vocation européenne » de la Turquie. Il a évoqué, lors de sa conversation avec M. Erdogan, le contexte de politique intérieure dans lequel le projet de loi français a surgi, et émis le souhait que cela ne nuise pas aux relations bilatérales avec la Turquie, perçue comme un partenaire important. ■

NATALIE NOUGAYRÈDE

Le Monde
Mardi 17 octobre 2006

Le Monde
18 octobre 2006

Etats-Unis George Bush attend le « rapport Baker »
sur la crise irakienne et l'engagement américain

La stratégie en Irak, enjeu des élections au Congrès

WASHINGTON
CORRESPONDANTE

James Baker réussira-t-il à sortir le président George Bush de l'impasse irakienne ? A trois semaines d'élections parlementaires, que certains observateurs voient comme un « référendum sur l'Irak », l'ancien secrétaire d'Etat est omniprésent dans les médias, accréditant l'idée que le changement de politique en Irak est peut-être moins éloigné que les démentis – de moins en moins catégoriques – du président Bush ne le laissent penser.

M. Baker fait surtout la promotion de son livre, une autobiographie où il fait partager aussi bien son émotion d'avoir découvert qu'il avait des cousins africains-américains que son goût pour la chasse à la caille, un passe-temps qu'il partage avec le père de l'actuel président.

Mais il est aussi amené à parler de l'Irak. Depuis le 15 mars, M. Baker, 76 ans, copréside une commission chargée de recommander une issue à la présence américaine en Irak, le « groupe d'études sur l'Irak ». Sa commission est bipartite : cinq républicains, cinq démocrates. On y trouve aussi bien l'ancienne

juge de la Cour suprême Sandra Day O'Connor que l'ex-secrétaire à la défense William Perry et deux proches de l'ancien président Bill Clinton, Vernon Jordan et Leon Panetta. Elle a interrogé plus de 200 personnes, dont les responsables irakiens et américains, des journalistes, des ONG, l'ambassadeur syrien à Washington...

Dans ses entretiens, M. Baker répète que la commission n'a pas fini de rédiger son rapport, qu'elle n'exclut ni ne privilégie aucune formule, et surtout qu'elle n'entend pas rendre publiques ses recommandations avant les élections du 7 novembre, dans lesquelles les républicains jouent leur majorité. « Dans le feu de la campagne, tout ce que nous pourrions présenter serait vu comme avantageant un camp ou un autre », a-t-il expliqué à la radio publique NPR.

Mais ses apparitions ont suffi pour faire naître les soupçons chez les démocrates. Ce n'est pas la première fois que M. Baker est chargé d'une mission délicate par la Maison Blanche. A l'heure où les

M. Baker est accusé
de faire passer le
message qu'il n'est
pas nécessaire
de voter démocrate
pour changer de
politique irakienne

partenaires occidentaux rechignaient à alléger la dette irakienne, il a négocié avec une douzaine de pays et obtenu une réduction de 80 %.

Cette fois, M. Baker est accusé de faire passer auprès des électeurs le message insidieux qu'il n'est pas nécessaire de voter démocrate pour obtenir un changement de politique en Irak. Conscient des critiques, il a préféré annuler plusieurs entretiens, a affirmé le *Los Angeles Times*. L'épisode traduit l'impatience de la classe politique – et de l'électorat – par rapport à un conflit qui est revenu au premier plan, avec un nombre de victimes américaines plus élevé que les mois précédents (76 tués en septembre, 58 pour les deux premières semaines d'octobre).



La Maison Blanche n'ose plus employer l'expression « garder le cap ». Depuis que le sénateur John Warner, un influent républicain, est revenu d'Irak en prévenant que le pays allait « de travers », M. Bush affiche sa flexibilité. « Nous faisons constamment des changements » de stratégie, a-t-il affirmé.

Selon le *Los Angeles Times*, deux options seraient principalement étudiées par

M. Baker : une stabilisation de Bagdad, en demandant l'appui de la Syrie et de l'Iran, ou un retrait graduel sur des bases situées autour de l'Irak. De là, les forces américaines pourraient « frapper les organisations terroristes n'importe où dans la région ».

M. Baker s'est déclaré plutôt hostile à une formule de division de l'Irak en trois parties, ainsi qu'à un retrait immédiat, qui, selon lui, « entraînerait la guerre civile la plus grande que l'on ait jamais vue »

avec des interventions de la Turquie, de l'Iran et de la Syrie. Il a jugé utile de « parler à ses ennemis » et rappelé qu'il avait lui-même effectué 15 voyages à Damas lorsqu'il était secrétaire d'Etat.

La Maison Blanche a essayé, lundi, de faire taire les spéculations. Le président Bush a appelé le premier ministre irakien Nouri Al-Maliki pour l'assurer que le soutien des Etats-Unis reste inchangé. ■

CORINE LESNES

Saddam appelle les Irakiens à préserver « un Irak fort et uni »

Dans une lettre ouverte aux Irakiens, l'ancien président Saddam Hussein a appelé, lundi 16 octobre, de sa prison, la « résistance » à être « juste dans son djihad ». La « résistance contre l'occupant est un droit et un devoir », écrit-il, ajoutant que « la victoire contre l'occupant maléfique et ses laquais » est certaine.

Le raïs déchu appelle les Irakiens à préserver les principes « pour lesquels vous avez combattu dans le passé » : un « Irak fort, uni et indivisible, formé d'Arabes, de Kurdes, de toutes les religions et communautés ». Saddam Hussein, jugé pour le meurtre de 148 chiites de Doujaïl en 1982, encourt la peine de mort. La date du verdict doit être fixée le 5 novembre. Par ailleurs, le frère du procureur général dans le procès de l'ex-raïs pour génocide contre les Kurdes a été assassiné, lundi, à Bagdad.

M. Bush opposé à la partition en trois régions

Le président américain, George Bush, s'est déclaré opposé, lundi 16 octobre, à une partition de l'Irak en trois régions autonomes. « Cela créerait une situation dans laquelle les sunnites [rivaliseraient] avec les extrémistes radicaux, et les Kurdes [causeraient] des problèmes avec la Turquie et la Syrie », a-t-il dit dans un entretien à la chaîne de télévision Fox News. « Vous vous retrouverez avec un désordre plus grand encore », a-t-il ajouté.

Le Parlement irakien a adopté le 11 octobre une loi érigeant le pays en Etat fédéral, en dépit de l'opposition des députés sunnites. La loi ne pourra cependant pas s'appliquer avant dix-huit mois, le temps de procéder à une révision de la Constitution susceptible d'apaiser les sunnites.

La Maison Blanche a affirmé que les propos de M. Bush contre une partition ne devaient pas être interprétés comme une mise en garde contre cette loi.

Le débat sur la partition de l'Irak a rebondi aux Etats-Unis, notamment depuis que le sénateur démocrate Joseph Biden s'est prononcé pour une organisation fédérale afin de mettre fin aux violences intercommunautaires. Il propose de « donner aux Kurdes, aux chiites et aux sunnites leur propre région », un gouvernement central restant chargé des « intérêts communs », tels que la sécurité aux frontières et les revenus du pétrole.

IRAK
La guérilla sunnite proclame un « Etat islamique d'Irak »
BAGDAD. La guérilla sunnite irakienne, chapeautée par la branche irakienne d'Al-Qaïda, a annoncé la création de l'« Etat islamique d'Irak », en réponse à l'adoption par le Parlement d'une loi créant un Etat fédéral. « Le *Hilf Al-Motaiyabin* (Alliance des embaumés) annonce la création et l'établissement de l'Etat islamique d'Irak », et invite les sunnites de ce pays à « faire allégeance à l'émir des croyants, l'honorable cheikh Abou Omar Al-Baghda-di », a proclamé un représentant du groupe s'exprimant dans une vidéo diffusée, dimanche 15 octobre, par la chaîne de télévision qatarie Al-Jazira. Ce cheikh, inconnu jusqu'ici, serait le guide du nouvel Etat, proclamé « à Bagdad, Al-Anbar, Diyala, Kirkouk, Salaheddine, Ninive et des parties des provinces de Babylone et Wasset », les régions du « triangle sunnite ». - (AFP.)



La joie de jeunes Irakiens devant un véhicule en feu de l'armée britannique, frappé par une roquette, lundi 16 octobre, à Bassora, au sud de l'Irak. Le même jour, la police a annoncé la découverte, à Bagdad, de 67 corps, victimes de vio-

lences communautaires. Deux voitures ont explosé dans le quartier à majorité chiite d'Ur, tuant 20 personnes. Une autre voiture piégée a fait 15 victimes à Saouira, à 60 km au sud de la capitale. Au moins 50 personnes ont été tuées, lundi, en Irak.

IRAK

La partition, une idée qui progresse dans les têtes

La semaine dernière, le Parlement irakien a adopté le principe du fédéralisme. Et, à Washington, on réfléchit sérieusement à la division du pays en trois entités, déplore le quotidien panarabe *Al-Hayat*.

AL-HAYAT

Londres

Le gouvernement des Etats-Unis assure que l'armée irakienne pourra bientôt assurer seule la sécurité dans le pays et prendre ainsi la relève des troupes américaines. Cette vision des choses est conforme aux attentes de l'opinion publique américaine, qui souhaite une réduction de l'engagement militaire américain en Irak. Pourtant, cette assurance est de pure façade. En réalité, à la Maison-Blanche, on envisage toutes les hypothèses, y compris la partition de l'Irak.

Les stratèges américains ont dès le début traité la question irakienne en partant du postulat simpliste que ce pays était composé de trois entités que seule la contrainte a amenés à cohabiter au sein d'un même Etat, à savoir le "Nord kurde", le "Centre sunnite" et le "Sud chiite". Il ne s'agit pas de rejeter en bloc ce postulat mais de montrer qu'il occulte totalement l'extrême diversité existant au sein même de chacune de ces régions. Le Nord est loin de se limiter à la "kurdité", et l'appartenance confessionnelle sunnite ou chiite ne suffit pas davantage à déterminer les identités au sein de la société irakienne. Pareil découpage fait fi des appartenances multiples de chaque individu, de chaque ensemble, et, pour finir, de l'Irak tout entier. Il les enferme dans une identité unique, à l'exclusion de tout autre critère – de classe, par exemple, ou selon l'origine urbaine, rurale ou nomade. Comme si le but était d'affubler la société irakienne d'aujourd'hui d'une origine figée censée avoir été la sienne jusqu'à la création de l'Irak moderne, et de passer tout simplement par pertes et profits l'histoire de l'Etat unitaire, pourtant vieille de près d'un siècle.

Au grand dam de ceux qui œuvraient à recoller les morceaux d'une identité nationale durement mise à mal, ce discours américain trouve des adeptes au sein de la classe politique irakienne, tant parmi les dirigeants actuels du pays – et en particulier dans les milieux kurdes et chiites – que chez ses opposants sunnites. Les prises de position en faveur d'identités catégorielles se sont multipliées : une identité chiite, pour revendiquer le pouvoir



dont les chiïtes ont été exclus quatorze siècles durant ; une identité kurde, pour revendiquer l'indépendance et mettre un terme à la répression exercée à leur encontre par les gouvernements irakiens successifs ; une identité sunnite, enfin, qui s'accroche à un droit historique au pouvoir exclusif.

Depuis la chute du régime de Saddam Hussein, la société irakienne fait ainsi l'objet de tentatives croisées visant à justifier une division fondée sur cette triple appartenance culturelle. Et l'on se retrouve aujourd'hui en présence d'un Kurdistan irakien réunissant les conditions sociales, culturelles et politiques nécessaires à la proclamation de son indépendance.

Par conséquent, certaines instances à Washington envisagent clairement et

ouvertement l'hypothèse d'une partition du pays. Pour ces milieux, en effet, la question se résume à deux priorités. La première est de voir comment sauver ce qui peut l'être de l'image des Etats-Unis dans l'opinion mondiale ; la seconde est d'essayer d'éviter que les ennemis des Etats-Unis, en l'occurrence Al-Qaida et l'Iran, ne mettent à profit une partition de l'Irak pour étendre leur influence au détriment de Washington dans deux des trois Etats

▲ Le premier ministre Al-Maliki et l'Irak. Dessin de Habid Haddad paru dans *Al-Hayat*, Londres.

ENGRENAGE

Le fédéralisme passe mal au Centre

■ Le Parlement irakien a adopté la semaine dernière une loi instaurant le fédéralisme en Irak, mais cette loi n'entrera pas en vigueur avant dix-huit mois, le temps de réviser la Constitution, ce qui donnera lieu à d'intenses manœuvres entre partisans et adversaires du fédéralisme. En l'état actuel des choses, l'Irak est composé de dix-huit provinces. Elles ont la possibilité de se regrouper après référendum. Les opposants au fédéralisme voudraient limiter le nombre maximal de provinces pouvant se regrouper, afin d'éviter que les provinces chiïtes du Sud puissent former un bloc homogène. La loi sus-

cite des réserves chez une partie des chiïtes, mais surtout parmi les sunnites du Centre, dépourvu de pétrole. Pourtant, une alliance de certains groupes de la résistance sunnite se réclamant d'Al-Qaida a pris acte de l'instauration du fédéralisme en proclamant quelques jours plus tard un "Etat islamique" sunnite dans le centre. Immédiatement après, une réunion de chefs tribaux sunnites et d'anciens dirigeants du Baas ont appelé à défendre l'unité du pays et affirmé leur fidélité à Saddam Hussein. Par ailleurs, les violences intercommunautaires ont redoublé depuis le début de la semaine.

qui en résulteraient, à savoir le Centre sunnite et le Sud chiite.

Mais la dimension américaine de cette question ne doit pas faire passer sous silence l'intérêt national de l'Irak. Les milieux politiques irakiens en particulier et les instances arabes en général doivent prendre leurs responsabilités. D'ores et déjà, le Kurdistan irakien réunit les conditions sociales,

culturelles et politiques pour la proclamation de son indépendance. Celle-ci est peut-être inévitable et pourrait même s'avérer positive aussi bien pour le Kurdistan que pour l'Irak, à condition que la déclaration d'indépendance fasse l'objet d'un accord entre les deux parties. En revanche, une partition du reste du pays en deux autres Etats, l'un sunnite et l'autre chiite, pourrait

conduire à une situation explosive non seulement en Irak, mais dans la région tout entière. Il ne serait pas acceptable que le sort de l'Irak, comme celui de tout le monde arabe, soit décidé en fonction de considérations de politique intérieure américaine.

Hassan Mneimneh

La consolidation de l'axe Syrie-Iran, cauchemar des régimes arabes modérés

L'analyse
de Pierre Prier (*)

Parler avec la Syrie ? Pas question, disent les grandes puissances occidentales. Il n'en a pas toujours été ainsi. Au début des années 1990, le régime syrien faisait figure de grand ami de l'Ouest au Proche-Orient. Le président Hafez el-Assad soutenait le processus de paix israélo-palestinien et participait à la première guerre contre Saddam Hussein.

En échange, on lui concédait un mandat officieux sur le Liban. En lui donnant carte blanche. Que la Syrie ou ses alliés aient assassiné au pays du Cèdre des centaines de soldats français et américains, ainsi que l'ambassadeur de France Louis Delamare, n'y changeait rien. La mainmise sur la politique libanaise et le mode de gouvernement fort peu démocratique en vigueur à Damas passaient également par les pertes et profits de la realpolitik.

Six ans après la mort de Hafez el-Assad, le régime dirigé par son fils Bachar est sommé de rendre

Selon plusieurs journaux de la région, une vague de conversions secrètes au chiisme touche de nombreux dignitaires sunnites syriens

des comptes sur tout ce qu'on lui autorisait auparavant. Une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, proposée par Paris et Washington, a obligé Damas à évacuer ses troupes et ses agents secrets du Liban. Une enquête de

l'ONU sur l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafik Hariri en février 2005 pourrait incriminer la Syrie. Bachar el-Assad doit également cesser d'armer la milice du Hezbollah.

Que s'est-il passé ? La Syrie n'a pas changé. Les relations internationales ne se sont pas moralisées. Simplement, les anciens alliés du père estiment qu'ils ont moins besoin du fils. Toutefois, la France et les États-Unis n'ont ni les mêmes motivations ni les mêmes objectifs. Le président français agit sous le coup de la déception.

Jacques Chirac souhaitait parrainer le fils de son ami Hafez sur le chemin de l'ouverture et de la démocratisation. Il n'en fut rien. La prolongation du mandat du président libanais pro-syrien Émile Lahoud, suivie de l'assassinat de Rafik Hariri, ami personnel du

chef de l'État français, ont provoqué chez Jacques Chirac une colère durable. George W. Bush, pour sa part, désespère de voir la Syrie entrer dans son « nouveau Moyen-Orient ». Il insiste surtout sur la protection d'Israël et sur la coopération de Damas à la guerre en Irak. La Syrie devrait interdire le passage des combattants djihadistes par son territoire, et utiliser ses réseaux pour aider le gouvernement chiite. Mais, cette fois, pas de contrepartie. La Syrie doit s'exécuter.

L'Union européenne annule son accord d'association. Jacques Chirac évoque la notion de « crimes contre l'humanité » à propos du meurtre d'Hariri et des autres assassinats qui ont suivi. Ces morts seront jugées par le tribunal international qui devrait se mettre en place au Liban après la remise du rapport de l'ONU en janvier prochain. Selon Washington et Paris, le refus du dialogue paie. Sous la menace des sanctions, es-

timent-ils, Damas devrait bientôt céder sur toute la ligne. Cette politique de l'isolement a pourtant ses opposants, de plus en plus nombreux. Le ministre des Affaires étrangères espagnol Miguel Angel Moratinos, vient de se rendre pour la deuxième fois dans la capitale syrienne.

Aux États-Unis, les partisans du dialogue se recrutent dans les cercles diplomatiques. Dernier converti : l'ancien secrétaire d'État de George Bush senior, James Baker, qui fut l'un des artisans du processus de paix israélo-palestinien au début des années 1990. Autre pôle de résistance, les pays arabes alliés de Washington, au premier rang desquels l'Égypte et l'Arabie saoudite, ont publiquement signifié à Condoleezza Rice leur refus de constituer un front « modéré » anti-syrien et anti-iranien.

Ces alliés des Occidentaux voient avec effroi la Syrie, après l'Irak, se jeter dans les bras de l'Iran. La guerre du Liban, que ces chefs d'État ont soutenu, a produit l'effet inverse de celui qu'ils attendaient. Le chef du mouvement chiite, Hassan Nasrallah, est devenu l'homme le plus populaire de la région, y compris chez les sunnites du Caire ou de Ryad.

Conclusion : il faut parler aux Syriens sans pour autant baisser la garde, argumentent ces dirigeants. « On est passé d'un extrême à l'autre, de la sous-traitance à la bouderie, se plaint un diplomate arabe de haut rang. Une troisième voie est possible : poser à la Syrie des demandes détaillées, progressives, sur le transit des armes ou des combattants par exemple, et suivre scrupuleusement leur application, mais avec son concours. »

En contrepartie, Damas devrait être impliqué dans une conférence globale fixant les frontières

d'Israël et de ses voisins, ont rappelé à Condoleezza Rice ses interlocuteurs arabes. Pour eux, la question centrale reste celle des frontières entre Israël et ses voisins, avec le futur État palestinien comme avec la Syrie. Pour Moubarak, pour le roi Abdallah d'Arabie saoudite, pour James Baker ou pour Moratinos, il faut prendre au mot le président Bachar quand il se dit prêt à la négociation.

Faute de quoi, la Syrie continuera à exercer son pouvoir de nuisance, disent les tenants du dialogue, qui observent avec inquiétude les signes quotidiens du

rapprochement entre Damas et Téhéran, avec la bénédiction de Pékin et de Moscou.

Les derniers accords économiques syro-iraniens vont de la création d'une banque commune à la construction d'une cité industrielle, en passant par la concession des transports urbains syriens à une société iranienne, qui va importer 1 200 bus. En outre, selon plusieurs journaux de la région, une vague de conversions secrètes au chiisme touche de nombreux dignitaires sunnites syriens. Une information difficile à vérifier, mais qui en dit long sur les angoisses des régimes arabes.

* Grand reporter au service étranger du Figaro

LE FIGARO

17 octobre 2006

LE FIGARO 19 octobre 2006

Le procès raté de Saddam Hussein en Irak

MOYEN-ORIENT

Un an après son ouverture, la population irakienne attend sans passion le verdict du premier procès de l'ancien raïs qui devrait être rendu en novembre.

LE PROCÈS Saddam devait être l'acte fondateur du nouvel Irak. Un an après son ouverture dans un lieu tenu secret de la « zone verte », le secteur protégé de Bagdad contrôlé par les forces américaines, il est le révélateur des contradictions d'une nation en déshérence. Les Irakiens retiennent avant tout les démissions en cascade de magistrats, les coups de sang de l'ex-raïs, les meurtres d'avocats plutôt que le retour collectif sur un sombre passé. Le choc provoqué par l'apparition du tyran déchu enfermé dans une cage de verre s'est estompé. Il est effacé par les bains de sang et les divisions ethniques, l'insécurité et la peur, le manque d'électricité et les humiliations.

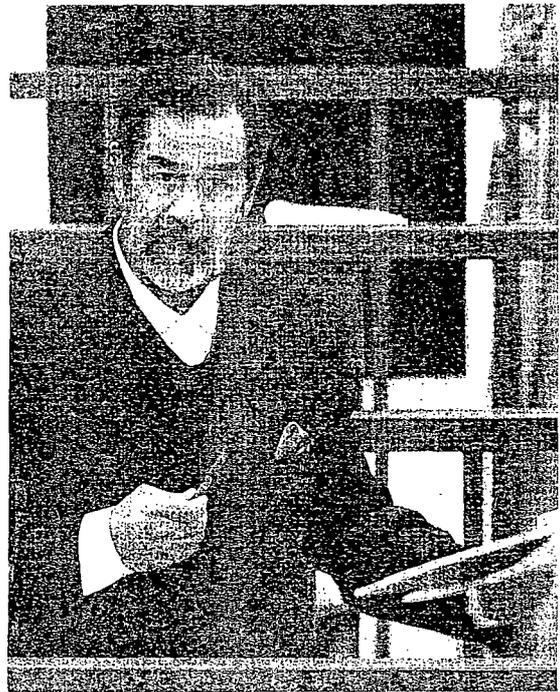
Témoin d'un spectacle éloigné de leurs préoccupations quotidiennes, l'opinion publique s'est vite lassée d'une dramaturgie judiciaire mal ficelée. Ce désintérêt pouvait se comprendre pour le premier procès, marqué par le côté réducteur des crimes évoqués. Saddam Hussein al-Majid y était poursuivi pour le meurtre de 148 chiïtes de Doujail en 1982. Les victimes avaient été abattues après avoir tenté d'assassiner Saddam lors de son passage dans la bourgade. L'épisode avait paru mineur, dans une région du monde où il vaut mieux ne pas être mêlé même de loin à une attaque contre un chef d'État. L'affaire avait néanmoins été choisie car elle présentait l'avantage, disait-on, de permettre un procès de courte durée. Douze mois ont été

portant nécessaires pour le mener cahin-caha à son terme.

Engagé en août, le procès suivant devait être plus significatif : le tyran revenait devant ses juges du Haut Tribunal pénal irakien pour répondre du massacre de dizaines de milliers de Kurdes en 1987 et 1988 lors de l'opération Anfal. Plus de trois mille villages avaient été ravagés et leurs populations déportées. Mais les débats ont tourné à la foire d'empoigne. Le manque de professionnalisme est l'un des principaux griefs adressés aux magistrats. Les Américains tenaient à fonder une juridiction spéciale confiée à des juristes irakiens triés sur le volet pour échapper aux fourches caudines d'un tribunal pénal international ou irako-onusien. Ce péché originel n'a jamais pu être effacé. Les avocats de Saddam et ses co-accusés ont depuis beau jeu de contester la légitimité d'une institution pilotée à distance par Washington.

Trois avocats éliminés

Mal préparés, les juges ont – malgré les audiences qui tirent en longueur – les pires difficultés à trouver leurs marques entre la nécessaire neutralité et l'inévitable politisation. Le premier magistrat, le Kurde Rizkar Amine, a été contraint de démissionner en raison de son manque de fermeté à l'égard de l'accusé. Il a été remplacé par un autre Kurde dans une affaire où les victimes sont des chiïtes. Inversement, des chiïtes dirigent les audiences sur les massacres et les bombardements chimiques contre les civils kurdes. Mais après à peine trois semaines d'audience, le juge chiïte Abdalla al-Amery a été révoqué pour partialité. Il avait affirmé que Saddam n'était pas un dictateur. Un renvoi dénoncé par les organisations de défense des droits de l'homme,



Pugnace depuis le début de son procès, l'ex-dictateur se sert du tribunal comme d'une tribune. David Furst/Reuters.

qui signalent que la décision n'a pas été prise par un organe indépendant de justice mais par le gouvernement irakien.

Les menaces de mort planant sur les membres du jury, les avocats de la défense et les témoins de l'accusation perturbent également la sérénité des débats. Des proches des victimes refusent de comparaître devant la cour par crainte de vengeance. D'autres se présentent à la barre derrière un rideau. Installé dans un camp retranché américain, au cœur d'une enclave extraterritoriale, le tribunal siège dans l'œil du cyclone. Ses acteurs sont dès leur sortie de la « zone verte » des cibles. Trois

avocats de Saddam ont été éliminés en douze mois.

Pugnace dès le premier jour, Saddam dénonce sans relâche une « farce illégale ». « C'est une tragédie : je vous ai gouverné pendant trente-cinq ans. Comment pouvez-vous me juger ? », a-t-il lancé à la cour. L'ancien satrape ne renie rien. Il se sert du tribunal comme d'une tribune sans se rendre compte que plus personne ne l'écoute. Il vocifère, tempête, s'emporte, pratique la politique de la chaise vide. Mis en difficulté dans

le dossier kurde, il gesticule pour couvrir les récits des victimes. Son entreprise de sabotage est favorisée par les lacunes du procès.

Machine à tuer

Des témoins sont venus raconter la violence des arrestations, la

torture et les meurtres sordides. Ils ont relaté l'atrocité des bombardements au napalm, les gazages et les viols en affrontant les commentaires ironiques des accusés. Hier, pour la première fois, des survivants ont relaté comment l'armée irakienne avait emmené par camions des groupes de villageois terrifiés dans le désert pour les abattre. « Les chauffeurs ont allumé les phares, placés trois à quatre rangées de prisonniers devant les véhicules, et les soldats ont ouvert le feu », ont-ils précisé. Mais les Irakiens retiennent les esclandres ou les moments d'émotion et non le fonctionnement de l'implacable machine à tuer les hommes et à broyer les âmes. Tous s'attendent à une sentence de mort. Le premier ministre Nouri al-Maliki a indiqué hier qu'il espérait que l'ancien président serait rapidement exécuté. Le verdict dans l'affaire des tueries de Doujail pourrait tomber le 5 novembre. Le parquet s'est prononcé en faveur de la peine capitale. Saddam risque la pendaison. Prenant les devants, il a indiqué qu'il préférerait être fusillé.

THIERRY OBERLÉ

Premiers témoignages kurdes sur des exécutions massives au procès de Saddam Hussein

LE TRIBUNAL spécial irakien chargé de juger Saddam Hussein et six coaccusés pour leur rôle dans les campagnes meurtrières de l'opération Anfal, de 1987 à 1988, contre les Kurdes, a entendu, mercredi 18 octobre, des témoignages qui, pour la première fois depuis l'ouverture de ce procès, évoquent la pratique d'exécutions massives perpétrées par l'armée irakienne.

Les deux témoins, deux Kurdes miraculés de ces opérations, ont livré leurs récits dans l'anonymat, dissimulés derrière des rideaux.

Tous deux ont expliqué avoir été détenus, avec des centaines d'autres, au camp de prisonnier de Tob Zaoua, au nord de l'Irak,

suite à l'attaque de leurs villages, en 1988. Dans les deux cas, les exécutions décrites ont eu lieu dans le désert, alors que les prisonniers croyaient qu'ils allaient être transférés dans un autre camp.

Le premier témoin a raconté comment lui et d'autres Kurdes ont été emmenés dans le désert, à bord de camions empestant l'urine et les excréments. Arrivés à destination, « les chauffeurs ont allumé les phares, placé trois à quatre rangs de prisonniers devant notre camion, et les soldats ont ouvert le feu », a-t-il poursuivi. Certains prisonniers se sont alors élancés vers un garde pour essayer de s'emparer de son arme. Les soldats se sont mis à tirer. Lui seul

est parvenu à s'échapper, après avoir trébuché dans « une fosse pleine de cadavres ».

Ce récit a provoqué un commentaire ironique d'Hassan Al-Majid, alias « Ali le chimique », conseiller et cousin de Saddam Hussein, accusé de génocide avec le rais déchu, pour son rôle présumé dans le gazage des populations civiles kurdes à Halabja. « Vous nous avez raconté une histoire qui pourrait faire un film à grand succès », a-t-il ricané.

Le second témoin a décrit, dans des termes proches, le transfert de 500 prisonniers dans des camions et l'ultime tentative d'évasion, avant l'exécution collective. « Nous pensons que si une

seule personne réussissait à survivre, elle pourrait témoigner pour tous les autres, et raconter ce qui nous était arrivé », a-t-il expliqué à la barre. Quand les portes du camion se sont ouvertes, les prisonniers ont tenté une attaque surprise. Les gardes ont ouvert le feu. « J'ignore combien d'entre nous ont été tués, a affirmé le témoin. J'étais blessé et je ne voyais plus de l'œil droit. »

Les campagnes militaires d'Anfal dans le Kurdistan irakien ont fait 180 000 morts, selon l'accusation. Les sept accusés de ce procès encourrent la peine capitale. ■

CÉCILE HENNON

Bagdad espère une nouvelle stratégie américaine

Le refus du statu quo prôné par James Baker devrait satisfaire la plupart des responsables politiques locaux.

DIALOGUE avec la Syrie et l'Iran, éventuel retrait échelonné des troupes américaines : les « nouvelles idées » du plan Baker sont généralement bien accueillies par les responsables politiques irakiens, qui apprécient le réalisme de l'ancien secrétaire d'État de George Bush père. Signe toutefois d'une grande prudence, la presse et les sites Internet locaux n'en ont encore que très peu parlé.

« La population en a assez de l'occupation américaine, soutient Mohammed Jbouri, ancien ministre du Commerce. Les Américains, dit-il, ont fait de notre pays un enfer. D'une façon ou d'une autre, ils

doivent y mettre un terme. »

En affirmant que le statu quo est intenable, lorsque quatre-vingts attaques sont perpétrées chaque jour à Bagdad, James Baker fait écho aux préoccupations d'une grande majorité d'Irakiens. « Ce rapport comptera, assure de son côté un haut fonctionnaire proche du pouvoir à Bagdad. Pas seulement, ajoute-t-il, en raison de la personnalité de Baker, qui inspire confiance compte tenu de son passé, mais parce qu'autour de lui, les experts ont fait un excellent travail d'enquête sur le terrain. »

L'ouverture de pourparlers avec les Syriens et les Iraniens, soupçonnés de déstabiliser l'Irak, serait « une très bonne chose », poursuit ce haut fonctionnaire. « Nous leur parlons, pourquoi les Américains ne le feraient-ils pas ? », se demande-t-il. Selon lui,

« tout ce qui peut contribuer à calmer un peu la situation va dans le bon sens ».

Sur le plan intérieur, cette main tendue pourrait également relancer les amorces de dialogue entre certains groupes de la guérilla sunnite et les autorités irakiennes. Après les premières fuites autour du rapport Baker, l'une des principales factions de l'insurrection, l'Armée islamique en Irak, s'est dite prête – sous certaines conditions – à des négociations avec les Américains.

« Un sacré bazar »

« Washington va peut-être enfin comprendre qu'on ne peut plus se masquer la réalité », commente un diplomate européen à Bagdad. Sur place, la situation est devenue « un sacré bazar », reconnaît en effet la commission Baker. Des pro-

pos qui tranchent avec la méthode Coué des diplomates américains à Bagdad qui, devant leurs homologues occidentaux, préfèrent parler de « défis » et non de « problèmes », auxquels ils sont confrontés.

Alors que la « réconciliation nationale » du premier ministre, Nouri al-Maliki, est un échec, ce nouveau plan pourrait également consolider le pouvoir, jusque-là fragile, de leurs partenaires irakiens. Et ce, même si Baker se déclare hostile à un retrait rapide des soldats US, « cela conduirait, selon lui, à la pire des guerres civiles ».

En revanche, le rejet par James Baker d'un Irak largement décentralisé risque de déplaire au bloc qui gouverne actuellement l'Irak, l'Alliance chiite unifiée et les Kurdes, tous les deux chauds partisans du fédéralisme. Impossible, répond en substance l'ancien secrétaire d'État. « Comment tracer des frontières entre communautés dans les grandes villes mixtes du pays ? », s'inquiète Baker, faisant ainsi écho à la minorité sunnite, mais aussi au leader chiite Moqtada Sadr, opposé également à tout éclatement de l'Irak en trois provinces autonomes.

GEORGES MALBRUNOT



Hier, un attentat à la voiture piégée à Kirkouk, dans le nord du pays, a tué huit personnes.

LE FIGARO

20 octobre 2006

dossier

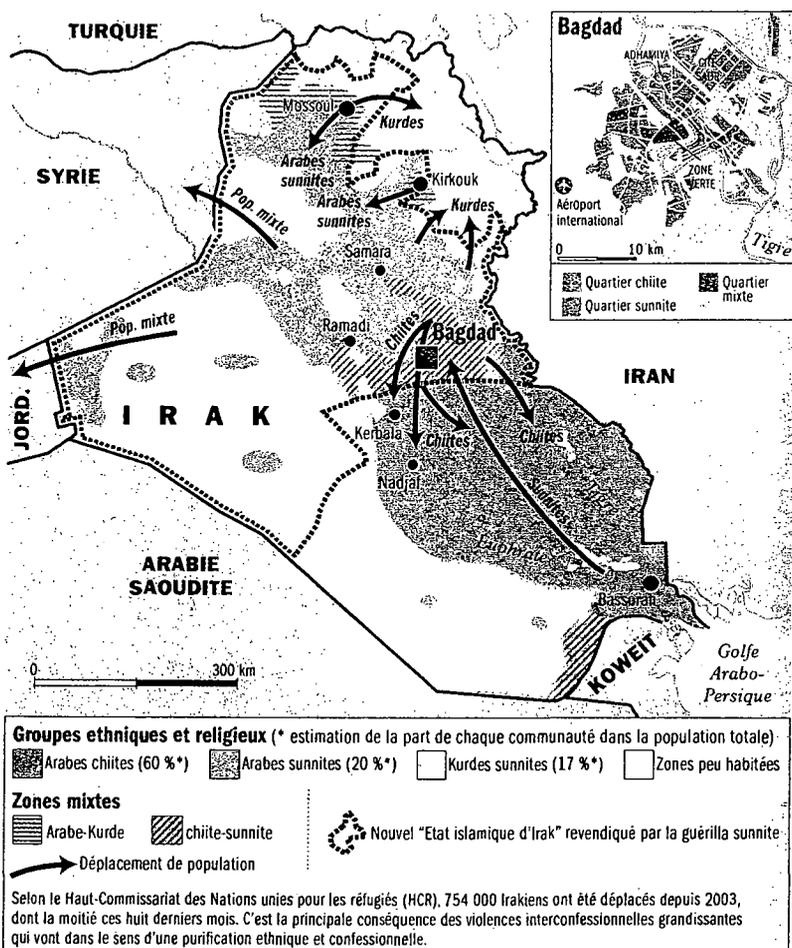
Courrier
INTERNATIONAL

du 26 octobre au 1^{er} novembre 2006

IRAK

Le tournant de la guerre

■ L'initiative de réconciliation nationale du Premier ministre irakien est restée sans effet. Les violences s'aggravent, faisant de plus en plus de morts parmi les Irakiens et les soldats de la coalition. ■ En Grande-Bretagne comme aux Etats-Unis, l'opinion commence à se lasser de la guerre et un nombre croissant de responsables réfléchissent aux moyens de préparer un retrait.



Les Etats-Unis doutent de leur stratégie

George W. Bush affirme que les Américains resteront jusqu'à la victoire. Mais de plus en plus de voix se font entendre pour faire évoluer les choix gouvernementaux.

LOS ANGELES TIMES
Los Angeles

A lors que les pertes américaines en Irak ne cessent d'augmenter [ainsi que le nombre de victimes irakiennes dues aux violences et au terrorisme], les ténors républicains et démocrates réclament à cor et à cri un changement de cap. George Bush a cependant assuré, le 20 octobre, qu'il n'avait pas l'intention de modifier sa stratégie, ni ses objectifs à long terme. Il s'est dit prêt tout au plus à modifier la "tactique". "Nous resterons en Irak, nous nous battons en Irak et nous gagnerons", a-t-il martelé devant des bailleurs de fonds républicains réunis à Washington. "Nos objectifs sont les mêmes, mais nous devons constamment adapter nos tactiques face à un ennemi brutal et violent."

Cette déclaration a été faite au terme d'une semaine terrible au cours de laquelle un général américain a reconnu que la politique des Etats-Unis avait échoué à enrayer la violence dans la capitale irakienne. [George Bush a lui-même admis qu'il pouvait y avoir des similitudes entre l'Irak et le Vietnam.]

Même les républicains sont de plus en plus nombreux à remettre en question le bien-fondé de la politique de Bush en Irak. Beaucoup attendent du gouvernement de nouvelles solutions militaires et politiques, et d'aucuns espèrent un changement dans le sillage des élections de mi-mandat au Congrès, le 7 novembre. Des responsables du gouvernement ont laissé entendre que, face à l'aggravation de la situation, ils envisageaient une réorientation complète de leur stratégie, laquelle pourrait être annoncée dans les prochains mois. Un retrait n'est toutefois pas à l'ordre du jour. Pour l'un

de ces dirigeants, ces changements pourraient avoir lieu une fois que le Groupe d'étude de l'Irak, une commission désignée par le Congrès, aura rendu son avis, offrant ainsi une "ouverture politique" à la Maison-Blanche.

"Nous n'allons pas nous contenter de remballer nos affaires et partir", prévient un responsable qui a tenu à conserver l'anonymat, n'étant pas autorisé à s'exprimer officiellement à ce sujet. "Mais la situation est terrible et est peut-être encore pire que ce que l'on voit dans les médias", du fait de catastrophes souvent évitées de justesse en Irak et qui ne sont jamais portées à l'attention de l'opinion publique. "Les gens sont désespérés, et la question fait l'objet en ce moment d'une profonde réflexion", conclut-il. Selon Richard N. Haass, ancien assistant du secrétaire d'Etat Colin Powell et président du Conseil sur les relations étrangères, organisme indépendant spécialisé en politique étrangère, l'opinion à propos de la guerre est sur le point de "basculer". "Je pense que nous en sommes presque au stade où plus personne ne pourra soutenir une politique qui consisterait à continuer en gros comme

avant", explique-t-il.

A en croire les observateurs, plusieurs scénarios stratégiques sont étudiés de près. Ils prévoient l'établissement d'un plan de retrait – et de confier un rôle plus important à d'autres pays de la région, en particulier la Syrie et l'Iran, afin d'obtenir leur coopération dans le domaine de la sécurité. On pense également à une décentralisation du gouvernement irakien, voire à une partition officielle du pays en trois entités, kurde, sunnite et chiite. Il est également question d'encourager la formation d'un nouveau gouvernement sous la férule d'un dirigeant fort, par exemple un général de l'armée irakienne.

Les responsables de la Maison-Blanche et les experts reconnaissent que toutes ces options comportent des désavantages non négligeables et que leur coût politique serait considérable. De source officielle, on souligne qu'elles ont toutes été rejetées à un moment

ou à un autre par le gouvernement. Mais, toujours selon le responsable qui a préféré conserver l'anonymat, certains continuent d'envisager des solutions un temps écartées, comme une approche plus autoritaire, dans l'espoir de rétablir l'ordre, première étape sur la voie de la reconstruction du pays. Il y voit un "dernier recours", mais, ajoute-t-il, "à un moment donné, la situation devient si grave qu'il faut de l'ordre, un point, c'est tout". Le transfert du pouvoir à un dirigeant fort serait extrêmement

coûteux sur le plan politique puisque cela reviendrait à reporter, temporairement du moins, ce qui était l'objectif avoué des Etats-Unis, à savoir l'établissement de la démocratie. Et il faudrait que cet homme providentiel soit soutenu par les principales factions irakiennes, ce qui frise l'impossible.

La solution de la régionalisation, avec l'aide de l'Iran et de la Syrie, bénéficie de l'appui de

l'ancien secrétaire d'Etat James Baker, coprésident du Groupe d'étude de l'Irak. Une telle approche contraindrait Washington à abandonner d'autres objectifs liés à ces deux pays, notamment celui d'empêcher Téhéran de se doter de l'arme nucléaire. Mais l'administration Bush est-elle prête à jeter aux orties sa politique iranienne et syrienne pour sauver sa politique irakienne ? Par ailleurs, l'armée pourrait intensifier ses opérations anti-insurrectionnelles et déployer davantage d'unités américaines hors de leurs bases, dans les villes et les quartiers. Mais cette solution exigerait des troupes supplémentaires, ce qui est le contraire de ce que souhaite aujourd'hui l'opinion publique américaine.

Paul Richter et Doyle McManus

Il faut négocier avec les ennemis d'hier

Al-Qaida risque d'établir un Etat islamique dans le centre sunnite de l'Irak. Face à cela, les Américains doivent négocier avec les anciens baasistes et avec les pays voisins, y compris l'Iran.

ASHARQ AL-AWSAT
Londres

Un dénommé Abou Omar Al-Baghdadi a appelé, le 15 octobre dernier, "tous les sunnites à lui prêter allégeance", proclamant un "Etat islamique d'Irak dans les régions de Bagdad, Al-Anbar, Diyala, Kirkouk, Salaheddine, Ninive et des parties de celles de Babylone et du Centre" [voir carte ci-contre]. Cet homme, qui se revendique d'Al-Qaida mais qui est parfaitement inconnu, est-il plus crédible que la multitude d'autres individus qui se bousculent pour se partager les restes du gâteau irakien depuis que les Kurdes gèrent leur région, dans le Nord, et qu'il paraît acquis que les chiites finiront par bénéficier d'une zone plus ou moins autonome dans le Sud ? En tout cas, cette déclaration va provoquer un bouleversement des équilibres régionaux. La première leçon que l'on peut en tirer, c'est qu'elle constitue un camouflet pour le gouvernement de Nouri Al-Maliki, dont les tentatives de réconciliation nationale ont échoué. L'autre aspect qu'il faut sou-

ligner, c'est que le Conseil des oulémas d'Irak [sunnite] a rejeté cette déclaration, ce qui prouve qu'Al-Qaida ne peut prétendre représenter tous les sunnites d'Irak. Ces derniers, en réalité, combattent à la fois Al-Qaida et les forces d'occupation étrangères.

■ Chronologie

■ 3 OCTOBRE 2006 :

Tentative de réconciliation nationale du Premier ministre Nouri al-Maliki. Début d'une nouvelle flambée de violences.

■ 11 OCTOBRE :

Le Parlement adopte le fédéralisme. Craintes d'éclatement du pays en trois entités.

■ 11 OCTOBRE :

Une étude américaine estime que 650 000 irakiens sont morts depuis l'invasion américaine en 2003. George Bush s'entend à l'estimation de 30 000.

■ 13 OCTOBRE :

Le général Richard Dannatt souhaite un retrait des troupes britanniques. Tony Blair le désavoue.

■ 18 OCTOBRE :

George Bush admet des similitudes entre l'Irak et le Vietnam.

■ 19 OCTOBRE :

Fuites sur le rapport Baker, qui propose de négocier avec la Syrie et l'Iran.



▲ Le dernier hélicoptère quitte Bagdad. "Au secours ! Il faut me ramener pour les élections de mi-mandat !" Dessin de Dave Brown paru dans The Independent, Londres.

A ce propos, on peut d'ailleurs noter les divergences au sein de la hiérarchie militaire américaine entre ceux qui croient qu'il faut laisser les groupes armés sunnites mener la guerre contre les combattants d'Al-Qaida et ceux qui se méfient de ces mêmes groupes armés et les accusent de jouer un double jeu. Pour les premiers, les groupes armés sunnites constituent donc une solution ; pour les seconds, ils font partie du problème. Cette question se pose d'autant plus qu'un ancien général baasiste qui représente la résistance sun-

nite dans la province d'Al-Anbar propose que l'armée américaine se retire de la ville pour laisser place à une brigade de l'ancienne armée irakienne, faisant valoir que ses hommes avaient protégé la ville pendant six mois après la chute de Saddam Hussein alors que les Américains en ont été incapables dans le passé et le seront tout autant dans l'avenir puisqu'ils sont des étrangers et ne sont pas les bienvenus parmi la population.

Par ailleurs, la déclaration d'un Etat islamique irakien par Omar Al-Baghdadi inclut Kirkouk, cette ville que se disputent Kurdes et Arabes dans le nord du pays en raison de ses richesses pétrolières. Les leaders kurdes souhaitent qu'elle soit intégrée le plus rapidement possible à la région

Courrier
INTERNATIONAL

du 26 octobre au 1^{er} novembre 2006

autonome du Kurdistan. Ils considèrent que Kirkouk est une ville kurde, que les Turkmènes y sont quantité négligeable et que les Arabes ne s'y trouvent qu'en raison de la politique de colonisation de Saddam Hussein.

LE PRINCIPE DU FÉDÉRALISME IRAKIEN DÉPLAÎT À LA TURQUIE ET À L'IRAN

Cela ne fait qu'alimenter davantage les tensions intercommunautaires qui ravagent déjà le pays et qui seront particulièrement graves à Bagdad et dans ses environs, où sunnites et chiites sont fortement imbriqués. Dans de nombreuses autres régions, l'épuration ethnico-confessionnelle avance à grands pas et, si elle devait se poursuivre, cela aboutirait à un cantonnement des sunnites dans le Centre, dépourvu de pétrole, alors que les chiites contrôleront le pétrole du Sud et les

Kurdes celui du Nord.

Quand le Parlement irakien a voté le principe du fédéralisme, à la mi-octobre, cela a fortement déplu à la Turquie, qui ne veut pas d'une région indépendante kurde forte dans le nord de l'Irak. Si la Turquie, en effet, ne parvenait pas à enrayer cette évolution, elle ne manquerait pas de renforcer ses liens avec les tribus sunnites du Centre, avec lesquelles elle entretient déjà de bons rapports. Car, si les Turcs souhaitent affaiblir les Kurdes, les sunnites veulent mettre la main sur le pétrole de Kirkouk. Autrement dit, les Turcs et les tribus arabes sunnites sont des alliés objectifs. Quant à l'Iran, il ne verrait pas non plus d'un mauvais œil l'affaiblissement des Kurdes d'Irak, car il possède une importante minorité kurde sur son propre territoire et ne souhaite pas que le Séparatisme ethnique se manifeste à l'intérieur

de ses frontières. Les Iraniens pourraient par ailleurs monnayer leur soutien à la lutte contre Al-Qaida dans le Centre en contrepartie d'une sorte de reconnaissance de leur zone d'influence sur le Sud irakien, à dominante chiite. L'Iran pourrait en outre très bien s'accommoder d'une influence turque sur les sunnites irakiens.

On voit donc que, dans le contexte des déclarations du chef d'état-major de l'armée britannique [bien vite désavoué par le Premier ministre Tony Blair], qui souhaite un retrait des forces britanniques, et du rapport américain de James Baker, qui conseille au président des Etats-Unis de négocier avec la Syrie et l'Iran pour préparer le terrain à une diminution des troupes américaines en Irak, les tiraillements entre communautés irakiennes ont des répercussions sur toute la région.

Hoda Hussein

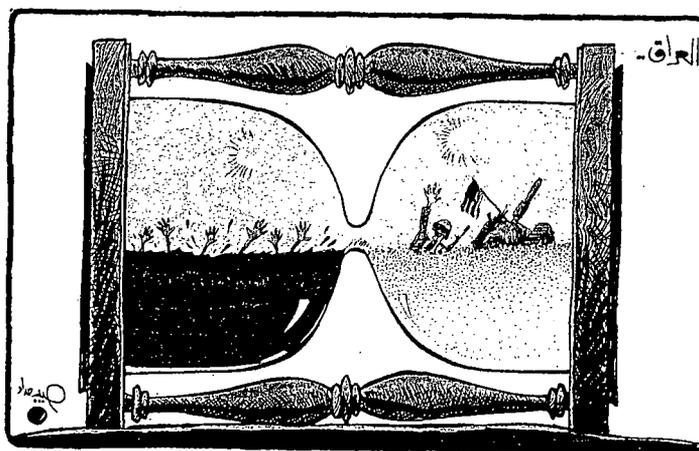
Les intellectuels face aux milices

Un colloque organisé à Bagdad a débattu des racines de la violence, de l'engagement politique et de la difficile réconciliation nationale. Extraits du compte rendu publié par un quotidien irakien.

AL-MADA (extraits)
Bagdad

Il n'a échappé à personne que l'Irak vit des soubresauts depuis la chute de l'ancien régime baasiste, en 2003 : effondrement des anciennes institutions, difficultés d'établir un nouvel Etat, terrorisme, exacerbation des identités ethnico-confessionnelles, etc. En réponse à cette situation dramatique, le Premier ministre Nouri Al-Maliki a lancé l'initiative d'un dialogue de réconciliation nationale. Or, si des chefs tribaux et des dirigeants politiques y ont été conviés, tel n'était pas le cas des intellectuels. Aussi, le quotidien *Al-Mada* a organisé un colloque sur le rôle des intellectuels en Irak, le 10 octobre dernier, pour dresser avec eux un état des lieux et débattre de l'avenir du pays.

Le poète Karim Chohaydal estime que l'effondrement de l'ancien régime a laissé un vide d'autant plus grand qu'il s'est imposé par la force brutale, sans se préoccuper de fonder un véritable Etat basé sur des institutions soutenues par les citoyens. Résultat : l'Irak d'aujourd'hui manque d'esprit civique et du sens de la responsabilité individuelle. Par ailleurs, rappelle-t-il, le régime de Saddam Hussein avait commencé à se désagréger de l'intérieur depuis la guerre du Koweït en 1990-1991. Depuis cette date, les valeurs de la société citadine ont beaucoup régressé au profit des valeurs tribales, qui se sont enracinées jusque dans les



▲ Dessin de Habib Haddad paru dans *Al Hayat*, Londres.

■ **Nostalgie**

"Saddam Hussein est en train de gagner aux points", titre le quotidien panarabe Al-Quds Al-Arabi, édité à Londres et connu pour son antiaméricanisme. "La liberté au prix d'un chaos sanglant vaut-elle mieux qu'une dictature garante d'ordre et de stabilité ? Les intellectuels et hommes politiques irakiens préfèrent garder un silence criminel plutôt que reconnaître qu'ils avaient tort quand ils défendaient l'idée de l'invasion américaine."

villes. En l'absence d'institutions, les Irakiens ont de plus en plus le réflexe de recourir à la tribu pour régler les moindres problèmes plutôt que de faire appel à la loi. Dans la ville de Ramadi, par exemple, si redressement il y a, il est l'œuvre de la tribu et non des intellectuels. "Que peut faire l'intellectuel, s'interroge-t-il ? Que peut-il faire de plus que les tribus de Ramadi pour en finir avec les terroristes et les chasser ? Il n'a que le verbe et celui-ci est faible face aux miliciens, qui ne lisent ni les journaux ni les livres."

Toujours selon lui, une immense majorité silencieuse souhaite simplement vivre en sécurité, n'a pas de problème avec le pouvoir, ni avec les partis, et vit sereinement la mixité entre chiites et sunnites, entre Arabes, Turkmènes et Kurdes. Et cela d'autant plus que tous partagent des intérêts commerciaux, financiers, sociaux, culturels... Le problème vient-il donc des combattants extrémistes étrangers, des partisans de l'ancien régime ou bien des conflits d'intérêts entre les partis politiques ? Le problème, c'est la convergence entre les orphelins de l'ancien régime, qui disposent encore de ressources financières importantes, et les intérêts des pays voisins, qui s'ingèrent dans les affaires irakiennes. Chohaydal s'émeut d'ailleurs de



du 26 octobre au 1^{er} novembre 2006

l'appel lancé par certaines tribus de Kirkouk et de Salahedine à libérer Saddam Hussein.

"Nous sommes ici réunis entre gens de différentes origines et personne ne demande à son voisin sa confession ou son appartenance ethnique, constate-t-il. Le problème, ce sont les puissances régionales. Elles alimentent la guerre civile, soutiennent le nettoyage confessionnel avec d'importants moyens financiers, et entravent le processus démocratique, même si tous les partis politiques se défendent de jouer à ce jeu-là."

"NOUS AVONS BESOIN D'UNE FORCE QUI FASSE RESPECTER L'ÉTAT"

Selon Ali Al-Marhaj, les partis présents au Parlement ont ceci en commun qu'ils n'admettent pas l'autre, ni le dialogue et qu'ils ont profité de la propension des masses à se laisser aller aux émotions confessionnelles, ethniques, tribales. Le rôle de l'intellectuel est donc de rester neutre au milieu des conflits entre groupes ethnico-confessionnels. Ali Yassine est du même avis, ajoutant que la société irakienne pluraliste aurait dû parier sur les partis laïcs pour dépasser les passions et les divisions fac-

tionnelles. Or, ce qui s'est développé, ce sont des partis religieux et ethniques. Akil Mahdi estime toutefois qu'il ne faut pas condamner sans appel tous les partis à base confession-

nelle, certains d'entre eux étant progressistes : "Comme l'a dit l'imam Ali [le quatrième calife, cousin de Mahomet et figure fondatrice du chiïsme, à la fin du VI^e siècle], on peut interpréter le Coran de diverses manières. Et on peut même le faire selon Roger Garaudy ou selon Karl Marx."

L'artiste Kamel Hussein ne veut pas pour autant désespérer de l'avenir de l'Irak, mais se dit inquiet de l'émigration de nombreux intellectuels. Sous la dictature, c'était la misère et la répression les avait poussés à émigrer, a-t-il rappelé. "Si l'exode se poursuit aujourd'hui, quel peintre exposera encore ses peintures, quel poète déclamera encore ses poèmes et quel romancier conviera encore à des lectures ? Le peintre peut avoir l'impression que son impact est infime, mais il doit croire en son rôle puisque c'est lui qui crée, qui propose le beau, qui développe des idées nouvelles et justes pour résister aux difficultés de l'époque !"

Finalement, Nadhim Al-Obeidi a invité ses collègues au réalisme et à la lucidité : "Rien

ne sert d'aborder la réconciliation nationale en oubliant l'influence des forces étrangères, les puissances régionales qui exercent une influence néfaste sur la situation en Irak, mais surtout les Américains. La réconciliation a besoin du soutien américain et international. Nous devons nous poser la question de savoir ce que veulent les Américains. Beaucoup de choses échouent à cause de la présence américaine. Même la nouvelle classe politique irakienne l'admet. En même temps, les Américains ne sont pas responsables de tous nos problèmes, qui se sont accumulés depuis des dizaines d'années. On ne peut pas nier le fait que l'Irak a besoin d'une force qui fasse respecter l'Etat. Les Américains ne savaient peut-être pas que les conditions n'étaient pas mûres pour la démocratie. Aujourd'hui, la démocratie est-elle un but en soi ou une méthode ? A mon avis, la priorité est d'arriver à la justice sociale, économique et politique dans ce pays."

Ali Al-Marhaj est d'accord sur le rôle des Américains dans la réconciliation, ajoutant que le dialogue n'a pas de sens si l'on en exclut ce qu'il est convenu d'appeler les terroristes, les criminels et les baasistes. ■

BAASISME

Saddam Hussein fait encore recette

■ Au début du mois d'octobre, des centaines de chefs de tribu se sont réunis, Arabes et Kurdes confondus, pour affirmer leur rejet du terrorisme et leur attachement à l'unité nationale. Il n'est pourtant pas certain que l'on puisse parler d'un succès, compte tenu de ce qui s'est passé par la suite. En effet, depuis, nous avons assisté à d'autres réunions se concluant sur des positions tout à fait différentes, dont la plus dangereuse consiste à demander la libération du tyran Saddam [Hussein]. La réunion la plus importante s'est déroulée dans le village d'Al-Hindiya, à 25 kilomètres à l'ouest de Kirkouk [ville dans le nord de l'Irak, pomme de discorde entre Kurdes et Arabes], avec envi-

ron 500 participants, dont d'anciens hauts responsables baasistes de la police, de l'armée et des services de renseignement, et des chefs de nombreuses tribus, certains venus du Sud chiite, ainsi que des membres de groupes armés. Tout ce beau monde a publiquement déclaré fidélité au dictateur déchu, qualifié de "combattant suprême et président légitime". Un certain Abou Bassem, qui serait un ancien dirigeant du parti Baas, a fait un discours pour dire que "le Baas soutient l'initiative de cette réunion qui est la première mesure forte depuis trois ans et demi de discorde, de déchirements et d'attaques contre l'identité [irakienne], causés par la politique d'occupation des

séfévides [nom péjoratif pour Iraniens ou, plus généralement, chiites] et de leurs collaborateurs". Chaque fois que le nom de l'ancien président a été prononcé, la réunion a applaudi et a brandi des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : "Oui, oui au grand leader !" ou encore "Pas de vie, pas de dignité sans Saddam Hussein !" Et, dans la déclaration finale, les Kurdes ont été qualifiés de "néosionistes". Face à de tels événements, nous ne devons pas nous cacher la tête dans le sable, mais nous demander si nous pouvons vraiment considérer que la réconciliation nationale est en bonne voie.

Mohammad Abdel Jabar Al-Shabout, Al-Rafidayn, Bagdad

LE FIGARO 24 octobre 2006 du 26 octobre au 1^{er} novembre 2006



L'Irak tente de retenir les Occidentaux

"NE VOUS SAUVEZ PAS", a lancé hier à l'adresse de la communauté internationale le vice-premier ministre irakien, Barham Saleh, en visite à Londres. Les dirigeants de Bagdad sont de plus en plus inquiets des débats engagés aux États-Unis et en Angleterre sur l'opportunité de maintenir des troupes en Irak. "Nous ne devons pas céder à la panique", a ajouté Saleh à la BBC, regrettant "un ton pessimiste", voire "défaitiste dans certains cercles". Selon lui, "la situation est trop

sérieuse pour être gérée de cette manière". Il en va de la stabilité du monde, "l'Irak [étant] un champ de bataille central dans la guerre contre le terrorisme international". Et le vice-premier ministre de résumer la problématique à laquelle est confronté le pouvoir à Bagdad : "Nous aurons besoin d'un partenariat durable avec nos amis aux États-Unis et au Royaume-Uni, mais les Irakiens doivent [en] assumer la direction." Incapable de venir à bout de la guérilla, Bagdad a un besoin vital du parapluie américano-britannique. Mais ces derniers n'aident guère leurs partenaires irakiens à s'émanciper. Pourtant, "sans repli américano-britannique, aucun dé-

clic ne pourra se produire parmi la population", relève un diplomate.

Même dans le sud, pourtant moins secoué par les attentats de la guérilla, là où les forces britanniques ont cédé du terrain, les milices chiites ont pris le relais pour s'affronter. C'est le cas à al-Amara, où le couvre-feu a été décrété hier, après plusieurs jours de combats meurtriers entre l'armée et la milice du leader radical Moqtada Sadr. Depuis leur quartier général de Bassora, les troupes anglaises, qui ont quitté Amara en août, sont prêtes à revenir secourir les troupes régulières.

Appels américains à démanteler les milices

La flambée de violence d'al-

Amara n'augure sans doute rien de bon, en cas de retrait des 8 000 soldats britanniques du sud. D'où les appels américains répétés pour que le premier ministre Nouri al-Maliki démantèle enfin les milices, la principale menace aujourd'hui sur la stabilité du pays. Mais celui-ci paraît trop faible pour soumettre ces différents groupes armés. Ce qui n'a pas empêché hier Barham Saleh de prétendre que, d'ici à la fin de l'année, les autorités irakiennes assumeront la responsabilité directe de la sécurité dans la moitié des 18 provinces du pays. La sécurité de l'État ? Ou celle des groupes paramilitaires ?

GEORGES MALBRUNOT

LE FIGARO 24 octobre 2006

Les chiïtes dans le monde, une carte aux mains de l'Iran ?

Au pouvoir à Téhéran et à Bagdad, le chiïsme est présent dans tout le Moyen-Orient. Mais les experts récusent l'idée d'une géopolitique chiïte au service de l'Iran

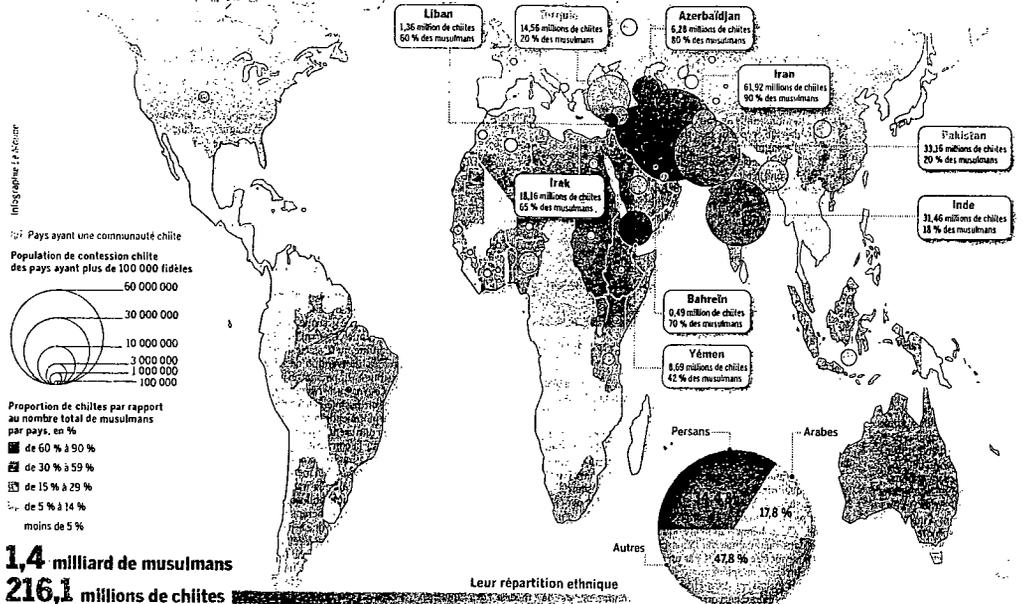
Les stratèges du Pentagone y travaillent : les cibles potentielles en Iran ont été triées par ordre de priorité stratégique ; des plans de blocus maritime sont mis à jour. Simples gesticulations préélectorales ? Ou George Bush, commandant en chef de la première armée du monde, s'apprête-t-il à déclencher la troisième guerre de sa présidence ?

Les experts sont partagés, mais beaucoup estiment que l'affrontement entre l'« hyperpuissance » et la théocratie iranienne, soupçonnée de vouloir se doter de l'arme nucléaire, est inévitable. A court ou moyen terme...

Si tel était le cas, comment la République islamique réagirait-elle ? Pourrait-elle compter sur le soutien du « monde musulman », et d'abord sur les 216 millions d'âmes qui adhèrent au « parti d'Ali » (*chi'at Ali*), du nom du gendre du Prophète, figure tutélaire du chiïsme ? A ce jour, il n'y a qu'une certitude : pour de multiples raisons, qui tiennent surtout aux bouleversements régionaux induits par les trois conflits précédents, une quatrième guerre du Golfe en vingt-cinq ans – après celle entre l'Irak et l'Irak (1980-1988), la « Tempête du désert » de 1991 et l'invasion de l'Irak en 2003 – serait très différente des précédentes.

Parmi les ripostes et représailles qu'il pourrait mettre en œuvre, expliquait le 25 septembre le magazine américain *Time*, Téhéran « pourrait très vite orchestrer une dramatique augmentation du nombre et de l'intensité des attaques contre les 160 000 soldats américains » déployés à ses frontières (quelques milliers en Turquie, en Arabie saoudite et dans les pays du Golfe, 12 000 en Afghanistan et 141 000 en Irak). C'est une donnée stratégique incontournable : les interventions armées américaines dans ces deux der-

Le chiïsme, 15 % du monde musulman



niers pays ont débarrassé l'Iran de deux de ses ennemis irréductibles, le régime taliban (en 2001) et celui de Saddam Hussein (en 2003). Les conséquences de ces bouleversements géostratégiques n'ont pas encore produit tous leurs effets.

Ainsi, la guerre américaine a clairement « libéré » dans ces deux pays des communautés chiïtes jusque-là maintenues sous la botte islamiste sunnite et celle d'un régime autoritaire nationaliste laïque. Ces communautés pratiquent un islam jugé « hérétique » par les fondamentalistes sunnites – à commencer par ceux d'Al-Qaïda, qui ont, paradoxalement, via leurs actions terroristes et les ripostes

qu'elles ont déclenchées, renforcé la main iranienne. Aujourd'hui, pour la première fois depuis des siècles, l'un des principaux pays arabes, l'Irak, est dirigé par des partis chiïtes qui, tous, y compris les moins religieux, ont un, voire deux « parrains » à Téhéran. Les Américains accusent régulièrement l'Iran de soutenir les milices qui obéissent à ces factions très actives dans l'affrontement contre les sunnites, et même d'équiper les « terroristes » sunnites, qui massacrèrent pourtant allègrement des chiïtes ! Pour maintenir le chaos et ainsi « fixer » les soldats américains sur le terrain ? « Ce n'est pas impossible », estime Olivier Roy, l'un des meilleurs experts de l'Irak actuel.

En cas de guerre avec les Etats-Unis, Téhéran, capitale de la première « puissance chiïte » du monde, avec 62 millions d'adeptes (sur 70 millions d'habitants), pourrait-elle compter sur le soutien de ses coreligionnaires dispersés dans l'ensemble du monde musulman – hormis au

Maghreb – et jusqu'en Europe et même aux Etats-Unis, où vivent des « partisans d'Ali » issus d'Irak, d'Iran, d'Afghanistan, du Pakistan, du Liban ou d'ailleurs ?

« Attention aux effets d'optique ! », prévient Laurence Louer, chercheuse au CERI et spécialiste de la question. *Le monde chiïte est loin d'être homogène.* Les duodécimain constituent 80 % du chiïsme. Ils sont majoritaires en Iran, en Irak, en Turquie et attendent le « retour du Mahdi », le douzième imam. Les druzes du Liban et les alaouites de Syrie ne retiennent que dix imams. Les zeydites du Yémen cinq et les ismaéliens d'Inde et du Pakistan n'en reconnaissent que sept. Entre ceux-là, il n'y a, hormis le rejet sunnite rencontré par tous, que peu en commun : ni dans le dogme, ni dans la pratique religieuse, ni, bien sûr, dans le degré d'identification au clergé gouvernant à Téhéran.

« Il n'y a pas de géopolitique chiïte », affirment tous ceux qui ont travaillé le dossier. D'ailleurs, la révolution iranienne de 1979 « ne s'est jamais posée en révolution chiïte », précise M^{me} Louer. Le message khomeyniste était « d'abord et avant tout panislamique ». Et, sous la présidence de Mahmoud Ahmadinejad, il le redevient fortement. En politique étrangère, l'Iran « agit toujours avec un certain pragmatisme, en tant qu'Etat, et non en tant que centre religieux », ajoute la chercheuse.

Ainsi l'Azerbaïdjan peut-il être dominé depuis des siècles par les chiïtes azéris. Mais, dans son affrontement avec l'Arménie chrétienne, c'est cette dernière que Téhéran soutient, aux côtés de Moscou. Ainsi la minorité chiïte hazara d'Afghanistan est-elle soumise depuis des décennies au joug de la majorité sun-

nite rigoriste des Pachtounes, mais « jamais l'Iran ne lui a fourni assez d'armes ni de matériel pour constituer une vraie force politique dans ce pays », constate M. Roy. A l'inverse, en Palestine, vide de chiïtes, Téhéran est devenu récemment le champion de sa cause et le principal soutien des groupes armés du Hamas et du Djihad islannique, pourtant très proches, tous deux... de l'intégrisme sunnite.

La stratégie iranienne, selon Olivier Roy, consiste à « fusionner deux logiques : celle du "front du refus" qui, chiïte ou sunnite, rejette Israël, l'Amérique et plus généralement l'Occident ; et celle de l'"axe chiïte", qui consiste, partout où c'est faisable, à favo-

riser les revendications égalitaristes des minorités chiïtes opprimées ». Et « cela marche ! », constate Laurence Louer. « On assiste à un retournement complet de la manière dont l'Iran est perçu » par son environnement. Pour les experts, c'est désor-

mais un fait acquis : l'Iran va devenir « la » puissance dominante dans le Golfe. « Partout, les régimes autoritaires, sunnites, prennent peur. Presque partout, la "rue arabe" s'enthousiasme pour "le seul régime islamique qui ose encore défier l'Amérique". »

Nulle part la fusion des logiques politiques et identitaires voulue par l'Iran ne s'incarne mieux que dans le Hezbollah libanais, constitué en 1982 avec l'aide des Pasdarans (Gardiens de la révolution) iraniens. Après sa « victoire » face à l'offensive israé-

lienne de juillet, Hassan Nasrallah, son chef, est devenu le « héros » du monde arabe, chiïte comme sunnite. On a vu, dans les rues du Caire, de Gaza, de Damas et même de Riyad, des pancartes glorifiant ce religieux chiïte comme le « nouveau Nasser ».

Seuls les dirigeants sunnites étroitement associés aux Etats-Unis et/ou dépendants d'eux, et qui n'ont pratiquement pas de chiïtes sur leur territoire, osent encore émettre publiquement leurs inquiétudes. Le roi Abdallah de Jordanie, qui s'est ému dès 2004 de la construction d'un « arc chiïte », sait que sa très sunnite dynastie, qui revendique toujours la possession de La Mecque, pourrait se retrouver en position inconfortable. Idem pour le raïs égyptien, Hosni Moubarak, qui a déclaré cette année, au grand dam du gouvernement irakien, que l'allégeance des chiïtes « va d'abord à Téhéran ».

L'histoire – et d'abord les centaines de milliers de soldats chiïtes irakiens, qui constituaient 70 % de la troupe et qui se sont loyalement battus pour leur pays pendant huit ans contre l'Iran chiïte attaqué par Saddam Hussein – tend à démontrer la fausseté de l'affirmation égyptienne. Mais « que voulez vous que fassent [ces dirigeants], s'interroge Olivier Roy. Ils ont peur... ».

PATRICE CLAUDE
(AVEC HOCHAM DAWOD)

Majoritaires dans les zones pétrolières

POUR les Persans et leurs descendants iraniens, le Golfe est « perse ». Il est « arabe » pour les Arabes. Mais qu'ils soient l'un ou l'autre, les deux tiers des habitants de son littoral, où gisent 70 % des réserves pétrolières mondiales connues, et où passent, sur de vulnérables tankers, 40 % de l'approvisionnement occidental en or noir, sont des chiïtes. Majoritaires en Iran – le chiïsme y est religion d'Etat –, à Bahreïn (70 %), où ils réclament l'égalité avec la minorité sunnite – ce qui aboutirait à l'éviction de la famille régnante –, les chiïtes représentent au moins 60 % des Irakiens et 90 % des habitants du sud du pays. Et désormais, ils sont au pouvoir à Bagdad.

Minoritaires, quoique de plus en plus revendicatifs, les chiïtes sont encore présents au Qatar, au Koweït, dans les Emirats, sans parler du sultanat d'Oman et du Yémen. Et s'ils ne sont que 5 % à 6 % en Arabie saoudite, ils sont majoritaires (au moins 60 %) dans sa province du Hasa, cœur de l'or noir saoudien, qui renferme 40 % du stock mondial connu.

Longtemps soumis à une discrimination politique, économique et religieuse par les Etats sunnites régionaux, les chiïtes ont commencé à relever la tête après la révolution islannique de 1979 en Iran et à exiger la reconnaissance de la légitimité de leurs droits. L'avènement d'un pouvoir chiïte à Bagdad, en 2005, a renforcé leur sentiment revendicatif général. Même le très antichiïte régime fondamentaliste wahhabite de Riyad a commencé à céder. Il y a désormais des vols directs réguliers entre Danman, capitale du Hasa chiïte, et Machhad, l'une des villes saintes chiïtes en Iran. ■

tel était le cas, je demanderais ces troupes à la coalition et à l'Irak. »

De son côté, le président George Bush, qui tenait le même jour une réunion électorale en Floride, a assuré que les Américains resteraient en Irak « jusqu'à la victoire ». Décrivant les conséquences apocalyptiques d'un retrait prématuré, il a réaffirmé son soutien au gouvernement de Nouri Al-Maliki.

Les dispositions décrites par MM. Casey et Khalilzad n'ont pas paru très novatrices. Les analystes estiment à présent qu'aucune inflexion majeure n'interviendra dans la politique américaine en Irak avant les élections du 7 novembre. Selon ces analystes, un revirement majeur de l'administration Bush pourrait être interprété par les électeurs comme un aveu de l'échec des stratégies passées. – (AFP, AP, Reuters.)

Pour les responsables américains en Irak, « le succès est possible »

Le président George Bush, en campagne pour les élections parlementaires du 7 novembre, assure que les troupes resteront en Irak « jusqu'à la victoire »

deux semaines des élections parlementaires du 7 novembre aux Etats-Unis, le commandant des troupes américaines en Irak, le général George Casey et l'ambassadeur américain Zalmay Khalilzad à Bagdad ont présenté de nouvelles dispositions en matière de stratégie, mardi 24 octobre, au cours d'une conférence de presse dans la capitale irakienne, retransmise à la télévision.

Leurs propos sont apparus comme volontairement rassurants face à une opinion américaine de plus en plus inquiète sur l'évolution du conflit en Irak et de plus en plus pressée de voir rentrer les soldats au pays. « Mon message est direct : en dépit des difficultés, le succès en Irak est possible », a déclaré M. Khalilzad, ajoutant que « l'Irak a produit une nouvelle génération de héros qui défient les terroristes ».

Les dirigeants irakiens, a promis l'ambassadeur, sont convenus d'un calendrier pour prendre les « difficiles décisions qui s'imposent ». Le calendrier n'a pas été précisé, mais l'agenda est rempli. Parmi ces décisions figurent une loi sur le pétrole devant profiter à tous les Irakiens et un amendement de la Constitution (deux exigences de la communauté sunnite dépourvue, dans sa zone d'implantation géographique, de ressources pétrolières et qui redoute une partition du pays à ses dépens). M. Khalilzad a également évoqué une loi sur la dissolution du parti Baas, anciennement au pouvoir, afin de promouvoir la réconciliation nationale, ainsi qu'un plan destiné à résoudre le problème des milices et des escadrons de la mort.

Relève irakienne

S'exprimant après l'ambassadeur, le général Casey a estimé que « les forces irakiennes seront complètement capables, d'ici 12 à 18 mois », de prendre en charge la sécurité en Irak avec, toutefois, « un certain niveau de soutien américain ». « Avons-nous besoin de plus de troupes ? a-t-il ajouté. Peut-être. J'ai déjà dit que si

October 21st 2006

The Economist



Coalitions of the unwilling

CAIRO

Resistance to the West, and rejection of Israel, are the pillars of a rapidly strengthening alliance in the world's most volatile region

THE Middle East is no stranger to doom and gloom. The most enduring conflict of the past century, between Israelis and Palestinians, drags on drearily today. The first wars of the 21st century have also unfolded there, in Afghanistan, Iraq, western Sudan and Lebanon.

This being so, the West has a long history of espying new spectres in the region. In the 1950s and 1960s it was Nasser, Egypt's passionate pan-Arabist leader. In the 1970s it was Palestinian terrorism; in the 1980s Khomeini's Islamic revolution; since the turn of the century, al-Qaeda-style mayhem; and now again revolutionary Iran, newly expansionary and perhaps, some day, armed with nukes.

Some of these imagined threats to the global order have been leftist and nationalist, some reactionary and religious, some radical and violent. Yet all have drawn their mobilising power from a single source. They have all been, in essence, resistance movements, inspired by a seemingly unquenchable popular urge to challenge the dominant perceived injustice of the day, whether it be European

colonialism, Zionism, American hegemonism or the grip of local governments charged with selling out to the West.

The most reliable populist cry today remains "resistance". Sudan's strongman, Omar al-Bashir, blasts the proposed deployment of UN troops in Darfur as the spearhead of a new Western crusade. The Shias and Sunnis in Iraq may be fighting each other for dominance, but the call to "resist" the American occupiers and the weak (though elected) government they sponsor wins passionate followers to both camps. Hizbullah rouses region-wide cheers for bloodying Israel's nose. Clearly, although times have changed, this dynamic has not.

What has changed is that the call to resist now inspires unprecedented enthusiasm, galvanising many disparate political streams at once, secular and nationalist as

well as Islamist. The religious element, boosted by the great revival that has swept Muslim societies across the globe, adds a scriptural drumbeat to the call. And lately the impulse to resist has also been strengthened by the failing prestige of tra-

ditional countervailing forces—America, the moderate governments in the region and the liberal-minded minority of their citizens.

The most obvious sign of the renewed attraction of resistance is the strengthening of a rejectionist front built around the alliance between Iran and Syria. The bond between these countries' very different regimes—one ostensibly secular and Arab nationalist, but in fact an insular, sectarian dictatorship, the other a Shia theocracy—goes back a quarter-century. It was forged in opposition to their mutual neighbour, Iraq, then under the belligerent fist of Saddam Hussein. But the scope of this odd couple's shared interests widened over time. It came to include such goals as keeping Lebanon under Syria's thumb, undermining peace moves between Israel and the Palestinians so as to pressure Israel into disgorging the Golan Heights, occupied in 1967, and making sure America burned its fingers so badly in Iraq that the superpower would not think of similar adventures elsewhere. The Syrian-Iranian alliance also embraces smaller clients who share these goals, such as the main Islam- ▶▶

► ist parties championing “resistance” in Lebanon and Palestine, Hizbullah (the Party of God) and Hamas (which means “zeal”, but is, revealingly, an Arabic acronym for Islamic Resistance Movement).

Not so long ago, this ungainly partnership was faring poorly. In 1997 Iranians elected a liberal-leaning president, Muhammad Khatami, who seemed intent on shedding his predecessors’ confrontational stance. In early 2000, Syria came close to making peace with Israel. (Very close indeed: the actual area of the Golan Heights that remained disputed was a 150-metre-wide strip.) Though hailed as a victory by Hizbullah, Israel’s unilateral withdrawal from southern Lebanon that spring put into question the need for continued resistance by Lebanese guerrillas. At Camp David that summer the Palestinian issue looked set for a resolution that would have rendered quaint Hamas’s stated aim of destroying the Jewish state.

The Iraq factor

The past few years have reversed all these trends. The collapse of the Camp David summit and the eruption of a second, far more violent *intifada* radicalised the Palestinians, with the result that elections in January of this year produced a landslide for Hamas. Disappointed by the failure of American peace brokerage and America’s drift, under the Bush administration, into

ever more solid support for Israel, Syria reverted to putting pressure on its Israeli adversary by other means, such as supplying huge numbers of rockets to its Lebanese client, Hizbullah, and offering political sanctuary to Hamas. Radical conservatives in Iran, meanwhile, outmanoeuvred fractious liberals to secure the election, in June 2005, of Mahmoud Ahmadinejad, a hardliner, as president. The supreme leader of Iran’s revolution, Ayatollah Ali Khamenei, who masterminded this coup, quickly proceeded to accelerate the country’s nuclear programme.

But it was, above all, American policy that boosted the rejectionist alliance. Seeking targets to retaliate against after September 11th, the Bush administration chose to focus on what it labelled “state sponsors” of terrorism. It also lumped together groups such as Hizbullah and Hamas, whose chief agenda was local and nationalist and did not threaten America, with the global terrorist network of al-Qaeda, which had not only declared war on the superpower and on “Jews and Crusaders”, but had also launched hostilities in the most dramatic fashion conceivable.

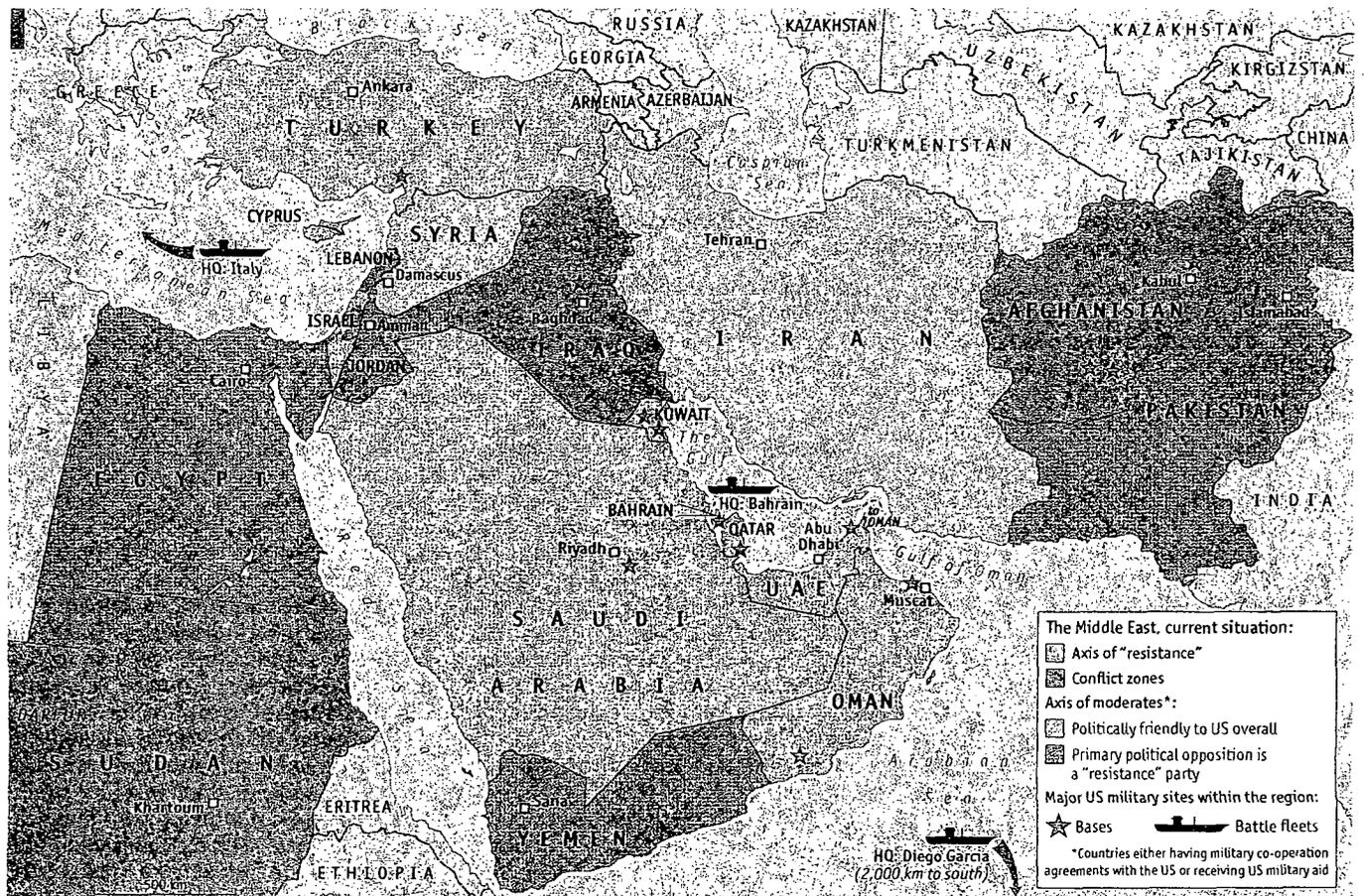
In May 2002 the administration added Syria to its “axis of evil” (originally Iran, Iraq and North Korea). This seemed odd at the time, since Syria was providing America with useful counter-terrorism intelligence, and Iran had played a helpful role in

the overthrow of the Taliban in Afghanistan. In 2003 America rebuffed a back-channel Iranian effort to start a dialogue, and later that year slapped sanctions on Syria. “We would have been happy to play the game with them,” sighed a Syrian official at the time. “But they wanted all our cards with nothing in return.”

America’s invasion of Iraq, meanwhile, produced a cascade of responses that bolstered the resistance front. The intrusion threatened to drive a physical wedge between Iran and Syria, and so reinforced their mutual need. It emboldened Iraq’s Kurdish minority, so raising fears of unrest in Syria’s and Iran’s own oppressed Kurdish regions. Yet it also empowered the long-disenfranchised Shia majority, a natural bridgehead for Iranian influence. And obviously it removed Saddam Hussein’s army, the main military obstacle to the projection of that influence farther afield.

Far more important, the invasion massively buttressed the old rejectionist thesis that America’s aim was to divide and rule the Muslim world, to control its oil and to impose Western culture. Here, stirring faded memories, was a Christian army overrunning a Muslim land, in pursuit of what George Bush once carelessly called a “crusade” against terrorism. And here, on the ground, was “resistance” in action, visibly humiliating the intruding warriors.

In this potent narrative of victimhood ►►



► Israel, of course, has been held up as a prime example of Western malevolence. But Israel's recent war with Hizbullah added rich fuel. Hizbullah may have provoked the war, but that counted little to the Arab world's television audiences. The tenacity of Hizbullah fighters in defence of their villages added to the lustre of resistance. America's foot-dragging diplomacy, and the hypocritical aloofness of the "moderate" Arab leaders of Saudi Arabia and Egypt, who clearly hoped privately for Hizbullah's defeat, seemed to substantiate charges of complicity in the killing.

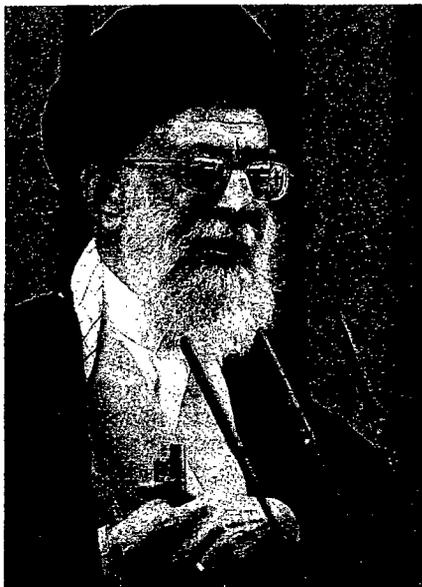
So entrenched now is the idea of an American-led assault on Muslims that virtually any new development is immediately enlisted as further evidence. The fact that terror attacks on Westerners, carried out in the name of Islam, may have raised some hackles goes without mention. So does the fact that countries such as Syria, under the cloak of resistance to the West, continue to promote agendas in Lebanon and elsewhere that have nothing to do with anti-Americanism, but with cementing their own regional influence.

Even high-minded Western initiatives now arouse suspicion. The effort to deploy a tougher peacekeeping force in Darfur, where some 200,000 people have been killed and perhaps 1m displaced by a government-assisted slaughter of Darfuris, is widely seen as a subterfuge. The head of the Egyptian lawyers' union, a group which might be expected to defend the rights of the weak, recently declared that the true target of UN peacekeepers was Egypt: Sudan was simply "the next stop after Iraq on the road to the heart of Cairo".

The manner of the ceasefire in Lebanon aroused scepticism, too. To many, the insertion of a UN peacekeeping force was aimed at recouping by diplomacy what Israel had lost by fighting. A recent poll found that 84% of Lebanese believe the war was "a premeditated attempt by the United States and Israel to impose a new regional order in the Middle East". As for the international siege of the Palestinians until they renounce terrorism and accept the right of Israel to exist (see next story), the popular perception is that the West, having claimed to support democracy, is now punishing Palestinians for having elected Hamas in a fair vote.

The shadow of Iran

In the popular mind, attempts to curb Iran's nuclear ambitions also mesh neatly with the narrative of Western powers holding back Muslims, or applying double standards. Why can't Iran have nukes if Israel can? Iranian diplomats ably exploit such doubts. So do a growing number of fellow-travellers in regional politics, such as the Muslim Brotherhood, the Egyptian Islamist group whose ideological offshoots include Hamas and the main oppo-



Khamenei with Kalashnikov

sition movements in American-allied Morocco, Jordan, Kuwait and Yemen. "Any country should have the right to obtain nuclear technology or even nuclear arms for deterrence, especially if it is being threatened by another nuclear country," says the Brotherhood's deputy leader, Muhammad Habib.

Such overt support from the most influential Sunni political grouping is telling. Clearly, Iran's vociferous backing of resistance movements has done wonders—outside Iraq—to heal the age-old rift between the two main branches of Islam. Elsewhere, the example of Hizbullah has—among ordinary citizens, at least—largely dispelled looming fears, first voiced by Jordan's King Abdullah, about the emergence of a "Shia crescent" from the Mediterranean to the Persian Gulf where Iranian mullahs might call upon millions of minority Arab Shias to rise up against Sunni Muslim dominance. Lebanon's Shia resistance has provided what one senior Western diplomat calls a new political paradigm: "an Arab party that actually means what it says and does what it promises."

Ayatollah Khamenei, brandishing a Kalashnikov and speaking in his fluent classical Arabic in a Friday sermon on October 13th, put the matter more bluntly. Blasting critics of Hizbullah as "cringing hirelings of the Great Satan", he said that the Iranian-funded militia's victory had made the group so loved that Muslims everywhere felt they had participated in it. The claim is not far-fetched. In far-off Brunei, by the South China Sea, the sultan issued orders for the obligatory performance of special prayers for Israel's defeat. In Egypt, a solidly Sunni country ostensibly allied to America, the two most popular politicians, according to a recent survey, are the Hizbullah chief, Hassan Nasrallah, and President Ahmadinejad of Iran.

Understandably, such evidence of a powerful mood-swing on the Arab "street" dismays and alarms pro-Western Arab leaders. It is not simply that the governments of countries such as Egypt and Jordan, which long ago settled their own problems with Israel, fear renewed public pressure to resume "resistance" (ie, war), which is what the Muslim Brotherhood promises if it comes to power. These American allies are hostile to Hizbullah because the group provides a dangerous example of a potent non-state actor armed and supported by neighbours. They abhor the Syrian regime, blaming it for meddling (and murdering) in Lebanon and for undermining efforts to persuade Hamas to recognise Israel. They are spooked by Hamas's electoral success and the possibility of Islamist encroachment much closer to home. The Muslim Brotherhood made impressive gains in Egypt's parliamentary elections last year, and is expected to do equally well in Jordanian polls scheduled for 2007. Morocco, another American ally, also faces elections next year, with analysts predicting a shoo-in for the Islamist opposition.

America's shaky friends

As for Iran, Egyptians have never forgiven its revolutionary leaders for naming a Tehran street after one of the assassins of their peacemaking president, Anwar Sadat. Lebanon's shaky governing coalition, now in a stand-off with Hizbullah, sees Iran as the main obstacle to a deal under which Hizbullah might focus on being a political party and give up its arms. Gulf states feel a more direct threat, since many of them host American military bases.

The rulers of archly Sunni and conservative Saudi Arabia, in particular, have long viewed Iran as a dangerous rival. In the 1980s they blamed it for stirring unrest among the kingdom's large Shia minority, and in response helped bankroll Saddam Hussein's war against the Islamic Republic. During the recent Israel-Lebanon war, when some Saudi youths made the mistake of sticking posters of the admired Mr Nasrallah on their windscreens, Saudi police promptly arrested them.

The Bush administration has belatedly tried to rally its allies and to bolster such beleaguered figures as the Palestinian president, Mahmoud Abbas, and the prime ministers of Lebanon and Iraq. But the response has been half-hearted. This loose collection of accommodationist governments is finding it hard to gain traction against the resistance ideal. One problem they face is Israel, whose increasingly harsh operations against Palestinian fighters in the West Bank and Gaza have made it more toxic than ever. Israeli and Arab moderates both want to cool temperatures over Palestine and Lebanon and to contain Iran. But Arabs are uneasy at any hint of an ►►

▶ alliance with the Jewish state.

America's own refusal to engage directly with the resistance block has polarised and complicated the situation. Discomfort with America grew particularly acute over the Lebanon war, when countries such as Saudi Arabia were forced, by public outrage at Israel's crushing response, to back away from their criticism of Hizbullah for having started the war.

Yet, although it may lack the rejectionists' unity of purpose and their popular appeal, the accommodationist axis of American friends is not entirely toothless. Gulf countries now have plenty of oil cash with which to win goodwill by, for instance, rebuilding Lebanon and shoring up the Palestinian economy. Such largesse could prove persuasive, too, in trying to coax Syria away from its tight embrace of Iran, since Syria's economy relies on oil reserves that are fast running out.

They might also make progress, with

those on the Arab street who are still willing to listen, by posing the question of whether ordinary people really want to sacrifice lives and treasure in an endless fight against Israel. The answer of large numbers of Lebanese during the recent war was a resounding no. Raghida Dergham, a columnist for the Saudi-owned daily *Al Hayat*, writes sarcastically that if what she calls the axis of extremism is resolved on war, "we hope it is ready to liberate Palestine and not exploit the Palestinians as a tool for the ideology and hegemony of others."

This comment pricks at both Iran and Syria. Few Muslims elsewhere are aware that Mr Khamenei, aside from being supreme leader of the revolution and running the powerful intelligence services, also styles himself Leader of the Islamic World. This suggests a much wider agenda than simple "resistance". As for Syria, while it champions Islamist liberation

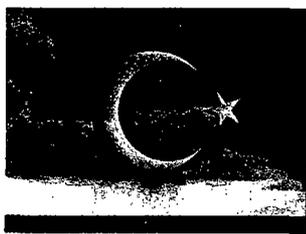
movements abroad, mere membership of the Muslim Brotherhood inside the country remains a capital crime.

Arab moderates may be able to convince the Bush administration that the best way to ease tension would be for America itself to be more flexible. That would be wise, because the rejectionist front may not be as intractable as it appears. Syria's president has repeatedly signalled that he would shift his position if only some reward, such as a chance to recover the Golan Heights, were offered. Recent polling among Palestinians shows a similar openness to persuasion.

It is also clear that a powerful sector of Islamist opinion is so fundamentally rejectionist that it will never change. The best the West can do may be to ensure that it does not push more moderates into that camp. It could start by remembering that people choose to "resist" when they feel threatened. ■

Is the West losing Turkey?

Repair work is needed to mend a deteriorating relationship



THE relationship between Turkey and the West has always been awkward. The age-old hostility between the rising Muslim empire of the Ottomans and the declining Christian one of Byzantium still casts a shadow—as the pope discovered

when he unwisely quoted a Byzantine emperor's negative views of Muhammad. So it is no surprise that tensions should arise between Turkey and the European Union, or between Turkey and America. What is worrying is that, at a moment when these two relationships matter more than ever, both have simultaneously deteriorated.

Turkey is important to the Americans and Europeans for geographical reasons: it abuts the EU to its west and the Caucasus, Iran, Iraq and Syria to its east. It matters for economic reasons: fast-growing GDP and a rising population have made it an important trade and investment partner. It is significant militarily, with the biggest NATO army after America's. But it counts above all as the best exemplar of a mainly Muslim country that is a thriving democracy and a secular republic—a rare beast that the West desperately needs to encourage.

Yet Turkey's relations with the United States have been testy ever since its parliament blocked the passage of American troops to Iraq in March 2003. Now the Turks are simmering because they say the Americans have done nothing to stop Kurdish PKK fighters, who have resumed guerrilla and terrorist activities in Turkey's south-east, basing themselves in the northern Kurdish area of Iraq. The public mood in Turkey has turned hostile to America: in one poll this summer, more Turks had a good opinion of Iran than of the United States.

Ordinary Turks have also become more negative about Europe. In December 2004, when the government of Recep Tayyip Erdogan won the promise of an opening of negotiations to join the EU, the reaction across Turkey was euphoric. But the talks have progressed painfully slowly. The perception in An-

kara is that the EU is piling on big demands—for constitutional change, economic liberalisation, more religious tolerance—but offering little in return. Over the past two years a stream of leaders from such countries as France, Germany and Austria have made clear that they are against Turkey ever joining the EU. And now Brussels is threatening to suspend the entry talks unless Turkey fulfils its promise to open its ports and airports to the (Greek) Republic of Cyprus, although the EU's effective embargo of northern Cyprus will remain (see page 33).

In such a climate, even small gestures can be damaging. The bill just approved by the French National Assembly to make it a crime to deny the Armenian genocide of 1915 seems unlikely ever to become law. But it has created a storm of protest in Turkey, which has never acknowledged the genocide. In the run-up to next year's election in Turkey, Mr Erdogan, who

leads the mildly Islamist AK party, is understandably inclined to pander to nationalist (and religious) feeling. Yet he is playing with fire: radical Islam is gaining fresh recruits, and mutterings can be heard in the Turkish army, which has a long history of interfering in politics, about its duty to protect the secular tradition of Atatürk.

Build up, don't knock down

Some in Washington might welcome a military intervention if it produced a more compliant ally. But it would be a huge setback in the impressive progress that Turkey has made under Mr Erdogan. He would do well to continue that progress, by returning to the goal that he first chose in 2003: to prepare Turkey for joining the EU. That also requires a new engagement by the Europeans. Rather than speaking out against Turkey's eventual membership, EU leaders should let the negotiations proceed without prejudice to their outcome. The current Finnish presidency of the EU also deserves strong support in its efforts to find a compromise that averts the "train-wreck" over Cyprus which threatens to scupper the talks. Both America and Europe must pay closer attention to Turkey in the next few months if they are to avoid the risk of losing it. ■

Militias are spiraling into chaos

What started as self-defense forces now bring anarchy

By Sabrina Tavernise

BAGHDAD: Behind the maze of men with guns in Iraq is a very simple truth: Their barrels offer protection, something Iraqis say the government has never given them.

On Friday, the web wound tightly around the southern city of Amara, where the two largest and best-armed militias, both made up of religious Shiites, were fighting it out for control.

So when the prime minister speaks of disarming militia groups — those mushrooming armies of men with guns that are carrying out most of the killing here — Iraqi brows begin to furrow.

“He’s just talking,” snapped Fadhil Sabri, a 37-year-old generator repairman in a tiny grease-stained shop in the heart of Sadr City, the stronghold of the Mahdi Army, a Shiite militia. “Not now. Not even in 10 years. You need arms to defend yourself.”

Iraq is awash in killings, and many are attributed to the Mahdi militia, the largest and increasingly fractured Shiite group that began under the command of a glowering Shiite cleric, Moktada al-Sadr. An indignant Sadr called it up to fight against the American military twice in 2004. It was bloodied, but survived. Since then it, and a growing criminal breakaway element, has grown into one of the government’s biggest problems and a major obstacle to the success of the American enterprise here.

Despite its new rogue fringe, Shiites see the Mahdi militia as the single most effective protector against the hostile Sunni groups that have ravaged their neighborhoods, and say that as long as the government cannot keep them safe, they cannot support disarming it.

That paradox goes to the heart of what lies ahead for the American military as it presses the Iraqi government to contain militias like Sadr’s. How is it possible to control a militia when trust among Iraqis has vanished, the violence shows no signs of abating, and the government is not capable of containing it?

Sadr and his Mahdi Army have emerged as one of the biggest puzzles of the war. He controls the largest bloc of seats in Parliament. At the same time, 92 percent of mortar attacks on the Green Zone from August to September came from his stronghold, Sadr City.

As the Amara fighting showed, the group and its rogue elements present a serious challenge to the Iraqi government. It has settled deeply into the crevices of Iraqi society, filling college security offices, student unions, and the ranks of the police and army. It is often at

the center of spasms of sectarian killing, like the one last weekend in Balad, and frequently battles rival Shiite groups, as in Amara, and earlier this month in another southern city, Diwaniya.

But in a measure of just how complex and criminal Iraq has become, it is impossible to tell where loyalties to Sadr end and the crimes begin. Rogue groups of his former followers now run underground fiefdoms of sectarian killing, kidnapping, and even a special market for victims’ cars. One of Sadr’s senior aides was arrested by the American military this week on suspicion of having directed the killing and torture of Sunnis.

The changes are so profound — the American military estimates that as much as a third of his army has been sliced off — that the Mahdi Army is be-

‘They are killing Sunnis now. None of us likes this. But it keeps balance in our sensitive areas.’

coming a generic term for Shiite militias. A senior American military official estimated there were 23 militias operating in Baghdad.

“It’s hard to understand the amount of groups who are moving around and where they are getting their funding,” said Colonel Thomas Vail, the American commander in charge of eastern Baghdad. “It’s very complex right now, more than when we first came.”

The mechanisms for killing became sophisticated. A senior coalition intelligence official at a briefing last month detailed an example of a Mahdi Army death squad. Group leaders are issued instructions listing a target person and an address, the official said. A group can consist of 15 special-forces companies, 8 intelligence companies, and several punishment committees, complete with clerics who impose sentences. Some of the leaders can be inside the Interior Ministry, the official said. Others work with contacts within the ministry to obtain equipment such as cars.

The military’s task has been vastly complicated by the sheer relentlessness of the violence. Ever larger portions of the Iraqi population have been radicalized in three years of war, chopping the ground out from under the moderates.

“Right now I support the presence of the Mahdi Army,” said a senior judge in

Iraq’s criminal court. “I know this is unacceptable in law, in politics, in society, but in this unusual time we are living in, this is the reality.”

Shiites were elevated to power by Americans and, in the first years after the invasion, cultivated very friendly relations with them. But late last year, when the military began uncovering cases of abuse by Shiite security forces, the relationship began to change.

Now it is a broadly held view among Shiites that the American military has unfairly focused on Shiite militias, like the Mahdi Army, and largely forgotten the Sunni militias that they say invented the sectarian war. Groups like the Omar Brigade, formed to kill Shiites, were executing Shiites at fake checkpoints as early as 2004. The killing, including a stream of brutal suicide bombings, went unchecked by the government, prompting a Shiite response.

“The support of the militias within the Shia community comes from the failure of the Ministry of Interior, the Ministry of Defense and the coalition forces to provide security,” said Qasim Dawood, a former interior minister in the first interim government led by Ayad Allawi. “The creation of these militias comes as a reaction.”

But a simple reaction spilled over into war in February, when Shiite mobs rampaged in Baghdad, dragging Sunnis out of their homes and mosques and killing them. The legendary Shiite patience snapped, and Shiites began to take systematic revenge.

The victims are often stuffed in the trunks of cars. (This tactic became so widespread that Iraqi soldiers at checkpoints have been known to stop cars playing loud, thumping music, mistaking the sound for a person trying to get out.)

Killings peaked, often immediately after attacks by Sunnis on Shiite areas. In one particularly bad day in August, shortly after an attack on a procession of Shiites pilgrims, a worker in the eastern Baghdad neighborhood of Ur counted 14 victims. Four were shot in front of him on a dirt road near a high school. The bodies of another 10 were dumped there later that day. Police cars, like hearses, later picked them up.

The killings took place openly, often silently, and without fanfare. Gunmen did not bother to hide their faces.

“I know they are killing Sunnis now. None of us likes this,” said Firas al-Saeidi, a 29-year-old resident of Sadr City who works in the Ministry of Defense. “But it keeps balance in our sensitive areas. We need that.”

The New York Times

Rival Shiite militias clash in an Iraqi city

By Kirk Semple

BAGHDAD: Hundreds of militiamen linked to the Shiite cleric Moktada al-Sadr battled local police officers and members of a rival Shiite militia in the southeastern city of Amara on Friday, destroying police stations and seizing control of entire neighborhoods in apparent retaliation for the arrest of one of their fighters.

Amid daylong negotiations involving local tribal and political leaders, and delegates from the Baghdad offices of Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki, the gunmen from Sadr's militia, the Mahdi Army, eventually withdrew from their positions and ceded the city to an Iraqi Army battalion that had been dispatched from Basra, officials and residents said. The negotiations were still continuing late Friday.

British forces, who handed control over Amara to the Iraqi forces last August, did not intervene to stop the bloodshed, apparently wanting to allow the Iraqi government to resolve the dispute themselves. British military officials said a quick reaction force was standing by outside Amara in case Iraqi diplomatic efforts were unsuccessful.

But the stunning and defiant display of militia strength underscored the weaknesses of the Iraqi security forces and the potency of the Mahdi Army, which has been able to operate virtually unchecked in Iraq and is widely accused of propelling the cycle of sectarian violence that threatens to plunge the country into all-out civil war.

The clashes, pitting Sadr's fighters against members of a rival Shiite faction, the Badr Organization, also exposed the deep fissures in the country's Shiite leadership and cast doubt on the ability of the ruling Shiite coalition to hold together.

The stability of Maliki's government depends on a tenuous peace between Sadr, who controls one of Iraq's largest parliamentary blocs, and Abdul Aziz al-Hakim, who leads the Badr militia and the country's largest Shiite party, the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq. A generations-long feud between their families has carried over into a personal and political rivalry between the men, and their militias have periodically clashed.

The possibility of a violent break between the two forces of Sadr and Hakim would severely complicate the efforts of the Iraqi and American officials to quell soaring violence in Iraq.

Bush administration officials in Washington said a senior group at the Pentagon was working on a possible timetable for Iraq to tackle sectarian divisions and take a larger role in its own security.

In comparison with the west and north of the country — where a fierce Sunni Arab-led insurgency has tormented American and Iraqi troops, and Sunni and Shiite death squads have engaged in retributive violence — the predominantly Shiite south has been relatively peaceful. But a disintegration of the unstable pact between Mahdi Army and Badr fighters could draw American attention away from the other fronts and compel the British military to return to areas they have ceded to the Iraqis.

The American military command acknowledged this week that it was considering an overhaul of its latest security plan for Baghdad, where three months of intensive American-led sweeps had failed to curb violence by Sunni Arab-led insurgents and Shiite and Sunni militias.

According to Sheik Abdul Kareem al-Muhamadawi, Amara's most prominent political leader, the latest dispute between the Shiite militias began after Qassim al-Tamimi, the chief of investigations for the provincial police force and a member of the Badr Organization, was killed in a bombing. Badr fighters blamed the Mahdi Army for the killing.

The police then arrested the brother of the local Mahdi Army commander, officials said, though it was unclear whether the arrest was related to the bombing. Mahdi fighters responded with the assault on the city, which began Thursday afternoon.

By noon Friday, Mahdi gunmen were patrolling the city in commandeered police vehicles and manning road-

blocks, local leaders and residents said. At least 8 people were killed in the clashes and 75 were wounded, according to health officials in Amara.

"There is no state in the city right now," Muhamadawi said by telephone early Friday afternoon. "Policemen tried

to protect the stations, but what can they do? They do not have enough weapons and ammunition compared with the militia, which has all kinds of weapons."

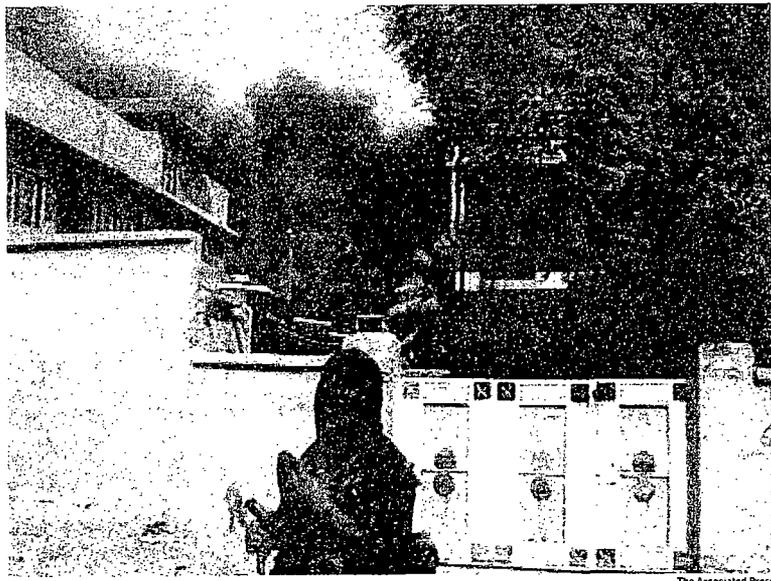
Control of the area's politics has been fiercely contested by followers of Hakim and Sadr. Sadr's allies dominate the 42-member provincial council and the governor is a former Mahdi Army commander. But the police chief is a former Badr member and many of his policemen pledge loyalty to the militia.

The Shiite militias have presented Maliki with perhaps the greatest conundrum of his administration. U.S. officials have pressed him to disarm the militias and rid the state security forces of their influence. Yet Maliki has hesitated to attack them, particularly the Mahdi Army and Badr Organization, for fear of alienating fundamentalist Shiite leaders inside his fractious coalition.

Sadr leverage was apparent earlier this week when Maliki ordered the release of one of Sadr's senior aides, who had been arrested a day earlier by American troops on suspicion of participating in kidnappings and killings.

But according to Western intelligence officials, Sadr appears to have lost control of part of his militia, which has splintered off into freelance death squads. In fact, it remained unclear whether he had approved the Amara uprising. Witnesses said a message from Sadr was broadcast from vehicles Friday afternoon, calling on gunmen to lay down their weapons, though the order was widely disregarded.

The New York Times



A gunman Friday in Amara. Mahdi Army fighters stormed the city's police stations, but a tense calm was eventually restored.

Three Choices, Mr. President

The Least Bad Option on Iraq: Disengagement and Damage Control

By Richard Holbrooke

Tuesday, October 24, 2006

The Washington Post



President Bush speaks at a Republican Party fundraiser in Washington last week.

Dear Mr. President:

As soon as the midterm elections are over -- and regardless of their outcome -- you will have to make the most consequential decision of your presidency, probably the most complicated any president has had to make since Lyndon Johnson decided to escalate in Vietnam in 1965, and far more difficult than your decisions after Sept. 11, 2001. Then, you rallied a nation in shock, overthrew the Taliban in Afghanistan and Saddam Hussein in Iraq, and confronted Iran and North Korea over their nuclear programs -- acting in all cases with self-confidence and overwhelming national approval.

Now all four projects are in peril. With far less public support, and time running out on your presidency, you must reverse the recent decline in Afghanistan, get North Korea back to the six-party talks, isolate a cocky, dangerous Iran that thinks events are going its way and, above all, figure out what to do with Iraq. So allow me to offer some very unsolicited suggestions on that war.

Broadly speaking, you have three choices: "Stay the course," escalate or start to disengage from Iraq while pressing hard for a political settlement. I will argue for the third course, not because it is perfect but because it is the least bad option.

In your radio address last week, you said that "our goal in Iraq is clear and unchanging: . . . victory." You added that the only thing changing "are the tactics. . . . Commanders on the ground are constantly adjusting their approach to stay ahead of the enemy, particularly in Baghdad." One can only hope that you do not mean those words literally -- or believe them. "Stay the course" is not a strategy; it is a slogan, useful in domestic politics but meaningless in the field.

Your real choice comes down to escalation or disengagement. If victory -- however defined -- is truly your goal, you should have sent more troops long ago. You and Defense Secretary Donald Rumsfeld say that the commanders in Iraq keep telling you they don't need more troops, but, frankly, even if technically accurate, this is baffling. Plain and simple, there are not, and never have been, enough troops in Iraq to accomplish the mission.

But where would more troops come from? The Pentagon says the all-volunteer Army is stretched to the breaking point; it is now recruiting 42-year-olds and lowering entry standards. Afghanistan also needs more troops. And suppose additional troops do not turn the tide? Does the United States then send still more? Even advocates aren't sure escalation will produce a turnaround.

The last option is the most difficult for an embattled wartime president: Change your goals, disengage from the civil war already underway, focus maximum effort on seeking a political power-sharing agreement, and try to limit further damage in the region and the world.

Even your strongest critics understand that disengagement is fraught with risk. You have warned of the bloody consequences that might follow a U.S. withdrawal. Preventing such a tragedy must be

your first priority. For this and other reasons, I do not favor a fixed timetable for withdrawal, since it would give away any remaining American flexibility and leverage. But the kind of killing that you predict would follow an American departure is in fact already underway, and nothing we have done has prevented it from increasing rapidly. At the current pace, there will be well over 40,000 murders a year in Iraq. A recent University of Maryland poll found that 78 percent of Iraqis surveyed believe the American presence is now "provoking more conflict than it is preventing," and 71 percent support a U.S. withdrawal within one year.

I urge you to lay out realistic goals, redeploy our troops and focus on the search for a political solution. We owe that to the Iraqis who welcomed the overthrow of Saddam Hussein and put their trust in us, only to find their lives in danger as a result. By a political solution, I mean something far more ambitious than current U.S. efforts aimed at improving the position of Prime Minister Nouri al-Maliki by changing ministers or setting timelines for progress. Sen. Joe Biden and Les Gelb have advocated what they call, in a reference to the negotiations that ended the war in Bosnia in 1995, a "Dayton-like" solution to the political situation -- by which they mean a looser federal structure with plenty of autonomy for each of the three main groups, and an agreement on sharing oil revenue. Your administration has dismissed these proposals out of hand, and the time lost since Gelb first presented them more than two years ago has made them far more difficult to achieve.

Yet only two weeks ago, the Iraqi parliament took a big step toward creating more powerful regions, with an interesting proviso to delay implementation for 18 months. You could use this legislation as leverage to negotiate a peaceful arrangement for sharing power and oil revenue, while redeploying and reducing our forces in Iraq. If such an effort fails, nothing has been lost by trying.

Those who say this is a proposal to partition Iraq into three countries (which it is not) and would trigger all-out civil war are misrepresenting the idea, while offering nothing in its place. Whatever else you do, Mr. President, you should send American troops to northern Iraq (Kurdistan), which is still safe but increasingly tense, to reduce the very real risk of a Turkish-Kurdish war. Both the Turks and the Kurds would welcome this U.S. presence, but it would have to be accompanied by a cessation of Kurdish terrorist raids into Turkey. This would allow Special Forces troops to move rapidly into other parts of Iraq if a terrorist target appeared, and it would show the world that you were not withdrawing from America's commitment to Iraq.

In recent years, almost any advocate of a change in policy has been accused of wanting to "cut and run." Such rhetoric works against the bipartisanship that this crisis requires. But if you were to decide to draw down American troops -- without a fixed timetable -- and seek a political compromise, the responsible leadership of the Democratic Party would surely work with you, especially if the Iraq Study Group, co-chaired by James Baker and Lee Hamilton, recommends significant changes in policy, which you could use as a starting point for rebuilding a bipartisan national consensus.

This crisis is far too acute for recrimination. If we are still at war during the 2008 campaign, as seems likely if you do not change course, it will benefit neither party but will leave your successor with the same choices you now face, but under far worse circumstances.

Richard Holbrooke, a former U.S. ambassador to the United Nations, writes a monthly column for The Post.

Le pétrole, talon d'Achille du régime de Téhéran

Comme la Corée du Nord, l'Iran n'hésitera pas à aller jusqu'à la confrontation pour défendre son programme nucléaire. C'est en effet pour les dirigeants iraniens la meilleure garantie que les États-Unis ne feront pas à leur pays ce qu'ils ont fait à l'Irak. De surcroît, ce conflit avec les États-Unis leur permet de s'assurer un soutien national dont ils ont bien besoin.

Dans ces conditions, comment les États-Unis peuvent-ils ébranler la position iranienne ? Quatrième exportateur mondial de pétrole, l'Iran a grandement profité de la hausse des cours depuis quatre ans. Sa stabilité économique dépend des revenus du pétrole, et c'est là son talon d'Achille.

Les diplomates américains ne persuaderont pas le Conseil de sécurité des Nations unies d'imposer des sanctions sur les exportations énergétiques. Mais le gouvernement Bush peut essayer de maîtriser les cours, et il devrait commencer par refuser de mordre aux hameçons que tend le président Mahmoud Ahmadinejad pour faire monter la tension quand bon lui semble.

Ahmadinejad a fait preuve de beaucoup d'imagination sur le plan diplomatique. Son gouvernement a rejeté les demandes de la communauté internationale pour l'interruption du programme d'enrichissement de l'uranium, ignoré les délais fixés par les Nations unies, armé des milices irakiennes, fourni au Hezbollah du matériel militaire pour attaquer Israël, nié l'existence de l'Holocauste et organisé des manœuvres militaires près du détroit d'Ormuz, par lequel transitent 40 % du trafic pétrolier maritime mondial. Toutes ces provocations contribuent à faire monter les cours du pétrole, et le gouvernement iranien continue ainsi de s'enrichir.

Lorsque le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei a suggéré que l'Iran pourrait jouer la carte du pétrole, Condoleezza Rice n'y a pas cru. Selon le secrétaire d'État américain, le budget iranien dépend à 80 % du pétrole, et ne tolérerait donc pas de perturbations.

Par
Ian Bremmer



« Si l'Iran retire de petites quantités de pétrole des marchés, la hausse des prix pourrait compenser (peut-être complètement) la baisse de revenus »

Mais si l'Iran retire de petites quantités de pétrole des marchés internationaux, la hausse des prix pourrait compenser (peut-être complètement) la baisse de revenus. En outre, les menaces sur le détroit d'Ormuz permettraient à l'Iran de faire monter les cours sans réduire sa production. Ce n'est pas par hasard si presque toutes les initiatives du gouvernement iranien sur la scène internationale depuis un an ont augmenté les risques sur les marchés de l'énergie.

Il arrive que les États-Unis réussissent – parfois involontairement – à fragiliser l'Iran. L'été dernier, le gouvernement Bush a proposé à l'Iran d'entamer des pourparlers. En septembre, le président Bush a prononcé un discours étonnamment mesuré devant l'Assemblée générale des

Nations unies. Les réticences de la Russie, de la Chine et de la France pour l'imposition de sanctions ont convaincu les responsables américains de laisser plus de temps à la diplomatie, avant de faire pression pour l'adoption de mesures punitives par le Conseil de sécurité.

Toutes ces décisions ont permis de calmer un peu les marchés de l'énergie. Le baril de pétrole a

chuté de plus de 78 dollars mi-juillet à moins de 60 dollars au début du mois d'octobre. Cette baisse, due dans une large mesure à l'apaisement des tensions au sujet du programme nucléaire, coûte cher au gouvernement iranien, ce qui exacerbe les difficultés du régime à l'intérieur du pays.

L'inflation est en augmentation, et pourrait aller jusqu'à 20 %. Le 1^{er} octobre, Khamenei a demandé à Ahmadinejad de s'attaquer à ce problème de plus en plus prononcé. Les prix de certains services et marchandises subventionnés ont été gelés, et la hausse de l'inflation rend ces subventions encore plus coûteuses pour le gouvernement, qui indique qu'il pourrait commencer à rationner l'essence. Le taux de chômage est d'environ 12 %, probablement le double parmi les jeunes.

Les États-Unis peuvent affaiblir le régime iranien en évitant les

déclarations et les actions qui contribuent à faire monter le prix de l'énergie et donc à renforcer l'économie iranienne. Les responsables américains doivent faire baisser la température politique. Ils doivent de nouveau proposer des pourparlers à l'Iran. Bush devrait inviter Ahmadinejad à Washington. Dans son ranch à Crawford même. Lui préparer le petit déjeuner.

Washington peut aussi essayer de contenir les cours en demandant aux Saoudiens, qui contrôlent presque toute la capacité mondiale en réserve, de maintenir une production élevée. Les sunnites au pouvoir en Arabie saoudite sont plus menacés que les États-Unis par le fait que l'Iran est favorable à un rééquilibrage des pouvoirs dans la région en faveur des musulmans chiïtes.

Certes, Ahmadinejad trouvera probablement un moyen de jeter de nouveau de l'huile sur le feu. Personne ne peut empêcher les tactiques d'intimidation de l'Iran dans le détroit d'Ormuz. Mais, au moins, ce ne sera pas la faute des États-Unis.

L'Iran a probablement besoin de deux ou trois ans pour se doter d'une arme nucléaire. Quelle sera

alors la position d'Ahmadinejad dans son propre pays ? Si les États-

Unis ne lui fournissent pas de menace dont il puisse se servir pour s'assurer le soutien des Iraniens, son échec à relancer l'économie finira par nuire à sa popularité. Si les cours du pétrole baissent, Ahmadinejad aura moins d'argent à dépenser pour des projets qui le maintiennent à flot, ou pour le programme nucléaire.

Si la baisse des revenus du pétrole ne parvient pas à affaiblir Ahmadinejad, les États-Unis pourront toujours se rabattre sur l'option militaire. Mais cette stratégie a de plus grandes chances de succès que des efforts diplomatiques visant à persuader le régime de suspendre volontairement l'enrichissement de l'uranium, ou que des sanctions coercitives.

En choisissant de calmer le jeu, Bush ne se fera pas d'amis parmi ceux qui préconisent une stratégie plus musclée. Mais si l'approche conflictuelle du gouvernement américain a échoué jusqu'à présent, c'est parce que c'est précisément ce que veulent les dirigeants iraniens.

* *Président de l'Eurasia Group, cabinet de conseil international spécialisé dans le risque politique, auteur de The J. Curve : A New Way to Understand Why Nations Rise and Fall.*
© Project Syndicate, 2006.

L'Iran lance un ultimatum à l'Occident

MOYEN-ORIENT

Le président de la République iranienne appelle les pays occidentaux à ne plus soutenir Israël.

DANS un nouveau défi, Mahmoud Ahmadinejad a lancé hier un « ultimatum » aux pays occidentaux, en leur conseillant d'abandonner tout soutien au régime israélien, qui « disparaîtra ». Le président de la République islamique a averti que « tout gouvernement qui se tient aux côtés du régime sioniste ne doit s'attendre désormais qu'à la haine des peuples du monde. La colère des peuples de la région bouillonne, et si l'ouragan se déchaîne, ses effets ne se limiteront pas aux frontières de la Palestine et vous heurteront ».

L'avertissement a été lancé lors de la manifestation annuelle de la Journée Al-Qods (Jérusalem), instituée par l'ayatollah Khomey-

ni, fondateur de la République islamique, journée au cours de laquelle le régime et ses affidés répandent leur rhétorique anti-israélienne.

Convergeant depuis sept mois vers l'université de Téhéran, des milliers d'Iraniens ont écouté la dernière diatribe de leur président, sous l'œil vigilant d'un millier de pasdarans, la milice au service du régime, dispersés sans armes, au milieu de la foule. « Mort à Israël », « Qods, nous arrivons » scandaient les fidèles. L'État hébreu accuse régulièrement Téhéran d'alimenter « le terrorisme » des fondamentalistes palestiniens du Hamas et du Djihad islamique. « Israël est une tumeur sans légitimité historique, religieuse ou culturelle », a déclaré hier, en écho, le ministre palestinien des Affaires étrangères, Mahmoud Zahar.

Paris a condamné la nouvelle provocation du président iranien, dont les pouvoirs sont toutefois li-



Mahmoud Ahmadinejad a averti que « tout gouvernement qui se tient aux côtés du régime sioniste ne doit s'attendre désormais qu'à la haine des peuples du monde ». Morteza Nidoubazl/Reuter.

mités par la Constitution. « Je condamne les propos inacceptables tenus par Mahmoud Ahmadinejad remettant à nouveau en question l'existence d'Israël », a déclaré, dans un communiqué, Philippe Douste-Blazy, le ministre des Affaires étrangères.

Le président iranien en a profité pour réaffirmer que son pays « ne tolérera aucune pression » dans son conflit avec les grandes puissances pour suspendre l'enrichissement d'uranium. « L'Iran est prêt à négocier, mais il ne tolérera aucune pression », a dit Ahmadinejad, alors que la foule criait : « L'énergie nucléaire est un droit inaliénable ».

Ce nouveau refus intervient alors que les Européens finalisent un projet de résolution de l'ONU sur des sanctions économiques et commerciales contre l'Iran. Le texte, qui pourrait venir dès la semaine prochaine devant le Conseil de sécurité, prévoirait une première série de sanctions pour interdire la fourniture du matériel et des fonds pour les programmes de missiles balistiques et nucléaires iraniens.

Devant un public acquis, Mahmoud Ahmadinejad est revenu sur une autre déclaration de défi aux grandes puissances qu'il avait faite lors de son déplacement à New York en septembre à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies. « Je leur ai dit qu'ils n'avaient qu'à arrêter (leur programme nucléaire, ndlr), et nous produirons du combustible d'ici à cinq ans, et nous leur vendrons avec un rabais de 50 % », a lancé l'ancien maire de Téhéran, élu président, à la surprise générale l'an dernier.

Fort de la semi-victoire cet été de son allié libanais du Hezbollah face à Tsahal, Ahmadinejad en-

tend continuer d'exprimer avec outrage les frustrations du monde arabe. Ce qui ne va pas manquer pas d'alimenter la crainte des régimes sunnites modérés, comme la Jordanie, l'Égypte ou l'Arabie saoudite. Cet ultimatum à l'Occident réveille en outre le spectre de la réactivation des réseaux terroristes pro-iraniens, à travers le monde.

GEORGES MALBRUNOT

LE FIGARO

21 - dimanche 22 octobre 2006

Climat insurrectionnel à al-Amara

IRAK. La milice chiite de Moqtada al-Sadr ne contrôle pas la ville d'al-Amara, à 365 km au sud de Bagdad, où de violents affrontements opposent l'Armée du Mehdi de Sadr aux forces armées. C'est en tout cas ce qu'affirmait hier soir l'envoyé du premier ministre, Shirwan al-Waeli, ministre chargé de la Sécurité nationale, dans cette ville proche de la frontière iranienne.

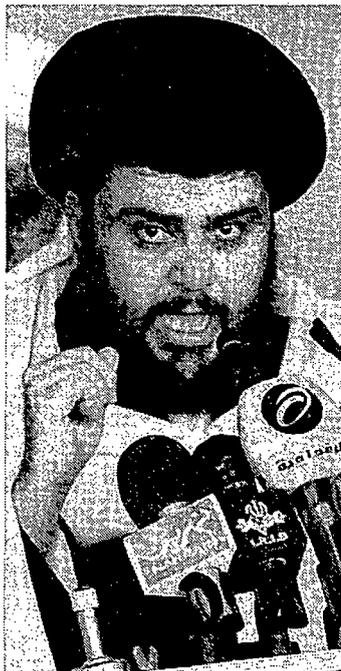
De son côté, l'armée britannique s'est dite prête à se déployer sur place pour venir en aide aux troupes régulières. Hier, la police a pu bloquer les rebelles dans plusieurs quartiers et a encerclé les bureaux du mouvement du dirigeant radical chiite Moqtada al-Sadr au centre de la ville, mais les miliciens continuaient à contrôler plusieurs rues.

Selon un collaborateur de Sadr à al-Amara, les combats, qui ont déjà fait au moins dix-huit morts dont dix parmi les insurgés, ont

commencé jeudi matin à la suite de l'arrestation du frère d'un commandant de l'Armée du Mehdi. Ce dernier est accusé d'avoir causé la mort du directeur des services de renseignements de la police et de la ville et de trois de ses collaborateurs avec une bombe artisanale, au début de la semaine. Les miliciens ont ensuite occupé plusieurs postes de police.

En août, l'armée britannique a transféré la sécurité d'al-Amara aux forces irakiennes. L'Armée du Mehdi a considéré ce retrait comme une victoire contre « l'occupant ». Depuis, la milice a renforcé son influence dans la ville, au détriment de la Force Badr, une autre milice chiite, liée à l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak, dont les membres ont investi l'armée, qui affronte les sadrites à al-Amara.

G. M.



De violents affrontements opposent les partisans de Moqtada al Sadr aux forces armées irakiennes dans la ville d'al-Amara. Zein/AFP.

Les combats entre deux factions rivales menacent de s'étendre au reste du pays.

Sanglante rivalité entre milices chiites dans le sud de l'Irak

Lorsque les troupes britanniques ont remis aux forces irakiennes le contrôle de la ville méridionale d'Amara, la situation sécuritaire était globalement bonne. Deux mois plus tard, cette localité de quelque 250 000 habitants, à 365 km au sud de Bagdad, est à feu et à sang à cause d'une guerre entre milices chiites. Selon des sources hospitalières citées par les agences AFP et Reuters, les combats ont fait au moins 24 morts et 150 blessés. Ils ont obligé le gouvernement irakien à décréter hier un couvre-feu. Une illustration de ce qui pourrait attendre l'Irak si d'aventure les forces américaines et britanniques commençaient à se retirer. Pourtant, Amara et la province du Maysan sont exclusivement chiites. Au-delà des risques de guerre confessionnelle entre chiites et sunnites, ethnique entre Arabes et Kurdes, la situation dans cette région témoigne bel et bien de déchirures au sein même de la communauté chiite qui, à cause d'un Etat absent, est livrée aux milices et aux escadrons

de la mort. D'où le risque d'une guerre civile totale, et pas seulement interconfessionnelle, étendue à tout le territoire irakien, et pas seulement à Bagdad et aux régions «mixtes». **Chaos.** A Amara, c'est la rivalité entre l'Armée du Mehdi, la redoutable milice du jeune chef radical Moqtada al-Sadr, et les brigades Al-Badr, la milice de la puissante Assemblée suprême de la révolution irakienne (Asrii, parti dominant au gouvernement), qui a provoqué l'actuel chaos. Les deux

Selon le quotidien Times de Londres d'hier, Washington négocie actuellement avec des groupes sunnites irakiens une «amnistie secrète».

groupes ne sont cependant guère éloignés l'un de l'autre. Leurs branches politiques ont gagné ensemble les élections législatives au sein de l'Alliance chiite unifiée et participent à la coalition qui soutient le Premier ministre, Nouri al-Maliki. Ils professent aussi un radicalisme islamique des plus

totalitaires. Ce qui les sépare, ce sont essentiellement leurs relations avec les Etats-Unis - l'Asrii est engagé dans une al-

liance stratégique avec Washington alors que Moqtada al-Sadr exige un calendrier immédiat de retrait des troupes américaines. En fait, ces heurts, qui se sont étendus à

d'autres villes du Sud - Nassiriya, Bassora - résultent de manœuvres politiques attisées par le débat sur le fiasco américain en Irak et les rumeurs sur un possible changement de cap. En août, de violents combats avaient déjà opposé, à Dwanaya, les miliciens sadristes aux forces irakiennes de sécurité, obligeant les

troupes américaines à intervenir. A Amara, les affrontements ont été provoqués par la découverte du corps de Hussein al-Bahadli, frère de Fadel, un commandant local de l'Armée du Mehdi. Lui-même était accusé d'avoir causé la mort du directeur des services de renseignement de la ville et de trois de ses collaborateurs dans un attentat. Désormais, quelque 3 000 soldats irakiens

ont été déployés dans la localité pour empêcher les milices de s'y livrer des batailles rangées. La police locale, liée aux

brigades Al-Badr, s'est vu aussi interdire d'y entrer. Sur le fond, le conflit est cependant loin d'être réglé.

Guerre civile. Les risques de conflit intercommunautaire sont d'autant plus inquiétants que Nouri al-Maliki avait la réputation d'être un chiite radical, capable de rassembler toutes les factions combattantes au sein d'un gouvernement d'union qui mettrait fin aux affrontements interirakiens. Les Etats-Unis avaient d'ailleurs misé sur sa personnalité plutôt carrée pour enrayer le glissement vers la guerre civile.

En fait, alors que l'attention des médias est surtout focalisée sur Bagdad et le «triangle sunnite», c'est tout l'Irak, le Kurdistan excepté, qui semble glisser vers le chaos. A l'exemple de Bassora, la capitale du Sud et siège du commandement britannique, où les forces britanniques ont été impuissantes à empêcher le partage de la ville entre factions et gangs rivaux. Furieux contre la «libanisation» des régions chiites et un mois d'octobre des plus meurtriers - déjà 86 morts - pour l'US Army, Washington multiplie les pressions contre Al-Maliki - qui a reporté de plusieurs mois le désarmement des milices. Dès lors, un changement de stratégie américaine n'est pas à exclure. Selon le Times de Londres d'hier, Washington négocie actuellement avec des groupes sunnites une «amnistie secrète». ◆

JEAN-PIERRE PERRIN

IRAK 18 MORTS À AL-AMARA EN DEUX JOURS

Chiites et sunnites irakiens appellent à l'arrêt des hostilités

UN TEXTE dit « Document de La Mecque », préconisant l'arrêt de l'effusion de sang musulman en Irak, a été signé vendredi 20 octobre, à La Mecque, en Arabie saoudite, entre dignitaires religieux chiites et sunnites irakiens réunis sous l'égide de l'Organisation de la conférence islamique (OCI).

Le grand ayatollah Al-Sistani, figure emblématique des chiites, majoritaires en Irak, n'était ni présent ni représenté, mais avait fait savoir qu'il « bénissait » la rencontre. Le dirigeant radical chiite, Moqtada Al-Sadr, à la tête de l'Armée du Mahdi soupçonnée d'être très active dans les violences intercommunautaires, n'a pas non plus participé à la rencontre.

Le document en dix points appelle,

entre autres, à la « libération des otages musulmans ou non musulmans ». Il exhorte le gouvernement irakien à « libérer les détenus innocents et à juger les responsables présumés de crimes de manière équitable » et encourage tout effort visant à réaliser « l'unité nationale, la sécurité et la paix en Irak ». Le secrétaire de l'OCI, Ekmeleddin Ihsanglu, a aussi souligné, lors d'un point de presse, que ce texte était un « engagement moral » : « Ni l'OCI ni aucune autre partie n'ont un pouvoir sur les consciences des gens. »

Malgré différents plans de sécurité américano-irakiens, la violence continue en Irak. Dans la ville d'Al-Amara, dans le sud du pays, le calme semblait être revenu, samedi matin, après des affrontements

entre miliciens chiites de l'Armée du Mahdi et policiers irakiens qui ont fait au moins 18 morts et 97 blessés.

Les incidents ont commencé jeudi matin après l'arrestation du frère d'un commandant de l'Armée du Mahdi. Ce dernier est accusé d'avoir causé la mort du directeur des services de renseignement de la police d'Al-Amara et de trois de ses collaborateurs avec une bombe artisanale, au début de la semaine. Un groupe de 200 à 300 miliciens a occupé certaines rues, vendredi, après avoir dévasté trois postes de police, dont deux ont brûlé. Le premier ministre, Nouri Al-Maliki, et Moqtada Al-Sadr ont envoyé des délégations sur place pour mettre fin à la crise. - (AFP, Reuters) ■

MARDI 24 OCTOBRE 2006



Le Monde
Oimanche 22 - Lundi 23 octobre 2006

Nicholas D. Kristof

One minute in Iraq = \$380,000

October 26, 2006
INTERNATIONAL
Herald Tribune

For every additional second America stays in Iraq, U.S. taxpayers will end up paying an additional \$6,300.

So aside from the rising body counts and all the other good reasons to adopt a timetable for withdrawal from Iraq, here's another: America is spending vast sums there that would be better spent rescuing the American health care system, developing alternative forms of energy and making a serious effort to reduce global poverty.

In the run-up to the Iraq war, Donald Rumsfeld estimated that the overall cost would be under \$50 billion. Paul Wolfowitz argued that Iraq could use its oil to "finance its own reconstruction."

But now several careful studies have attempted to tote up various costs, and they suggest that the tab will be more than \$1 trillion — perhaps more than \$2 trillion. The higher sum would amount to \$6,600 per American man, woman and child.

"The total costs of the war, including the budgetary, social and macroeconomic costs, are likely to exceed \$2 trillion," Joseph Stiglitz, the Nobel-winning economist at Columbia, writes in an updated new study with Linda Bilmes, a public finance specialist at Harvard. Their report has just appeared in the Milken Institute Review, as an update on a paper presented earlier this year.

Just to put that \$2 trillion in perspective, it is four

times the additional cost needed to provide health insurance for all uninsured Americans for the next decade. It is 1,600 times Bush's financing for his vaunted hydrogen energy project.

Another study, by two economists at the American Enterprise Institute, used somewhat different assumptions and came up with a lower figure — about \$1 trillion. Those economists set up a nifty Web site, www.aei-brookings.org/iraqcosts, where you can

tinker with the underlying assumptions and come up with your own personal estimates.

Of course, many of the costs are hidden and haven't even been spent yet. For example, more than 3,000 American veterans have suffered severe head injuries in Iraq, and the U.S. government will have to pay for round-the-clock care for many of them for decades. The cost ranges from \$600,000 to \$5 million per person.

Then there are disability payments that will continue for a half-century. Among veterans of the first Gulf war — in which ground combat lasted only 100 hours — 40 percent ended up receiving disability payments, still costing us \$2 billion each year. We don't know how many of today's veterans will claim such benefits, but in the first quarter of this year more people sought care through the Department of Veterans Affairs than the Bush administration had budgeted for the entire year.

The war has also forced the military to offer re-enlistment bonuses that in exceptional circumstances

reach \$150,000. Likewise, tanks, helicopters and other battlefield equipment will have to be replaced early, since the Pentagon says they are being worn out at up to six times the peacetime rate.

The administration didn't raise taxes to pay for the war, so we're financing it by borrowing from China and other countries. Those borrowing costs are estimated to range from \$264 billion to \$308 billion in interest.

Then there are economic costs to the nation as a whole. For example, the price of oil was in the \$20- to \$30-a-barrel range early in this decade but has now shot up to more than \$50, partly because of the drop in Iraq's oil exports and partly because of war-related instability in the Middle East. Stiglitz and Bilmes note that if just \$10 of the increase is attributable to the war, that amounts to a \$450 billion drag on the economy over six years.

The bottom line is that not only have we squandered 2,790 American lives and considerable American prestige in Iraq, but we're also paying \$18,000 per household to do so.

We still face the choice of whether to remain in Iraq indefinitely or to impose a timetable and withdraw U.S. troops. These studies suggest that every additional year we keep our troops in Iraq will add \$200 billion to our tax bills.

My vote would be to spend a chunk of that sum instead fighting malaria, AIDS and maternal mortality, bolstering American schools, and assuring health care for all Americans. We're spending \$380,000 for every extra minute we stay in Iraq, and we can find better ways to spend that money.

Rumsfeld estimated the total cost would be \$50 billion. It may be more than \$2 trillion.

IRAN NUCLÉAIRE

Téhéran va doubler ses capacités d'enrichissement de l'uranium

Le Monde
Vendredi 27 octobre 2006

L'IRAN a franchi une nouvelle étape dans la confrontation qui l'oppose à la communauté internationale à propos de son programme nucléaire en confirmant, mercredi 25 octobre, l'installation et la prochaine mise en service, dans son usine-pilote de Natanz, d'une deuxième cascade de centrifugeuses destinées à enrichir de l'uranium. Cette décision, qui prend les allures d'une provocation face aux demandes répétées des Nations unies d'un arrêt complet du programme nucléaire de Téhéran, intervient alors que des négociations sont en cours, à New York, pour l'adoption d'une nouvelle résolution visant à infliger des sanctions à l'Iran, présentée par les Européens.

Annoncée, lundi, par le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohamed ElBaradei, le lancement de cette deuxième cascade de 164 centrifugeuses (identique à celle que l'Iran a mise en service en avril) a pour fonction de produire de l'uranium enrichi, lequel, selon son degré d'enrichissement, peut produire un combustible nucléaire. « La seconde cascade a été mise en place et nous allons l'alimenter en gaz [hexafluorure d'uranium, UF6] cette semaine », a indiqué, mercredi, un porte-parole de l'agence iranienne semi-officielle ISNA.

C'est l'introduction d'UF6 dans les centrifugeuses qui permet d'enrichir de l'uranium, par séparation des atomes. L'Iran devrait cependant « mettre en ligne » des milliers de centrifugeuses pour être capable de produire un combustible suffisamment enrichi (à au moins 90 %) pour alimenter une arme nucléaire. La plupart des experts estiment qu'il faudrait au moins quatre années supplémentaires aux Iraniens pour parvenir à ce résultat et, mardi, le chef des services allemands du renseignement extérieur (BND), Ernst Uhriau, a indiqué que l'Iran ne devrait pas être en mesure de fabriquer un engin nucléaire avant 2015.

En doublant cependant ses capacités d'enrichissement d'uranium, l'Iran lance un défi aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Etats-Unis, Russie, Chine, Grande-Bretagne et France), et manifeste le peu de cas qu'il fait des menaces de sanctions préparées par celui-ci. Les trois pays européens (UE3, avec l'Allemagne), qui ont mené une longue négociation avec l'Iran depuis 2004, ont transmis, mardi soir, aux Etats-Unis, à la Chine et à la Russie,

le texte de leur résolution commune prévoyant des sanctions économiques et commerciales contre Téhéran.

Ce texte se réfère à l'article 41 du chapitre VII de la Charte des Nations unies, qui autorise des sanctions diplomatiques et économiques, mais non militaires. Le projet prévoit un embargo « sur tout matériel, équipement, bien et technologie qui puisse contribuer aux programmes nucléaires et aux programmes de missiles balistiques de l'Iran » et précise que les Etats membres des Nations unies « prendront les mesures nécessaires pour empêcher la fourniture, la vente ou le transfert à l'Iran, directement ou indirectement, à partir de leur territoire ou par leurs nationaux ou par leurs navires et leurs avions » de tous les éléments qui pourraient contribuer à ces programmes.

L'embargo vise également « toute fourniture d'assistance ou de formation technique, d'aide financière, d'investissement, de services financiers, et tout transfert de ressources ou de services liés » à ces programmes. Enfin, des sanctions ciblées sont prévues — interdiction de voyager à l'étranger et gel des avoirs financiers à l'étranger — à l'encontre de toute personne impliquée dans le programme nucléaire iranien.

La décision des Européens de présenter leur propre projet de résolution résulte des difficultés à élaborer un texte commun avec les Etats-Unis, parti-

sans d'une résolution nettement plus dure. Le texte européen est une solution de compromis envers les Russes, dans la mesure où il prévoit une exemption pour la centrale nucléaire de Bouchehr, construite par les Russes, qui devrait démarrer en septembre 2007. Selon le projet, cette centrale civile pourrait continuer à fonctionner, sans que

l'on sache, explique un diplomate, si la Russie serait autorisée à lui livrer du combustible nucléaire.

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité devaient se retrouver jeudi après-midi, à New York, avec l'Allemagne, pour examiner le texte européen. La position que prendra Washington reste incertaine, en dépit des propos du sous-secrétaire d'Etat américain Nicholas

Burns, pour qui l'exemption accordée à la centrale de Bouchehr ne devrait pas constituer « une grosse pierre d'achoppement ».

LAURENT ZECCHINI

On Iraq, the alternatives are murky

By John M. Broder

WASHINGTON: Throughout this long election season, voters have consistently identified the war in Iraq as the most serious problem facing the nation. But what are the politicians offering as a solution?



News Analysis

President George W. Bush on Wednesday acknowledged that things were not going as well as he hoped in Iraq and he was adjusting tactics on the ground to deal with the continuing military and political problems there. But he said his overarching goal — victory — remained unchanged and he would not shrink from the effort required to achieve it.

Democratic leaders and candidates are virtually unanimous in opposing the president's conduct of the war and most advocate American disengagement, either quickly or slowly. Still, most also avoid spelling out a detailed timetable for troop withdrawals or a vision of what postwar Iraq should look like, and the variety of formulations offered by Democratic candidates has been dizzying.

Nineteen House members sponsored a bill to cut off funding for the war. A Democratic Senate candidate in Missouri wants all troops out within two

Neither party offers 'a clear path ahead'

years. The Democratic candidate for Senate in Ohio thinks that American commanders in Iraq should set the withdrawal schedule. Nancy Pelosi, who probably will become speaker of the House if Democrats win back the chamber, is calling for the removal of American forces to begin immediately and be completed by the end of 2007.

The range of alternatives in part reflects the military, political and sectarian morass that Iraq has become. There is no easy exit available. But it also illustrates the state of the Democratic Party, which has not held executive power in six years or controlled the Congress for twice that long. There is no single figure in the party to formulate a policy position, so a hundred schools of thought contend.

"The republic is being offered a choice between muck and murk," said David Gergen, an adviser to Republican and Democratic presidents and now a professor of public policy at Harvard. "Neither party is offering a clear path ahead in Iraq."

A number of Democratic policy analysts and elected officials who are not facing re-election this year have drafted quite detailed proposals for untangling

the Iraq knot.

Senator Joseph Biden Jr., the Delaware Democrat, has proposed a plan to divide Iraq into three semi-autonomous regions for the Kurds, and Shia and Sunni Muslims, with the United States providing a security umbrella for a time. Senators Carl Levin of Michigan and Jack Reed of Rhode Island are urging a plan to begin withdrawing troops by the end of this year to impress upon Iraqi leaders that the American presence is not permanent or unconditional. Richard Holbrooke, who was ambassador to the United Nations under President Bill Clinton, this week offered an amalgam of the two plans, with greater authority to the three Iraqi population groups and the beginning of a phased withdrawal with no firm timetable for completion.

But most Democrats standing for election are not as detailed or categorical. If the election has become a referendum on Iraq, it is one without a clear choice. Both sides appear to be fudging their positions to avoid alienating voters with just two weeks to go before Election Day. Polls indicate that the public, hungry for a change, prefers the Democratic approach, unspecific as it is, to a continuation of the Bush policies.

"The public understands also we're not the commander in chief," said Senator Charles Schumer, the New York Democrat who heads the party's senatorial campaign committee. "If we were to get the majority we could do a lot

more to get George Bush to change direction."

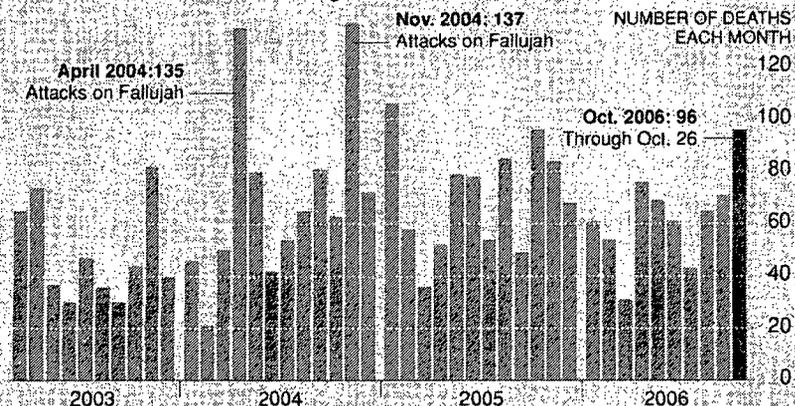
Marshall Wittman, a policy analyst at the Progressive Policy Institute, a centrist Democratic think tank, said voters are likely to take out their frustrations with the administration's Iraq policy on Republican candidates. But if they put the Democrats in power in Congress, it is not clear what they will get.

"The overriding dynamic in this election is the war," he said. "The paradox is that once they take control of Congress, there is little they can do. That's the great irony of this election."

The New York Times

U.S. fatalities in Iraq

At least 96 American service members have been killed in Iraq this month. If the current death rate continues, October will be the third deadliest month for U.S. forces since the war began.



Source: Department of Defense

NYT

October 27, 2006

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Une touche du Québec en Irak

Le Soleil

La semaine politique, samedi 28 octobre 2006, p. 24

Pelchat, Martin

Le Parlement irakien a adopté il y a deux semaines la loi constituant le pays en État fédéral. Depuis un an, Louise Beaudoin, ex-ministre péquiste de la Culture et des Relations internationales, s'est rendue à deux reprises dans ce pays, plus précisément au Kurdistan. Le gouvernement de cette région dite autonome, où vivent quatre millions de Kurdes, s'intéresse à la façon dont le Québec s'y est pris pour protéger sa langue, développer ses relations extérieures et ses délégations à l'étranger.

Q Comment avez-vous été approchée par les Kurdes ?

R Il y a à Paris un tout petit lobby kurde qui recouvre en partie le lobby québécois. Des gens - dont Danielle Mitterrand - qui se sont beaucoup intéressés aux Kurdes et qui, par ailleurs, se sont aussi intéressés au Québec. Le président de l'Institut kurde de Paris a entendu parler de moi et m'a invitée, justement avec Danielle Mitterrand, et m'a dit : "Je veux vous faire inviter par le gouvernement régional kurde." C'est comme ça que, de fil en aiguille, j'y suis allée il y a un an pour la première fois. C'était plutôt un voyage de découverte. Le second, en mai, était un voyage de travail, où j'ai donné des conférences, rencontré tous les ministres, surtout ceux de la Culture et des Relations internationales. Je vais probablement y retourner au printemps prochain.

Q Qu'est-ce que les Kurdes connaissent du Québec ?

R Le premier ministre Netchirvan Barzani m'a raconté qu'ils avaient dit à Paul Bremer (ex-proconsul américain en Irak) : "Nous, on voudrait faire comme les Québécois. On trouve ça formidable ce qu'ils ont accompli. On veut qu'il y ait une renaissance de la langue et de la culture kurdes."

Q Qu'est-ce qu'ils retiennent précisément de l'expérience québécoise ?

R D'abord et avant tout la résistance culturelle et linguistique du Québec. Ils veulent très concrètement savoir comment on met sur pied une politique culturelle et un ministère des Relations internationales. Ils partent de rien parce qu'ils n'ont jamais eu ces pouvoirs. Alors je suis allée leur expliquer comment ça marchait. Je suis arrivée avec la loi du ministère.

Q Leurs pouvoirs de région autonome sont-ils semblables aux nôtres ?

R À peu près pareils. En matière internationale, ils peuvent avoir des représentations à l'étranger. Et ils ne veulent pas que ce soit dans des ambassades irakiennes. Saddam est présentement en procès justement pour massacre de Kurdes et gazage de villages entiers. Donc, ils ne veulent rien savoir de s'installer dans les ambassades. Alors ils disent : comment vous avez fait ça (un réseau de délégations à l'étranger) ?

Q Après cette expérience, quel est votre sentiment quant à l'avenir de l'Irak ?

R Je pense que cette guerre civile larvée fait en sorte que la sortie de crise va être extrêmement longue et difficile, même si mes amis kurdes veulent encore me convaincre qu'un Irak démocratique est possible et que ça prendra 10 ans mais que ça se fera. Pour

l'instant, au Kurdistan, tout est calme. Mais peut-être pas pour l'éternité parce qu'il va y avoir un référendum d'ici un an dans la région de Kirkouk, grande ville pétrolière, pour savoir si les citoyens veulent être rattachés au Kurdistan ou à la partie chiite de l'Irak. Et là, ça peut dégénérer, même au Kurdistan.

Q Votre décision est-elle prise quant à un retour en politique active comme candidate du Parti québécois ?

R Je gagne ma vie à moitié ici et à moitié à l'étranger. Pour prendre une décision, il faut qu'il y ait une échéance (électorale). Oui, j'ai envie d'y aller. Oui, je milite au Parti québécois. Mais ce n'est pas définitif parce que je ne sais pas quand et dans quelles conditions tout ça va arriver. En d'autres termes, je ne peux pas me permettre de me couper de toutes ces possibilités que j'ai actuellement et qui ne peuvent pas être les mêmes si on est candidat dans un parti.

Louise Beaudoin, ex-ministre péquiste de la Culture et des Relations internationales

Téhéran prêt à jouer les monsieur Bons Offices en Irak

Le président irakien est arrivé hier à Téhéran pour demander à l'Iran de stabiliser la situation dans son pays.

Téhéran envoyé spécial

Annoncer un sommet sans être sûr de la participation des dirigeants conviés, cela s'appelle mettre la charrue avant les boeufs. C'est ce qui est arrivé aux autorités iraniennes, qui, la semaine dernière, avaient indiqué la venue dans la capitale iranienne des présidents irakien et syrien, Jalal Talabani et Bachar al-Assad. Grâce à cette double visite, l'Iran espérait voir enfin reconnu son statut de puissance régionale. Mais cet audacieux coup diplomatique et médiatique a échoué, Bagdad ou Damas, voire les deux, ayant refusé l'offre iranienne. Plus question dès lors de visite de Bachar al-Assad, et, au dernier moment, Talabani décidait de repousser son voyage de quelques jours, invoquant l'imposition d'un couvre-feu et la fermeture de l'aéroport de Bagdad à la suite d'attentats qui ont fait plus de 200 morts jeudi.

Empirer. Hier, le président irakien est finalement arrivé à Téhéran. But de la visite: obte-

nir des engagements de l'Iran à aider les autorités irakiennes à mettre fin à la guerre en cours. C'était déjà l'objectif de la première visite de Talabani à Téhéran, il y a un an, et il avait obtenu des assurances dans ce sens, qui n'ont pas empêché la situation d'empirer. «Si on nous invite à coopérer dans ce domaine, nous mettrons à la disposition des Irakiens toutes nos capacités», a déclaré dimanche Mohammed Ali Hussein, le porte-parole de la diplomatie iranienne. Ce n'est pas l'avis de Londres, qui, hier aussi, a violemment attaqué

Téhéran. L'Iran «a une influence en Irak: le pouvoir de baisser ou d'augmenter la tension, d'ouvrir ou de fermer le dialogue. Il n'use pas bien de cette influence. Le soutien, de l'intérieur de l'Iran, va à des groupes qui attaquent nos forces, mais aussi à des groupes qui alimentent la violence», a

notamment lancé le ministre de la Défense, Des Browne, lors d'un discours à Chatham House. Il a aussi menacé le régime islamique d'«isolement croissant» s'il ne se montrait pas «un partenaire constructif».

Influence. L'allocation du ministre britannique semble être aussi une réponse à celle du président Mahmoud Ahmadinejad, qui, dimanche, avait appelé «les peuples irakien, libanais, afghan et palestinien à s'entraider pour expulser les occupants». «Regardez l'Irak, depuis que les étrangers corrompus y sont arrivés, il n'y a rien d'autre que la corruption et la mort», avait-il ajouté.

Dans un tel contexte, la visite de Talabani, même s'il a des liens privilégiés avec l'Iran où il a vécu en exil, n'apportera sans doute pas de changements notables à la situation en Irak. Même si l'Irak a une forte influence sur plusieurs milices chiites des plus violentes – les brigades Al-Badr, l'Armée du Mehdi, notamment –, la guerre civile en cours semble désormais assez peu résulter d'ingérences extérieures. ◆

JEAN-PIERRE PERRIN

Un homme de la DGSE tué en Irak

Un agent de la DGSE a été tué au cours d'une mission dans le sud de l'Irak, le 21 novembre. Un sous-officier d'une trentaine d'années, appartenant au service Action, est «mort en service», indique-t-on à la Direction générale de la sécurité extérieure. Le militaire a été tué «d'un coup de feu lors d'un contrôle à un check point» à Bassora, la grande ville chiite du sud de l'Irak. Un autre aurait été blessé lors de l'accrochage. Les services secrets n'ont fait aucun commentaire sur la mission de la DGSE à Bassora. La ministre de la Défense, Michèle Alliot-Marie, a présidé hier matin à Perpignan la cérémonie des honneurs militaires au Centre parachutiste d'instruction spécialisée, l'unité à laquelle le sous-officier appartenait.

J.-D.M.

LE FIGARO lundi 30 octobre 2006

En Turquie, les intérêts français ont été épargnés

BOYCOTT

Le vote de la loi punissant la négation du génocide arménien n'a finalement pas provoqué de véritables mesures de rétorsion.

Istanbul

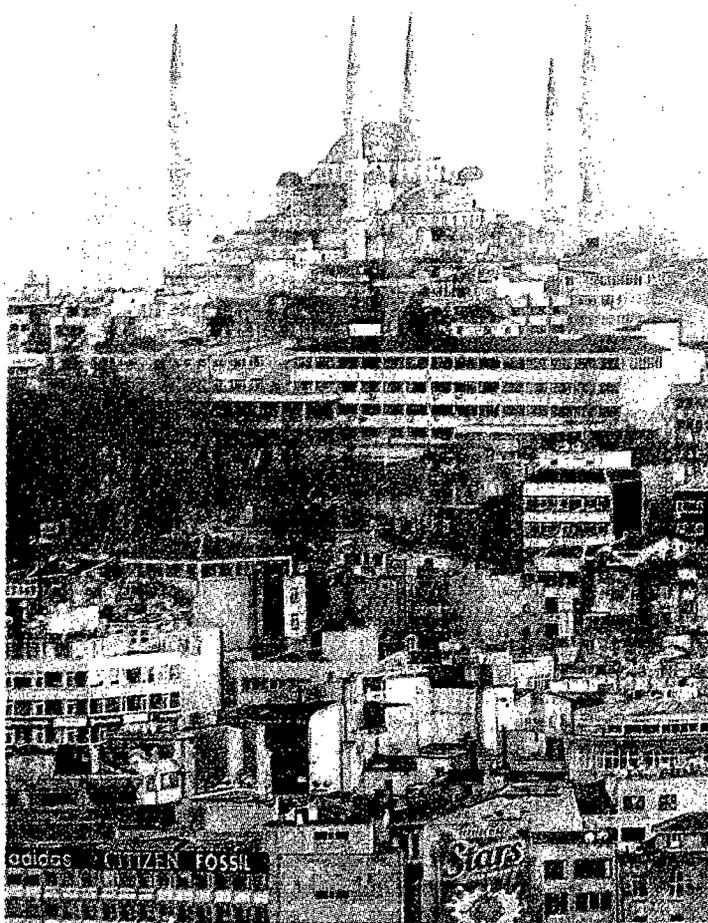
À BESIKTAS, une affichette bleu-blanc-rouge placardée sur la vitrine d'une supérette prévient la clientèle : « Ici nous ne vendons pas de produits français ». Dans ce quartier très commerçant d'Istanbul, c'est la seule boutique à protester ouvertement contre la loi pénalisant la négation du génocide arménien, et à en avoir fait un argument de vente. Depuis le vote des députés, le 12 octobre dernier, la popularité de la France, déjà mal en point au sein de l'opinion turque, a encore dégringolé, mais les mesures de rétorsion contre les intérêts économiques français restent, elles, limitées.

Au lendemain de l'adoption du texte, quelques réactions sporadiques ont été enregistrées à travers le pays. Carrefour, numéro un de la grande distribution, a subi une baisse de son chiffre d'affaires, nette mais passagère. Des camions affichant le logo d'une marque française ont été détruits, des vitrines d'une enseigne hexagonale brisées. Des tra-

casseries douanières ont ralenti l'importation de véhicules. Au niveau national, l'Union des consommateurs turcs, un organisme proche des milieux islamo-nationalistes, entretient la contestation en appelant au boycott d'un nouveau produit français chaque semaine. Total en a été la première victime et a été boudé quelques jours, mais par une petite partie de sa clientèle seulement. L'Oréal a aussi souffert, et la dernière cible désignée au public est Tefal. « La stratégie retenue semble consister à atteindre des marques emblématiques, fortement visibles, explique-t-on de sources diplomatiques françaises. En revanche, les entreprises imbriquées dans le marché turc sont épargnées. » Renault, qui fait travailler 4 500 personnes, n'a ainsi pas été visé. L'assureur Axa, associé à Oyak, le puissant fonds de pension de l'armée turque, non plus.

L'attentisme d'Ankara

La France est le 5^e fournisseur de la Turquie, et les deux cents entreprises françaises présentes sur son sol emploient 65 000 Turcs. Ankara ne pourrait pas sortir du jeu cet acteur majeur sans subir de graves dommages économiques et sociaux. Des représailles trop dures desserviraient également sa candidature d'adhésion à l'Union européenne. Pour toutes ces raisons, le gouvernement AKP a privilégié une réaction contenue



Excepté quelques actions ponctuelles, les entreprises françaises ne sont pas victimes de sanctions organisées. Réa

après le vote au Palais Bourbon. Publiquement, le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, a mis de côté un possible appel officiel au boycott, en rétorquant qu'il ne répondrait pas « à une bassesse par une autre bassesse ». Selon un expert économique, « le gouvernement laisse agir à sa place les réseaux actifs auprès de l'opinion publique. Ils fonctionnent comme des armes dissuasives et servent sa stratégie ». Ainsi, c'est la TESK, la Confédération des artisans et des petits commerçants turcs, qui a appelé ses adhérents à se passer de produits français. Même là, le mot d'ordre a été peu suivi, sauf par la Fédération des boulangers, qui a réclamé l'arrêt des importations de levure.

En fait, Ankara observe une position attentiste. Certaines menaces ne seront mises à exécu-

tion que si le Sénat français vote à son tour le texte sur la pénalisation du génocide arménien. Dans ce cas, assez improbable, les entreprises françaises seraient écartées de marchés publics. Areva, qui convoite la construction de trois centrales nucléaires (2 milliards d'euros chacune), se retrouve en première ligne. Tout comme Eurocopter, positionné sur deux appels d'offres de 102 hélicoptères lancés par l'armée, ou Alstom, en lice pour remporter le contrat du matériel roulant qui équipera le Marmaray, un tunnel ferroviaire sous le Bosphore, pour un montant de 700 millions d'euros. En 2001, après la loi sur la reconnaissance du génocide arménien, Thomson, Bouygues et Alcatel avaient été évincés de marchés.

LAURE MARCHAND

Talabani : « Paris doit soutenir le nouvel Irak »

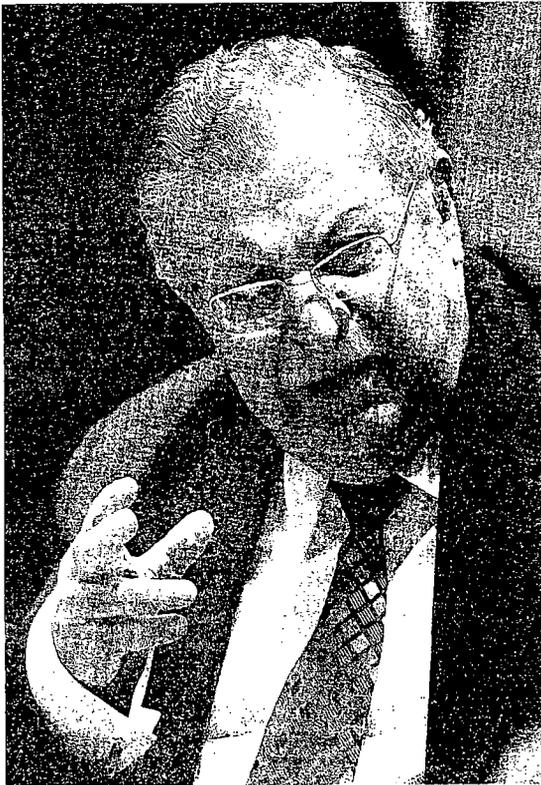
31 octobre 2006

LE FIGARO

GOLFE

À la veille de son arrivée à Paris, le président de la République d'Irak révèle au *Figaro* un projet d'amnistie pour les insurgés.

Jalal Talabani, président de la République d'Irak depuis mars 2005, effectue à partir de demain sa première visite officielle en France. Il doit être reçu jeudi par Jacques Chirac. Cette visite dans un pays qui s'était opposé en 2003 au déclenchement de la guerre survient alors que la pression monte aux États-Unis pour un retrait des forces américaines. Aujourd'hui, un tel retrait serait « catastrophique », affirme l'ex-leader kurde devenu chef d'État.



Jalal Talabani : « En Irak, il y a un consensus entre les forces politiques pour dire qu'un retrait américain immédiat aurait des effets catastrophiques. » Reuters.

La France va ouvrir une représentation au Kurdistan irakien

La France va ouvrir en janvier un bureau d'ambassade à Erbil, la « capitale » des provinces kurdes du nord de l'Irak. Ainsi, Paris prend acte de l'autonomie croissante du Kurdistan, seule région stable dans un Irak déchiré par la violence.

Cette prise de conscience ne peut que réjouir le président de la République d'Irak, Jalal Talabani, lui-même un des principaux leaders kurdes. Sa visite en France, qu'il entame demain, vise à tourner la page des différends liés au passé, reconnaît-on dans l'entourage de Talabani. Il semble lointain le temps où le vieux dirigeant kurde menaçait la France de rétorsion pour s'être opposée à la guerre qui chassa Saddam Hussein du pouvoir à Bagdad en

2003. Aujourd'hui, les Kurdes apparaissent comme les grands vainqueurs de l'après-Saddam. Pour la première fois, le président de la République est un des leurs, et aussi le chef d'état-major de l'armée. Leurs dirigeants ont su faire taire leurs divisions, en se répartissant les compétences. À Talabani, la présidence de la République à Bagdad. À son vieux rival, Massoud Barzani, les affaires intérieures kurdes à Erbil. Il leur reste encore à fusionner leurs pechmergas (les milices de combattants kurdes), préalable indispensable à une indépendance dont ils pensent n'avoir jamais été aussi proches.

G. M.

LE FIGARO. – La guerre civile peut-elle encore être évitée en Irak ?

Jalal TALABANI. - Tous les responsables politiques irakiens reconnaissent que la violence n'est pas une option. Ils sont engagés dans le projet de réconciliation nationale du gouvernement. La guerre civile peut donc être évitée. Mais la violence à laquelle nous sommes confrontés n'est pas seulement une violence confessionnelle. Il y a aussi la menace des terroristes étrangers, alliés avec les anciens du régime de Saddam Hussein. Ils cherchent à rétablir la dictature, à ramener l'Irak à ses années sombres. La mort, chaque jour, de civils irakiens a entraîné la réaction d'escadrons de la mort. Ceux-ci doivent disparaître. Nous ne retrouverons la stabilité qu'en suivant une voie double : un meilleur entraînement des forces de sécurité qui doivent être mieux équipées, et le renforcement du projet de réconciliation nationale. Ce plan avance. Nouri al-Maliki, le premier ministre, fait face à un défi énorme. Mais j'ai confiance, il réussira.

Quelle place pour les milices dans le nouvel Irak ?

Chaque Irakien a une place dans le nouvel Irak, dès lors qu'il respecte la loi et adhère aux valeurs de notre Constitution : les droits de l'homme, la paix, la démocratie et la liberté. Quant aux armes illégales, elles doivent passer dans les mains du gouvernement. Nous devons désarmer les milices et les intégrer dans les forces de sécurité. Mais nous devons faire la distinction entre ceux qui ont lutté pendant des années contre la dictature de Saddam Hussein et ceux qui ont récemment pris les armes. L'intégration des milices doit se faire dans le cadre d'un plan global d'aide économique, militaire et sécuritaire. Quant aux pechmergas (miliciens kurdes, NDLR), qui ont défendu les Kurdes au nord et lutté contre la dictature, ils s'intègrent aux forces de sécurité locales, à la police et aux gendarmes.

Un éventuel retrait américain vous inquiète-t-il ?

Nous discutons aussi de ce retrait. Nous attendons aussi avec impatience le jour où nous pourrions dire

merci aux amis qui nous ont aidés. Mais la priorité est que les divisions au sein de la communauté internationale sur l'avenir de l'Irak ne rejaillissent pas de manière négative sur notre pays. Toute décision de retrait doit être prise en fonction d'intérêts mutuels. En Irak, il y a un consensus entre forces politiques pour dire qu'un retrait immédiat aurait des effets catastrophiques pour notre pays, mais aussi au Moyen-Orient et dans le monde entier. Aux États-Unis, il y a un accord entre républicains et démocrates autour de ce constat. J'espère qu'il y a une semblable compréhension du problème en Europe. Un retrait de la coalition n'interviendra que lorsque les forces de sécurité irakiennes seront prêtes à relever seules le défi du maintien de l'ordre. D'ici là, les discussions doivent se focaliser, non pas sur l'établissement d'un calendrier de retrait des troupes américaines, mais sur les objectifs à fixer aux forces irakiennes, pour qu'elles puissent continuer de prendre en main la sécurité dans les régions, comme cela a commencé.

Les États-Unis doivent-ils relâcher leur tutelle ?

L'Irak est un pays souverain. Il a un Parlement élu, un gouvernement et un président. Ce sont eux qui décident pour le compte du peuple irakien. Bien sûr, nous consultons les Américains et d'autres alliés. Bien sûr, la force multinationale est impliquée dans la sécurité de l'Irak. Mais ce sont les Irakiens qui administrent leur pays. Al-Maliki est le commandant en chef des forces armées, et c'est lui qui a la haute main sur le dossier sécuritaire en Irak.

Des groupes de guérilla doivent-ils être intégrés au processus politique ?

Les contacts avec certains de ces groupes se poursuivent. Dans le passé, les discussions étaient limitées à leur désarmement. Maintenant, nous négocions leur intégration au processus politique dans le cadre du projet de réconciliation nationale. Une loi d'amnistie générale est en train d'être discutée au sein du Conseil national de sécurité. Ce processus est ouvert à tous ceux qui n'ont pas commis de crimes contre des Irakiens innocents, et à tous ceux qui préfèrent le bulletin de vote à la kalachnikov.

Dans un Irak démocratique, la mouvance baasiste peut-elle avoir sa place ?

Pendant ses quarante années au pouvoir, le Baas a interdit toute autre forme d'expression politique que la sienne. Bannir les baasistes aujourd'hui paraît normal. Mais à titre individuel, en tant que membres du parti, ils ont le droit de prendre part à la vie politique de leur

pays, si leur casier judiciaire est vierge.

Pourquoi al-Qaida est-elle aussi puissante en Irak ?

L'influence d'al-Qaida décline. Sa force provient de son alliance avec les saddamistes, et aussi de l'aide financière qu'elle reçoit de l'extérieur. Mais les tribus sunnites de la province d'al-Anbar ont commencé à combattre al-Qaida ; il y a eu des batailles dures. Elles doivent être soutenues. Al-Qaida a beau annoncer que, en cas de retrait américain, elle établira un émirat djihadiste dans ses bastions, ce n'est que de la propagande.

Dans l'État fédéral irakien, qui gèrera la manne pétrolière ?

La Constitution souligne que la gestion des ressources pétrolières se fera d'un commun accord entre l'État central et les régions. N'oubliez pas que nous sommes novices en matière de fédéralisme. Actuellement en Irak, un débat féroce est lancé autour de la question pétrolière. J'ai confiance. Un accord sera trouvé, parce que toutes les parties sont tenues par la Constitution.

Et les Kurdes ?

Les Kurdes ont le droit à l'autodétermination. Ils l'ont exercé en élisant leur propre parlement au sein d'un Irak fédéral.

Que répondez-vous à ceux qui prétendent que l'État irakien n'existe plus ?

C'est vrai que l'État n'existe plus, si on parle d'un État fort, centralisé, dirigé d'une main de fer par un seul homme et un seul parti. Mais ce n'est pas vrai si l'on parle d'un Irak unifié par la démocratie, tel que c'est le cas actuellement.

Quel message apportez-vous à la France qui s'est opposée à la guerre contre Saddam Hussein ?

Le but de ma visite est de donner un nouvel élan à nos relations. Le passé est le passé. Je ne regarde pas derrière moi, mais devant. Nous avons des liens historiques avec le peuple français, héritier de valeurs – liberté, égalité, fraternité – que nous voulons transposer chez nous. J'appelle les Français à observer l'Irak avec un regard neuf. Pour nous, la guerre n'était pas la meilleure option. Mais c'était la seule. Maintenant, nous construisons un pays, une démocratie. Nous faisons face à des menées terroristes. Nous avons confiance dans votre pays pour être aux côtés du peuple irakien dans cette période difficile.

Propos recueillis par
GEORGES MALBRUNOT

Le cap symbolique des 100 morts américains franchi en octobre

Alors que les pertes américaines s'aggravent, un attentat antichite a fait hier une trentaine de tués à Bagdad.

LA BOMBE avait été dissimulée dans un sac en plastique. Au milieu d'un rassemblement d'ouvriers, qui attendaient du travail pour la journée dans le quartier de Sadr City, le bastion des milices chiites de Bagdad. L'explosion, hier matin, a tué au

moins 29 personnes. Selon le ministère de l'Intérieur, l'attentat porte « les empreintes des extrémistes sunnites takfiris et d'al-Qaida », les groupes terroristes accusés d'attiser la violence confessionnelle, depuis plus de six mois en Irak.

« Nous considérons que les troupes américaines sont responsables de la multiplication des attentats dans ce quartier », a déclaré de son côté un porte-parole du mouvement radical chiite de Moqtada Sadr. Ses partisans reprochent aux

troupes américaines d'accroître la tension en se déployant autour de leur bidonville. Ces derniers jours, les troupes de la coalition ont resserré en effet leur étau sur Sadr City, lançant une série de fouilles pour retrouver un soldat américain, enlevé il y a deux semaines. Elles se sont retirées dimanche après que plusieurs milliers de manifestants eurent défilé pour réclamer la fin du bouclage de leur quartier. Un quartier soumis aux « mafias » locales, anciens disci-

ples de Moqtada Sadr qui agissent désormais pour leur propre compte. D'où la décision de Moqtada Sadr de former une commission d'enquête sur les éléments « indisciplinés » au sein de sa milice, a déclaré hier un de ses assistants. « L'Armée du Mahdi doit se débarrasser des éléments qui nuisent à son image », a indiqué Cheikh Abel al-Nadaoui. Une quarantaine d'insoumis serait ainsi visée. Déjà, lors des combats avec les forces armées à Amara, à 360 km au sud de

Bagdad, il y a dix jours, des miliciens sadristes avaient désobéi.

Retrait américain rapide

Par ailleurs, dans la province sunnite d'al-Anbar, un soldat américain a été tué au combat face à des insurgés. Sa mort porte à 100 le bilan des pertes américaines au cours du mois d'octobre, ce qui en fait un des plus lourds depuis l'invasion de l'Irak en mars 2003. À une semaine des élections de la mi-mandat au Congrès américain, cette aggravation de la situation va peser sur le climat politique aux États-Unis. Selon les sondages, de plus en plus d'Américains réclament un début de retrait de leurs 140 000 soldats stationnés en Irak. Quelque 2 813 militaires américains sont tombés en Irak depuis mars 2003.

La pression des opinions publiques en faveur d'un retrait rapide des troupes de la coalition continue d'inquiéter les dirigeants irakiens. « Nous pensons toujours que les forces étrangères sont indispensables pour assurer la sécurité



Un attentat, qui a fait trente victimes irakiennes, a eu lieu hier dans le quartier de Sadr City, bastion chiite. AP

et la stabilité de l'Irak », a répété hier le ministre des Affaires étrangères, Hoshiyar Zebari. Il a annoncé que Bagdad allait demander à l'ONU une prolongation d'un an du mandat de la Force multinationale en Irak. Zebari a également déclaré que son homologue syrien Walid al-Moualem avait accepté de se rendre à Bagdad en novembre. Ce serait la première visite

d'un ministre syrien en Irak depuis l'invasion américaine du pays. L'Irak et les États-Unis accusent Damas de participer à la déstabilisation de son voisin.

G. M.

Comment l'Iran tisse sa toile en Irak

LE FIGARO 30 octobre 2006



Pour augmenter son influence en Irak, Téhéran n'hésite pas à jouer les divisions au sein du parti du premier ministre irakien, Nouri al-Maliki (à gauche) et à infiltrer la milice du leader chiite, Moqtada al-Sadr (à droite). Al-Marjani/AP.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Manouchehr Mottaki, s'est rendu ce week-end à Damas où il a rencontré le président syrien, Bachar al-Assad. Les deux responsables ont appelé à « la fin de l'occupation » de l'Irak. Le régime de Téhéran pèse lourdement dans ce pays, où ses agents d'influence appliquent une stratégie du « chaos organisé ». Le président George W. Bush, qui dénonce régulièrement l'influence néfaste de l'Iran et de la Syrie en Irak, a pour sa part réaffirmé ce week-end son soutien au premier ministre irakien, Nouri al-Maliki.

VOIR DES PORTRAITS de feu l'ayatollah Khomeiny, le fondateur de la République islamique d'Iran, placardés chez un de ses vieux amis chiites irakiens de Bassora : le responsable de la chambre de commerce de Koweït, Ali al-Aujeirih, n'en est pas encore revenu. « C'est à croire qu'il ne se souvient plus des mois de bombardements iraniens pendant la guerre », celle qui opposa Téhéran à Bagdad dans les années 1980, soupire-t-il. Trois ans après l'intervention militaire américaine en Irak, qui chassa Saddam Hussein du pouvoir, ce commerçant ne reconnaît plus le sud de l'Irak. Il n'est pas le seul. « Via leurs réseaux, les Iraniens gèrent littéralement le pays chiite », affirme, sous couvert de l'anony-

mat, un haut responsable des Nations unies dans la région.

La République islamique peut compter sur la centaine de milliers d'opposants irakiens qu'elle abrita pendant les années de dictature de Saddam Hussein. « À leur retour en Irak, ce sont souvent eux qui ont pris le contrôle des hôpitaux, des universités et de certaines administrations », explique Jamal Hussein, correspondant du journal *al-Qabas* à Bagdad, replié à Koweït pour des raisons de sécurité. Des agents d'influence d'autant plus dociles qu'ils ont été bien traités par leurs hôtes iraniens pendant leur long exil persan. À Bassora, Amara ou Nadjaf, d'ex-guérilleros à la loyauté douteuse sont devenus chefs de la police ou commandants des for-

ces armées.

Pour le régime iranien, qui se veut le protecteur de millions de chiïtes à travers le monde, la majorité chiite d'Irak constitue le levier d'action naturel chez son voisin. La victoire de l'Alliance chiite unifiée aux élections législatives, en début d'année, a favorisé l'entrisme des chevaux de Troie pro-iraniens dans les rouages de l'État. Profitant de l'éclatement de la scène politique, Téhéran excelle à jouer des divisions au sein du Daawa, le parti du premier ministre, Nouri al-Maliki. Ou à profiter de la faiblesse du trublion Moqtada al-Sadr pour s'incruster dans son Armée du Mahdi. Et surtout, il y a le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII) et

son chef, Abdel Aziz al-Hakim, qui bénéficient d'un accès direct au noyau du pouvoir iranien. Deux ministres, quinze députés et six gouverneurs de province sont des anciens cadres de la Force Badr, la milice du CSRII, qui a été formée et entraînée en Iran. Ainsi de Bayan Jabr, l'ancien ministre irakien de l'Intérieur : il a quitté son fauteuil, mais les responsables pro-iraniens qu'il a nommés dans ce ministère clé sont restés. Dans les rangs sunnites, on les accuse de fomenter une guerre civile.

Des pions partout en Irak

« L'invasion américaine de l'Irak a créé un boulevard pour les ingérences iraniennes », déplorait, lors d'un récent passage à Paris, le député Falah Hussein. Avant même le déclenchement des hostilités, Téhéran prépara le terrain, en permettant à des opposants irakiens de rencontrer discrètement sur son sol des agents américains venus planifier l'offensive contre

Saddam. Sitôt l'ennemi baasiste renversé, les Iraniens profitèrent de l'ouverture des frontières pour bâtir, pas à pas, leur capacité de nuisance en Irak. Aujourd'hui, « les Iraniens ont mis leurs pions partout », affirme un expert des questions de sécurité. Même dans le nord du pays, chez les Kurdes, ils auraient infiltré le Groupe islamique kurde (GIK), implanté dans la région d'Halabja. « N'oubliez pas que l'Irak a toujours été présent au Kurdistan irakien », rappelle Walter Posch, chercheur à l'Institut d'études de sécurité à Paris. Sous la dictature, ses services de renseignements avaient pignon sur rue à Souleymanieh, le fief de Jalal Talabani, devenu président de la République d'Irak. « L'Irak veille cependant à ne pas aller trop loin dans son soutien à certains groupes kurdes, pour ne pas alimenter le séparatisme kurde chez lui, de l'autre côté de la frontière », constate un diplomate spécialiste de l'Irak.

Dans le camp arabe sunnite, l'Irak a tissé des liens avec Ansar al-Sunna, un groupe terroriste rattaché à al-Qaïda. Des rebelles blessés ont été repérés, franchissant la frontière pour être soignés en Iran. Téhéran a également tenté une approche avec le Comité des oulémas sunnites, mais en vain.

Dans le Sud, les Iraniens n'ont qu'à surfer sur la réislamisation, imposée par des milices chiïtes, qui ont infiltré la police et l'armée, faisant régner un ordre moral implacable. « Nous avons vu l'interférence de l'Irak dans la fermeture des night-clubs et la disparition des magasins d'alcool », explique un journaliste de Bassora, qui veut rester anonyme. Les Iraniens sont accusés d'avoir noyauté une pléthore de groupuscules soupçonnés d'être les exécutants de sales besognes iraniennes. Contre la communauté des Avazis, par exemple, ces Iraniens arabes réfugiés dans le sud de l'Irak, dont plusieurs responsables ont été assassinés au début de l'été. « Très peu d'espions venus de Téhéran ont été pris la main dans le sac en Irak », reconnaît un spécialiste des questions de sécurité. Les services iraniens iraient même jusqu'à pourchasser les pilotes d'avion irakiens qui avaient bombardé la République islamique pendant la guerre, il y a plus de vingt ans.

Sans laisser de trace

Officiellement, Téhéran nie toute ingérence dans les affaires de son voisin. Mais, dans les allées du pouvoir, la langue de bois est finalement vite oubliée, comme l'a constaté le député irakien Mo-

hammed Hussein, de retour d'une visite à Téhéran. « J'ai tenté de persuader Ali Larijani (NDLR : secrétaire du Conseil national de sécurité) que l'Irak devait convaincre ses amis Hakim et Sadr de démanteler leurs milices, déclare-t-il au Figaro. Savez-vous ce qu'il m'a répondu ? Utilisez notre expérience en ce domaine, c'est un succès. Nos milices permettent d'inciter la société irakienne à évoluer dans la bonne direction, lorsque la loi ne nous le permet pas. »

Comme pour toutes les questions stratégiques, c'est le bureau du guide de la Révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, qui gère le dossier irakien à Téhéran. Mais ce sont les pasdarans (gardiens de la révolution) qui sont à la manœuvre, via le général Qassem Suleimani. Pour réduire leur dépendance envers les autres centres du pouvoir, les pasdarans cherchent à autofinancer leurs activités clandestines en Irak. D'où les accusations d'alimenter les trafics en tout genre (voir encadré) – pas moins de huit ports illégaux ont vu le jour sur le Chatt al-Arab, la frontière entre les deux pays.

Les Iraniens ont également réactivé l'Ocri, l'Organisation pour la communication de la religion islamique, mise en sommeil sous la présidence du réformateur Mohammed Khatami, après avoir servi de couverture en Bosnie dans les années 1990. « Mélange d'humanitaires et de gens des renseignements, ses méthodes de travail sont dignes de services spéciaux », assure l'expert en sécurité. Sur place, l'Ocri peut compter sur les milliers d'Iraniens vivant dans les villes saintes de Nadjaf et Karbala, et sur les centaines de milliers d'autres qui s'y rendent régulièrement en pèlerinage.

Un chaos organisé

Fourniture d'électricité à Bassora, construction d'un aéroport à Nadjaf et projet d'une liaison ferroviaire avec le Sud : en trois ans, l'Irak a massivement investi dans le pays chiïte. « Grâce au ministère de l'Intérieur, qui distribue les cartes d'identité, Téhéran est même parvenu à repeupler certains quartiers d'individus au pedigree incertain », observe un diplomate. Des investissements toujours très « politiques ». À Nadjaf, les étudiants qui optent pour Ali Khamenei recevraient des « salaires » plus élevés que ceux de son rival, le grand ayatollah Ali Sistani, très influent chez les chiïtes irakiens. À travers ces deux dignitaires, une guerre sourde oppose en effet Qom en Iran à Nadjaf en Irak, les principaux pôles du chiïsme. Soutenu

par une majorité d'ayatollahs, Sistani représente une menace pour le Guide iranien. D'autant que le vieux sage reclus à Nadjaf dispose d'un plus grand nombre de disciples, donc de plus d'argent versé à son réseau de fondations.

Si Téhéran met autant la main au pot, c'est aussi parce que les Iraniens ne sont pas en odeur de sainteté chez les chiïtes irakiens, qui se voient d'abord comme des Arabes. « Ils ont besoin d'améliorer leur image, en construisant des hôpitaux ou des écoles », souligne Walter Posch.

Que cherche finalement l'Irak chez son voisin ? « Téhéran veut éviter l'émergence d'un nouvel Irak hostile, estime l'anthropologue irakien Hosham Dawod, chercheur à l'Institut des hautes études en sciences sociales à Paris. Mais les Iraniens ne souhaitent pas pour autant que l'État irakien s'effondre, car ils redoutent qu'une guerre civile se propage auprès de leurs minorités non perses. » Enfin, poursuit Dawod, « les mollahs ne veulent

pas non plus d'une réussite de l'expérience irakienne, car il n'est pas question qu'un autre pays puisse prétendre présider aux destinées des chiïtes à travers le monde ».

De ce faisceau d'objectifs, parfois contradictoires, est née une stratégie complexe du « chaos organisé » pour sauvegarder les intérêts vitaux du régime iranien. Une stratégie d'endiguement via le sud de l'Irak, où l'influence militaire iranienne s'exerce par la livraison d'explosifs, de plus en plus dangereux. Des insurgés ont ainsi utilisé cette année une bombe à détonateur à infrarouge capable de transpercer le blindage des convois militaires britanniques. Mais, dans le même temps, le général Suleimani donne comme instruction de ne pas provoquer les soldats américains à Bagdad, afin d'éviter une confrontation directe avec Washington.

Régulièrement, Washington et Londres accusent Téhéran de déstabiliser l'Irak, tout en concédant ignorer s'il s'agit d'une politique gouvernementale ou de groupuscules échappant aux contrôles officiels. Quoi qu'il en soit, la République islamique est devenue incontrôlable entre le Tigre et l'Euphrate. Selon Hosham Dawod, « l'Irak veut monnayer une normalisation de l'Irak contre des concessions sur le nucléaire et une reconnaissance de ses intérêts stratégiques dans la région ».

GEORGES MALBRUNOT

Les protagonistes

En Iran

- Le guide de la révolution islamique, Ali Khamenei, responsable des dossiers stratégiques à Téhéran.
- Les pasdarans (gardiens de la révolution), via la Force al-Qods, en charge des activités extérieures.

En Irak

- Le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII), principal parti politique, dirigé par Abdel Aziz al-Hakim, qui fut hébergé par Téhéran sous la dictature de Saddam Hussein.
- La Force Badr, le bras armé du CSRII, qui serait toujours financé et armé par l'Iran.
- Une multitude de formations paramilitaires plus ou moins liées au CSRII (la Revanche de Dieu, le Seigneur des martyrs, le Reste de Dieu), qui sévissent dans le Sud.
- L'Armée du Mahdi, la milice de Moqtada al-Sadr, influent leader chiïte aux relations en dents de scie avec Téhéran.
- Ansar al-Sunna, groupe sunnite rattaché à la mouvance terroriste d'al-Qaïda.
- Le GIK, faction kurde implantée près d'Halabja.

PERSÉCUTÉE, LA MINORITÉ RELIGIEUSE FUIT AU KURDISTAN

L'EXODE DES CHRÉTIENS D'IRAK

Enlèvements, tortures, meurtres... : les chrétiens d'Irak – 2,5 % de la population – sont aussi victimes des violences interconfessionnelles qui endeuillent chaque jour le pays. Seule solution : fuir les grandes villes, où leurs églises sont prises pour cibles, pour se réfugier au Kurdistan, ce Nord irakien comme épargné par la guerre civile. TEXTE ET PHOTOS CHRIS KUTSCHERA

depuis la chute du régime de Saddam Hussein, en avril 2003, plus de 5 000 familles chrétiennes vivant dans les grandes métropoles – Bagdad, Bassora, Mossoul – ont trouvé refuge dans le nord du pays, au Kurdistan irakien.

Elles retournent dans les villes et les villages qu'elles avaient fuis il y a trente ans, chassées par les exactions des troupes irakiennes. Toutes font le même récit : l'ordre et la paix retrouvés après l'insécurité vécue dans le reste de l'Irak, la persécution par des islamistes, les attentats, les enlèvements...

C'est sans doute à Bassora que l'hémorragie est la plus grave : sur les quelque 2 000 familles chrétiennes qui, en 2004, étaient installées dans la grande ville chiite du Sud, il n'en reste plus qu'environ 400, selon Mgr Djibrail Kassab, l'archevêque chaldéen de la métropole. Celles qui restent sont les plus pauvres. Les commerçants qui vendaient de l'alcool, généralement des chrétiens, ont été la cible privilégiée des islamistes. L'église syrienne catholique de la ville a été incendiée après les déclarations de Benoît XVI sur l'islam.

Appelons-la « le docteur M. E. » – car bien que réfugiée au Kurdistan, cette femme médecin souhaite garder l'anonymat. Elle a terminé sa spécialisation à Bagdad qu'elle a fui en juillet. Nous l'avons rencontrée à Dohouk, dans le nord du Kurdistan d'Irak. « Les dernières semaines à Bagdad, j'étais forcée de mettre un tchador pour sortir, témoignait-elle. Les islamistes avaient rasé et battu deux étudiantes qui sortaient tête nue, et affiché

leur photo partout sur le campus, avec cet avertissement : "Ne montrez pas vos cheveux, sinon nous vous roserons et vous tuerons..." On ne comprend pas qui fait tout cela. Des gens pénètrent dans nos bureaux la nuit, certainement avec la complicité d'employés. Qui sont-ils ? Que veulent-ils ? Personne ne le sait. »

RÉCIT TERRIFIANT

Etre à la fois chrétien et médecin constitue une double menace, car les médecins ont la réputation d'être riches, et sont la cible des kidnappeurs et des tueurs.

Le docteur M. A. Y., sœur du docteur M. E., a quitté Bassora après la chute de Saddam. Elle dirige aujourd'hui le département de gynécologie du CHU de Dohouk. Elle fait le récit terrifiant du sort réservé à ses collègues, chrétiens comme musulmans. « Le docteur Abdoullah Hamid, chirurgien, vice-doyen de l'école de médecine, a été abattu sur le seuil de sa clinique par un gamin de 15 ans, se souvient-elle. Le docteur Jassem Fayçal, directeur d'un hôpital, a été assassiné. Puis ce fut le tour d'un dentiste, d'un urologue... Je suis partie en laissant tout derrière moi, ma maison, ma clinique. »

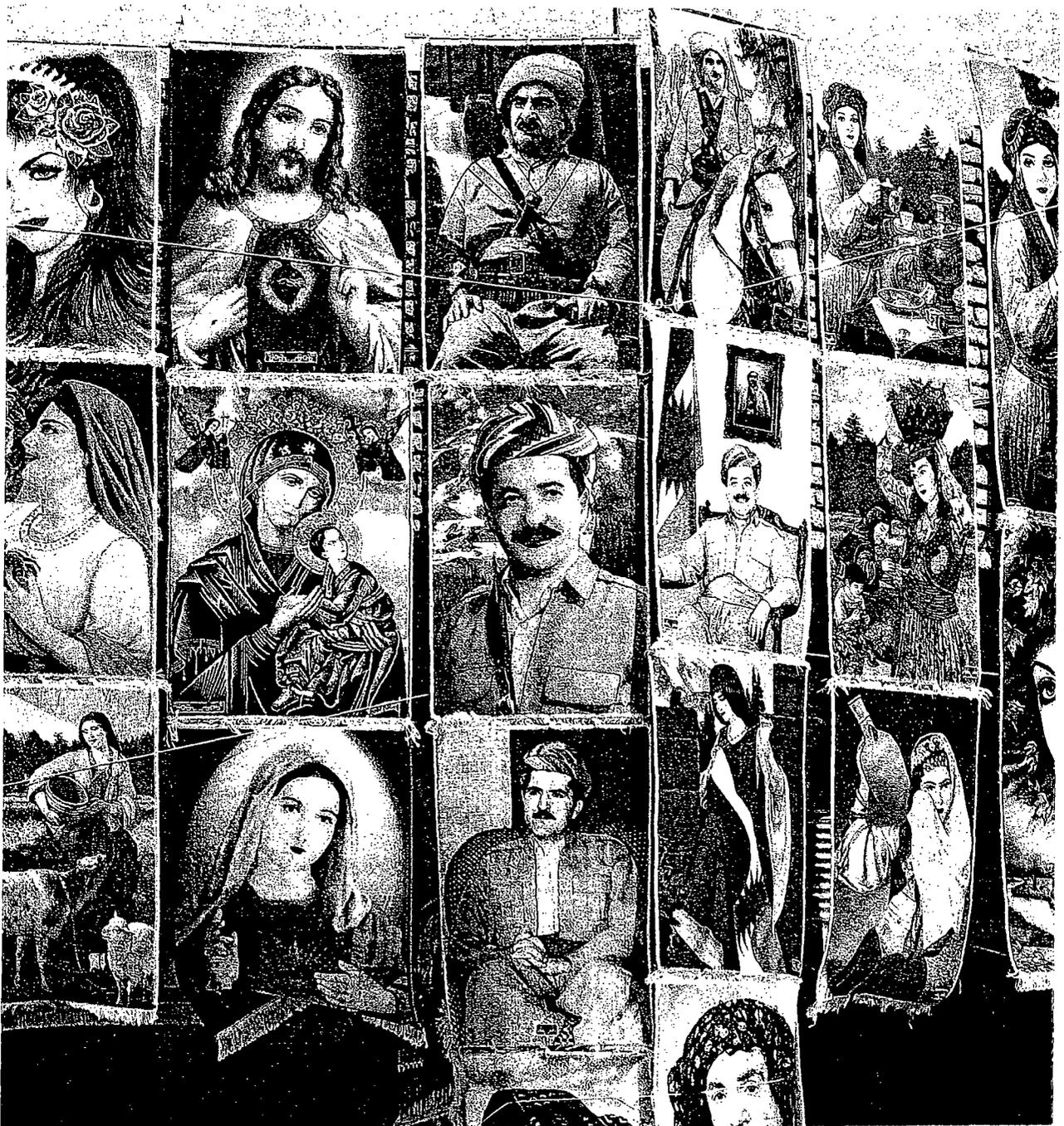
Toma Benyamin, un plombier quadragénaire, habitait avec sa femme, Faiza, et leurs six enfants à Bagdad Jedida (littéralement : le nouveau Bagdad), un quartier dans l'est de la capitale irakienne où cohabitaient auparavant sunnites, chiites et chrétiens. « Des bandits ont essayé de kidnapper un de nos fils. D'autres, des Arabes – souligne-t-il –, ont menacé par téléphone



d'enlever une de nos filles. Ils ont appelé quatre fois. Alors nous avons décidé de fuir. »

Toma et sa famille sont partis en février, emportant leurs meubles dans un camion. Ils ont trouvé refuge à Ain Kaoua, une agglomération exclusivement chrétienne à la périphérie d'Arbil, la « capitale » du Kurdistan irakien. Toma affirme qu'il ne reste plus que 300 familles chrétiennes sur les 3 500 qui vivaient auparavant à Bagdad Jedida.

Beharé, 28 ans, s'est lui réfugié dans le village kurde de Levo, près de Zakho, à proximité de la frontière turque. Il vivait autrefois dans l'un des quartiers les plus violents de Bagdad, Al-Dora, déchiré par les affrontements entre chiites et sunnites. « Nous n'en pouvions plus, explique Beharé. Chaque jour il y avait une ou plusieurs explosions de voitures piégées, on retrouvait des têtes coupées.



Nous sommes partis après les meurtres de dix chrétiens qui vendaient de l'alcool.» Madeleine, sa tante, ajoute: «Ils en sont arrivés à tuer les gens d'après leur carte d'identité!»

Les chrétiens sont-ils victimes de l'anarchie générale qui règne en Irak ou sont-ils persécutés en tant que chrétiens? L'évêque d'Amadia et d'Arbil, Mgr Raban, répond prudemment: «Les chrétiens sont les victimes les plus faciles car ils n'ont pas de milices pour les protéger.» Mais il ajoute: «Ils constituent aussi la cible numéro un des professionnels du kidnapping, des criminels libérés de prison aux derniers jours du régime de Saddam Hussein, et aussi des fanatiques qui procèdent à une véritable épuration religieuse.»

Mgr Raban a lui-même été l'objet de menaces téléphoniques répétées par des individus très bien renseignés sur ses activités.

La tension est montée d'un cran depuis l'été avec l'enlèvement de trois prêtres chaldéens catholiques, et surtout après celui d'un prêtre syrien orthodoxe, qui s'est terminé tragiquement.

BATTU, BRÛLÉ, MENACÉ

Le Père Raad Kashan a été le premier kidnappé alors qu'il circulait en taxi à Bagdad, le 15 juillet. Séquestré pendant quarante-huit heures, il a été battu, son dos et ses mains brûlés avec des cigarettes. On l'a relâché en lui disant: «Nous savons où tu vis... Si tu ne nous verses pas 200000 dollars dans les deux jours, on reviendra te chercher.» Raad Kashan a dû être exfiltré d'urgence vers la Jordanie.

Le 15 août, c'était au tour du Père Saad Syrop Hanna, professeur au séminaire, de

disparaître alors qu'il circulait dans la capitale au volant de sa voiture. Libéré trois semaines plus tard, en état de choc, il a dû être hospitalisé. Mi-septembre, le Père Bassel Yeldo, secrétaire du patriarche des chaldéens de Bagdad, Emmanuel III Delly, était séquestré pendant vingt-quatre heures.

Mais un nouveau pas dans l'escalade de la terreur a été franchi avec la disparition, le 9 octobre à Mossoul, du prêtre syrien orthodoxe Paulos Iskandar. L'enlèvement a été revendiqué par un groupe islamiste inconnu qui réclamait une rançon de 280 000 euros. Quatre jours plus tard, le corps décapité du prêtre était retrouvé à l'est de Mossoul. Il a été inhumé le lendemain, en présence de tous les évêques de la région. Ce drame a achevé de terrifier la population chrétienne, dont la fuite vers le nord s'accélère. ...

Imagerie pieuse. Des tapis vendus à Arbil, la capitale de la région kurde d'Irak, à l'effigie des autorités locales - les Darzani -, de la Vierge, du Christ...

Cet exode est accueilli favorablement par les autorités religieuses et politiques du Kurdistan irakien. Des villages chrétiens, rasés dans les années 1960 et 1970, revivent. Les évêques locaux, qui se plaignaient de la « désertification » des églises, se réjouissent de l'afflux de ces nouveaux fidèles. « C'est le printemps de mon diocèse », confie l'évêque de Zakho, Mgr Petros al-Harboli.

Au nord, dans cette région montagneuse qui s'étend autour de Zakho, Dohouk et Amadia, les zones d'habitations chrétiennes détruites sous Saddam Hussein sont reconstruites. L'initiative en revient au gouvernement unifié du Kurdistan d'Irak [investi le 7 mai 2006] de Nechirvan Barzani – neveu du président Massoud Barzani. Les travaux

sont supervisés par Sarkis Aghajan, le ministre de l'économie – un chrétien nestorien. L'édification de chaque maison de trois pièces coûte l'équivalent de 14350 euros.

« ICI, IL Y A LA PAIX »

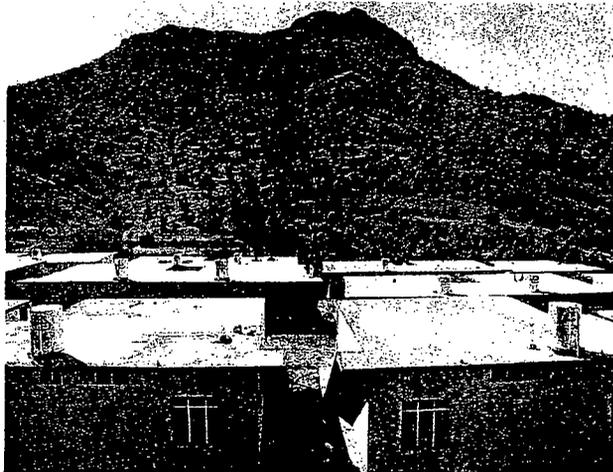
C'est ainsi que le village de Sharanesh, près de la frontière turque, s'est repeuplé. Vingt nouvelles maisons ont été construites, et une cinquantaine d'autres sont en chantier. « Ici, il y a la paix. On peut rendre visite à nos voisins, et je pourrai aller à l'école », dit Nermin, 16 ans. Fuyant la violence de Bagdad Jedida, il est arrivé à Sharanesh, le 4 juillet, avec sa mère, Hanna, son père, Akram, installateur d'antennes de télévision, et ses trois frères et sœurs.

En attendant que leur maison soit achevée, ils campent chez des parents, déménageant tous les mois pour ne pas abuser de leur sollicitude. Financièrement, ils sont soutenus par des proches exilés aux Etats-Unis, et perçoivent une allocation mensuelle versée par le gouvernement kurde – quelque 100000 dinars par foyer (environ 13 €).

« Ici, on est tous parents, on est tous chrétiens », souligne Mgr Petros al-Harboli. L'église de Sharanesh n'a pas encore été reconstruite – « Et pour moi, c'est plus important qu'une maison », regrette Hanna.

Le retour de ces chrétiens ne se fait pas sans problèmes. Nazhat, 20 ans, enseignait l'anglais à Bagdad. Elle a trouvé refuge à Levo, d'où sa famille est originaire, mais

Village d'accueil. Sharanesh (ci-contre), totalement rasé par l'armée irakienne sous Saddam Hussein, revit avec ses nouvelles maisons bâties pour les réfugiés chrétiens.



Epicierie toute neuve. Whisky et Coca-Cola se côtoient dans cette échoppe de Sharanesh (à droite), tenue par un ancien Bagdadi. La vente d'alcool en Irak est autorisée pour les chrétiens.



Nouveau départ. Toma Benyamin (à gauche, au centre) et sa famille ont quitté Bagdad pour Ain Kaoua, près d'Arbil, en février. Ils vivent à neuf dans un 3 pièces loué 500 euros par mois.

Cérémonie de communion. Mgr Raban témoigne des pressions exercées sur les prêtres de son diocèse : « Les chrétiens sont les victimes les plus faciles car ils n'ont pas de milices pour les protéger. »

regrette amèrement la « belle vie » dans la capitale. « C'était une ville de rêve, dit-elle. J'adorais faire du shopping, aller au restaurant, au théâtre avec mes amis. Si la situation redevient normale, je serai la première à y retourner. A pied s'il le faut ! »

DES TERRES OCCUPÉES

Autre problème, plus grave, celui des terres. Dans certains villages, comme Pechkabour, Deir Aboun ou Karaoulla, les terrains abandonnés par les chrétiens ont été réoccupés après 1975 par des Arabes. Puis, après la guerre du Golfe de 1991, des tribus kurdes musulmanes s'y sont installées. Les chrétiens ne manifestaient alors aucune intention de revenir.

Aujourd'hui, le gouvernement tente de faire évacuer ces villages en proposant 10 000 dollars d'indemnités (près de 8 000 euros) à ceux qui acceptent de partir. Mais les Kurdes musulmans s'accrochent. C'est le cas à Pechkabour notamment, où la tribu des Miran dispose d'appuis importants au sein du régime (un des siens est membre du bureau politique du Parti démocratique du Kurdistan, PDK, de Masoud Barzani).

Au bord de la rivière Habour, le village de Karaoulla a été détruit en 1975 par l'armée irakienne. Aujourd'hui, il est réoccupé, et divisé en deux : d'un côté les Kurdes musulmans, de l'autre les Kurdes yezidis arrivés en 1992 [fidèles d'une secte d'origine zoroastrienne considérés par les musulmans comme des adorateurs du diable]. Le gouvernement d'Arbil a commencé en 2005 à construire

une dizaine de maisons pour les chrétiens, et quelque 70 autres sont prévues. « Si nous ne récupérons pas nos terres, qu'allons-nous devenir ? », se lamente le mukhtar (le maire), Hormiz Toma Moussa. Chaque jour arrivent à Karaoulla de nouveaux réfugiés, comme cette famille qui en est réduite à camper dans une pièce de l'ancienne casemate de la police irakienne, avec l'aide du frère du chef de famille, un certain Nicolas... installé à Sarcelles (Val-d'Oise) !

Si la vie dans ces villages satisfait les chrétiens d'un certain âge, elle pose problèmes aux plus jeunes. Aux étudiants par exemple, qui ne sont pas capables de suivre des cours en kurde, la langue de rigueur dans la majorité des écoles de la région. Au quotidien, les réfugiés chrétiens communiquent difficilement avec leurs voisins. C'est encore plus vrai dans les zones rurales, où les Kurdes parlant l'arabe sont rares. Un certain nombre de jeunes chrétiens prennent le risque de rentrer à Bagdad poursuivre leurs études.

Trouver un emploi est également problématique. Si les chrétiens spécialisés – médecins, ingénieurs ou techniciens – parviennent à travailler, ce n'est pas le cas de ceux qui survivaient à Bagdad grâce à des petits boulots – la majorité des réfugiés. Ceux-ci en sont réduits à une vie d'assistés, percevant les allocations du gouvernement kurde ou des mandats de parents émigrés à l'étranger. Rien qu'aux Etats-Unis, on recense 250 000 Irakiens chrétiens dans le Michigan, 50 000 en Arizona, 30 000 en Californie.

Isolés linguistiquement, traumatisés par les persécutions dont ils ont été les témoins

ou les victimes, les chrétiens réfugiés au Kurdistan d'Irak doivent aussi faire face à la propagande du mouvement nationaliste assyrien basé aux Etats-Unis [non uni à Rome, 250 000 personnes rien qu'en Amérique], qui tente de faire revivre le mythe de la nation assyrienne.

« Nous, les chrétiens, nous avons notre histoire, assène un réfugié du village d'Arraden, près d'Amadia. Il y a 2 000 ans, il n'y avait pas de Kurdes ici. Nous, les chrétiens, étions 30 millions. Aujourd'hui, nous ne sommes pas 1 million. Où sont passés les autres ? Les Kurdes prétendent que la terre leur appartient, leur nombre augmente sans cesse. » Et de conclure : « Les chrétiens n'ont pas d'avenir en Irak, même les enfants vous le diront. Aujourd'hui, les chefs kurdes construisent des maisons pour nous, pour donner une bonne image d'eux-mêmes. Mais l'extrémisme viendra, insidieusement, comme à Bassora. On ne peut pas contrôler l'influence des extrémistes, on ne peut pas l'arrêter. On ne peut pas changer l'islam : un jour, ils vous appellent "mon frère", le lendemain, ils vous tuent. »

UNE POLITIQUE PRO-CHRÉTIENNE

Le plus étonnant, c'est que le réfugié chrétien qui prononce cette diatribe le fait dans une maison offerte par le gouvernement kurde. Celui-ci fournit aux nouveaux venus une aide bien plus importante que celle qui est proposée aux réfugiés musulmans. Ainsi, les quelque 15 000 familles kurdes musulmanes chassées de Mossoul par les violences intercommunautaires ne bénéficient d'aucun programme public de relogement.

Interrogé sur cette politique résolument pro-chrétienne, Mgr Petros al-Harboli, l'évêque de Zakho, estime qu'il ne faut pas écarter d'éventuelles pressions sur le gouvernement d'Arbil de la part de dirigeants protestants américains et de la diaspora kurde aux Etats-Unis. Leur objectif ? Installer au Kurdistan d'Irak une population hostile à la propagande des mouvements islamistes.

Une autre explication peut être avancée. Si les réfugiés chrétiens sont les bienvenus c'est, dit-on, parce que cette communauté compte en son sein de nombreux médecins, ingénieurs, techniciens... une élite qui fait défaut au Kurdistan. L'accueil réservé aux chrétiens permettrait également de couper court à la propagande du mouvement nationaliste assyrien.

Avec une pointe d'humour, un responsable local conclut que les chefs kurdes ne peuvent tirer que des avantages de la présence d'une minorité... qui n'est pas susceptible de fomenter un coup d'Etat. ■

UNE PRÉSENCE BIMILLENAIRE

L'Irak, terre biblique, foyer d'Abraham, compte des chrétiens depuis l'aube des temps. Ces croyants revendiquent leurs racines dans l'Assyrie et la Babylone antiques. Ils mettent en avant une présence antérieure à celle de l'islam : ils sont chrétiens depuis deux mille ans (depuis l'évangélisation par l'apôtre Thomas de la Mésopotamie). Ils sont divisés en trois grandes familles d'importance inégale :

- les catholiques, majoritaires (de rites chaldéen, copte catholique, maronite, etc.) ;
- Les nestoriens (fidèles assyriens d'Orient, qui n'ont pas voulu se rattacher à Rome en 1552) ;
- Les orthodoxes. Au XX^e siècle, les effectifs ont varié du simple au triple en fonction des soutiens britanniques ou des persécutions (ottomanes en particulier). Depuis trente ans, le nombre de chrétiens irakiens n'a cessé de diminuer : il a baissé d'un tiers depuis le conflit avec l'Iran (1980-1988) et les deux guerres du Golfe (1991 et 2003). Au recensement de 1987, on comptait 1,2 million de chrétiens irakiens, soit 8 % de la population d'alors. En 2006, sur un total de 26 millions d'habitants, ils ne représentent plus que 2,5 % des Irakiens, soit environ 650 000 personnes (tous rites confondus).

SOUS SADDAM HUSSEIN, UN DEVOIR DE LOYAUTÉ

Aujourd'hui, seuls quelques milliers de chrétiens restent à Bagdad. « Pour eux, l'exil est préférable à la peur », notait en septembre 2006 Mgr Jean Benjamin Sleiman, archevêque de Bagdad (auteur de *Dans le piège irakien*, éd. Presses de la Renaissance). Certes, l'exode a débuté bien avant le renversement de Saddam Hussein : un tiers des chrétiens irakiens ont quitté leur pays depuis 1980. Mais, à Noël 2002, les cinquante églises de Bagdad étaient encore très fréquentées. Comme l'étaient celles de Mossoul et de Kirkouk, qui comptent parmi les plus vieilles villes chrétiennes du monde. Les chrétiens ont occupé une place particulière sous l'ancien régime. Saddam Hussein, musulman (sunnite), veillait à les préserver dans une société en voie d'islamisation, voire à s'assurer de leur soutien. Dans les années 1990, les chrétiens sont nombreux, par exemple, dans les rangs du parti Baas ou dans ceux des unités d'élite (garde républicaine, garde présidentielle), réputées fidèles au dictateur. Personnage-clé de l'Etat, le vice-premier ministre Tarek Aziz est lui-même chaldéen. Le Syrien Michel Aflaq (1910-1989), l'un des deux fondateurs du parti Baas, était chrétien. Les églises d'Irak, jouissant de certains privilèges (exemptions fiscales, construction d'écoles, restauration de couvents...), se sont gardées de critiquer le pouvoir. Nombre de leurs fidèles considéraient Saddam Hussein comme un rempart contre l'intégrisme. Cette proximité avec l'ancien régime contribue depuis à alimenter les rancœurs.

The Journal Interview with Massoud Barzani / By Judith Miller

Kurdistan

ERBIL, Iraq—Unlike Baghdad, 200 miles away, the air here does not echo with the sound of gunfire, car bombs and helicopters. Residents of this city of a million people picnic by day in pristine new parks and sip tea with friends and relatives at night. American forces are not “occupiers” or the “enemy,” but “liberators.” Mentioning President Bush evokes smiles—and not of derision.

American forces were “most welcome” when stationed here at the start of the invasion of Iraq, says Massoud Barzani, the president of Kurdistan in the north. Not a single U.S. soldier was killed in his region, he adds proudly, “not even in a traffic accident.” Would U.S. forces be welcome back now? “Most certainly,” he declared last week in an interview in his newly minted marble (and heavily chandeliered) palace. The more American soldiers the better, a top aide confirms.

The secret of Kurdistan’s relative success so far—and of America’s enduring popularity here—is the officially unacknowledged fact that the three provinces of the Kurdish north are already quasi-independent. On Oct. 11, Iraq’s parliament approved a law that would allow the Sunni and Shiite provinces also to form semi-autonomous regions with the same powers that the constitution has confirmed in Kurdistan. And while Kurdish leaders pay lip-service to President Bush’s stubborn insistence on the need for a unified Iraq with a strong centralized government, Kurdistan is staunchly resisting efforts to concentrate economic control in Baghdad.

The U.S., Mr. Barzani believes, should leave it to the Iraqis to decide if they want “one or two or three regions.” Then, he adds: “But it already exists. The division is there as a practical matter. People are being killed on the basis of identity.” As for Baghdad, “it should have a special status as the federal capital. But the rest should be regions that run their own affairs. Or they should be separate. Only a voluntary union can work. Either you have federalism with Baghdad as a federal capital with a special status, or you have separation. Those are the facts.”

Even the most fleeting visitor cannot but notice that Kurdistan is almost a full-fledged state. The Kurds have been running their own affairs—badly at times—ever since Washington created a safe area after Saddam Hussein crushed their U.S.-encouraged uprising after the 1991 Gulf war, sending much of the traumatized population into the rugged mountains separating Kurdish Iraq from Tur-

Land of the free, and home of the brave.

key. After CNN filmed Kurds dying of cold and starvation, President George H.W. Bush declared a “no fly” zone north of the 36th parallel from which Saddam’s planes were barred, enabling the Kurds to begin governing themselves. And so they have, with a determination born of historic vengeance.

Kurds no longer speak Arabic, but various dialects of Kurdish, in offices and schools throughout the 74,000 square miles that comprise their provinces. They fly their own flag, provide their own services, raise their own army—the legendarily disciplined Pesh Merga, or “Those Who Face Death”—and have gradually consolidated

their de facto state. Divided between two parties—Mr. Barzani’s Kurdistan Democratic Party, his clan’s power base in north Kurdistan, and the southern-based Patriotic Union of Kurdistan, headed by Jalal Talabani, now president of Iraq (or “President of the Green Zone” as Kurds here call the post)—Kurdistan is booming with construction, new businesses and ambitious dreams of self-rule.

Washington’s refusal to accept this self-evident political reality does not trouble Mr. Barzani. On the contrary, he insists Kurdistan will remain part of Iraq—as long as Iraq remains federal, secular and democratic, and officially blesses the autonomy the Kurds managed to enshrine in the Iraqi constitution. Besides, the fig-leaf of Iraq is useful: Declaring independence would risk provoking Turkey, for whom an independent Kurdish state is anathema



Terry Sheffner

given its own 18-million strong Kurdish population and the continued existence of the terrorist Kurdistan Workers Party—the PKK—on the Iraqi-Kurdish side of the border. Yet Mr. Barzani denies that his fidelity to Iraq is born of fear. “Having an independent state is the natural legitimate right of our people,” he insisted. “We are not ready to say that because we fear displeasing our neighbors or because we are frightened that they may attack. That’s not the case,” he said. “We say that because at this stage, the parliament of Kurdistan has decided to remain within a federal, democratic Iraq.”

Kurdish aspirations for autonomy, however, clearly require Turkish and Iranian acquiescence, or a persuasive reason for Turkey not to attack. Hence the desire for the redeployment of some American forces to Kurdistan. “The presence of American forces here would be a deterrent to intervention by the neighboring countries,” Mr. Barzani says, with characteristic bluntness.

That is unlikely any time soon, say officials in Washington. How would the presence of American forces in what one official called a “land-locked aircraft carrier” help prevent the emergence of an Islamist entity in Iraq’s Sunni-dominated center or deter Iranian control of the Shiite south? Moreover, as President Bush noted last week, dismissing proposals to carve Iraq into three virtually autonomous regions as destabilizing, —

such a division of Iraq would exacerbate Sunni-on-Sunni and Sunni-on-Shiite tensions. "The Kurds will then create problems for Turkey and Syria," President Bush said.

On the contrary, Mr. Barzani insists, Kurdistan seeks good relations "with all its neighbors." Indeed, Turkish-Kurdish and Kurdish-Iranian talks have been ongoing, diplomats say. As for Baghdad, Mr. Barzani adds, no one has tried harder to keep Iraq from splitting apart than the Kurds. "We worked hard with the Sunni community to bring them into the process," he says, "and also to establish Iraq's governing council, the interim and transitional government, and the drafting of the constitution. We played a leading role in the success of the process." But he was clearly annoyed by a slight: The fact that the congressionally created Iraq Study Group, headed by former Republican Secretary of State James Baker and Democratic co-chair Lee Hamilton, which is weighing policy alternatives for Iraq, has not traveled to Kurdistan—the only successful region of postwar Iraq—to consult with him. "It's a huge failing in their deliberations," he says. "We remain willing and ready to help whenever our assistance is needed."

Mr. Barzani is not shy about offering advice to Washington. The U.S. needs to revise its policies because "the existing strategy is not effective," he says. American forces could be reduced—perhaps by half—he said, but only when Iraqi forces are ready to restore order. But that will not happen, he warns, until the U.S. permits the

Iraqi government to rid itself of the "terrorists, chauvinists and extremists" in its ranks who condone and "openly incite the violence on TV" that is destroying what remains of the capital and the country. He refuses to name names. But other Kurds point to such figures as Salah Mutlaq, an extremist Sunni leader, and aides to Moqtada al-Sadr, who heads a radical Shia militia.

"You have a different culture; you're a different people," Mr. Barzani said. "With America's mentality and approach and regulations, we cannot win like this. There must be decisive action so the government can enforce the law and restore its prestige." This Barzani, confident and candid, is different from the reticent figure I first interviewed 15 years ago in his mountain fastness of Barzan. Although plainspoken, "Kak Massoud"—a respectful but affectionate "Mister" in Kurdish—was reluctant then to offer an American journalist a frank assessment of his frustrations and aspirations. Not so the man who has evolved into "President Barzani" of Kurdistan, who, based on an informal power-sharing agreement with his rival, President Talibani of Iraq, is determined to seize this historic opportunity to advance his people's interests.

Just as "Kak" has become "president," the Kurds have gone from resistance to nation-building, with all the challenges such a transformation implies. Mr. Barzani has complained that while he and his Pesh Merga knew how to fight, it was "easier to destroy

two dams than to build one power plant." Kurdistan is changing. The capital is no longer called Erbil (the Arabic), but "Howlêr," its Kurdish name. While Mr. Barzani, age 60, still wears the pantaloons, cummerbund, tight jacket and twirled turban favored by traditional Kurds, Western-style business suits—expensive labels, at that—are favored by Nechervan Barzani, his nephew, the energetic 40-year-old prime minister of the Kurdistan Regional Government.

Gone are the refugee tents—except for the thousands of Sunni Arab refugees from Baghdad, who, along with some 7,000 Christian families, have migrated here for safety. Temporary structures are being replaced by new brick and cement houses and apartment buildings—among them many lavish "castles," as the Kurds call these houses nestled in the hills surrounding Erbil. Expensive glass office buildings are springing up. Apartments are priced at between \$100,000 and \$200,000—prohibitively expensive; and yet several of these are sold out.

"Kurds have money," Prime Minister Nechervan Barzani told me. "But until recently, they lacked the confidence to invest." Almost \$2 billion in Turkish trade and investment—the result, partly, of his outreach to Ankara—is financing the construction of the Middle East's largest new conference center, a new international airport, hotels, parks, bridges, tunnels, overpasses, a refinery and an electrical plant. There are over 70 direct flights a week to the region's two airports from the Middle East and Europe. But Kurdi-

stan's infrastructure is still antiquated, a legacy of Saddam's privation and the civil war between the clans of Mr. Barzani and Mr. Talabani from 1994 to 1998. Most cities still provide only two-to-three hours of electricity a day. The rest comes from private generators, which the poor can ill afford.

Last spring, public resentment at the lack of services erupted among the residents of half a dozen Kurdish towns. Consider Halabja, which became infamous in 1988 when Saddam's forces dropped nerve gas there, killing 5,000. In March, its residents trashed the monument erected to commemorate their annihilation, setting the structure on fire and stripping the black marble slabs on which the names of victims had been etched in gold. Kurds are now restless after so many years of deprivation, and their expectations are high, Mr. Barzani agreed: "My main objective is to build constitutional institutions in this country, to see a Kurdistan 10 years from now in which each person is safe and free to have his own ideas." He and other government officials were determined to "put the Kurdish house in order," which means continuing to encourage the effort by Nechervan Barzani to join supporters from his and Mr. Talibani's group into one efficient administration.

There is, of course, the explosive question of oil. While Mr. Barzani is willing to share revenues with Baghdad, the principle of control is vital to Kurdistan if it is to have an independent revenue stream. This is-

sue, and a referendum next year on who should control the oil-rich city of Kirkuk—which the Kurds claim as their historic capital and whose residents approved a list of Kurdish candidates for Iraq's parliament last year—are red lines for the Kurdish government. Mr. Barzani is confident that these questions can be resolved through negotiations. But if they cannot, or if the fighting that has gripped much of Iraq escalates beyond the control of American and Iraqi forces, at least the Kurds will not be blamed for the dissolution or partition of Iraq. "Other people will be responsible, not us," he says. "We will never become the cause of the partition of Iraq."

As Mr. Barzani carefully stresses his devotion to Iraqiness—all the while promoting a political and economic agenda that would reinforce Kurdish exceptionalism—Americans struggle for an elusive solution to the violence that abounds. Mr. Barzani wishes the U.S. success, he says, because so much depends on George Bush's determination not to "cut and run." His "courageous decision to liberate Iraq will not be undermined by the mistakes made after that liberation," Mr. Barzani says, although he does resort to an American cliché: "If there are people who think the solution lies in leaving this unfinished, just like Vietnam, that would be a major disaster."

But having been both saved and betrayed by previous American governments, he knows the risks of tying Kurdish fortunes too closely to an administration facing public disenchantment with its Iraq policies. "In building our new federal democratic country, our interests have not contradicted each other," he says cautiously. "They are aligned. But before I trust the United States or other people, I trust my own people."

Ms. Miller, a former New York Times reporter, is a writer in New York.